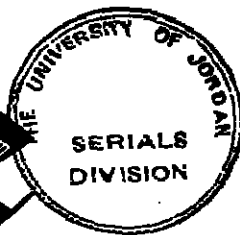


terre

مركز النشر

Radio-Télévision / Heures locales

# Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14888 - 7 F

- DIMANCHE 6 - LUNDI 7 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## "Coup de chien" à Hongkong

LES mouvements que vient de connaître la Bourse de Hongkong montrent que, moins de cinq ans avant le transfert de souveraineté en sa faveur, Pékin considère que le présent, et pas seulement l'avenir, de la colonie est entre ses mains. La Chine annonce-t-elle qu'elle ne reconnaîtra pas, après le 1<sup>er</sup> juin 1997, les contrats passés sans son aval par le gouvernement du territoire britannique? Elle provoque la chute de l'indice Hang Seng. Un porte-parole des affaires étrangères de Pékin tient-il un propos plus inquiétant? Les cours remontent. Les déclarations du gouverneur, M. Chris Patten, étaient, elles, restées sans effet.

Influençant la Bourse, Pékin peut, en théorie, avoir gain de cause dans la querelle qui l'oppose au gouvernement de la colonie : une réforme électorale d'esprit démocratique annoncée par M. Patten, que la Chine refuse, pour le mauvais exemple qu'elle donnerait à ses propres citoyens. En proclamant qu'il veut désormais donner son aval aux contrats passés par le territoire - qu'il s'agisse de l'aéroport en construction ou de tout projet d'importance - Pékin s'attribue un droit de veto sur les affaires de Hongkong.

Or rien de tel ne figure dans la « Déclaration commune » de 1984, qui organise le retour du territoire à la mère patrie. L'autorité du régime d'outre-mer, fidèle au bord de la Chine innommable, populaire et sous-développée, Hongkong tire sa prospérité d'être un lieu de rencontre d'intérêts. Cette évidence a été un peu oubliée, de part et d'autre, ces derniers temps.

Politicien britannique placé par hasard sur une trajectoire ascendante, M. Patten, avec d'excelentes intentions, a négligé ce détail auquel se tennent, peut-être d'un peu trop près, ses prédécesseurs : rien ne peut arriver de bon à Hongkong sans concertation. Le gouverneur fera peut-être de nouvelles propositions dès la réunion, le 10 décembre, du « comité mixte de liaison » - ce qui pourrait lui permettre de sauver la face.

Mais Pékin, souvent mieux avisé, risque aussi de scier une branche chargée de fruits. Les Chinois, qui dominent le milieu d'affaires de la colonie, conseillent l'accommodement à M. Patten. Mais ils sont aussi conscients de leurs intérêts : si prévaut la conviction que tout, à Hongkong, est soumis aux humeurs des mandarins de Pékin, ils sauront trouver d'autres places.

La Chine a-t-elle fait tous ses comptes? Même si les incertitudes liées à une crise de succession ont leur traduction dans la diplomatie chinoise, celle-ci sent, en cette affaire, déterminée. Ce qui touche à ce territoire d'apparence minime y est jugé prioritaire : ne s'agit-il pas d'un symbole de la réunification de terres chinoises? Pékin, en outre, s'estime capable, désormais, de contourner le caractère unique de Hongkong grâce à ses « zones économiques spéciales » - emblème de la nouvelle « économie de marché » de M. Deng Xiaoping.

L'enjeu, pour la Chine, concerne son crédit mondial pour l'avenir. Mais les risques sont, eux aussi, élevés. En cas de dérapage, la Chine serait pour Londres un rude adversaire.

M0146 - 1206 0 - 7.00 F



Les déclarations de M. Bush sur l'acheminement de l'aide humanitaire

## L'opération américaine en Somalie aura une durée limitée

M. George Bush a annoncé vendredi 4 décembre l'envoi d'une « force américaine conséquente » en Somalie afin d'y assurer l'acheminement de l'aide humanitaire.

Tout en se gardant de préciser la durée de l'opération - baptisée « Restaurer l'espoir » - le président a souligné que les soldats américains « ne resteraient pas un jour de plus que ce qui est absolument nécessaire » et qu'ils passeraient ensuite « le relais » à une « force de

maintien de la paix des Nations unies ». De son côté, le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, a prédit que l'opération pourrait durer de « deux à trois mois ».

Vendredi, les chefs des factions somaliennes réunis à Addis-Abeba ont apporté leur « soutien total » à l'envoi de troupes.

A Mogadiscio, les responsables des organisations humanitaires se montrent plus réservés.

### « Restaurer l'espoir »

WASHINGTON  
de notre correspondant

Sans tout à fait convaincre, les dirigeants américains ont multiplié les déclarations, durant toute la journée du vendredi 4 décembre, pour rassurer leurs compatriotes : l'intervention des États-Unis en Somalie, ont-ils répété, doit être limitée, dans le temps et dans son objectif.

Vingt-quatre heures après le vote de l'ONU sur l'envoi d'une force essentiellement américaine en Somalie, le président George Bush et les responsables militaires ont eu à dissiper un certain malaise. Si l'opération « Restaurer l'espoir », comme l'a appelée M. Bush, fait l'unanimité aux États-Unis, ou à peu près, elle n'en a pas moins ravivé quelques craintes que le précédent du

Golfe n'a apparemment pas effacées : l'appréhension de l'enlèvement dans un conflit extérieur, la peur de devoir arbitrer une guerre civile sans fin, bref l'impression qu'il pourrait y avoir quelques mauvaises surprises.

Il y a le sentiment que l'opération, si elle doit avoir un impact durable, pourrait s'avérer un affaire plus difficile qu'on ne l'imagine aujourd'hui. Cela tient au caractère de la mission confiée aux marines. Rétablir les conditions de sécurité nécessaires à l'acheminement de l'aide alimentaire à la Somalie peut conduire à l'exercice d'une véritable tutelle sur ce pays. Si l'on n'y est pas préparé, comment le *New York Times*, on risque de « mener une opération de police pour la galerie » et, dès les marines débarqués, « les voyous reprendront le

détournement de l'aide, leurs guerres des clans et le piratage des organisations humanitaires ».

Aller au-delà de « l'opération pour la galerie » suppose un investissement durable dans les affaires de la Somalie, avec toutes les difficultés que cela comporte. Ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU, le général Vernon Walters nous confiait : « Le grand danger, c'est l'enlèvement ».

S'il s'est voulu rassurant, M. Bush n'a guère été explicite. Annonçant publiquement l'envoi d'une « force importante en Somalie », le président a affirmé que la « mission » des troupes américaines ne serait pas « sans fin ».

ALAIN FRACHON  
Lire la suite et nos informations page 3

## MM. Kohl et Mitterrand sur la même ligne

L'Allemagne et la France ont rapproché leurs positions et remis à plus tard leur appréciation sur le GATT pour obtenir que le prochain sommet européen d'Edimbourg donne « un signal positif ».

Lire page 7 l'article d'HENRI DE BRESSON et ÉRIC LE BOUCHER

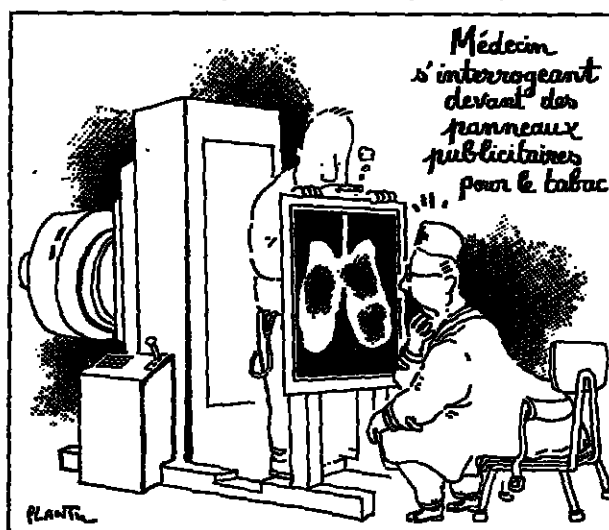
## Assurance-chômage : 21,5 milliards de déficit

Alors que la barre des trois millions de chômeurs (en données brutes) vient d'être franchie, les partenaires sociaux demandent au gouvernement une aide pour résorber le déficit cumulé de l'UNEDIC, qui s'élève à 21,5 milliards de francs.

Lire page 15 l'article d'ALAIN LEBEAUE

## La loi antitabac confirmée

La télévision ne pourra diffuser d'images de courses d'automobiles en France qu'en l'absence de publicité pour le tabac.



Page 9

## Feu vert au missile sous-marin M5

M. Joxe a approuvé un programme de 38,5 milliards de francs.

Page 11

Le sommaire complet se trouve page 18

## Les Transmusicales de Rennes

Depuis 1978, le festival breton a pour fonction de mettre à jour les tendances nouvelles du rock. Cette année la vedette était tenue par les Américains (Sonic Youth, Sugar). Mais ses organisateurs ont compris que cette musique n'avait pas (ou plus) le monopole de l'avant-garde.

Ils ont donc cherché du côté du rap, mais aussi des musiques non européennes (l'Égypte d'Ali Hassan Kuban) et même des traditions locales (la Bretagne de Denez Prigent).

Lire page 13 l'article de THOMAS SOTINEL

## Les contradictions des héritiers de Khomeiny

Entre l'ouverture économique et les coups de frein rigoristes, l'Iran hésite

TEHÉRAN

de notre envoyée spéciale

« Ne vous fiez pas aux apparences. Elles permettent d'avoir la paix et d'organiser par ailleurs sa vie privée comme on l'entend, dans la mesure du possible bien sûr. » D'une voix très douce, Farah explique les difficultés de la vie quotidienne à Téhéran, où la société iranienne « vit dans un état de schizophrénie perma-

nent », à la recherche de son identité. « Pour nous c'est une épreuve de tous les jours ; mais pour eux aussi, les dirigeants, qui doivent affronter soudain un monde qui les terrifie », au risque de voir voler en éclats tous les idéaux islamistes.

Quatre ans après la fin de la guerre avec l'Irak qui avait estompé les contradictions au sein du régime et permis de mobiliser la population face à

l'ennemi, le pouvoir iranien s'est en effet retrouvé face à lui-même, empêtré dans ses difficultés. Au point que démêler aujourd'hui l'écheveau politique est au moins aussi compliqué que conduire une voiture dans Téhéran. Et ce n'est pas peu dire. Comme ces centaines de milliers d'automobilistes qui ne savent pas ce qu'est une ligne droite et pratiquent le slalom avec un art consommé, les équilibristes entre les différents courants se font et se défont dans

un mouvement dont il est risqué de prédire l'aboutissement.

Entre la volonté de libéralisation économique et d'ouverture politique du président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani et les coups de frein rigoristes de l'ayatollah Ali Khamenei, le « guide » de la Révolution islamique, et du Majlis (Parlement), le régime iranien se cherche.

MOUNA NAÏM

Lire la suite page 7

## HEURES LOCALES

### Huit régions en quête de solidarité

Les voisins de l'île-de-France envient la réussite économique de la région capitale, mais sont toujours à la recherche d'une solution pour profiter de ses richesses.

### Périgord : la fin d'une longue pénitence

Telle la tramontane, un vent bête et vie politique locale.

Avec les pages « régions » et « Île-de-France », les informations pratiques, les livres, le débat.

Lire pages 19 à 28

## CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire ■ Marché international des capitaux ■ Matières premières

Page 17

LE 6 DÉCEMBRE

JEREMY IRONS - JULIETTE BINOCHE



Quand une passion devient...

Fatal

UN FILM DE LOUIS MALLE

## L'auto change de régime

1993 sera difficile pour l'industrie européenne après les turbulences monétaires

par Pierre-Angel Gay et Caroline Monnot

La Hongrie plutôt que l'Allemagne. C'est à Gyor, à l'ouest de Budapest, qu'Audi veut installer sa future usine de moteurs. Ni en Saxe, comme le gouvernement régional de ce Land oriental l'avait longtemps espéré. Ni en Bavière, pourtant berceau de la filiale haut de gamme du groupe automobile Volkswagen-Audi (VAG). Le coût de la main-d'œuvre, bien moins élevé sur la rive orientale du Danube, a fait pencher la balance en faveur des plaines hongroises, ont expliqué les dirigeants d'Audi en rendant public leur choix, mercredi 25 novembre. Le critère, il est vrai, condamnait d'avance toute

solution allemande. Qu'il ait été retenu en priorité reflète les inquiétudes du moment. Hier sûr de sa solidité financière, convaincu de la supériorité de ses produits, éparpillé par les poussées de fièvre sociale grâce à ses hauts salaires, l'industrie automobile allemande tout entière s'interroge. Et doute désormais de sa compétitivité. Redoutée de tous ses concurrents, créditée d'un parcours presque sans faute depuis la dernière guerre, elle avoue tout à coup certaines faiblesses. Opère soudain avec moins de facilité.

Outre-Rhin, les fissures se multiplient. C'est Opel AG qui prend, pour janvier, des mesures de chômage partiel, emboitant le pas à tous les constructeurs, à l'exception de BMW.

Lire la suite page 15

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Arabie Saoudite, 250 R ; Argentine, 250 P ; Belgique, 40 FB ; Canada, 25 \$ CAN ; Chili, 250 \$ ; Chine, 100 ¥ ; Espagne, 160 PTA ; États-Unis, 1 \$ ; France, 100 F ; Grèce, 200 DR ; Hongrie, 200 HUF ; Italie, 200 L ; Japon, 100 ¥ ; Mexique, 200 P ; Pays-Bas, 100 G ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 100 Sfr ; Taiwan, 100 NT ; Thaïlande, 100 Baht ; Turquie, 100 Lira ; Venezuela, 100 Bolívar ; Zimbabwe, 100 Shilling.

## Le Monde

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FAUGUËRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.808 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-90-30-10  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde  
PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guiz, Philippe Dupuis,  
Isabelle Tsafiri  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Tél. MONDPUB 634 128 F  
Tél. : 46-62-72-72 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Média et Régie Europe SA

Imprimerie de « Le Monde »  
12, r. M. Gumbourg  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les réceptions et  
index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration

**TÉLÉMATIQUE**  
Composés 36-15 - Tappez LEMONDE  
ou 36-15 - Tappez LM

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-90-30-10  
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SURSE BELGIQUE LUXEM- BURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS normale CDE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F

**ÉTRANGER :**  
par voie aérienne  
tarif sur demande.  
pour vous abonner  
renvoyez ce bulletin  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE**  
3 mois 6 mois 1 an

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris RP 221 M2 02

## Le Monde

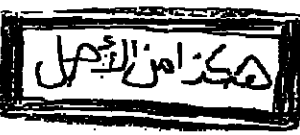
Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Fraipont  
directeur de la rédaction  
Jacques Guiz  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef  
Jean-Marie Colomani  
Robert Solé  
Indicatifs du directeur  
de la rédaction

Yves Agnès  
Jacques Amélie  
Thomas Fervant  
Philippe Hervani  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs  
Hubert Beuve-Méry (1944-1968)  
Jacques Fauvet (1968-1982)  
André Laurendeau (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)



## DATES

Il y a quarante ans

## Le PCF et l'« affaire Marty-Tillon »

par Patrick Jarreau

EN ce temps-là, le mouvement communiste avait sa manière de régler les désaccords politiques. Il appelait cela une « affaire » ; ses adversaires parlaient de « purge ». L'opération nécessitait la mise en cause de deux dirigeants au moins, accusés de « fractionnisme », c'est-à-dire d'avoir formé un « groupe » communiquant hors des instances — cellule, section, comité fédéral, comité central, bureau politique, secrétariat — seules habilitées comme lieux d'information et de discussion. Du fractionnisme à l'activité « anti-parti », il n'y avait qu'un pas vite franchi, surtout quand l'un des accusés était, en outre, d'entretien des liens avec la police.

Le lancement d'une « affaire » présentait plusieurs avantages. Il permettait de donner une explication aux militants préoccupés par une occasion d'échec électoral, par des indices d'isolement de leur parti, par des initiatives surprenantes ou incompréhensibles. A tout le moins, l'affaire détournait l'attention de ces réalités fâcheuses. En outre, le ou les dirigeants responsables au premier chef des revers subis par le parti se mettaient à l'abri des critiques, puis qu'ils prenaient la tête de l'offensive officiellement destinée à tirer les conséquences de ces revers et à corriger les défauts qui en étaient la cause. Enfin, des adversaires ou des concurrents pouvaient être, par la même occasion, écartés de toute fonction de direction, voire exclus du parti.

L'affaire Marty-Tillon est un exemple quasi parfait de ces méthodes, telles qu'elles ont été mises en œuvre par le Parti communiste français. « Un procès de Moscou à Paris », devait résumer, dix-huit ans plus tard, Charles Tillon, en titre du livre qu'il a consacré, en 1970, à son « renvoi à la base ». C'est, en effet, un décalque des grands procès inaugurés à Moscou dans les années 30, pratiqués en Tchécoslovaquie et en Hongrie au début des années 50, qui est appliqué, au même moment, à André Marty et à Charles Tillon.

Aux élections de juin 1951, les communistes ont perdu plus de quatre cent mille voix et 2 points de pourcentage par rapport aux élections de 1946. Avec 26,5 % des suffrages exprimés, le PCF demeure, certes, le premier parti de France, mais, le système des apparentements aidant, il est passé de 167 à 97 sièges à l'Assemblée nationale. En février 1952, les communistes lancent un mot d'ordre de grève, qui n'est pas suivi. Le comité central, réuni le 15 février, fait apparaître une différence d'orientation entre Jacques Duclos et Auguste Lecœur, qui dirigent le parti en l'absence de Maurice Thorez, parti à Moscou en novembre 1950 pour raisons de santé. Après s'être rendu auprès du secrétaire général, François Billaud-Mutet, le 17 février, devant le bureau politique, ce qui doit être la nouvelle ligne du parti : il s'agit d'inscrire le PCF dans le « mouvement anti-impérialiste » et de s'engager sur la voie qui doit conduire au socialisme. Autrement dit, l'heure est à l'activisme.

La manifestation  
contre le général Ridgway

La traduction pratique de cette orientation ne tarde pas. A l'occasion de la venue à Paris du général américain Matthew Ridgway, accusé d'avoir utilisé des armes bactériologiques en Corée, où il commande les troupes des Nations unies, la direction du PCF décide d'organiser, le 28 mai, une manifestation violente. Contre « Ridgway la peste », les militants parisiens, dont le rassemblement est interdit par la préfecture de police, sont appelés à affronter les forces de l'ordre, armés de pancartes en tête et de banderoles d'un diamètre important. L'affaire fait un mort — un manifestant algérien atteint d'une balle, dans le dix-huitième arrondissement — et de nombreux blessés. Sept cent dix-huit personnes sont arrêtées. Parmi elles figure Jacques Duclos, interpellé à proximité de la place de la République dans une voiture contenant un revolver chargé, une marmite, un poste de radio et... deux pipoups soupçonnés d'avoir servi à transmettre des messages. La mineure des charges entraîne la libération de Jacques Duclos le 1<sup>er</sup> juillet.

C'est dans ce contexte que deux dirigeants de premier plan, André Marty, membre du secrétariat, et Charles Tillon, membre du bureau politique, vont être mis en accusation. Le 26 mai 1952, Marty est soudain sommé de s'expliquer devant le secrétariat au sujet d'une rencontre qu'il a eue avec Charles Tillon, au printemps 1951, au domicile de Georges Beyer, beau-

frère du précédent, écarté du comité central en 1950. Une commission est mise en place, composée de Léon Mauvais, qui en sera le rapporteur, Marcel Servin et Gaston Auguste, pour enquêter sur le « travail fractionnel » dont les deux dirigeants sont soupçonnés. Le 1<sup>er</sup> septembre, le bureau politique est réuni pour entendre les conclusions de cette commission. Les 3 et 4 septembre, c'est au tour du comité central, qui vote l'exclusion

1939. Marty part pour Moscou, comme Thorez. Charles Tillon reste en France, où il participe dès le début à la direction clandestine du parti, avec Jacques Duclos et Benoît Frachon. Le 17 juin 1940, Charles Tillon, délégué à Bordeaux, prend l'initiative personnelle de lancer un appel à la résistance aux nazis. Chargé de la préparation, puis de l'organisation de l'action armée, à partir de juin 1941, à travers les Francs-tireurs et partisans

groupe de direction de l'Internationale communiste, dissoute en 1943, Thorez à la tête du parti français, dont il a été éloigné, toutefois, pendant toute la guerre. Charles Tillon est, lui, un dirigeant de l'intérieur, fort de son rôle dans la lutte contre l'occupant et des orientations qu'il a su mettre en œuvre à travers le Front national, organisation rassemblant les résistants au-delà des rangs du PCF. L'un et l'autre, pour des raisons différentes, font de l'ombre

publié trois semaines plus tard. Ce n'est pas assez. Le bureau politique exige une autocritique commune des deux accusés.

Charles Tillon a adressé à l'instance officiellement dirigeante une lettre dans laquelle il condamne la « campagne des ennemis du parti » au sujet de sa propre éviction et ajoute : « Je tiens, dans les circonstances présentes, à donner publiquement à la direction du parti l'assurance que je saurai me conduire avec fidélité. (...) Je demande à tous les membres du parti de se servir autour de son comité central pour appliquer la juste politique du Parti communiste français. » Marty, qui appartient toujours au bureau politique, y a fait, le 27 septembre, une déclaration dans laquelle il affirme : « Les sanctions prises par le comité central ont été décidées à l'unanimité des membres présents, y compris moi-même. Aucun communiste ne peut mettre en doute, ni leur justesse, ni la nécessité de les appliquer. » Pourtant, dans ces deux déclarations, la direction ne veut voir qu'« une nouvelle promesse de faire enfin l'autocritique » attendue.

« Un fil de plus  
a été découvert »

Dans les semaines qui suivent, la pression sur les deux héritiques ne se relâche pas. Marty étant visiblement considéré comme le maillon faible sur lequel il est opportun de s'acharner, sans oublier de lui associer Charles Tillon. Convoqué les 5, 6 et 7 décembre 1952, à Genève, le comité central décide, sur le rapport de Mauvais, de destituer Marty et Tillon de toute responsabilité au sein du parti. L'ancien chef des FTP se démet de son mandat de maire de Genèvevilliers et quitte Paris pour une maison de Luberon, que lui a trouvée un ami. Marty, lui, n'est pas quitté. Piégé par son ex-beau-frère, il est accusé d'être entré en relation avec un journaliste « bourgeois », ce qui, ajouté au fait que son frère, médecin, est parfois amené à remplir des tâches de médecine légale en relation avec la police, suffit à établir ce que Etienne Fajon appelle, dans *l'Humanité* du 14 janvier 1953, « les liaisons politiques de Marty ». « Un fil de plus a été découvert », affirme Duclos un mois plus tard. Son compte est bon. André Marty est exclu du PCF.

Il publiera, en 1955, son témoignage et sa défense sous le titre : *L'affaire Marty*, et mourra l'année suivante. Quant à Charles Tillon, « rétabli dans ses droits et devoirs de membre du parti » en 1957, il consacre sa retraite forcée à écrire des livres de souvenirs, jusqu'au moment où, avec d'autres anciens résistants, il dénonce, en 1970, l'accession à la direction du PCF d'un homme, Georges Marchais, qui n'a pas partagé les « combats vils » du parti. Cela lui vaut d'être mis en accusation devant sa cellule d'Aix-en-Provence, qui vote son exclusion. Mais, celle-ci n'ayant pas été ratifiée par le comité central, Georges Marchais pourra affirmer, en octobre 1978, que « Charles Tillon n'a jamais été exclu ».



de Marty du secrétariat et celle de Charles Tillon du bureau politique. A l'unanimité. La loi des procès staliniens exige, en effet, que les « coupables » votent leur propre condamnation.

Deux anciens « mutins  
de la mer Noire »

Les deux hommes ont pour point commun d'avoir fait partie, en 1919, des « mutins de la mer Noire », marins exilés de ne pas être démobilisés après quatre ans de guerre et qui n'avaient aucune envie de porter les armes contre la jeune Union soviétique. Agé de trente-trois ans, le Catalan André Marty, officier-mécanicien sur son *Prolet*, encourage l'équipage de son croiseur à se révolter. Arrêté, il est condamné à vingt ans de travaux forcés. Une vaste campagne de propagande, menée en France et relayée par l'Internationale communiste, aboutit à sa grâce par le président de la République, Alexandre Millerand, en 1923. Elu député en 1924, entré au comité central du PCF l'année suivante, il devient, en 1931, au côté de Maurice Thorez, membre du secrétariat. Secrétaire de l'Internationale communiste, il dirige les Brigades internationales envoyées en Espagne pour venir en aide aux Républicains contre la sédition du général Franco. Son rôle dans la guerre d'Espagne sera controversé, Hemingway traçant de lui, dans *Pour qui sonne le glas*, un portrait effrayant, qui viendra à l'appui de sa réputation de fusilleur et du surnom de « boucher d'Albacete » qu'il traînera tout au long de sa vie.

Plus jeune de dix ans, breton, Charles Tillon n'était que quartier-maître sur un autre croiseur, le *Guichen*, atteint à son tour par le mouvement de révolte. Condamné à cinq ans de bagne après le retour du navire en France, il est libéré pour raisons de santé en 1922. Ajusteur à Nantes, il entre au Parti communiste et à la CGT « unifiée » (dirigée par le PCF), dont il anime l'union régionale bretonne. Membre du comité central, puis du bureau politique du PCF, secrétaire de l'Internationale des marins et dockers, il quitte ses fonctions syndicales en 1935 pour être élu député à Aubervilliers, l'année suivante, au moment du Front populaire. Chargé ensuite de l'évacuation des combattants républicains à Valence, en Espagne, en 1939, il est fait prisonnier par les franquistes à Alicante, mais libéré au bout d'un mois.

La période de la guerre commence, pour l'un et pour l'autre, avec l'interdiction du Parti communiste français à la suite du pacte germano-soviétique, en septembre

(FTP), il en est le commandant en chef jusqu'à la Libération. Marty, lui, est délégué à Alger, où il arrive en octobre 1943 et où il représente le PCF auprès du général de Gaulle, chef de la France libre. Après la Libération, Charles Tillon, qui a lancé le mot d'ordre d'insurrection à Paris dès le 10 août 1944, est ministre de l'air, puis de l'armement, enfin de la reconstruction et de l'urbanisme, jusqu'à l'éviction des ministres communistes par le président du conseil socialiste, Paul Ramadier, en mai 1947. Au prétexte de ses responsabilités gouvernementales, il est écarté du secrétariat du parti. Au contraire, élu à l'Assemblée constituante, puis à l'Assemblée nationale, Marty entre au secrétariat, l'un des chefs du PCF avec Thorez et Duclos.

Marty s'est-il en la faveur de Staline, un temps, contre Thorez ? Certains historiens le soupçonnent. Il est sûr, en tout cas, que les deux hommes ont exercé des responsabilités équivalentes, Marty dans le

au secrétaire général. Un désaccord politique se fait jour entre des hommes comme Charles Tillon, chargé du Mouvement de la paix, ou Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, qui cherchent à préserver les positions « de masse » conquises par les communistes dans la Résistance et à la Libération, et ceux qui, plus directement branchés sur Moscou, ont pour souci principal d'inscrire le PCF dans le « camp socialiste » et dans le combat contre l'impérialisme, autrement dit les États-Unis et le camp occidental. L'ancien chef des FTP représente une menace sérieuse pour la direction en place, alors que l'étoile de Marty a pâli depuis que Thorez, après son retour d'Union soviétique à la Libération, a solidement rétabli son pouvoir sur le parti. Aussi bien est-ce clairement Charles Tillon qui est le plus visé par la mise en accusation des deux hommes. Marty fait son autocritique devant le comité central dès la réunion des 3 et 4 septembre, texte que *l'Humanité*

est-ce clairement Charles Tillon qui est le plus visé par la mise en accusation des deux hommes. Marty fait son autocritique devant le comité central dès la réunion des 3 et 4 septembre, texte que *l'Humanité*

**“GRAND JURY”**  
**RTL - Le Monde**

**JACQUES DELORS**

ANIMÉ PAR  
**HENRI MARQUE**

18 H 30  
**DIMANCHE**  
EN DIRECT  
SUR  
**RTL**

AVEC ANDRÉ PASSERON  
ET JEAN-PIERRE LANGELLIER (LE MONDE)

REMERCIEMENTS  
ET JACQUELINE BERNARD (RTL)



مركز التحليل

## ÉTRANGER

### SOMALIE : l'opération militaire d'urgence

# Les organisations humanitaires souhaitent un accord politique entre les factions rivales

Opposés ou favorables à l'intervention militaire décidée par le Conseil de sécurité, les organisations non gouvernementales (ONG) présentes en Somalie débattent de la répartition des secours, puis repartir avant qu'un accord politique n'ait été signé entre les factions rivales.

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

« Il n'y a pas de solution militaire à un problème politique ». Cette formule se retrouve sous une forme ou une autre dans les propos de tous les responsables humanitaires. L'iniquité qu'elle recouvre est partagée par le personnel de l'organisation Carême comme par ceux de Médecins sans frontières : il ne s'agit pas d'envoyer simplement les armes, a estimé pour sa part M. Bernard Kouchner arrivé, vendredi 4 décembre, dans la capitale somalienne pour assister au déchargement du riz offert par les écoliers français. Si cette opération

n'est pas suivie d'une réconciliation nationale, elle aura été inutile. » Le ministre de la santé et de l'action humanitaire a ensuite rendu visite au général Aidid, chef de l'une des factions qui se disputent le pays. Il devait rencontrer samedi le président par intérim, M. Ali Mahdi, lequel accueille les troupes américaines d'autant plus facilement qu'il ne s'est jamais opposé à l'arrivée des « casques bleus ».

Le général Aidid, qui reproche aux Nations unies de n'avoir pas soutenu, contrairement à leurs promesses, la création d'une force de police somalienne lors de l'arrivée du premier contingent pakistanais, se dit favorable à l'intervention militaire humanitaire de l'ONU. Il demande seulement qu'on y mette les formes... c'est-à-dire qu'on ne le tienne pas à l'écart. Contre mauvaise fortune, bon cœur. En fait, le général, qui a vite compris qu'il ne pourrait rien empêcher, tente aujourd'hui de faire reconnaître son existence. Il a reçu chaleureusement M. Kouchner qui, avant un entretien à huis clos, s'est aimablement prêté au jeu de la réception officielle, accueillant par les yeux des femmes et la fanfare de l'Agence nationale somalienne.

« L'homme fort de Mogadiscio-Sud est partagé entre la crainte et la détermination de ne pas se laisser dépasser par les marines », estime un observateur. Les Somaliens restent, eux, perplexes devant une telle opération dont, vraisemblablement, ils ne réalisent pas encore l'ampleur. En général, ils l'accueillent avec reconnaissance, qu'ils soient sincères ou simplement polis. En revanche, l'agacement domine dans les milieux humanitaires, tant les détails de l'opération restent vagues. Le mandat exact des troupes n'est pas précisé, pas plus que la durée de l'opération.

Mise au pas des « têtes brûlées »

La même incertitude règne en ce qui concerne la mission de l'escadron américain ancré, depuis le 3 décembre, au large de Mogadiscio, avec mille huit cents fusiliers marins à bord. Ces derniers sont censés établir une tête de pont et prendre, si nécessaire, le contrôle du port et de l'aéroport. Mais la date de leur débarquement demeure encore un mystère qui aggrave mal de la collaboration entre les militaires américains et les responsables humanitaires.

Les Nations unies et les ONG ont conscience des risques de dérapage de l'opération, mais n'en tirent pas forcément la conclusion que les expatriés pourraient être évacués. « Il y a des têtes brûlées qui voudront sans doute se mesurer aux Américains », prévient M. Rick Grant, porte-parole de Carême, mais les marines savent les mettre au pas et les convois humanitaires arriveront enfin à destination.

Dans le même temps, il estime que ce serait une grave erreur de licencier tous les gardes de sécurité somaliens, même si, en principe, ils seraient devenus inutiles. « Il faut qu'ils puissent garder un emploi, le temps que le pays redémarrasse », précise-t-il, insistant encore sur le fait que l'intervention militaire n'est pas une fin en soi.

Sur le plan politique, l'arrivée imminente du contingent américain semble avoir, en tout cas, un peu débloqué les choses. Les représentants de M. Ali Mahdi et du général Aidid sont convenus de se rencontrer dimanche à Mogadiscio. Ce premier contact pourrait, en cas de succès, se renouveler à un niveau plus élevé.

JEAN HÉLÈNE

M. Cheney a expliqué que le passage de la phase I à la phase 2, la transition entre les forces américaines et celles de l'ONU, se ferait « progressivement ». Durant la phase deux, a-t-il poursuivi, un contingent de quelque 2000 marines pourrait rester au large des côtes somaliennes, prêt à intervenir.

Le chef d'état-major inter-armes, le général Colin Powell, a fait preuve de la même souplesse en ce qui concerne les effectifs. Ceux-ci pourraient « beaucoup » varier « en fonction de la situation ». On pourra dépasser, et peut-être largement, les quelque 3000 hommes actuellement prévus (côté américain). D'ores et déjà, le Pentagone a ordonné à un porte-avions, le Ranger, de venir renforcer la flotte qui va se mettre en route. Le général Powell a répété la doctrine qui lui est chère, celle de l'« effet de masse » : mobiliser une force impressionnante pour dissuader toute opposition et « pouvoir couvrir tout le pays ».

Car les États-Unis entendent bien assurer la sécurité de l'approvisionnement d'un bout à l'autre de la Somalie. Les premiers débarquements de troupes américaines pourraient avoir lieu dès lundi ou mardi (1). Progressivement, la force d'intervention devra couvrir tout le territoire : d'abord la capitale, Mogadiscio, puis, au nord-ouest, la ville de Baidoa, ensuite, et, successivement, Belet-Wen, Odor, Gallaassi, Kismayo et Bardera. Les télévisions, elles, sont déjà là : dès vendredi soir, les vedettes des réseaux présenteront le journal depuis Mogadiscio.

ALAIN FRACHON

(1) Et non pas plus tôt, comme indiqué par erreur dans le Monde du 4 décembre.

# Les représentants des chefs de guerre apportent leur « soutien total » à l'envoi de troupes

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

« Nous voulons bien être assistés, mais pas conquis. » Ce commentaire fait, vendredi 4 décembre, à Addis-Abeba, par l'un des proches du « président par intérim », M. Ali Mahdi, résume l'appréhension des factions somaliennes après la décision du Conseil de sécurité.

« Si l'essentiel des troupes de l'ONU qui débarquent chez nous est composé d'Américains, cela risque d'être ressenti comme une invasion », souligne un jeune délégué présent à la conférence qui réunit, dans la capitale éthiopienne, à l'instigation des Nations unies, les représentants des différentes factions somaliennes. La réunion d'Addis-Abeba avait été convoquée avant que les Américains annoncent leur intention d'envoyer des troupes en Somalie.

Dans leur déclaration commune publiée vendredi, les représentants somaliens n'ont pourtant pas manqué de se féliciter de la décision « historique » de l'ONU, à laquelle ils affirment apporter leur « soutien total ». Le texte, signé par des chefs coutumiers et par les représentants de neuf « mouvements politiques » de diverses obédiences claniques, appelle à un « cesse-le-feu immédiat dans toutes les parties du pays », suggérant, en outre, la tenue d'une conférence de « réconciliation nationale, sous les auspices des Nations unies ». L'absence remarquée, parmi les signataires, des nordistes du Somaliland - qui ont proclamé leur indépendance en mai 1990 - et celle, surtout, des partisans du général Farah Aidid Mohamed, chef de guerre redouté

par les populations du Sud, risquent cependant de limiter la portée de l'appel.

Sur le plan politique, l'isolement du général Aidid ne s'en trouve pas moins confirmé. Montré du doigt par la quasi-totalité de la « famille » somalienne, le général, qui jusqu'à ces dernières heures était encore ouvertement hostile à une intervention des « casques bleus », voit sa marge de manœuvre se réduire dangereusement. De bonne source, on affirme qu'il aurait donné au gros de ses troupes l'ordre de quitter Mogadiscio pour se replier plus au sud, dans les régions de Kismayo et Galkayo.

Y a-t-il une autre solution ?

« Dans un premier temps, la seule solution à la crise serait que chaque clan belligérant regagne son territoire », estime un observateur. « L'ennui, c'est qu'Aidid y est farouchement opposé : il veut à tout prix se maintenir à Mogadiscio. Et sans doute souhaite-t-il aussi reprendre le contrôle de Bardera, une localité du Sud, située à l'ouest de la capitale - qu'il a dû céder, en octobre, aux maquisards du clan Marehan. »

Les éventuelles « bavures » que pourraient commettre les soldats de l'ONU ne manquent pas d'inquiéter les organisations non gouvernementales (ONG) présentes dans la capitale. « En cas de pépin, nous risquons d'être pris pour cible », souligne-on fréquemment. « Mais y a-t-il une autre solution ? »

CATHERINE SIMON

# M. François Mitterrand : des conditions « très différentes » de celles de l'ex-Yougoslavie

M. François Mitterrand a fait valoir, vendredi 4 décembre à Bonn, que les conditions et le terrain étant « très différents » en Somalie et dans l'ex-Yougoslavie, il n'était pas question d'y mener des opérations de même nature pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire.

Le président français, qui tenait une conférence de presse avec le chancelier Helmut Kohl au terme du sommet franco-allemand, a observé : « Nous sommes conscients de la vie de nos soldats, de leur sécurité dans l'accomplissement du devoir que nous leur avons fixé. Les conditions en Somalie seront difficiles mais elles permettront sans doute de mener à bien dans un délai raisonnable, limité, l'opération en question. » « Nous sommes obligés de prendre des précautions dans l'intérêt de nos armées, de nos soldats », a assuré M. Mitterrand en faisant allusion à la situation en Bosnie-Herzégovine.

Après avoir souligné que Paris s'était « concerté » avec Washington

et indiqué qu'il avait eu le président George Bush au téléphone sur la situation en Somalie, M. Mitterrand a déclaré que la France « avait l'intention de rester en Somalie le temps nécessaire pour débloquer une situation tragique. Notre intention n'est pas d'y rester et nous souhaitons fixer un terme assez rapide à cette opération. »

« À partir du moment où nous procédons de façon aussi évidente sous la garantie des Nations unies à une opération d'ingérence humanitaire, ce qui est vraiment un phénomène tout à fait nouveau dans le droit international, il faut mesurer l'importance historique d'une telle opération. Les conditions offertes par le conflit somalien sont celles qui représentent le mieux notre capacité d'action », a conclu le président français. Bonn et Paris, stipule le communiqué commun, « ont pris la décision de coordonner et d'intensifier conjointement leur action humanitaire en Somalie sous toutes ses formes ». - (AFP.)

# POINT DE VUE Soldats, ouvrez la route de Bardera !

par Nathalie Duhamel

**A** BARDERA, chaque jour de la semaine dernière, plus de cent cinquante adultes et enfants sont trouvés morts, morts de faim et de maladies.

Ce bilan quotidien honteux pouvait être considéré comme un progrès comparé aux trois cents morts quotidiens de la mi-octobre, lorsque les organisations non gouvernementales, confrontées au combat des clans, n'avaient plus accès au camp de six mille personnes agonisant sous un soleil de plomb.

Soldats, Bardera est inaccessible par la route, car les clans s'affrontent et gardent leurs territoires.

AICF et les autres ONG dépendent, pour acheminer les vivres et réduire l'écoulement, du transport aérien provenant de Nairobi.

Depuis quelques jours, les pluies tropicales ont repris, noyant la piste d'atterrissage.

Aujourd'hui, les stocks n'existent plus. Des milliers d'hommes, femmes, enfants agonisent en silence dans la boue, ils n'ont pas plus loin.

Soldats, ils vous attendent. Les volontaires de l'AICF, pour les secourir, s'acharment jour après jour à contrer ce destin inacceptable.

Pour sauver le camp de Bardera, vous devez protéger les routes et permettre enfin l'acheminement de l'aide humanitaire à la mesure des besoins.

Comment oublier ces visages, porteurs d'une plainte silencieuse ? Seuls leurs regards me rappellent que ces ombres étaient des hommes.

Nathalie Duhamel est directrice de la communication de l'Action internationale contre la faim.

# « Restaurer l'espoir »

Suite de la première page

« Nous ne resterons pas un jour de plus que ce qui est absolument nécessaire », a déclaré M. Bush, qui a précisé que cette « mission » avait « un objectif limité » : « garantir les voies d'approvisionnement, [puis] faire distribuer l'aide alimentaire ».

Une fois cette tâche accomplie, les marines devront « préparer le terrain pour qu'une force de maintien de la paix des Nations unies vienne prendre le relais ». Dans une première phase, il s'agit de créer des réseaux sûrs d'acheminement et de distribution de l'assistance humanitaire et, dans une deuxième phase, de céder la place à des « casques bleus » qui devront gérer la suite des événements. « Des lors que nous aurons établi des conditions de sécurité », a dit M. Bush, nous retirons nos troupes, confiant à une force de maintien de la paix de l'ONU le soin d'exercer la sécurité. »

Le président, qui parlait à la télévision depuis le bureau ovale de la Maison Blanche, a assuré que les forces américaines entendaient accomplir leur objectif en s'engageant le moins possible dans la guerre des clans. « Au peuple de Somalie, je promets, a-t-il déclaré, que nous ne voulons dicter aucune solution politique ; nous respectons votre souveraineté et votre indépendance. » « Notre mission est humanitaire. »

Mais les clans et autres factions qui font régner la terreur dans le pays doivent comprendre que les marines « ne toléreront pas que des gangs armés viennent piller leur propre peuple ». Et M. Bush d'ajouter :

tir que les troupes déployées sur place « sont habilitées à entreprendre toute action militaire qu'elles jugeront nécessaire ». Le président n'a pas indiqué que les marines devaient désarmer les groupes de bandits locaux.

M. Bush a expliqué que c'est l'amoncellement d'informations de plus en plus alarmistes sur la situation en Somalie qui l'avait conduit à agir : si rien n'est fait, près d'un million et demi de Somaliens seraient menacés de mort. Il a observé que les États-Unis « lui » pouvaient pas, seuls, remédier à tout ce qui ne va pas dans le monde, mais qu'ils étaient, néanmoins, les seuls « à avoir la capacité de déployer rapidement une importante force de sécurité dans un endroit aussi éloigné ».

Peut-être plus de 30 000 hommes

Alors que la Maison Blanche avait indiqué qu'elle entendait rembarquer les marines d'ici au 20 janvier, date de la passation des pouvoirs au président élu Bill Clinton, M. Bush s'est bien gardé de prendre pareil engagement. Le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, a été plus direct. Il a estimé que l'opération confiée aux troupes américaines pourrait durer de « deux à trois mois » et prévenu qu'il n'entendait pas se fixer de « date-limite artificielle ». En clair, M. Clinton, qui soutient sans réserve M. Bush, héritera du dossier et de la difficile décision d'avoir à rapatrier le corps expéditionnaire.

## AMÉRIQUES

### ARGENTINE

# M. Menem met l'accent sur la politique sociale

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Le président Carlos Menem a prononcé, le 2 décembre, à un moment ministériel qui est interprété à Buenos-Aires comme une volonté de mettre l'accent sur la politique sociale à l'approche d'élections générales. M. Menem, qui a succédé à M. José Luis Mazzaro au ministère de l'Intérieur, est considéré comme le « fils politique » de M. Menem, et c'est lui qui rédige les discours du président.

Après de la lutte contre la corruption, il se définit lui-même comme « un homme de l'Eglise catholique ». Les nouveaux ministres de l'éducation et du travail, MM. Jorge Rodríguez et Enrique Rodríguez, qui sont eux aussi des « ménemistes » de la première heure, prennent en charge des secteurs conflictuels. Les grèves interrompues des enseignants ont paralysé l'école publique pendant toute l'année scolaire, qui s'achève en

décembre avec l'été austral alors qu'une nouvelle loi sur l'éducation est toujours en attente au Parlement.

La grève générale déclenchée le 9 novembre dernier par la Confédération générale du travail (CGT, péroniste) oblige d'autre part le gouvernement à renouer le dialogue avec les syndicats pour faire approuver une nouvelle législation du travail.

COLOMBIE : la guérilla attaque cinq aéroports. - Des guérilleros de l'ELN (Armée de libération nationale, guérilliste) ont dynamité, vendredi 4 décembre, des installations dans cinq aéroports du pays, dont celui de Medellín, où un garde de sécurité a été tué. Selon la police, l'ELN entend ainsi venger l'arrestation, jeudi, de l'un de ses chefs, Francisco Galán. - (AFP, Reuters.)

HAÏTI : assassinat d'un membre fondateur du KONAKOM. - Le cadavre de Jacques Derencourt,

M. Menem, qui veut faire adopter une réforme constitutionnelle lui permettant de briser un second mandat, fait face à un mécontentement croissant, vu le coût social des mesures qu'il a adoptées depuis son arrivée au pouvoir en juillet 1989 et dont les résultats, sur le plan macro-économique, ont été encourageants.

CHRISTINE LEGRAND

un des membres fondateurs du Congrès des mouvements démocratiques (KONAKOM, social-démocrate), a été retrouvé au nord-est de Port-au-Prince, a annoncé, vendredi 4 décembre, M. Victor Benoit, secrétaire général de cette formation. M. Derencourt, par ailleurs responsable de l'organisation ADECOI travaillant en milieu paysan, avait été enlevé mercredi par des civils armés, qui ont pris pour cible, ces derniers semaines au moins deux autres militants du KONAKOM. - (AFP.)

## Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

En décembre 1992, deux dossiers :

### - SÉCURITÉ SOCIALE : L'IMPOSSIBLE RÉFORME -

En crise depuis une quinzaine d'années, la Sécurité sociale est toutefois parvenue à tisser un système de protection sociale efficace, bien que trop coûteux. Si aucune réforme de grande envergure n'est intervenue au fil des ans, il semble pourtant que l'heure des décisions de fond approche.

### LA CRISE DES PRISONS

On ne parle de l'univers des prisons que dans les moments de fièvre. La grave crise de cet été a prouvé que l'administration pénitentiaire a besoin de plus de moyens face à la surpopulation carcérale et que les rapports ambigus entre surveillants et détenus doivent être pris en compte au moment des réformes.

Au sommaire des « clés de l'info » : la double crise de la presse écrite, l'entrée en vigueur du marché unique, le gouvernement, la censure et la confiance, la Haute Cour de justice, les femmes prêtres en Grande-Bretagne, l'élection présidentielle en Corée, les élections prud'homales, Erich Honecker, communiste sans états d'âme, les nouveaux produits sur le marché du son.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 F

## EUROPE

## Déboires et espoirs de la construction communautaire

## II. - La révolution culturelle en marche

L'Europe des Douze traverse une des crises les plus sérieuses de son existence (le Monde du 5 décembre). Les Douze, qui se retrouvent à Edimbourg les 11 et 12 décembre, - un an après la signature du traité sur l'Union européenne à Maastricht, - ne cessent de répéter à leur opinion publique : « nous vous avons compris ! ». Mais la transparence se dégrade-t-elle ?

par Pierre Servent

« Il ne faut pas aller trop vite », confie à ses proches, depuis plusieurs mois, le président de la République, qui a senti passer le vent du boulet référendaire. Sa conviction du bien-fondé de Maastricht et sa détermination à faire aboutir le processus d'Union européenne restent néanmoins intactes. Mais, dans cette période de poussée de fièvre anti-européenne, il faut, estime-t-il, expliquer plus et mieux en restituant le sens d'une aventure européenne qui ne peut se réduire à des considérations techniques et expertises exprimées dans un jargon communautaire incompréhensible.

Bref, le politique doit retrouver toute sa place en dominant les experts, car le risque est grand de voir « tout mis à bas » si les opinions publiques continuent à faire de l'Europe le bouc émissaire des difficultés du moment. « Tout le monde doit faire son autocritique. Le travail est immense », note M. Pierre Vimont, directeur du cabinet du ministre des affaires européennes, M. Elisabeth Guigou, qui craint une « ossature » si le citoyen n'est pas désormais plus étroitement associé à la construction européenne.

## Sous l'opacité

Cela va demander à toute la chaîne de commandement européen une véritable mutation de comportement pour trouver le point d'équilibre entre une meilleure prise en compte des sensibilités nationales et la poursuite de l'aventure communautaire qui doit les dépasser. « L'Europe traverse une crise de maturité. Il faut tracer notre propre chemin. Tout n'est pas écrit. Nous allons sans doute étonner, et il faudra avoir l'humilité de le dire », explique, dans son bureau au quai d'Orsay, M. Elisabeth Guigou. « Nous devons sans doute adopter un ton plus modeste, faire preuve d'une certaine humilité, pour parler désormais de l'Europe », confirme, à Bruxelles, M. Jérôme Vignion, le patron de la « cellule prospective » du président de la Commission, M. Jacques Delors.

Cette prise de conscience fait l'unanimité aujourd'hui, même si l'est parfois difficile de discerner dans les propos recueillis dans les

d'une véritable et sincère prise de conscience et ce qui procède d'un souci diplomatique conjoncturel.

Les Douze affichent, ces derniers temps, une ferme détermination à ne plus faire l'Europe à l'abri des regards, protégés d'une épaisse couche de jargon communautaire. À Birmingham, en octobre, ils ont affirmé vouloir faire dorénavant coïncider décision communautaire et transparence. Le Conseil européen d'Edimbourg, la semaine prochaine, devrait confirmer ce cap : sus à l'opacité et au déficit démocratique ! L'Europe doit, petit à petit, réduire la distance qui la sépare du citoyen.

La subsidiarité, cet ancien principe de philosophie politique, est brandie pour chasser les démons d'une supranationalité débridée. Signe des temps, le mot proximité devrait d'ailleurs se substituer à celui, trop hermétique, de subsidiarité, afin de bien marquer le souci de voir les décisions prises au plus près des citoyens. S'il tient ses promesses, ce principe devrait donc faire partie intégrante du processus décisionnel et concerner toutes les institutions : la Commission, qui a l'initiative de la loi européenne et est chargée de son exécution ; le conseil des ministres, qui exerce les fonctions exécutives et législatives ; le Parlement, qui participe au processus législatif.

Mais la subsidiarité n'est pas la remède miracle à tous les maux dont souffre l'Europe. Au-delà des bonnes intentions affichées, les eurocrates doivent s'engager dans une révolution culturelle qui demandera du temps. Dans leur volonté nouvelle de « faire transparent », les Douze se heurtent à une première difficulté de taille : la communication. « C'est une idée fautive de croire que l'accumulation des messages et des informations est créatrice de clarté », estime M. Vignion.

À l'évidence, la Commission européenne en est la preuve. Il n'y a en effet pas plus transparent que son travail. Pas moins de six cent cinquante journalistes (autant qu'à la Maison Blanche) sont accrédités auprès d'elle (1). Un point de presse quotidien permet au porte-parole de M. Jacques Delors, M. Bruno Dethomas, de satisfaire, - brochures, documents et rapports à l'appui - la curiosité des journalistes du monde entier qui s'y pressent.

Pourtant, le travail communautaire bruxellois reste d'une opacité totale pour l'homme de la rue, comme tenu de sa complexité. Au-delà des procédures qui seront adoptées pour que la législation européenne « devienne plus simple et plus claire », pour que l'information soit plus accessible, c'est à un travail de simplification et de vulgarisation que chaque acteur européen est convié.

Pour M. François Scheer, représentant de la France auprès des Communautés européennes, l'effort d'adaptation ne se limite pas aux sphères européennes. Il faut, estime-t-il, que des réseaux d'information se mettent en place « au plus proche du citoyen, du canton, de la paroisse, de la commune... ».

C'est cette absence de relais qui

a fait cruellement défaut lors de la campagne référendaire française. Dans cet esprit, les médias sont systématiquement invités à participer à cette sorte de « maillage » européen du pays. Cela devrait permettre une meilleure information du citoyen sur les activités du Conseil, de la Commission et du Parlement, tout en rendant la loi communautaire plus accessible.

Défendant également cette ligne, le sénateur Jean François-Poncet souligne toutefois la difficulté de l'exercice : « Les gens se plaignent souvent de n'être pas informés, mais, quand on commence l'expi-

tion parfaitement huilée entre le politique et le diplomate communautaire français. Poids des traditions françaises, l'ambassadeur français auprès des Communautés ne participe à aucune réunion interministérielle coaccrédité, à Paris, aux dossiers chauds européens (ces réunions sont au demeurant peu nombreuses). Son homologue britannique s'envole, quant à lui, tous les jeudis pour Londres. Il peut ainsi, le lendemain, se concerter directement avec le patron de la diplomatie britannique, M. Douglas Hurd, et, si le sujet le justifie, avec le premier

Paris, pour y faire mieux passer la dimension européenne. M. Elisabeth Guigou estime, quant à elle, que le ministre des affaires européennes devrait être certes plus présent à Bruxelles, mais en veillant à ne pas se substituer à ses autres collègues : « Il faut surtout que chaque membre du gouvernement intègre la dimension européenne ».

Mais n'est-ce pas la structure même des institutions européennes qui suscite le manque de clarté et de visibilité ? Ceux qui le pensent souhaitent des réformes structurelles qui modifieraient l'équilibre extraordinairement compliqué des pouvoirs européens. La perspective d'élargissements futurs de la CEE donne des arguments à ceux qui jugent les institutions actuelles incapables d'absorber cette évolution.

## L'obligation de « parler vrai »

D'autres penchent plutôt pour une évolution en souplesse à l'intérieur même de la structure actuelle des pouvoirs. Mais nombreux sont ceux qui plaident, dans tous les cas de figure, pour un renforcement du rôle du Parlement européen, et surtout pour une modification de son mode de désignation. Une élection dans le cadre d'une circonscription (comme en Grande-Bretagne) pourrait faire du député européen un « interface » utile - « et moins irresponsable qu'aujourd'hui », s'empresse-t-on d'ajouter - entre l'Europe et les réalités locales.

Le président du Parlement européen, l'Allemand Egon Klepsch, espère qu'une plus grande transparence des débats européens permettra d'éviter que d'aucuns continuent de jouer double jeu, « comme certaines organisations syndicales qui viennent à Bruxelles ou à Strasbourg demander certaines réformes pour ensuite faire marche arrière et les critiquer devant leurs bases nationales ». Il compte également sur le futur ombudsman européen pour relayer efficacement les critiques, reproches et autres pétitions des citoyens des Douze.

« Il faut parvenir à mouler tous les parlementaires dans les questions européennes », plaide, pour sa part, M. Alain Lamassoure, député européen (UDF). Vaste programme au regard du retard accumulé par les députés et les sénateurs français dans ce domaine. Signe de ce désintérêt : alors que M. Jacques Delors et ses proches collaborateurs sont fréquemment sollicités par les parlementaires des autres pays (notamment les Britanniques) pour être auditionnés, ils le sont beaucoup moins par les élus français. Et, lors de la dernière discussion budgétaire à l'Assemblée, ils n'ont eu qu'une maigre poignée à se pencher en séance publique sur l'épineuse question de la contribution française au budget communautaire ; et ce malgré les efforts du gouvernement pour donner à ce débat un écho particulier.

Pourtant, les Parlements natio-

naux, en concertation avec le Parlement européen, pourraient être d'utiles intermédiaires entre le citoyen et l'Europe. Les députés de la tournée 1993 n'auront plus d'excuses pour se détourner de ces questions. La révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht leur permettra de voter des résolutions sur « des propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative ».

Mais la véritable révolution, comme le souligne un conseiller du président de la République, qui s'excuse dans un sourire du mot « grossier » qu'il va utiliser, c'est celle qui va consister désormais à dire « la vérité » aux Français. Ce mot revient souvent dans la bouche de ceux qui reconnaissent que le référendum français a ouvert une brèche positive dans la tour d'ivoire européenne qu'il ne faut pas laisser se refermer. C'est pour avoir oublié de « parler vrai » - pouvoirs politiques et syndicaux confondus - sur la nouvelle politique agricole commune (PAC), et donc sur le GATT ensuite, que la France se serait trouvée contrainte de jouer les « cancrets » de la classe européenne. C'est - autre exemple - pour avoir oublié de le faire clairement à propos des conséquences de la suppression des contrôles aux frontières que le gouvernement a dû faire face à des mouvements sociaux au sein de la profession des transitaires en douane.

Dire la vérité en termes clairs, accessibles, malgré la rudesse de la matière et des choix à faire ; désigner les enjeux, les défis et les obstacles ; rendre lisibles les décisions communautaires ; faire preuve d'un enthousiasme communicatif qui rompe avec une tonalité par trop technocratique : tout cela pourrait permettre de baliser, à l'avenir, un chemin sur lequel le citoyen se retrouverait un peu plus acteur.

Tous les espoirs seraient alors permis pour une construction européenne qui, en quarante ans, a prouvé son étonnante capacité à surmonter les obstacles déversés sur sa route. Mais, comme le souligne M. Guigou, cela demandera du temps : « Or si les gens comprennent la complexité des problèmes, ils demandent des réponses immédiates ». La quadrature du cercle européen...

(1) Les Britanniques (77 journalistes) y sont nettement mieux représentés que les Français (au nombre de 38), alors qu'il y avait 42 journalistes français accrédités et 45 britanniques il y a quatre ans. L'AFP a 4 journalistes sur les questions communautaires pour 21 à Reuters.

(2) Directeur général honoraire des Communautés européennes, il est l'auteur de « 50 mots, l'Europe » chez Desclée de Brouwer.

(3) Le Comité des représentants permanents est composé de diplomates ayant rang d'ambassadeur ; il est à la fois le relais entre les administrations nationales et communautaires et un organisme subsidiaire du conseil des ministres. Lire à ce sujet l'ouvrage de l'auteur de l'ouvrage de Jean de La Guéville (chapitre VI). Le Monde-Éditions (collection « Actualité »).

FIN



tion, ils préfèrent souvent zapper pour regarder une série américaine... » L'école devient également un enjeu de cette bataille. À quand des cours d'instruction civique systématiques sur l'Europe ? Sera-t-il possible de passer demain un concours d'entrée dans la fonction publique sans plancher sur les questions européennes ? La révolution culturelle européenne en France passe aussi par là.

Pour autant, il serait faux d'imaginer que rien n'a été fait ces dernières années, en France, pour servir ce qui se passe à Bruxelles. Les organisations syndicales agricoles ont depuis longtemps initié le mouvement. Les régions françaises ont installé des bureaux de représentation dans la capitale belge. Des fédérations industrielles ou professionnelles (comme le CNPF) ont fait de même.

## « Mille petits détails techniques »

Le lobbying français (en retard sur les autres) se développe également : le Barreau de Paris, par exemple, a ouvert des bureaux à Bruxelles. « Un nombre considérable de personnes défilent à Bruxelles. La Commission consulte d'ailleurs très largement, et les fonctionnaires européens passent leur temps à recevoir une foule de personnes », affirme M. Robert Tomblin, qui fut, durant onze ans, un eurocrate bruxellois.

En matière de transparence, l'idée de rendre publiques les délibérations des conseils des ministres européens, agitée avant Birmingham, relève de la fausse bonne idée. « Les débats deviendront académiques et les vrais négociations se feront ailleurs », souligne un diplomate en poste à Bruxelles. Les travaux des conseils des ministres européens, qui regroupent, par spécialités, les ministres des Douze, devraient - si les bonnes intentions sont suivies d'effets - être allégés de façon à être concentrés sur les grands sujets.

Les autres dossiers seraient alors renvoyés au COREPER, qui regroupe les ambassadeurs permanents auprès des Communautés européennes chargés de « mâcher » les dossiers inscrits à l'ordre du jour (3). « Régulièrement, les conseils des ministres des affaires étrangères sont encombrés de mille petits détails techniques qui ne devraient pas être discutés à ce niveau, tandis que des sujets majeurs sont traités très vite sans que l'on voie clairement quelle est la direction arrêtée », explique un ancien eurocrate. Non seulement une approche plus politique faciliterait la prise de décision, mais la communication s'en trouverait facilitée, affirme-t-on à Paris comme à Bruxelles.

Il n'est pas sûr, pourtant, que la France puisse jouer d'une articula-

ministre, M. John Major. « Cela leur permet une meilleure anticipation », note M. Dethomas.

Aussi, certains se demandent s'il ne faudrait pas réactiver la vieille idée consistant à transformer le poste d'ambassadeur du COREPER en secrétariat d'Etat technique sur le modèle de ce qui existe en Allemagne, où les ministres sont flanqués de secrétaires d'Etat politiques et techniques.

Dans cette hypothèse, ce « super-COREPER » politico-technique pourrait assurer une présence permanente à Bruxelles, plus visible pour l'opinion publique, tout en étant mieux inséré dans le dispositif gouvernemental national. Il n'est pas certain que cela réponde vraiment aux vœux du ministre des affaires étrangères français, M. Roland Dumas, qui évoquait, il y a peu, la nécessité d'avoir à Bruxelles un conseil des ministres quasi permanent pour bien montrer aux opinions publiques que ce sont les gouvernements élus et responsables qui tiennent la barre face à la Commission.

Cette dernière idée suscite d'ailleurs un certain scepticisme, les risques étant grands de voir ces « super-ministres », pilier quasi permanent du conseil des ministres de Bruxelles, marcher sur les platebandes de tout le monde et décoller de leur réalité nationale. Quand elle était aux affaires européennes, M. Cresson ne cessait d'ailleurs de répéter que sa place était surtout à

## Sept pays ont ratifié le traité de Maastricht

FRANCE : préalable à la ratification proprement dite, le Congrès de Versailles (députés et sénateurs) a adopté le référendum de la Constitution le 23 juin. Le chef de l'Etat ayant décidé de demander au peuple de se prononcer, le traité a été définitivement ratifié par référendum, le 20 septembre, par 51,04 % des suffrages exprimés.

BELGIQUE : la Chambre des députés a approuvé Maastricht le 17 juillet par 146 voix contre 32 et 3 abstentions (sur 212 députés). Le Sénat a confirmé ce choix le 4 novembre, par 115 voix « pour », 26 « contre » et 1 abstention.

IRLANDE : le référendum a donné, le 18 juin, une large victoire au « oui » avec 68,7 % des exprimés (participation, 57,3 %).

ESPAGNE : la modification de la Constitution nécessaire pour permettre aux étrangers membres de la Communauté d'être candidats aux élections a été approuvée le 22 juillet par la Chambre et le 30 du même mois par le Sénat. La Chambre a ratifié

le traité le 29 octobre par 314 voix contre 3 et 8 abstentions et le Sénat le 25 novembre, par 22 voix « pour », 0 « contre » et 3 abstentions.

GRÈCE : le Parlement a ratifié le 31 juillet par 288 voix contre 8 et 1 abstention.

LUXEMBOURG : la ratification par voie parlementaire a eu lieu le 2 juillet, par 51 voix contre 6 (sur 60 députés). Une modification de la Constitution devra être introduite pour permettre le droit de vote des citoyens de la CEE.

ITALIE : le Sénat a approuvé le traité le 17 septembre par 176 voix contre 16 et 1 abstention. La Chambre des députés l'a adopté à son tour le 29 octobre par 403 voix contre 46.

PAYS-BAS : les députés ont approuvé le traité le 12 novembre par 137 voix contre 13. Le Sénat doit se prononcer le 15 décembre.

ALLEMAGNE : le Bundestag a adopté le projet de traité mercredi 2 décembre par 543 voix

contre 17 et 8 abstentions. Son adoption par le Bundestag, prévue pour le 18 décembre, ne pose aucun problème.

PORTUGAL : la modification préalable de la Constitution a été adoptée le 17 novembre par le Parlement (droit de vote des étrangers de la CEE aux élections locales). L'examen du traité par le Parlement est prévu les 10 et 11 décembre. L'adoption ne devrait pas rencontrer de difficultés.

ROYAUME-UNI : Le débat parlementaire a recommencé, à la Chambre des communes, mardi 1<sup>er</sup> décembre. Mais le premier ministre, M. John Major, a déjà annoncé que le vote définitif ne pourrait intervenir avant le second référendum danois.

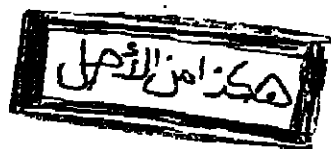
DANEMARK : le traité a été repoussé, le 2 juin, par 50,3 % des électeurs danois. Le référendum était une obligation constitutionnelle. Le Parlement avait auparavant approuvé le traité. Un nouveau référendum est prévu pour la mi-1993.

Le Monde



Mardi 8 décembre (daté 9)





## EUROPE

### BOSNIE-HERZÉGOVINE

#### Les limites de l'aide humanitaire

Alors qu'en Bosnie-Herzégovine, et notamment à Sarajevo, les combats ont atteint une intensité nouvelle au cours des derniers jours (des observateurs de l'ONU ont compté, jeudi, 1 284 tirs serbes à l'arme lourde sur les faubourgs de la capitale, contre 20 seulement depuis les défenses croato-musulmanes), les limites de l'action humanitaire menée par la communauté internationale sont apparues au grand jour, vendredi 4 décembre, à Genève et à Bonn. Et ce alors que le pont aérien sur Sarajevo a été suspendu.

En premier lieu, M. Sadako Ogata, haut commissaire pour les réfugiés (HCR), a instantanément réclamé une solution politique au conflit en Bosnie, avertissant les participants à une réunion sur l'aide humanitaire à l'ex-Yugoslavie que son organisation avait atteint la limite de ses capacités. Reprenant le même thème, un autre officiel du HCR, M. José María Mendeluce, responsable de l'aide dans la région, a insisté sur le fait que « seule une solution politique pourrait donner de l'espoir, c'est ce qui nous manque maintenant ».

#### Trouver une solution politique

En second lieu, les deux principales organisations opérant dans l'ex-Yugoslavie, le HCR et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sont en plein désaccord sur la stratégie à adopter pour tenter de sauver le plus grand nombre de gens - en l'absence de toute initiative politique efficace pour mettre fin à la tuerie. M. Mendeluce s'est ainsi élevé contre la création de zones de sécurité préconisées par d'autres organisations, notamment le CICR, et certains

Etats, comme la France. « Il n'y a pas de grande différence entre une zone de sécurité et un ghetto », a estimé M. Mendeluce, selon qui le seul moyen d'avoir une zone de sécurité était de faire cesser les hostilités.

De telles zones, a-t-il souligné, risquent d'accroître le « nettoyage ethnique » et de geler les acquis territoriaux. En conclusion de l'examen de l'idée de tels camps « à grande échelle », un document du HCR souligne qu'il importe d'apporter de la sécurité aux personnes plutôt que d'empêcher les personnes vers la sécurité ». En revanche, pour le CICR, « il ne faut pas exclure le transfert de groupes vulnérables dont la vie est menacée, voire de créer des zones protégées sous protection internationale ».

Enfin, à Bonn, le chancelier Helmut Kohl et le président François Mitterrand, tout en « condamnant » les atrocités dont ils rendent responsables les dirigeants serbes et « estimant indispensable que la communauté internationale et, avant tout, l'Europe, aient pour priorité de mettre fin aux massacres, d'éviter une extension du conflit et de trouver une solution politique », n'ont annoncé, pour toute mesure concrète, qu'un « vaste projet d'assistance » aux populations de la poche de Bihać (nord-ouest de la Bosnie) - où est stationné un bataillon de « casques bleus » français. Or ces populations sont déjà considérées par le représentant sur place du HCR comme les « privilégiés » de l'action de l'organisation (le Monde du 24 novembre). En revanche, des délégués du HCR redoutent une véritable hécatombe ailleurs en Bosnie, dans des zones où la guerre empêche l'acheminement de l'aide.

Y. H.

#### Washington envisage de recourir à la force contre l'aviation serbe

Les Etats-Unis, convaincus que l'aviation serbe viole constamment l'interdiction de survol de la Bosnie-Herzégovine, édictée par l'ONU, consultent leurs alliés sur l'éventualité d'une résolution autorisant le recours à la force pour empêcher les avions serbes de poursuivre leurs vols, écrit, vendredi le New York Times. Une telle résolution pourrait être soumise au Conseil de sécurité dès la semaine prochaine, précise le quotidien, qui cite des sources au sein de l'administration américaine.

De son côté, le ministre britannique de la défense, M. Malcolm Rifkind, a indiqué que son pays restait fermement opposé à toute intervention armée des forces de

l'ONU, en Bosnie, estimant que « ce serait une grave erreur de chercher à mettre un terme à une guerre civile » par ce moyen. Il a assuré que tous les membres du Conseil de sécurité partageaient le point de vue de Londres. - (AFP.)

■ LITUANIE : élection présidentielle le 14 février. - Les Lituaniens éliront leur président le 14 février prochain, a décidé, vendredi 4 décembre, le Parlement de Vilnius. Le dirigeant nationaliste Vytautas Landsbergis et l'ex-communiste Algirdas Brazauskas devaient tous deux être candidats. - (AFP, Reuters.)

Reçu à l'Académie des sciences morales et politiques

#### Le prince de Galles « installé » sous la Coupole

« J'ai acquis la réputation de quelqu'un qui sait où il veut aller », avait répondu l'héritier présomptif de la couronne britannique à une question très directe d'Anne Sinclair. M. Henri Amouroux l'a rappelé, en accueillant, vendredi 4 décembre, le prince Charles, prince de Galles, élu au titre d'associé étranger à l'Académie des sciences morales et politiques.

Cette réputation, le prince de Galles l'a justifiée. Dans un français impeccable et non sans humour, il confiait : « Ne parlez surtout pas des négociations du GATT, m'a-t-on dit. Ni du budget de la Communauté, ni de Maastricht, ni de la viande bovine. » Alors, de quoi parler ? Tout simplement « de la connaissance. De ce que nous en faisons. Et de ce que nous devrions en faire ». Et donc il a rédigé de sa main le texte (anglais). A quoi servent en fin de compte tant de savoirs accumulés, tant de pouvoirs conférés par la science ? « Dix ans de rapports, savants nous ont appris que les ressources de la planète étaient tellement sollicitées et si mal que l'humanité ne vit plus en faisant travailler son capital, la terre, mais en la mangeant. »

Les découvertes prodigieuses auxquelles nous assistons devraient révolutionner notre mode de vie, « et pourtant, dans la pratique, nous constatons le prince de Galles, nous n'avons guère changé ». Mais bientôt il s'agit de ces considérations pour tourner un regard postalgique vers nos valeurs traditionnelles : « Est-il bien indispensable de refuser à nos enfants la lecture,

l'écriture, les grands auteurs qui ont baigné notre enfance, sous prétexte que de beaux esprits ont un jour décrété savoir mieux qu'il y a trente ans ce qu'il convenait d'enseigner (...) ? Dans le domaine de l'architecture, nous disposons maintenant de matériaux qui nous permettent d'édifier des bâtiments de formes et de tailles inédites. Mais doit-on (...) reléguer aux poubelles de l'histoire la sagesse, l'équilibre, l'humilité et la déférence dont faisaient preuve les bâtisseurs d'autrefois ? »

Une fois cet hommage rendu à nos racines profondes, à celles qui attachent un homme à la terre (ici le prince Charles cite Maupassant), l'orateur a fait un retour vers les réalités toute neuves qui nous déconcertent encore car « il nous reste à définir de nouvelles lois de l'univers, à nous donner de nouvelles raisons d'être, autrement dit à rechercher une philosophie nouvelle (...) ».

J.-M. D.

■ Protestation de deux députés travaillistes. - Les propos tenus à Paris par le prince Charles ont suscité les protestations de deux députés travaillistes, MM. Harry Cohen et Bob Cryer. Ces derniers reprochent à l'héritier de la couronne d'avoir cité la France en exemple pour la « vitalité de ses traditions rurales », estimant que ces déclarations constituent un soutien au refus français du pré-accord américano-européen sur le volet agricole du GATT.

### SLOVÉNIE : élections législatives et présidentielle

#### M. Milan Kucan devrait être reconduit à la tête de la République

Les premières élections législatives et présidentielle depuis la proclamation d'indépendance, en juin 1991, se déroulent, dimanche 6 décembre, en Slovaquie. Selon les derniers sondages, aucune majorité claire ne se dessine. Ils indiquent une progression de l'ancienne Ligue des communistes, rebaptisée Parti de la rénovation social-démocrate, qui figure en troisième position derrière le Parti libéral-démocrate de l'actuel premier ministre, M. Janez Drnovsek, et les chrétiens-démocrates de son prédécesseur, M. Lojze Peterle. A l'élection présidentielle, M. Milan Kucan pourrait l'emporter dès le premier tour.

M. Drnovsek dirige, depuis le 14 mai 1991, une coalition de centre gauche, qui succédait à une autre coalition conduite par M. Lojze Peterle (chrétien-démocrate) mise en minorité, notamment sur son plan d'austérité économique. Ce remplacement ne manquait pas de sel : M. Drnovsek fut membre de la défunte Ligue des communistes et l'avant-dernier président, en 1990, de la République fédérative socialiste de Yougoslavie (créée par Tito) dans le cadre de la direction collégiale

tourante. Il devait céder la place... au Croate Stipe Mesic, ce à quoi les Serbes se sont longtemps opposés, d'autant plus qu'un autre Croate, M. Ante Markovic, était à la tête du gouvernement fédéral. Belgrade voyait se profiler la sécession des deux Républiques prospères du Nord et condamnait le modèle confédéral qu'elles proposaient pour éviter la guerre.

Deuxième chef de gouvernement de la Slovaquie indépendante, M. Drnovsek était avant que la crise n'éclate totalement inconnu à Ljubljana. En tant que président de la Fédération, il défendait l'idée d'un « divorce » à l'amiable et du passage à une économie de marché, à laquelle travaillait M. Markovic. La Slovaquie fut la plus indépendante de l'ancienne Fédération, et ce mouvement était largement encouragé par la très modeste Ligue slovaque des communistes qui, lorsque ses revendications décentralisatrices ont été rejetées par la Ligue fédérale, a claqué la porte d'une organisation qui était, avec l'armée, la dernière institution fédérale. Cette sécession, en décembre 1990, aura été la première manifestation concrète de la désintégration de la Yougoslavie.

L'actuel président de la Slovaquie, M. Milan Kucan, leader des communistes slovaques à l'époque, et coqueluche des milieux intellectuels locaux, est l'un des principaux artisans de l'indépendance.

Communiste certes, mais Slovaque d'abord. C'est la raison pour laquelle il a toutes les chances d'être réélu, dimanche, peut-être même au premier tour.

Les quelque deux millions de Slovaques se sont toujours sentis « à part » dans la Fédération, géographiquement, économiquement et ethniquement. Cette République était la plus riche et voulait accroître l'idée qu'elle entretenait ses cinq sœurs et qu'elle versait beaucoup trop, proportionnellement, aux budgets fédéraux. Voisine de l'Autriche et de l'Italie, elle avait le sentiment d'être plus « européenne » que par exemple la Serbie balkanique. Les Slovaques, qui avaient tissé depuis une dizaine d'années, dans le cadre d'Alpe-Adria (groupe de coopération économique régional avec l'Autriche, la Bavière et le Frioul italien), des liens solides (« séparatistes », selon Belgrade) et fructueux avec leurs voisins occidentaux, cherchent à s'arracher à l'Europe de l'Ouest.

Mais cette petite République était surtout homogène, moins de 10 % de ses habitants étant non slovaques. Cette dernière particularité explique la brève durée de la guerre (juin 1991) qui l'a opposée aux forces fédérales. La Serbie, qui dominait l'armée, s'était résignée à ce départ, ayant toujours jugé « égoïste » le comportement de la Slovaquie. L'indépendance acquise, la marche vers l'économie de mar-

ché s'est avérée plus difficile que prévu, ne serait-ce qu'en raison des échanges économiques importants que la Slovaquie avait avec les autres ex-Républiques yougoslaves, et notamment la Serbie. Le chômage s'est accru ; la reconversion des anciens conglomérats socialistes a entraîné des suppressions d'emplois, et certains produits slovaques ont du mal à trouver leur place sur les marchés occidentaux. L'arrivée de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés de Bosnie n'est pas là pour améliorer la situation.

A. D. et Y. H.

■ CHYPRE : élection présidentielle en février. - Les électeurs chypriotes seront appelés aux urnes le 7 février pour l'élection présidentielle. Le président sortant, M. George Vassiliou, a annoncé qu'il solliciterait un nouveau mandat. Il est soutenu par le parti communiste (AKEL). Trois autres personnalités ont également fait acte de candidature : M. Glafcos Clirides, président du parti conservateur (DISI), M. Paschalis Paschaliades, candidat d'une coalition appuyée par l'Eglise orthodoxe, ainsi que M. Yannakis Taliotis, ancien adjoint au maire de Paphos. - (AFP.)

PENDANT  
QUE D'AUTRES  
COLLENT  
DE DROLES  
D'ETIQUETTES  
SUR LEURS  
MICRO-ORDINATEURS,

COMPAQ  
COLLE  
UNE NOUVELLE  
ETIQUETTE  
SUR TOUS SES  
MICRO-ORDINATEURS.



GARANTIE  
3 ANS

Tous les micro-ordinateurs Compaq® vendus à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1992, sont garantis trois ans pièces et main-d'œuvre. Voilà qui est clair.

Voilà qui indique qu'après avoir pris position depuis toujours sur l'innovation, puis sur le rapport prix-performance, Compaq prend position sur la garantie longue durée.

Il faut être totalement sûr de ses produits, de leur conception, de leur utilisation quotidienne pour les

garantir ainsi. Compaq comprend très bien que d'autres n'en fassent pas forcément autant : Compaq ne garantirait pas trois ans des micro-ordinateurs qui ne sont pas des Compaq. Voilà qui est également clair.

3616 COMPAQ.

COMPAQ

à suivre.

\*Régime au tarif du 09/11/92.

## EUROPE

TADJIKISTAN : des milliers de victimes

## Les communistes veulent s'assurer le contrôle total du pays

MOSCOU

de notre correspondant

« Nous allons nettoyer le Tadjikistan et la Russie de l'ordre démocratique », Sangak Safarov, l'homme fort du sud du Tadjikistan, a clairement annoncé la couleur devant les députés qui l'avaient « invité », ces jours derniers, à s'exprimer devant eux, et, au moins pour ce qui concerne le Tadjikistan, son entrée semble en assez bonne voie. Les communistes ou assimilés contrôlent la quasi-totalité du sud du pays. Ils attaquent en permanence les environs de Douchanbé et la capitale elle-même, encombrée de réfugiés, et où les forces « démocratiques » semblent avoir de plus en plus de mal à se maintenir.

Au nord, dans le nouveau centre de la vie politique « officielle » du pays qu'est devenu Khodjend, le Parlement, conservateur à une très forte majorité, a consacré par une série de nominations la prédominance des amis de M. Safarov ou de l'équipe naguère dirigée par l'ex-président Rakhmon Nabiev.

En plus de la présidence du Parlement, les anti-démocrates contrôlent désormais le ministère de l'Intérieur (confié à M. Jakoub Salimov, un repris de justice condamné autrefois pour racket, et qui dirigeait jusqu'à présent une des formations armées du Kouliab, le bastion de M. Safarov), le ministère des affaires étrangères (échu à un ancien conseiller de M. Nabiev, totalement novice en matière de diplomatie, M. Rachid Olimov), et d'une manière plus générale la quasi-totalité du gouvernement, présidé par l'homme d'affaires Abdoulmalik Abdouljalilov.

L'une des premières décisions du Parlement a été de décréter une amnistie pour tous les crimes commis dans la zone des combats entre les mois de mars et novembre de cette année. Une mesure qui ne peut que satisfaire M. Sangak Safarov, puisque le commandant du Kouliab s'était lui-même vanté d'avoir assassiné, entre autres, le gouverneur de sa région et à toujours professé sa détermination à « anéantir » ses ennemis, M. Sangak Safarov, figure de légende au Tadjikistan, a derrière lui six condamnations et vingt-trois années de camp.

Le Parlement a également décidé de fusionner les deux régions où se sont déroulés depuis le printemps les combats principaux entre « communistes » et « islamistes », à savoir le Kouliab et la région de Kourgan-Tioubé. Dans le contexte actuel, cela revient à donner une assise légale à l'emprise des hommes de M. Sangak Safarov sur ce qui fut le bastion de leurs ennemis.

## Le drame des réfugiés

Dans le même temps, les combats continuent, dans le sud et autour de la capitale. Une attaque surprise lancée dans la nuit du 21 au 22 novembre par des forces « anti-islamiques » contre des réfugiés, près de Chazar-tour, à l'extrême sud du pays, s'est soldée par un véritable massacre (les bilans varient de quelques centaines à quelques milliers de morts). Un nouvel exode de plusieurs dizaines de milliers de personnes a suivi, et, selon le Comité international de la Croix-Rouge, qui a pu envoyer une mission sur place, une centaine de personnes sont mortes de froid et de faim dans la région de Khosma, près de la frontière afghane, où se trouvent désormais environ 150 000 personnes déplacées.

Ces derniers jours, selon l'agence indépendante russe Nega, une offensive a été lancée à l'est de Douchanbé contre la ville de Kofarnikhon par une force appuyée par une dizaine de blindés arborant des drapeaux rouges. Dans la banlieue ouest de la capitale, l'initiative des combats revient à M. Safarali Kendjiev, président du Parlement à l'époque Nabiev, déjà auteur d'un coup de main raté contre Douchanbé à la fin du mois d'octobre, et que certains soupçonnent d'ailleurs de jouer son propre jeu. A chaque fois, il y a eu des dizaines de victimes.

L'attitude de la Russie et des trois pays ex-soviétiques d'Asie centrale

LIVRES

## POLONAIS

et livres français

sur la Pologne et l'Est

Livres russes

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

RUSSIE : en attendant le résultat du vote

## Jour de fièvre au Congrès des députés

MOSCOU

de notre correspondant

L'armistice est rompu, à nouveau c'est la guerre, au moins pour un jour ou deux. Vendredi 4 décembre fut un jour de fièvre au Congrès des députés du peuple, et un jour où le frisson de la défaite a parcouru instantanément les amis « démocrates » de M. Eltsine, jusqu'à ce qu'il apparaisse qu'aucun camp ne pourrait vraisemblablement prétendre à une victoire totale.

Dans les couloirs, le porte-parole de M. Eltsine fulminait : « Khasboulatov (le président du Parlement) a rompu tous les accords passés avec le président. Il est impossible de passer un compromis avec ce Congrès : plus le président lui concède de sacrifices, et plus il devient agressif. » Sur le même ton, les démocrates radicaux « indignaient des violations graves du règlement » commises, selon eux, par le même Rouslan Khasboulatov. De plus, ils affichaient leur désarroi devant la « passivité » du président, coupable, à en croire le Père Giech Iakounine, d'avoir cru pouvoir négocier avec le

redoutable Tchétchéne. « Je crois que nous avons perdu », confiait même tristement Sergueï Kovalev, autre ancien prisonnier politique.

## Un appel au peuple

Le motif de cet émoi, c'est que le Congrès, refusant d'examiner en priorité, comme l'avait demandé M. Eltsine, la candidature de M. Egor Gaidar au poste de premier ministre, avait entrepris de procéder à la modification de la Constitution. Il s'agissait de voter une série d'articles qui contraindraient le président à soumettre à l'approbation du Parlement le choix, non seulement du premier ministre, mais des principaux ministres, et placeraient en fait l'exécutif sous le strict contrôle des députés. Ce serait là une nouvelle manière de contraindre M. Eltsine à accepter ce qu'il avait déjà refusé en mettant son veto à une « loi sur le gouvernement » votée peu avant l'ouverture du Congrès par le Parlement. A priori, l'adoption de ces modifications à la Constitution semblait hors de portée de l'opposition,

même renforcée par une bonne partie du « centre », puisqu'il fallait pour cela les voix des deux tiers du total des députés.

Mais le choix, en dépit des protestations véhémentes des démocrates radicaux, d'une procédure de vote strictement secrète, était supposée renforcer les chances de l'opposition. L'incident survenu la veille, lorsque plusieurs élus radicaux s'étaient approchés, fort en colère, de la tribune de M. Khasboulatov, qui avait alors appelé au secours, avait choqué nombre de députés du « marais ». Bref, les choses se présentaient assez mal : c'est alors que M. Eltsine est sorti de sa torpeur pour lancer aux députés un avertissement solennel, déclarant que l'équilibre des pouvoirs, la réforme économique, et plus généralement la Russie étaient en danger.

Dans le même temps, dans les couloirs, les partisans de M. Eltsine reprenaient courage, et soulignaient que si par malheur les modifications constitutionnelles passaient, le président lancerait un appel au peuple, le prenant à témoin des turpitudes du Congrès, largement mises en

valeur par la télévision et la presse amie. La journée s'écoula, et on ne voyait toujours pas, les préparatifs, et notamment l'impression de bulletins de vote séparés pour chacun des articles à modifier, prenant beaucoup plus de temps que prévu : immédiatement, chacune des parties accusait l'adversaire de retarder délibérément le vote avec de sombres intentions. Finalement, ce n'est que samedi matin que les députés sont entrés dans leurs isolements, dans un bâtiment que les journalistes avaient été priés d'évacuer, en raison d'un débat ultérieur sur la situation dans l'armée, tenu à huis clos.

Les résultats ne devaient être connus que dans l'après-midi. Restait, pour meubler l'attente, à multiplier les scénarios sur la suite, la guerre, la paix, ou plus vraisemblablement un peu des deux. « Le Congrès évolue de manière dynamique », comme l'explique sobriement M. Sergueï Stankievitch, un conseiller du président.

JAN KRAUZE

## ASIE

## CAMBODGE

## Le récit des six « bérêts bleus » détenus par les Khmers rouges

KOMPONG-THOM

de notre envoyé spécial

« L'espère que non », répond M. Yasushi Akashi, patron de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC) au Cambodge, quand on lui demande si la détention, trois jours durant, de six officiers des « bérêts bleus » par les Khmers rouges est liée à « la situation générale » (le Monde du 5 décembre). Initiative locale, donc.

M. Akashi a rencontré, le vendredi 4 décembre, à Kompong-Thom, au centre du pays, les trois Britanniques, les deux Philippins et le Néo-Zélandais qui étaient revenus deux heures plus tôt en compagnie d'un détachement indonésien. Leurs huit Zodiac ont, en deux heures et demie, remonté la rivière Sên pour rejoindre ce chef-lieu de province. « J'en tire une leçon : nous devons résoudre les problèmes par le dialogue avec toutes les factions », note le

« patron » de l'ONU au Cambodge. Il y a une semaine, les observateurs de l'APRONUC avaient décidé d'aller jeter un coup d'œil sur la Sên, qui prend sa source dans le nord du Cambodge et se jette dans le Tonlé-Sap, le grand lac situé au centre du pays, après avoir traversé la province de Kompong-Thom. On leur avait signalé, près du Tonlé-Sap, un mouvement de cinq vedettes accompagnées de sampans de l'armée de Phnom-Penh.

Les embarcations remontaient, avaient-ils appris, vers une zone montagneuse tenue par la division 616 des Khmers rouges. Venus de Kompong-Chhnang, au sud, les zodiacs de l'ONU se sont trouvés coincés entre les deux forces en présence. Ils ont dû se retirer, sous les tirs des Khmers rouges. Les « bérêts bleus » ont alors décidé de descendre la rivière. Le 1<sup>er</sup> décembre, une heure après avoir franchi la dernière position tenue par Phnom-Penh, ils

se sont retrouvés face aux Khmers rouges. Après les sommations d'usage, ces derniers ont intimé aux six observateurs, sans armes, de l'APRONUC, de se figer sur place : « Ils ont été polis mais carés », nous dit le lieutenant Verney, jeune officier britannique. Le deuxième jour, quand nous avons voulu plier bagages, ils ont été très fermes, ajoute-t-il. Faute d'interprète, le dialogue n'était pas facile. Mais des échanges radio avec l'APRONUC, à Phnom-Penh et Kompong-Thom, ont permis de négocier la libération des six hommes. Jeudi soir 3 décembre, après deux nuits en forêt, encadrés par vingt Khmers rouges, les observateurs ont été rejoints, avec l'accord de leurs gardiens, par des militaires indonésiens venus de Kompong-Thom, où se trouve le QG de leur bataillon, à bord de deux Zodiac.

## Deux nuits inconfortables

« On peut parler d'une rétention plutôt que d'une détention », juge le général français Robert Rideau, commandant en second des forces militaires de l'APRONUC, venu avec M. Akashi à Kompong-Thom. « Nous n'avons pas été maltraités, ils ont été amicaux », a déclaré, de son côté, le lieutenant-colonel Watson, un officier britannique qui commandait le détachement des observateurs. Les « bérêts bleus » ont passé deux journées et surtout deux nuits inconfortables. La province de Kompong-Thom, est l'une des plus disputées. De sérieux combats y ont eu lieu au début de l'année. De leur fief septentrional de Preah-Vithar, adossé à la Thaïlande, les Khmers rouges s'étaient avancés vers le centre du pays et la vallée du Mékong. Mais l'incident « est survenu à un mauvais moment : au lendemain de l'adoption, par le Conseil de Sécurité, d'une résolution condamnant les Khmers rouges, tout en leur imposant qu'ils cessent de contrôler, en fait pas grand-chose. La décision de « retirer » les observateurs de l'ONU a été probablement prise à l'échelon local. Mais un tel incident peut se répéter dès que l'APRONUC se montrera aux limites des zones khmères rouges. M. Akashi refuse toutefois de s'alarmer : « Je demeure optimiste quant à l'issue », nous dit-il avant de reprendre l'hélicoptère pour Phnom-Penh.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## Drôle de paix armée à Kompong-Chhnang

KOMPONG-CHHNANG

de notre envoyé spécial

« Tout sera terminé jeudi et, comme prévu, nous ferons une grande fête vendredi. » Le propriétaire cambodgien du restaurant Rithien est content. L'entrepreneur et ses dix ouvriers vietnamiens ont respecté les délais. En l'espace de trois semaines, ils ont retapé son petit bâtiment sur le fleuve. Au rez-de-chaussée, trois anciens magasins ont été transformés en une vaste salle d'une centaine de couverts dotée également d'un bar et d'une petite estrade pour orchestre. La décoration, plutôt tape-à-l'œil, lui plaît. La cuisine est cotée. Une autre pièce permet d'accéder, à l'étage, à huit grandes chambres avec salle d'eau.

La berge du Tonlé-Sap, sur laquelle donne Kompong-Chhnang, au centre du Cambodge, est encombrée de piles de bois et de longs bambous alignés que des chalands vietnamiens chargent ou déchargent. « J'ai demandé aux autorités d'enlever tout cela pour aménager un parking », explique, dans un anglais correct, le propriétaire, qui dit posséder deux autres restaurants. A Kompong-Chhnang, ville de 50 000 habitants, le Rithien, premier hôtel-restaurant de l'après-guerre, a ainsi ouvert ses portes le 6 novembre.

De l'après-guerre ? Rien n'est moins sûr. La ville-marché, sur l'axe très passant qui relie Battambang à Phnom-Penh, s'habituait cependant à cette drôle de paix armée imposée par la communauté internationale et que surveillaient les Nations unies. Dès l'aurore, les marchés s'animent. Des autobus dégingolés et surchargés prennent les routes défoncées. Des taxis routiers s'apprêtent à en faire autant. Il leur faut trois heures pour franchir les 100 kilomètres qui séparent Kompong-Chhnang de la capitale. Ils seront de retour dans l'après-midi.

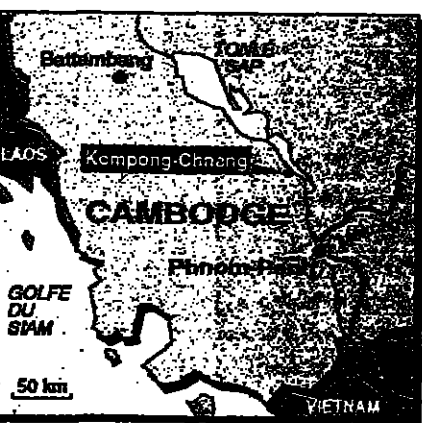
Non loin du centre-ville, un peu à l'écart du fleuve, une procession se met en marche. Une centaine de personnes se rendent, deux par deux, portant des plateaux chargés de boissons et de fruits. Un mariage de plus à la saison des fêtes. Sur les routes comme en ville, devant les pagodes, de vieux Cambodgiens interpellent, haut-parleur à la main, les voyageurs. C'est le mois des fêtes publiques autorisées et l'occasion, pour les monastères, de réparer une aile ou de redécouvrir un pavillon.

A la prison centrale, délabrée, une femme

attend depuis cinq ans d'être jugée pour avoir tué une jeune fille. Il n'y a que trois juges dans la province », constate un représentant de l'APRONUC. L'autorité provisoire de l'ONU. Derrière les barreaux sont regroupés quarante-deux prisonniers, tous Cambodgiens, tous des droits communs. « Deux Vietnamiens ont été arrêtés à la suite d'un vol il y a trois semaines. L'un s'est échappé. Nous n'avons jamais pu savoir ce qu'il était devenu l'autre », explique un officier de l'ONU. Les prisonniers politiques ont, pour leur part, été libérés.

## Vietnamiens anciens et nouveaux

A l'orphelinat, belle bâtisse délabrée au grand jardin en friche, le lieutenant Sutterlin, jeune officier de la police allemande des frontières, est visiblement populaire. Son épouse a envoyé des poupées à chacun des neuf enfants. Les cinquante-deux pensionnaires vivent chichement : un peu d'aide gouvernementale et quelques dons privés. Les grands reçoivent, comme argent de poche, 1 800 riels par mois, soit, au cours du moment, moins de 5 francs. Ils vont à l'école.



Le professeur d'anglais éprouve du mal à comprendre la langue qu'il enseigne. Mais il faut, bien entendu, un début à tout.

Sur les rives du fleuve, les Vietnamiens ont élu domicile. La plupart, installés dans une sorte de quartier lacustre, se consacrent à la

pêche. D'autres ont ouvert des cafés ou vendent des sandwichs aux abords du marché. Vietnamiens et Cambodgiens font bon ménage. Un tailleur vietnamien, âgé de vingt ans, parle le khmer. Son compagnon de travail, plus âgé, s'ennuie : il n'est arrivé au Cambodge que depuis six semaines et n'en parle pas la langue. « Je n'ose pas sortir le soir », dit-il.

Au Wat Yeay Tep, le plus grand monastère local, une équipe de l'ONU enregistre les futurs électeurs, à raison de cent vingt personnes par jour. Les observateurs de cinq partis politiques surveillent. « Aucun Vietnamien n'obtiendra sa carte d'électeur. Nous sommes vigilants », dit l'un d'eux. Les autres opinent du chef. Dans la pagode voisine, le FNPLK, le Front de M. Son Sann, l'une des quatre factions politico-militaires du Cambodge, a organisé une fête à l'occasion de prières pour la paix.

Des autobus venus de Phnom-Penh ont amené des partisans et leurs familles. Les cérémonies se déroulent sans incident. Les autorités locales, qui représentent le gouvernement de M. Hun Sen, se sont contentées de planter des dizaines de drapeaux de l'Etat du Cambodge — leur propre faction — sur le chemin qui mène au monastère. L'administration, sous le contrôle du PPC, le Parti du peuple du Cambodge de MM. Ches Sim et Hun Sen, entend ne pas perdre trop de terrain.

Le chef adjoint de la police affirme que les seuls Vietnamiens présents sont ceux qui, originaires du Cambodge, avaient fui du temps des Khmers rouges et sont revenus chez eux depuis. C'est peut-être vrai d'un bon nombre d'entre eux, mais pas de tous. Derrière le dancin, autour d'un terre-plein rectangulaire, s'alignent des pailotes avec hostesses. Une Vietnamiennne de vingt-trois ans reconnaît n'être arrivée sur place que depuis quatre jours et sa voisine, trente ans, depuis quatre mois. Ni l'une ni l'autre ne parlent khmer.

Kompong-Chhnang, avec la tombée précoce de la nuit sur le coup de 18 heures, se retrouve pratiquement dans le noir. Le courant est totalement coupé, même aux privilégiés, à 22 heures. Seuls ceux qui ont les moyens de s'offrir un générateur peuvent s'éclairer. La Rithien sera de ceux-là et les dîners dans son « restaurant américain », au son d'un orchestre, promettront de durer tard. Au moins jusqu'à l'arrivée d'un concurrent.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES  
PHILOSOPHIE - HISTOIRE  
POLITIQUE

Bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères  
75007 Paris - Tél. : 45-48-80-28



سكس اس اس اس

## DIPLOMATIE

Renvoyant à plus tard leur appréciation définitive sur le GATT

### MM. Kohl et Mitterrand souhaitent que le conseil européen d'Edimbourg donne « un signal positif »

A l'issue du 60<sup>e</sup> sommet franco-allemand, les dirigeants des deux pays ont clairement fait savoir, vendredi 4 décembre, qu'ils ne se laisseraient pas entraîner dans un conflit à propos du volet agricole du GATT. Le chancelier Helmut Kohl a exprimé sa compréhension de la situation française en soulignant la nécessité de maintenir en Europe une agriculture « ayant des perspectives d'avenir ». Cette attitude illustre la volonté des deux pays d'arriver unis au conseil européen d'Edimbourg, les 11 et 12 décembre.

BONN

de nos envoyés spéciaux

Sur le GATT, la France et l'Allemagne « sont d'accord sur la nécessité d'une solution globale et équilibrée, acceptable par tous », indique le communiqué publié à l'issue du sommet. Le chancelier Kohl pouvait difficilement aller plus loin dans son soutien à M. Mitterrand, étant données les pressions en Allemagne pour accepter le compromis de Washington.

Les dirigeants de l'industrie allemande, qui ont été invités au passage à venir rencontrer le premier ministre français à Matignon, réclament moins de complaisance vis-à-vis du « protectionnisme » français. L'approche des deux pays reste divergente. L'Allemagne estime que le compromis de Washington n'est « dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune », tandis que la France le juge « inacceptable ».

Réaffirmant sa « détermination », M. Mitterrand a de nouveau critiqué les négociations européennes, parlant de leur « démolition » et les accusant d'avoir eu tort de s'être laissés « fixer par les négociateurs américains sur les questions agricoles ». Le président français s'est dit favorable à une issue « le plus tôt possible » de l'Uruguay Round, mais pas aux conditions actuelles.

Le chancelier pour sa part est « optimiste » sur la possibilité d'arriver ensemble à une solution dans les « quinze domaines, dont les services », qui font partie de la négociation. Il a regretté lui-même que ces autres sujets n'aient pas été traités en même temps que l'agriculture. Il a admis que des pays comme la France et l'Allemagne devaient être en mesure d'avoir une agriculture « raisonnablement viable » et aussi capable d'exporter. Cette position

allemande répond à la demande française de gagner du temps et les deux parties se sont entendues pour demander à la Commission de Bruxelles de « préciser son évaluation ».

#### La parité franc-mark

Sur l'autre sujet sensible du moment, la coopération monétaire, les deux pays ont confirmé « leur ferme attachement au système monétaire européen et à son mécanisme de change ». Ils ont insisté sur le fait que « la parité entre le deutschemark et le franc est totalement justifiée par les données fondamentales des deux pays ». Il n'est pas question de réformer le SME ni de resserrer la marge de fluctuation actuelle entre le franc et le mark comme les marchés des changes l'espèrent. Mais le ministre

des finances, M. Michel Sapin, nous a indiqué que la coordination sera « encore plus étroite ».

Très réticents au départ, les Allemands ont fait un pas vers l'idée de Bruxelles et de Paris de lancer un programme de grands travaux susceptibles de soutenir l'activité économique déclinante dans la Communauté. La France et l'Allemagne agissent « de concert pour que le conseil européen d'Edimbourg donne un signal positif » en faveur de cette « initiative de croissance ». Le président français a indiqué que les deux pays étaient d'accord « pour engager sur un certain nombre de terrains tout-à-fait concrets ».

Aucun chiffre n'a été avancé mais la Banque européenne d'investissement jouera un rôle dans son financement. Sur le plan de la coopération industrielle, la déclaration commune réaffirme, d'une part, le soutien des deux pays à la politique européenne de télévision à haute définition. Ils estiment hautement prioritaire la promotion du format 16/9 pour laquelle un plan d'action devrait bénéficier d'environ 600 millions d'euros sur cinq ans.

« Chaque pays en Europe doit savoir que la France et l'Allemagne poursuivront le chemin de l'Union européenne sans se laisser arrêter par les difficultés », a conclu le chancelier. M. Mitterrand et Kohl ont clairement affirmé qu'ils souhaitent voir s'ouvrir officiellement dès le début de 1993 les négociations sur l'élargissement de la Communauté avec la Suède, la Finlande, la Norvège et l'Autriche. Bonn souhaite que ces négociations aboutissent avant la fin de la même année.

HENRI DE BRESSON  
et ERIC LE BOUCHER

### M. Jacques Delors : pas de vote séparé sur le volet agricole du GATT

M. Jacques Delors a indiqué vendredi 4 décembre que les Douze n'ont pas à voter sur l'accord intervenu entre négociateurs américains et européens car « pour le GATT, il y a une règle simple : tant que tout n'est pas réglé, rien n'est réglé ».

M. Delors, qui venait de s'entretenir avec M. Mitterrand, a souligné que l'on ne demandera pas aux ministres des affaires étrangères et de l'agriculture, qui se réunissent lundi, de voter sur le compromis

agricole « car ce n'est pas un accord global ». Les ministres, a-t-il ajouté, auront l'occasion de poser toutes les questions qu'ils désirent sur ce qui s'est passé à Washington. « Ils sauront notamment ce que l'on a obtenu des Américains en ce qui concerne l'accès à leur marché, l'ouverture des services, etc. » M. Delors a de nouveau insisté sur le fait que « ce n'est pas la Commission qui décide, c'est le Conseil des ministres. C'est lui qui a le dernier mot ».

## PROCHE-ORIENT

### Les contradictions des héritiers de Khomeiny

Suite de la première page

Après une bouffée d'air nouveau que l'on croyait voir s'amplifier avec les élections législatives du printemps dernier, l'Iran donne au contraire des signes de repli sur soi.

Il est deux signes qui ne trompent pas : le retour au puritanisme islamiste, d'une part, et la quasi-paralysie du pouvoir, d'autre part, les réformes attendues étant bloquées par la majorité conservatrice du Parlement. Celle-ci semble prise d'une peur presque panique quant aux conséquences de l'ouverture, dont l'amorce, il y a quatre ans, a engendré non seulement des problèmes économiques et sociaux, mais aussi une contamination par « la culture corrompue de l'Occident ».

La question est en effet posée de savoir si l'ouverture économique indispensable pour remettre le pays sur pied après la guerre dévastatrice contre l'Irak est conciliable avec les objectifs de la Révolution islamique. D'où la résistance de groupes d'intérêts influents — religieux, « bazaris » (commerçants) et « fondamentalistes » — à « réviser les lois » selon un diplomate — à toute déviation en matière de religion, à tout projet de réforme susceptible de remettre en cause les orientations islamistes, qu'il s'agisse des investissements, de la privatisation ou du retour des émigrés. L'autre question à résoudre est de trouver les moyens d'empêcher que les problèmes engendrés par un début de passage à l'économie de marché — inflation, chômage, déstabilisation — n'aboutissent à une explosion sociale plus ou moins généralisée.

Dans ce pays, l'un des rares de la région du Golfe dotés de structures démocratiques, mais qui ne fonctionnent véritablement comme telles que pour les seules forces qui constituent la nébuleuse au pouvoir — il n'y a aucun parti d'opposition et les droits de l'homme sont bafoués tous les jours — la lutte qui s'est instaurée entre les différentes tendances se déroule au Parlement, au sein du gouvernement et à travers la presse à coups de critiques virulentes et d'insultes.

A ce stade, les factions opposées n'ont pas atteint le point de rupture, et il ne faut pas exclure, estime un opposant, qu'il n'y ait, comme le dit un dictionnaire iranien, que d'une « guerre de bazaris », qui se soldent par un compromis, les uns et les autres sachant pertinemment jusqu'où ne pas aller trop loin, afin d'éviter qu'une « vraie faille dans la digue qui les protège ne fasse s'écrouler tout l'édifice ».

Quoi qu'il en soit, pour donner « du pain et des jeux » à la population après la fin de la guerre contre l'Irak, le régime s'est livré à des

importations massives de produits de consommation en tout genre, allant des denrées alimentaires à certaines matières premières industrielles, aux voitures de luxe, en passant par les gadgets électroniques et tous autres articles non indispensables, dans le plus grand désordre et selon des taux de change multiples, ce qui a entraîné des déficits d'autant plus grands de la balance commerciale — 0,6 milliards de dollars au cours des deux années écoulées — que les recettes pétrolières chutaient et qu'augmentaient au contraire les dépenses militaires.

Le taux d'inflation dépasse officiellement 30 %, mais selon des spécialistes il est certainement sous-évalué. La population ploie sous le joug de la cherté de la vie. Avec un salaire mensuel de 125 000 rials (moins de 350 francs), une femme et trois enfants à charge, Mahdi, serveur, ne joint évidemment pas les deux bouts. Les fonctionnaires non plus. Les résultats en sont une corruption généralisée, voire quasi institutionnalisée, et le cynisme de ceux qui ont des emplois au détriment, bien sûr, de la fonction essentielle. Le discours de l'Iranien moyen est en substance celui-ci : « L'Iran est un grand pays et l'Islam est une grande religion, mais ce n'est pas cela qui nous fera vivre ».

Conscients de ce « dérapage » idéologique diffus, accentué par le petit vent de liberté qui a soufflé sur le pays depuis quatre ans, les conservateurs sont menés à un extrême. Leur cible privilégiée : les femmes, qui sont à nouveau rappelées à l'ordre pour toute méchante de cheveux qui dépasse du foulard, tout maquillage jugé excessif, ou toute longueur de jupe « non islamique ». Elles ne sont plus systématiquement passibles de flagellation, mais elles peuvent être mises à pied et verser une amende. Leur condition est d'autant plus abominable que la différence des pays arabes musulmans du Golfe — où elles sont confinées dans leur rôle de mère et d'épouse — elles sont, en Iran, des membres actifs de la société à tous les échelons. « La femme est une grande conquête. Alors ils mettent le paquet », indique Hussein sur un ton dépit.

Toujours au nom de la sauvegarde des « valeurs islamiques », hommes et femmes doivent désormais ne pas se trouver ensemble dans les autobus, et un « séparateur » est affecté à cette tâche. Des « conseillers » islamiques ont été chargés de lutter contre les « corruptions sociales » et de faire respecter l'« ordre ». Et aux côtés des placards publicitaires vantant telle ou telle marque étrangère ou locale — qui n'ont fait leur apparition qu'il y a un an — fleurissent à nouveau les slogans « révolutionnaires ». Contre l'avis du gouvernement, le Parlement

vient d'imposer une loi accordant 40 % des places dans les universités aux anciens combattants, les bousculant les volontaires qui avaient été écartés et auxquels on fait de nouveau appel depuis les troubles d'origine socioéconomique qui ont eu lieu dans plusieurs villes d'Iran, notamment Machad, depuis le printemps dernier.

« Ça va de mal en pis, commente Nasrine, qui a suivi les différentes péripéties de la révolution depuis l'avènement de la République islamique en 1979. Ce régime est insupportable, surtout pour les jeunes. Il est impossible de vivre en permanence dans cette paranoïa générale. Et tous ces interdits produisent l'effet contraire à celui recherché. » Ce n'est pas un secret pour personne que les magnétoscopes, les bandes vidéo et les cassettes de musique légère, en principe interdits, sont très largement répandus dans le pays, que la drogue circule.

#### Proélytisme maintenu

Les choses ne vont pas mieux dans l'enseignement. Faute de locaux et d'instituteurs et en raison d'une démographie galopante — la population iranienne est passée de 30 millions en 1979 à 60 millions aujourd'hui — les cours sont organisés par roulement dans les écoles aux dépens de la qualité de l'enseignement. Des petits vagabonds de la rue des dizaines d'usines... Autant de bombes à retardement qui font peur et qui font craindre, à la fraction conservatrice du régime notamment, un « effet Corbache », c'est-à-dire de voir la petite vague de liberté suscitée par le président Rafsanjani se transformer en lame de fond, entraînant toute la nomenclature sur son passage. Mais, si c'était le cas, aucune opposition organisée n'existerait encore qui pourrait prendre le relais.

En attendant que soit tranché le débat intérieur, l'Iran n'a pas renoncé au prosélytisme, dont les écoles coraniques sont l'un des vecteurs, puis qu'elles accueillent des étudiants de toutes nationalités. Selon certains diplomates en poste à Téhéran, l'Iran abrite aussi des camps d'entraînement au maniement d'armes. Il n'est désormais plus de jour où des pays tels que l'Égypte ou l'Algérie n'accusent Téhéran d'être le pourvoyeur de fonds et d'armes à leurs propres intégristes, il faut dire que les autorités iraniennes n'ont jamais fait mystère de leur volonté de diffuser le message de l'imam Khomeiny dans le monde entier.

Leurs bonnes relations avec le Soudan, gouverné par un régime islamiste et suspect, comme elles, de tenter de déstabiliser les autres régimes du monde musulman, ne sont pas non plus pour apaiser les esprits. En Jordanie, l'Iran est soupçonné d'avoir financé les activités subversives d'un groupe islamiste

auquel appartiennent deux députés récemment élus par le roi Hussein. Quoi qu'il en soit, nombreux sont les diplomates occidentaux à Téhéran qui estiment que, même si l'Iran est loin d'être au-dessus de tout soupçon, on lui prête aujourd'hui beaucoup plus de pouvoir en la matière qu'il n'en a réellement.

Il en va de même au sujet du réarmement. Selon les estimations jugées les plus fiables dans les chancelleries occidentales, le budget alloué aux achats d'armes était de l'ordre de 2 à 3 milliards de dollars par an, mais, au stade actuel, affirme-t-on, cela ne constitue pas encore un danger pour la région, même si la vigilance s'impose, en particulier à propos du nucléaire.

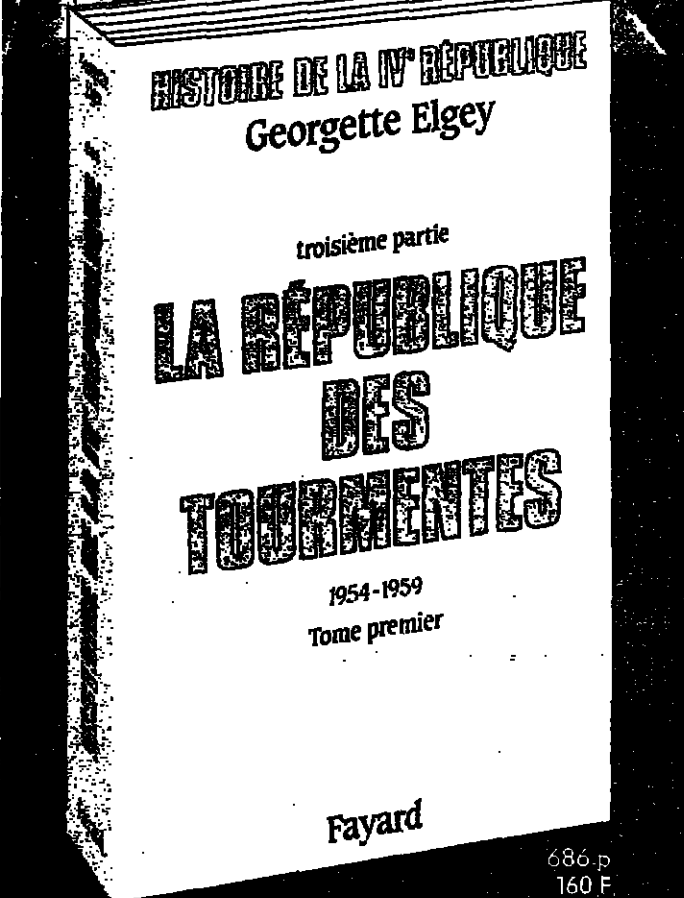
Il apparaît de bonne guerre que les Iraniens cherchent à se doter d'une puissance militaire face à l'Irak, dont on découvre chaque jour qu'il continue de détenir un matériel militaire très important, à l'Arabie saoudite et aux autres monarchies pétrolières arabes du Golfe, qui achètent des armes à tour de bras et dont certaines ont conclu des accords de sécurité avec des puissances occidentales, notamment les États-Unis, d'autant qu'Irak possède l'arme nucléaire et que le Pakistan l'a peut-être acquise. Mais ce ne sont pas les sous-marins obsoletés qu'ils viennent de se procurer auprès de la Russie qui risquent d'être une menace pour la région.

L'Iran est soupçonné par les services de renseignement américains de s'employer à développer un programme nucléaire d'ici à l'an 2000 (le Monde du 2 décembre). L'Iran s'en défend. Mais le « syndrome irakien » est toujours vivace, Bagdad ayant toujours affirmé, avant l'invasion du Koweït, qu'il n'avait aucun programme nucléaire militaire. Les différentes missions des Nations unies chargées de démanteler les armes de destruction massive irakiennes ont toutefois révélé le caractère fallacieux des démentis irakiens. « L'Occident nous regarde d'un œil à la fois méfiant et condescendant. C'est insupportable. Il est difficile d'accepter l'image que l'on a de notre culture », dit Farak. Comme nombre d'Iraniens, elle reste attachée à son intellectuel raffiné, elle se sent encore chez elle.

MOUNA NAÏM

Les Palestiniens participent à la 8<sup>e</sup> session des négociations de paix. — Les Palestiniens participent à la 8<sup>e</sup> session des négociations de paix, prévue, à partir du lundi 7 décembre, à Washington, a annoncé M. Fayçal Hussein, le chef de file des Palestiniens modérés des territoires occupés. A l'issue d'une réunion arabe qui a eu lieu à Beit-Mery, au nord-est de Beyrouth, il a indiqué que les Palestiniens « ne peuvent pas ne pas participer et ne peuvent pas sortir d'une position arabe unifiée ». — (AFP.)

## La monumentale HISTOIRE DE LA IV<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE de Georgette Elgey

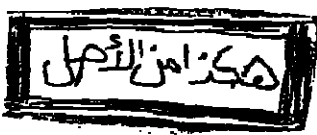


Avec la publication de la République des Tourmentes, avant-dernier volume de son Histoire de la IV<sup>e</sup> République, Georgette Elgey parachève une œuvre unique et monumentale : elle nous livre un récit rigoureux et vivant, riche d'analyses, révélations, témoignages et documents inédits, des cinq années (1954-1959) qui ont conduit à la chute du régime et au retour du général de Gaulle au pouvoir. AFP

De Diên Biên Phu à Suez, des Aurès à Sakhiat, de l'affaire des fuites aux complots du 13 mai, la France, plongée en pleine tourmente, assaillie sans relâche par les tempêtes, a connu un des moments les plus agités de son histoire... Telle est la période dramatique dont Georgette Elgey nous conte l'histoire avec verve et avec talent... On retrouve à chaque page la marque de sa personnalité, mais en maints passages on la voit intervenir directement, à la première personne, tour à tour grave, ironique, enjouée, parfois primesautière, plaçant ici un souvenir personnel, là un commentaire, tandis qu'on s'émerveille du nombre des acteurs, souvent de premier plan, qu'elle a connus, approchés, interviewés... Une des qualités majeures du livre, c'est l'analyse des hommes qui font cette histoire dramatique et poignante, soit qu'ils exercent le pouvoir, soit qu'ils aspirent, avec leurs motivations, leur stratégie, la complexité de leur personnalité... La République des Tourmentes, qu'elle dépeint avec tant de science, de couleur et de subtilité, a été avant tout celle de gouvernants n'arrivant plus à gouverner, de décideurs dont les décisions restaient sans prise sur les citoyens, de républicains dont la République entraînait peu à peu en agonie. François Badier, Le Monde

Georgette Elgey excelle dans le portrait... Quelle histoire !, nourrie de dizaines de milliers de feuillets d'archives souvent privées, d'entretiens et de souvenirs personnels. Jean-Yves Lecaillon, Libération

L'Histoire de la IV<sup>e</sup> République FAYARD



## POLITIQUE

L'application de la loi sur le financement des campagnes électorales

### Le Conseil d'Etat annule les élections régionales de la Guadeloupe

Le Conseil d'Etat commence à rendre ses décisions sur l'important contentieux dont il a été saisi après les élections régionales et cantonales de mars dernier. L'application qu'il fait de la loi de 1990 sur le financement des campagnes électorales, qui était, alors, en vigueur pour la première fois sur une grande échelle, est certainement moins sévère que ne l'avait redouté les candidats et leurs conseillers. Ainsi, la décision qu'il a prise, vendredi 4 décembre, ne prive pas les nationalistes d'un de leurs sièges à l'Assemblée de Corse, alors que leur compte de campagne était erroné. En revanche, en application de la législation traditionnelle, le Conseil a annulé le scrutin régional en Guadeloupe.

La justice administrative, qui doit en surveiller la bonne application des règles électorales lors des scrutins régionaux, départementaux et municipaux, est tout à la fois, liée par un formalisme qui peut paraître exagéré, et par le souci de respecter le suffrage librement exprimé par les électeurs. La contradiction peut être flagrante. Elle apparaît dans les décisions rendues vendredi par le Conseil d'Etat : il a déclaré indigible des candidats qui, sans avoir « triché », avaient rendu des comptes de campagne non conformes aux strictes obligations légales ; dans le même temps, il a jugé, dans le cas de la Corse, que cela ne devait pas remettre en cause les équilibres politiques au sein de l'Assemblée, alors qu'il a annulé les élections régionales en Guadeloupe pour une simple erreur, sans conséquence, d'une des quatorze listes en présence.

La loi est stricte : les candidats doivent déposer un « cautionnement » de 500 F par siège à pouvoir avant de faire enregistrer leur candidature. C'est, déjà, parce que cette règle n'avait pas été respectée que le Conseil d'Etat, le 22 juin 1990, avait annulé les élections régionales de 1986 en Martinique. Or la liste conduite au dernier par M. Dominique Larifla, député socialiste, aux élections régionales de la Guadeloupe,

n'avait été déposée à la préfecture du département qu'à l'ultime moment, alors que le récépissé du cautionnement ne l'avait été que le surlendemain. Saisi de cette entorse par divers électeurs, le Conseil d'Etat n'a pu qu'appliquer sa jurisprudence et, donc, décider que cette liste n'avait pas le droit d'être candidate. Comme elle a obtenu sept des quarante sièges à pourvoir, il constate que cela « a été de nature à affecter les résultats du scrutin ».

La totalité des opérations électorales, qui avait permis à M. Lucette Michaux-Chevry, député (RPR), de devenir président du conseil régional (1), a donc été annulée. Les électeurs guadeloupéens vont devoir retourner aux urnes, mais l'application de la loi sur le financement des campagnes électorales va certainement compliquer la nouvelle consultation. En effet, sept des têtes de liste de mars dernier avaient remis à la commission chargée de contrôler les comptes des documents incomplets ; celle-ci a saisi de cette irrégularité, comme la loi lui en fait obligation, le Conseil d'Etat.

#### L'indigibilité est automatique

Or, comme l'explique M. Martin Denis-Linton, commissaire au gouvernement, dans ses conclusions, si le juge de l'élection a la faculté d'accepter des explications et des justifications des candidats sur les comptes jugés incomplets par la commission et si, effectivement, elle propose au Conseil d'Etat, alors, assez ouvert, elle ne peut que constater que la loi fait obligation de déclarer indigible pour un an le candidat tête de liste dont le compte « a été rejeté à bon droit ».

Aussi, vendredi, la haute juridiction administrative n'a pu que constater que cela était le cas de MM. Gérard Séné (Lutte ouvrière), Christian Charles (divers), et Gérard Lauriet (divers). En outre, M. Denis-Linton propose que, dans une prochaine décision, il soit fait de même pour MM. José Toribio (divers gauche), Ernest Moutoussamy (ex-PC), Théodore Cédron (Divers) et pour M. Mariette Capitant (RPR-dissidente) ; elle reconnaît que ces dossiers ne relèvent pas « le moindre élément

de fraude », mais elle relève « la transgression de règles mal connues des intéressés et encore imprécises dans leur mise en œuvre ».

Cette sévérité obligatoire est, toutefois, atténuée par une décision rendue précédemment par le Conseil d'Etat, qui avait estimé que l'indigibilité ne concernait que le mandat en jeu dans le scrutin. Un candidat ayant « fauté » aux régionales, peut ainsi, par exemple, se présenter aux législatives (le Monde daté 25-26 octobre).

#### La faute de la tête de liste

De cette volonté de pas être trop sévère dans l'application de la loi sur le financement de la vie politique, les nationalistes corses vont profiter. Comme il est de tradition, les élections dans l'île ont été l'objet de nombreux recours. Le Conseil d'Etat, vendredi, a estimé que, malgré l'interdiction du meeting que voulait tenir M. Jean-Marie Le Pen, les candidats « du Front national ont, cependant, été mis à même d'exprimer leurs idées ». Il a jugé, aussi, que bien que le liste du Mouvement pour l'autodétermination eût violé l'interdiction d'affiches publicitaires dans les trois mois précédents le scrutin, ni le responsable du FN ni un membre de la liste dissidente du PS, qui avaient soulevé ce point, n'avaient apporté des éléments « de nature à établir que ces agissements aient présenté un caractère massif et prolongé de nature à vicier les résultats du scrutin ». Si cette formulation laisse ouverte une application plus stricte de la loi dans d'autres circonstances, elle prive, quand même, d'une partie de sa portée cette interdiction, qui est un élément essentiel de la loi de 1990.

Une autre erreur de la tête de cette liste, M. Alain Orsoni, permet au Conseil d'Etat d'aller dans ce même sens. Son compte de campagne laisse apparaître une recette de 100 000 F dont il ne peut justifier la provenance. Son indigibilité est donc automatique, mais doit-elle s'étendre à l'ensemble de sa liste, ce qui compte tenu de son résultat (2) aurait obligé à annuler l'ensemble du scrutin en Corse ? M. Bernard de Froment, commissaire au gouvernement, ne le pense pas car « c'est le candidat tête de liste, et personne d'autres qui est tenu d'établir le compte de cam-

pagne ». Faut-il, alors, proclamer élu à sa place son suivant de liste ? M. de Froment ne partage pas cette thèse, qui lui paraît, « sur le plan moral, inacceptable, parce qu'elle priverait la sanction de l'essence de son efficacité » : toute la liste a profité de la faute de sa tête ; certaines de ces têtes de listes abandonnent leur siège à peine élu ; donc, leur indigibilité, pour le seul mandat en cause, serait sans portée, et « l'épée confiée par le législateur au juge électoral serait ainsi éteinte avant d'avoir pu servir ». Il proposait donc que le siège fût gelé.

Le Conseil d'Etat en a décidé autrement. Il a fait application d'une loi de 1985, qui ne concerne que les indigibilités liées à la personnalité d'un candidat et non à une erreur commise dans la campagne, loi qui indique que, si une indigibilité est constatée, le suivant de liste est proclamé élu. C'est ce qui a été décidé vendredi. M. Orsoni n'est plus conseiller de Corse, mais un autre membre de son parti le remplacera à l'Assemblée.

THIERRY BRÉNIER

(1) Les résultats des élections régionales du 22 mars en Guadeloupe avaient été les suivants : L, 225 794 ; A, 41 49 % ; E, 121 589 ; liste UPR (Lucette Michaux-Chevry, RPR), 35 590 (29,27 %) ; 15 ELUS ; liste PS (Félix Jallot), 21 226 (17,43 %) ; 9 ELUS ; liste PS des (Dominique Larifla), 18 706 (15,38 %) ; 7 ELUS ; liste PPDG, Parti progressiste démocratique guadeloupéen (Ernest Moutoussamy, ex-PC), 13 108 (10,78 %) ; 5 ELUS ; liste PCG, Parti communiste de Guadeloupe (Mons Cadec), 7 096 (5,83 %) ; 3 ELUS ; liste UPLG, Union pour la libération de la Guadeloupe (Rodolphe Théron), 6 672 (5,48 %) ; 2 ELUS ; liste divers droite (Albert Fleming, app. RPR), 4 762 (3,91 %) ; liste div. g. (José Toribio), 3 664 (3,01 %) ; liste divers (Théodore Cédron), 3 608 (2,96 %) ; liste RPR diss. (Mariette Capitant), 3 527 (2,90 %) ; liste LO (Gérard Séné), 1 081 (0,88 %) ; liste div. (Christian Charles), 974 (0,80 %) ; liste div. (Gérard Lantier), 877 (0,72 %) ; liste LCR (Mick Gano), 887 (0,72 %).

(2) L'Assemblée de Corse élue le 29 mars comprend : Union républicaine corse (RPR-UDF), 16 conseillers ; Cora nationale (nationaliste), 9 ; Agir ensemble (dissident UDF-RPR), 8 ; Rassemblement républicain (MRG), 5 ; PC, 4 ; Mouvement pour l'autodétermination (nationaliste), 4 ; Corse nouvelle (divers droite), 2.

ANDRÉ LAURENS

### Quelques idées de rechange

des que sont le consensus mou et l'extrémisme ? Zedig en frémir d'avance. Aussi traque-t-il les métaux du socialisme, même lorsque celui-ci se pare d'autres couleurs. Dès lors, la critique va bien au-delà de la mouvance socialiste dans la mesure où elle englobe tous ceux qui restent attachés à certaines conceptions réputées consensuelles : l'Europe, le rôle de l'Etat dans les domaines économique et culturel, la défense, la politique étrangère.

Bref, il ne s'agit pas de « construire l'après-socialisme » en se contentant, sans autre forme de procès, du seul changement de majorité. Il faut, dit Zedig, reprendre autrement la politique, en la tenant non comme une science, mais comme un art qui ne saurait se réduire au droit ou s'identifier à la morale. Les mots d'ordre seront : réalisme et pragmatisme. Car le véritable malaise français, estime Zedig, procède moins de difficultés objectives que du décalage existant entre ce qui est vécu, ou vaguement perçu, et la signification apparente qui lui est attribuée. La leçon des événements de 1989 en Europe centrale est, assure-t-il, que « le combat n'a pas eu lieu pour les valeurs, mais entre les réalités et les mensonges ».

Le meilleur de l'ouvrage est dans la forte contestation de certaines valeurs reçues, tel le credo de la croissance quantitative, auquel est opposée l'idée d'une relance écologique. S'agissent de la pauvreté, Zedig entend démontrer, statistiques à l'appui, qu'elle a été mieux combattue de 1974 à 1981 que

de 1981 à 1986, car, observe-t-il, si les socialistes ont réduit certaines inégalités, ils en ont créé d'autres. La politique européenne est passée au même crible : le marché commun, qui devait être un outil de libéralisation des échanges, apparaît comme un espace de réglementation qui mélange l'intégration par la concurrence et l'intégration par la centralisation : « Un marché unique, ce n'est pas un marché unifié, c'est un marché libéré », observe Zedig. C'est une autre erreur, selon le conteur, de prétendre voler au secours des anciens pays communistes d'Europe en leur infligeant une assistance en crédits, comme le fait la BERD, alors qu'ils ont besoin de capitaux.

Les intellectuels d'opposition qui tiennent la plume de Zedig manifestent encore plus de colère au sujet du « socialisme éducatif » ou de « l'Etat culturel ». S'ils attirent l'attention sur le danger que représente la pression démographique au sud de la Méditerranée, ils relativisent la menace de la dissémination nucléaire et celle de l'islamisme. En revanche, ils soulignent l'urgence des « menaces hybrides » qui menacent les gorges et pèsent sur certaines régions fragilisées, sur le système financier international et sur la santé publique.

Il est difficile de discerner dans cette réflexion collégiale une ligne politique unique, ce qui n'était sans doute pas le propos des auteurs. On y trouve, en revanche, de solides apports à un débat probable, possible et, à coup sûr, sou-

haitable, si l'on ne se contente pas de la diabolisation comode d'un socialisme, qui n'est, en vérité, ni si diabolique ni si socialiste.

Un autre pseudonyme signe un ouvrage qui s'inscrit lui aussi, à sa façon, dans la perspective du bien. Sous le nom d'un personnage d'Alexandre Dumas, qui revient demander réparation après avoir été floué (le Comte de Montecristo), Edmond Dantès livre un Mitterrand par lui-même. C'est une sélection parmi les déclarations et écrits du président de la République, l'intention étant de les opposer les uns aux autres, ou de les confronter à la dure réalité de l'action politique et des événements. Les citations sont classées par thèmes. L'auteur de ce travail suit, en somme, son héros à la trace de ses dires, lequel nourrit ainsi le pamphlet qui le vise : on savait déjà que François Mitterrand était bon pamphlétaire.

► *L'Implosion française*, de Zedig, Albin Michel, 250 p., 98 F.

► *Mitterrand par lui-même*, d'Edmond Dantès, Jacques Grancher, 206 p., 89 F.

► *Rectificatif*. — C'est M. Morvan Duhamel, directeur de l'Institut d'histoire sociale et de la revue *Horizons nouveaux*, qui nous a précisé n'avoir jamais adhéré au Parti socialiste, et non M. Claude Harmel, fondateur de l'Institut social du travail, qui, lui, a appartenu aux Etudiants socialistes et à la SHO de 1934 à 1939. Nous nous excusons auprès des intéressés et de nos lecteurs de cette confusion commise en rapportant les observations que MM. Duhamel et Harmel nous avaient adressées au sujet du livre *Le Dossier Albert* (le Monde des 22 et 23 novembre).

Protestant contre le niveau des impôts dans l'île

### Les nationalistes corses clandestins revendiquent la plupart des attentats contre des bâtiments administratifs

BASTIA

de notre correspondant

MM. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, et Martin Malvy, ministre du budget, ont condamné, vendredi 4 décembre, « avec la plus extrême vigueur », les attentats commis en Corse et sur le continent contre les administrations financières et fiscales. Reconnaissant que ces attentats sont « liés au statut fiscal de la Corse », M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, a déclaré, pour sa part, qu'ils « affaiblissent la portée de ce message ».

Vingt-sept attentats à l'explosif ont été commis, dans la nuit du 3 au 4 décembre, entre 3 h 45 et 4 heures, à Bastia, à Nice et en Corse. Cette « nuit bleue », qui visait exclusivement des établissements de l'administration du ministère des finances, a été revendiquée par le FLNC « canal historique ». Les clandestins affirment soutenir ainsi la revendication d'un statut fiscal dérogatoire, au nom de laquelle quinze mille personnes avaient récemment manifesté dans les rues de Bastia (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre). « Une fois de plus, l'Etat a répondu par le mépris face à la volonté unanime du peuple corse », affirme un communiqué du FLNC « canal historique ». Par nos actions, nous saurons lui faire comprendre qu'il supportera toutes les conséquences de son intransigeance s'il persiste à nier à notre peuple le droit de choisir librement et démocratiquement son destin ».

Cette « nuit bleue » — la première de cette ampleur depuis quatre ans — marque la fin d'une période de trêve relative, observée par les clandestins depuis le 1<sup>er</sup> juin 1988. Ces attentats se veulent une démonstration de la capacité de mobilisation et d'action des clandestins en Corse et à l'extérieur de l'île, à un moment où les combats et les opérations de police s'intensifient. Ces plastiques marquent aussi une

nouvelle étape dans la surenchère à laquelle se livrent les différents mouvements clandestins et affirment la suprématie du FLNC « canal historique ». L'autre branche du mouvement clandestin, le FLNC « canal habituel », a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du 3 au 4 décembre contre l'hôtel des impôts de Nice, qui avait fait trois blessés. « Cette opération témoigne de notre détermination face au mépris de l'Etat français, qui ignore les intérêts légitimes du peuple corse », affirme un communiqué du FLNC « canal habituel ».

Un autre attentat, non revendiqué, a été commis à Ajaccio, sans faire de victime, dans la nuit de vendredi à samedi. Il visait la caserne de gendarmerie Bacchiocchi, située au centre-ville, près du palais de justice. Le bâtiment, qui abrite le groupement de gendarmerie de la Corse-du-Sud, a subi des dégâts légers. Les vitres des immeubles voisins ont volé en éclats.

MICHEL CODACCIONI

► La séquestration du directeur de la BNP de Bastia. — Les malfaiteurs qui avaient séquestré à Bastia, dans la nuit de jeudi 3 au vendredi 4 décembre — et non enlevé, comme nous l'avons indiqué dans nos premières éditions du 3 décembre, — le directeur de la BNP du chef-lieu de la Haute-Corse, sa femme et leurs deux enfants, ont libéré leurs otages, vendredi matin, après que M. Padoue Coule-Ortoli, président du comité local des banques, eût été contraint de remettre une somme de 500 000 F retirée du coffre de la banque. Au début de la semaine, M. Coule-Ortoli avait participé à une concertation avec M. Jean Fédini, le préfet de police, dans le but d'obtenir « des mesures efficaces de protection des personnes bancaires ». (Corresp.)

POINT DE VUE

### Droit à la différence fiscale

par Louis Orsini

Depuis près de deux cents ans, la Corse dispose de quelques particularités qui se sont progressivement diluées dans un régime fiscal composite, sans véritable emprise sur le développement économique. Malgré les promesses du législateur dans les années 80 et en 1982 dans l'ancien statut particulier de la Corse, malgré l'ampleur et la constance de la revendication insulaire, aucun gouvernement n'a voulu garantir ce particularisme dans un « statut fiscal » de nature à compenser le retard économique.

Faute d'adaptations, le contenu de ce régime fiscal n'a cessé de se dégrader. En l'état des travaux de l'harmonisation des législations fiscales européennes, avec l'efficacité progressive des dispositions qui ont survécu, c'est aujourd'hui le principe même du particularisme fiscal corse qui est condamné, malgré les affirmations rassurantes de M. Martin Malvy, ministre du budget.

En effet, bien que le 1<sup>er</sup> janvier 1993 ne constitue pas un butoir — les Corses ne sont pas dupes, — si aucune solution dérogatoire durable n'est envisagée dès maintenant, la Corse glisera inéluctablement sur les rails de l'harmonisation, certes avec ménagement durant une période transitoire, mais de manière irréversible. Car ce qui est proposé par l'adendum — obtenu en catimini et non publié — à la directive du 19 octobre 1992 ne constitue pas une dérogation mais un simple surcroît de la diffusion du dispositif corse de TVA dans le droit commun de l'harmonisation européenne sans contrepartie.

Les Corses veulent sortir de cette logique sans retour de la normalisation, car seule une voie dérogatoire permettra de résoudre la contradiction entre le « droit à la différence fiscale », réaffirmé par l'article 63 de la loi du 13 mai

1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse, et sa condamnation par l'Etat lui-même, qui rejette toute demande de dérogation.

L'obtention de cette dérogation est une mesure de justice économique et sociale, car, compte tenu de son faible PIB, de sa situation de dépendance et de non-développement, l'économie corse, qui ne produit pratiquement rien, ne peut être taxée comme une économie développée, sauf à ruiner tout espoir de relèvement. Il faut que l'Etat cesse de considérer la question du statut fiscal en termes de coût pour le Trésor et reconnaisse à ce dossier une dimension économique et sociale, car cette question conditionne l'identité économique de l'île. Tout gouvernement doit être persuadé que la question du « statut fiscal » fait partie intégrante du « problème corse ».

Le 28 novembre, brisant la loi des clivages politiques traditionnels, faisant preuve de maturité politique dans une unité sans précédent, placés en situation de légitime défense économique, les Corses ont relevé le défi de l'intransigeance de l'Etat en commettant un acte politique majeur que seul le profond amour d'une terre peut engendrer.

La Corse ayant parlé d'une seule voix, l'Etat doit tirer les conséquences qui s'imposent, en réclameant au plus vite une véritable négociation du particularisme fiscal avant que les Corses ne prennent unanimement l'initiative de saisir directement Bruxelles, voire de plaider la cause corse dans chacun des pays de la Communauté.

► Louis Orsini, chargé d'enseignement à l'université de Corse, est membre de la Coordination pour un statut fiscal corse.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde L'ÉCONOMIE



## POLITIQUE

### Diverses mesures d'ordre social à l'Assemblée nationale

- Institution d'un délit d'« entrave à l'IVG »
- Amélioration du sort des personnes âgées dépendantes

L'Assemblée nationale a adopté, samedi 5 décembre, par 302 voix (PS et PC) contre 262 (RPR, UDF, UDC), le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, présenté par M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration. C'est-à-dire, à cette occasion, que des propositions concernant les personnes âgées dépendantes seront incluses dans le projet de loi sur le fonds de solidarité-vieillesse (le Monde du 5 décembre). Parmi de nombreuses mesures d'importance inégale, les députés ont supprimé les sanctions pénales pour l'avortement et institué un délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse. Ils ont décidé, en outre, de maintenir l'interdiction faite aux chaînes de télévision de diffuser des images de courses d'automobiles ou de motos, ayant lieu en France, dès lors qu'apparaissent des publicités en faveur du tabac.

Les députés socialistes en avaient fait une condition : ils ne voteraient le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) que si, par une lecture rectificative, le gouvernement prenait l'initiative d'améliorer la situation des personnes âgées dépendantes (le Monde du 3 décembre). Sur proposition de M. Alfred Recours (PS, Eure), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, celle-ci avait même rejeté

l'ensemble du projet de loi, afin de mieux montrer sa détermination. Aussi, après une première suspension de séance et sans attendre la présentation du rapport de la commission, le ministre des affaires sociales et de l'intégration a tenu, dès la matinée du vendredi 4 décembre, à apaiser les craintes du groupe socialiste.

« Un DMOS est, par définition, un ensemble de mesures ponctuelles. Il ne se prête donc pas à l'examen d'un sujet aussi vaste que la prise en charge des personnes dépendantes. Le gouvernement préfère reporter la discussion en la matière de quelques jours. L'occasion en sera offerte par l'examen du projet de loi portant création du fonds de solidarité-vieillesse », a déclaré le ministre. Dans l'après-midi, l'annonce était faite, en séance, de la modification de l'ordre du jour de l'Assemblée, pour avancer au jeudi 10 décembre la discussion de ce projet de loi sur le fonds de solidarité. Un peu plus tard, une nouvelle lettre du premier ministre indiquait que le gouvernement venait de déclarer l'urgence de ce projet, afin d'en raccourcir le délai de discussion. M. Teulade a enfin répondu à un second motif d'inquiétude de l'Assemblée en précisant que la révalorisation des pensions et retraites sera incluse dans le DMOS lors de la deuxième lecture.

Deux autres sujets, bien différents, ont dominé la longue discussion (près de quatorze heures) consacrée aux vingt-quatre articles du projet et aux quelques deux cents amendements qui s'y rattachent. Le premier, relatif à l'avortement, a donné lieu à un classique affrontement gauche-droite. La mesure proposée, et finalement adoptée, institue le délit d'entrave à l'interruption

volontaire de grossesse, qui sera puni par une peine de deux mois à deux ans d'emprisonnement et par une amende de 2 000 à 30 000 francs. Elle vise les actions des « commandos anti-IVG » - au nombre d'une quarantaine en trois ans - qui paralyseraient le fonctionnement des services hospitaliers spécialisés.

« Je ne dis pas que cet article n'est pas bon, mais il n'est pas sage », a affirmé M. Jacques Toubon (RPR, Paris), en accusant les socialistes d'avoir « la religion de la division ».

Dénonçant le comportement des adversaires de l'avortement, M. Jean-Marie Le Guen (PS, Paris) a rappelé que ce sont « des femmes en plein désarroi qui sont soumises à la violence psychologique de gens qui veulent imposer leur philosophie aux autres de façon totalitaire ». « Il faut préserver le droit de réunion et ne pas risquer de sanctionner de simples manifestations », a estimé, en revanche, M. Jean-Luc Pédal (UDF, Vendée).

Sur proposition conjointe de

M. Recours et de M<sup>me</sup> Muguette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis), les députés ont supprimé du code pénal, d'autre part, la peine de deux mois d'emprisonnement et 25 000 francs d'amende prévue pour les femmes qui pratiquent l'avortement sur elle-même. Le Sénat avait imposé le maintien de la pénalisation de cet acte. « L'Assemblée nationale s'honore en n'accablant pas ces femmes qui, démunies, isolées et traumatisées, n'en arrivent là que par ignorance ou désespoir », a affirmé M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation.

tabac est autorisée peut être assurée par les chaînes de télévision, jusqu'à ce qu'intervienne une réglementation européenne. L'adoption de cet amendement, à main levée, a toutefois provoqué des olivages à l'intérieur même du groupe socialiste et sur les bancs de l'opposition. Les députés communistes se sont abstenus.

Parmi les autres mesures contenues dans le projet, on retiendra la généralisation du maintien des droits aux prestations de l'assurance-maladie pour les personnes veuves et divorcées ayant eu au moins trois enfants. Jusqu'à présent, ces dispositions ne s'appliquaient que pour les mères de familles nombreuses, veuves ou divorcées, âgées de quarante-cinq ans et plus. Comme il s'y était engagé lors de la discussion budgétaire, le gouvernement a présenté le nouvel échancier des indemnités en faveur des rapatriés, grâce auquel les opérations de paiement devraient être achevées, au plus tard, en 1997.

A la suite d'une erreur de procédure, les députés ont voté un amendement du groupe communiste qui interdit toute procédure de licenciement économique tant qu'un plan de reclassement des salariés n'a pas été présenté par l'employeur. A l'unanimité, ils ont adopté aussi un statut du correspondant local de la presse régionale. Enfin, répondant à un vœu des députés communistes, le gouvernement s'est engagé à présenter chaque année au Parlement, avant le 20 novembre, un rapport sur la mise en œuvre de la convention internationale des droits de l'enfant.

JEAN-LOUIS SAUX

### Protestations contre le « démantèlement » de la loi Evain

La veille de la présentation à l'Assemblée nationale, vendredi 4 décembre, dans le cadre du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS), de trois amendements visant à restreindre les dispositions législatives interdisant la publicité des produits du tabac, les professeurs Maurice Tubiana, Albert Hirsch et Gérard Dubois ont lancé, jeudi, une pétition pour dénoncer « un groupe de pression [qui] tente de faire voter un amendement autorisant à nouveau les courses et les voitures à se transformer en dangereux publicitaires pour le tabac ».

Le Comité national contre le tabagisme (CNCT), qui a diffusé cette « motion pour la défense de la loi Evain », a ajouté, pour sa part, que « les attaques menées contre le texte sont d'autant plus inacceptables qu'il ne pose aucun risque, de saisie de matériel ou autre, sur le

démantèlement des épreuves automobiles en France ». La Fédération internationale du sport automobile (FISA) avait menacé, le 18 novembre, le président de la Fédération française (FFSA), M. Jean-Marie Balesarre, de rayer du calendrier du championnat du monde le Grand Prix de France de formule 1 prévu pour le 4 juillet 1993, faute d'une « garantie formelle » de non-saisie judiciaire de voitures ou de matériel (le Monde du 27 novembre).

De son côté, le Comité français d'éducation pour la santé (CFES) a publié, le 3 décembre, un communiqué dans lequel il « s'inquiète de l'éventualité d'une révision de l'actuelle législation et tient à rappeler que cet amendement constituerait dans notre pays un recul grave de la loi contre le tabagisme, directement responsable, chaque année, de soixante-cinq mille morts ».

### Sans attendre un non-lieu dans l'affaire de Port-Fréjus

## M. Léotard revient en force sur la scène politique

M. François Léotard, qui s'était déja de ses mandats de maire de Fréjus et de député du Var, le 29 juin dernier, après son inculpation dans l'affaire de Port-Fréjus, devait faire sa « rentrée » politique au conseil national du Parti républicain, samedi 5 décembre, puis à l'émission de TF1 « 7 sur 7 », dimanche 6. Le président d'honneur du RPR, qui vient de publier un livre, *Place de la République*, s'est abstenu depuis cinq mois de toute déclaration publique.

Dans un entretien publié par le *Parisien* du 4 décembre, il annonce

qu'il se représentera aux élections législatives, même s'il n'a pas obtenu un non-lieu d'ici là. M. Léotard précise qu'il veut se situer « en dehors des partis », même s'il conserve « des rapports effectifs » avec le Parti républicain. Évoquant ses déboires judiciaires, il avertit qu'il se vengera. « C'est un beau sentiment, la vengeance, déclare-t-il. (...) Je retiens tous les noms de ceux qui m'ont attaqué. Dès que mon non-lieu sera rendu, j'enverrai une procédure en dénonciation calomnieuse. » Dans un autre entretien, publié par le *Point* (daté du 5 décembre), M. Léotard

met en cause M. Henri Nallet, ancien ministre de la justice, qui, selon lui, « est intervenu directement dans le lancement de la procédure ».

Interrogé, d'autre part, sur la cohabitation, il affirme : « La cohabitation est un passeport à deux visages. Le premier visage, c'est celui du président de la République ; le deuxième, c'est celui de la nouvelle majorité. Aucun homme politique français ne peut envisager de s'engager sur cette frontière s'il n'est pas assuré de ces deux visages. » S'agissant des primaires pour l'élection prési-

dentielle, M. Léotard ne cache pas son « scepticisme ». « On essaie de résoudre un problème qui touche deux personnes sur cinquante-cinq millions de Français, déclare-t-il, en construisant un processus compliqué et probablement irréalisable, alors que la Constitution a organisé sagement cette compétition. » « Je considère qu'une primauté en offre au peuple le choix de son ou de ses candidats pour les confier aux partis, ajoute-t-il. (...) Déjà, M. Chirac de M. Giscard d'Estaing, est-ce vraiment le problème de la France des années 90 ? »

Évoquant aussi la cohabitation dans une tribune publiée par le *Figaro* daté 5-6 décembre, M. Léotard estime que « gouverner » après les élections de mars 1993 sera « extraordinairement difficile ». « Mais sans les primaires, qu'en 1993, 1998, 2003 ? », s'interroge-t-il. Vendredi, sur France 2, il n'a pas exclu d'accepter le poste de premier ministre. « Si j'avais cet honneur, a-t-il affirmé, je l'accepterais et le accomplirais, si la majorité est durable ».

M. Jacques Chirac, président du RPR, s'est félicité, vendredi, du retour sur la scène politique de son ancien ministre de la culture et de la communication. « M. Léotard a raison de se préparer à être candidat aux élections législatives, a-t-il déclaré. Je n'y vois que des avantages. » M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, qui se trouvait en compagnie de M. Chirac à Strasbourg, s'est réjoui, lui aussi, qu'« une grande voix se prépare à rejoindre le concert de l'opposition ».

### Le nouveau livre de l'ancien président du PR

## Un petit pavé sur la place

La « quatrième de couverture » nous présente le livre de M. François Léotard, *Place de la République*, comme « un coup de cœur » et une « lettre d'amour à la France ». On y verra, plutôt, un coup de sang et une lettre de dépit, sortie du tréfonds d'un homme passé, du jour au lendemain, de la lumière à l'ombre, du rêve caressé de Matignon au cauchemar d'une inculpation. Deux cents pages serrées d'un soliloque amer, entamé en plein été, conduit le verbe haut par un homme à terre, pour tenter de trouver une ultime justification à un engagement politique sans cesse revêtu.

« Comment ça s'appelle, le bonheur ? » fait-il demander, dès le premier chapitre, par une petite fille. Il répond : « Ça ne s'appelle pas la politique. » « Je ne connais pas la, explique-t-il, de femmes ni d'hommes qui, pour être heureux, ne se refusent à la liberté. La plus rare surtout : celle de l'esprit. » Cette réponse, définitive, met mal à l'aise, car on comprend tout de suite qu'à cinquante ans M. Léotard ne tirera jamais la conclusion qu'il s'impose si l'on suit son implacable raisonnement. Il continuera donc, éternellement blessé et frustré, menant un combat dont il dit connaître par avance les limites.

Il voudrait nous faire croire que c'est pour le beau du geste et l'honneur de la République, mais

on se doute que l'ancien maire de Fréjus, mu à présent par une volonté sans doute inépuisable de se hisser au premier plan, ne vise que les sommets ; que lorsqu'il parle, à l'envi, de la nation et d'une République qu'il voudrait « affermie, confiante, apaisée », le vœu se fait, aussi, personnel.

### Offre d'emploi

Les premiers chapitres nous font retrouver M. Léotard sous le coup de son inculpation « d'ingratitude, trafic d'influence et corruption », démissionnaire depuis le 29 juin de tous ses mandats, se comparant à « un oiseau libéré ». L'oiseau ne s'envole que pour devenir vautour et fondre sur les égarés de la justice, les errements de la presse et les futilités du petit monde politique. Les juges de Lyon sont accusés de « manipulation du droit ». Les journalistes ne sont que les « Diablos de la diffamation », s'éparpillant dans « des journaux qu'il faudrait lire d'un derrière distrait ». Les hommes politiques ne seraient que les abonnés « du manège puéril des ambitions, des jalousies et des traquenards ».

Il faut avouer qu'il est plaisant de voir l'ancien ministre de la culture et de la communication fustiger la course aux médias et aux sondages, regretter que « le spectaculaire éphémère » soit

devenu l'arme par excellence des hommes de pouvoir. Sans doute M. Léotard a-t-il changé, mais à quel prix ? Et faut-il, pour autant, qu'il ait le mémoire si court ?

Une fois ces comptes réglés, avec un talent d'écriture qui ne fait que confirmer, M. Léotard cherche à entraîner son lecteur sur des hauteurs un peu plus saines, nous parlant du monde et de ses crises, de la France déclinante dans une Europe incertaine. Privé de campagne de Maastricht, il assène quelques vérités bonnes à lire. « L'étrange politique étrangère » de notre pays est passée au crible, non sans pertinence. Sur l'immigration, il a le ton juste. Sur tous ces sujets, on sent qu'il a beaucoup travaillé et qu'il se verra bien, demain, poser son sac au Quai d'Orsay, pour titrer de la diplomatie. Du coup, cela sent un peu trop l'offre d'emploi.

Place de la République ne devait paraître qu'après le jugement de Lyon. M. Léotard n'a pas su attendre, parce que les élections approchent. Dès lors, un tel livre ne pouvait qu'être écrit à l'encre du désarroi et de l'intransigence. Il ressemble, sur le « place de la République », à un petit pavé inutile.

DANIEL CARTON

► *Place de la République*, de François Léotard, éditions Robert Laffont, 227 pages, 89 F.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5928  
HORIZONTALEMENT

I. Rognon en tranches. - II. Est excellent pour préparer le veau. Déplace un train. Cherche la petite bête. - III. S'affichent avec des « poulas ». Est vorace et coriace. - IV. Compatriote de Niedermeyer. On l'empêchait d'exploser en la désarmant. Cause de fièvre. Non loin de Guéret. - V. Ne meublent pas toujours leur lit. Ne sauraient recevoir un bouquet. - VI. Symbole. Sur un affluent de l'Escaut. Se parent de diverses couleurs. - VII. Il a des ceillères. On y passe l'éponge sur bien des choses. - VIII. Partie d'une grande lie. Essais un « mouvement » d'humour. - IX. Abréviation. Né dans une botte. Ancien moyen de communication. - X. Il est forcé de gouverner bien des choses. Se bonifie en vieillissant. - XI. Désigne un prêt. Mal qui s'atténue quand on est le receveur. - XII. Elle a la coiffe. Sentant le fauve. - XIII. Eau. Agent de la réaction. - XIV. Possédait généralement une crèche. Pronom. Est mal notée au calcul. - XV. Susceptible de provoquer une grimace. Éclairait son visiteur dans une grotte.

### VERTICALEMENT

1. Travail de haute précision. - 2. Mauvaise frappe. Servent avec de grands tabliers. - 3. On y dispose des lignes et des filets. Participe. Semble plus mort que vif. -

(Publicité)

**Roland DUMAS et Louis MERMAZ**

*vous prie de bien vouloir honorer de votre présence*

**« LES RENCONTRES POUR DEMAIN »**

Dimanche 6 décembre 1992 de 9 h 30 à 16 h  
101, rue de l'Université, Paris 7<sup>e</sup>

avec la participation de

Thierry de Beaucé, Jean-Louis Bianco, François Colcombet, Michel Duraufour, Elisabeth Guigou, François Londe, Louis Mexandeau, Dominique Robert, René Teulade, Kofi Yamgnane, Emile Zuccarelli.

4. Ne laisse pas tout passer. Payèrent une dette en versant beaucoup de liquide. Bras coupé. - 5. Qui ne glisse pas. Ecorce ou relive. - 6. Fin de chantier. Interjection. Fillet sous un chapiteau. - 7. Tortillards ou non, ils montent très lentement. Port étranger. A donc pris du poids (épée). - 8. Fauche ou moissonne. Une soif ardente fait désirer sa plume. Moment d'abandon. - 9. Des « fleurs » et des « bouquets » à l'intéressé. A donc cassé de couler. - 10. Visent des tas de choses. Disparaît dans la nuit. Est donné par un rapporteur. - 11. Possessif. Méchante humeur. Poisson. - 12. Très petite carpe. Rassemble des espèces. - 13. S'oppose à tout abatement. Promet de belles « claires » à qui l'emploie. - 14. Rassemble des personnes qui vont tout faire pour se séparer. Entrée placée près des « couverts ». Note. - 15. Jadis honoré. Acte de reconnaissance. « Sortie » fréquente en août.

Solution du problème n° 5925

### Horizontalement

I. Pantoufle. - II. Illégitime. - III. Elections. - IV. De. Edt. - V. Scion. - VI. Soulat. - VII. Féra. - VIII. Ingnv. Ré. - IX. Réussi. - X. Huds. Suer. - XI. Ers. Teme.

### Verticalement

1. Pieds. Fiche. - 2. Allécher. Ur. - 3. Nids. Riras. - 4. Tectosages. - 5. Ont. NO. Nu. - 6. Unie. Ulysse. - 7. Féodal. Sur. - 8. Ni. Arien. - 9. Eustache. Ré.

GUY BROUTY

## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Le meurtre de Céline Jourdan devant la cour d'assises de l'Isère

## La certitude d'un procureur, le doute d'un juge

Deux témoins insolites ont déposé, vendredi 4 décembre devant la cour d'assises de l'Isère qui juge les accusés du meurtre et du viol de Céline Jourdan. Tous deux magistrats, ils sont restés dans leur rôle car si M. Paul Weisbuch, ancien procureur de Digne, a soutenu l'accusation pendant de longues heures, M. Yves Bonnet, juge d'instruction, a argumenté méthodiquement l'absence de charges qui l'a amené à rendre une ordonnance de non-lieu.

## GRENOBLE

de notre envoyé spécial

C'est un film muet, une histoire sans paroles. Dans un silence absolu, toute la salle de la cour d'assises de l'Isère assiste de leur siège à la déposition de deux magistrats. Les images de télévision sur les écrans de télévision en sont la traduction à ce que chacun sait du drame que ces images sont censées représenter. Cette trop grande poupée de chiffon que les gendarmes plaquent et déplacent après l'avoir brandie dans une rue du village, c'est Céline. L'homme enchaîné, c'est Didier Gentil. Il s'agenouille, se relève et un gendarme écrit. Puis le film devient sombre. On devine Richard Roman qui sort d'une voiture.

L'écran est presque noir. Roman ramasse une petite pierre puis la lâche. Un homme en civil - le procureur - désigne du pied et du doigt une sorte de rocher. Puis il le prend lui-même à deux mains et

enfin le jette à terre. C'est fini. La séquence concernant Gentil dure quinze minutes et celle de Roman sept minutes. On repasse la bande. Et cette fois, M. Weisbuch commente les images en expliquant ce qu'il faut voir. En vain.

Après avoir visionné le film une troisième fois, même l'avocat de la famille Jourdan, M. Jean-Michel Pesenti, s'insurge : « Je ne sais pas lire sur les lèvres. Il est hors de question de tirer un argument sur la culpabilité de l'un ou de l'autre à partir de ce document ». L'avocat général Michel Lagrand partage le même scepticisme. « Sans son, on peut dire n'importe quoi. Je peux imaginer dix dialogues là-dessus », grommelle le magistrat. Pourquoi M. Weisbuch, si soucieux de préserver les preuves en organisant une reconstitution pendant la garde à vue, n'a-t-il pas enregistré les conversations ? Il y aurait des « raisons techniques » car le son enregistré au début serait « inaudible ». Des arguments étonnants face au matériel offert, en cette fin de vingtième siècle, à de simples amateurs.

## « Une logique d'aveux »

M. Weisbuch a pourtant fait des efforts dans son commentaire : « Là, j'identifie la pierre avec la pied. C'est bien celle-là ? Je me plaie aux indications de Roman. » Mais il s'agace lorsque M. Henri Leclerc lui demande pourquoi c'est lui qui tient la pierre dans la main et mime le geste qui a tué Céline. « Je ne sais pas pour quelle raison. C'est... C'est parce que c'est moi ! C'est... Parce que Roman était entravé ! »

Une fois de plus, les images défilent. Au début, le maire de Céline fixait obstinément l'énorme lustre de la salle d'audience. Mais il y a bien longtemps qu'elle est sortie pour échapper à ces images qu'elle imagine mieux que personne.

« Aujourd'hui encore, faisant abstraction de l'élément passionnel, j'estime qu'il existe des preuves de l'innocence de Roman. » La déposition commence comme une plaidoirie. Les regards qui se posent sur le juge Yves Bonnet sont chargés de prudence, voire de réserves. N'est-il pas trop naïf, trop jeune, trop passionné ? Le magistrat parle posément, calmement, énumérant les faits, les pièces, les éléments qui l'ont amené à se forger sa conviction. Et les regards changent, les crayons s'abaissent, le jury prend des notes.

Concernant les éléments matériels, le magistrat constate que les expertises n'ont rien donné et que certains prélèvements nécessaires n'ont pas été faits immédiatement. La seule analyse déterminante montre que Gentil a menti en prétendant n'avoir pas sodomisé sa victime. Mais si les mensonges de Gentil sont nombreux, les aveux de Roman ne correspondent pas à la réalité des faits. Le lieu du meurtre qu'il désigne n'est pas celui où il a été commis et il donne des précisions fausses sur le viol.

En outre, le juge estime que les gendarmes ont guidé Roman dans ses aveux. Mais il précise que ce comportement n'a pas été volontaire et résulte seulement de la manière dont s'est déroulée la garde à vue. Il y a aussi le propre comportement de Roman qui serait rentré dans « une logique d'aveux »

que son état psychiatrique pourrait expliquer. Le juge a par ailleurs des mots sévères pour désigner une enquête « faite en dépit du bon sens ». Les conseils des parties civiles et l'avocat général le submergent de questions en mettant parfois en cause son rôle de magistrat. M. Bonnet répond sans s'émouvoir : « J'ai pour habitude de cultiver le doute. Mais si j'ai rendu une ordonnance de non-lieu, c'est que je n'ai pas de doute. »

Devant le flot de questions, l'avocat général Lagrand, tout en résumant les arguments de M. Bonnet, lui lance : « Rassurez-vous, M. Weisbuch a été aussi malmené que vous ». Le juge fait donc face en parvenant à compenser un handicap voulu par le procureur. Dès son arrivée à la barre, le président lui a lu l'article 173 lui interdisant de faire état d'une pièce annulée « sous peine de forfaiture ». De nombreuses pièces ayant été annulées, il lui faut donc contourner l'obstacle à chaque instant, tout en avouant qu'il ignore la partie du dossier concernant le supplément d'information ordonné par la cour d'appel d'Albi-Provence après l'infirmité de son ordonnance de non-lieu.

Mais M. Bonnet reste déterminé et lance aux jurés avant de quitter la barre : « Je ne dis pas : voilà la vérité. Mon seul but est que vous sortiez d'ici en disant : il y a des doutes. Vous n'avez pas le droit de considérer que, parce qu'il y a des aveux, ces doutes n'existent pas. »

MAURICE PEYROT

La mise en place de l'Europe des polices

## Un colloque international réunit à Paris les professionnels de la sécurité

Quatre cents chercheurs et professionnels de la sécurité ont participé, du 1<sup>er</sup> au 4 décembre à la Cité internationale universitaire de Paris, au colloque sur « les systèmes de police et la coopération policière en Europe ». Organisé par l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI), ce colloque international a permis de rapprocher les points de vue des policiers européens, au moment où, paradoxalement, l'instauration de l'Europe des polices accusait de sérieux retards.

Le premier colloque international organisé en France sur le thème

de la coopération des polices européennes s'est tenu au moment où l'Europe des polices bat sérieusement de l'aile. Réunis en Angleterre à l'heure où débutait le colloque, les ministres des Douze chargés de la sécurité ont décidé de reporter de plusieurs mois l'objectif de libre circulation des personnes, qui était encore dernièrement annoncé pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993 (le Monde du 2 décembre).

Il en ira de même à propos de la mise en œuvre des accords de Schengen, conclus entre neuf des États membres (1) : à son retour de Londres, le ministre français de l'Intérieur, M. Paul Quilès, a déclaré, jeudi 3 décembre au Sénat, que « la France ne peut accepter la mise en œuvre de la convention

d'application de l'accord de Schengen tant que les Pays-Bas ne changeront pas leur législation, leur réglementation et leur pratique judiciaire en matière de stupéfiants ». Les ministres se sont enfin affrontés sur la question du futur siège d'Europol (l'Office européen de police, prévu par le traité de Maastricht), tandis que le président allemand de l'équipe de projet chargée d'étudier la mise en place d'Europol a indiqué, au cours du colloque, qu'il fallait beaucoup d'optimisme pour espérer que la convention nécessaire au bon fonctionnement de cet Office soit adoptée avant 1994.

## Une centaine de corps différents

Ces ailes n'ont pas empêché les policiers, gendarmes, magistrats, universitaires et chercheurs, réunis à Paris, de débattre d'une coopération qui demeure à l'ordre du jour. Pour la préparer, les policiers et de gendarmes travaillant sur les territoires des Douze (1,2 million de personnes) doivent apprendre à connaître les structures et les cultures de leurs voisins et homologues. C'est un casse-tête policier : comment collaborer avec la centaine de corps de police, civils ou militaires (la police et la gendarmerie, dans le cas français), les quelques régiments ou communautés qui coexistent sur le territoire communautaire, selon l'IHESI (2).

Partout en Europe, la lutte contre les délinquants constitue l'essentiel du travail policier. Mais certaines missions font figure de spécialités nationales : ainsi de la perception des taxes de radio-télévision par les policiers et les gendarmes en Belgique, ou du placement des chômeurs effectués par leurs homologues hollandais. Les Douze se distinguent aussi par l'importance de leurs troupes policières. Certains États semblent « très policiers » : l'Espagne (1 policier pour 205 habitants), l'Italie (1 pour 215), la France (1 pour 243) et la Grèce (1 pour 257). À l'autre extrémité, le Luxembourg (1 pour 330), les Pays-Bas (1 pour 340), le Danemark (1 pour 365) et le Royaume-Uni (1 pour 380), forment un groupe d'États « peu policiers ».

Confrontés aux mêmes difficultés - de la montée de la délinquance urbaine à l'apparition de nouvelles formes de criminalité économique, en passant par la lutte contre l'immigration irrégulière -, la plupart des polices des Douze

ont, ces dernières années, modernisé leurs équipements, amélioré la formation et la professionnalisation de leurs membres. Mais leurs succès relatifs et elles sont amenées à s'intéresser aux stratégies de leurs collègues étrangers.

## Le modèle britannique

Aux yeux des Anglo-Saxons, a rappelé M. Dominique Monjardet, directeur de recherche au CNRS, « le modèle français de police reste l'illustration privilégiée du modèle autoritaire ». Ce prototype de force d'État, centralisée et placée sous l'autorité quasi exclusive du pouvoir exécutif, devra pourtant mieux s'adapter aux demandes sociales, s'ajuster aux chercheurs. « Si le modèle français est contesté, a ajouté M. Rémy Pautrat, préfet de l'Essonne, ex-directeur de la DST et ancien conseiller du premier ministre Michel Rocard, c'est parce qu'il n'est plus assez efficace, notamment face à la petite délinquance au quotidien. »

Décentralisé et très proche des citoyens, le modèle britannique prend, à bien des égards, le modèle français à contrepied. Aussi les bobbiés restent-ils convaincus de la supériorité de leur « police communautaire », faite d'îlots dans les quartiers et de services rendus au public. Leur image de marque a, par exemple, séduit l'Espagne post-franquiste qui, en Catalogne notamment, a voulu calquer la British Police. L'Angleterre n'en a pas moins enregistré, avec 4,8 millions de délits constatés en 1990, le plus fort taux de criminalité de la Communauté européenne. Cet échec n'est d'ailleurs pas isolé, a montré le colloque : tous les policiers européens ont en commun de n'avoir pas réussi à enrayer, depuis la décennie 70, la hausse régulière de la petite et moyenne délinquance dans chacun des pays de l'Europe des Douze.

ERICH INCYAN

(1) Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal.

(2) Un ouvrage consacré aux « polices d'Europe » vient d'être publié par une équipe internationale de chercheurs et d'universitaires rassemblés par l'IHESI (L'Harmattan). À paraître prochainement : « Les forces de la police dans la communauté européenne. Un état des lieux », de Patrice Meyzonier. IHESI, 19, rue Pélet, 75015 Paris.

Le boycottage d'Israël par la Ligue arabe

## MM. François Dalle et Michel Piétrini bénéficient d'un non-lieu dans l'affaire Paravision

Une ordonnance de non-lieu a été rendue, vendredi 4 décembre, par M. Jean-Pierre Genti, juge d'instruction au tribunal de Paris, en faveur de M. François Dalle, ancien président de l'Oréal, et de M. Michel Piétrini, ancien président de Paravision, dans le cadre du conflit qui les avait opposés à leur associé Jean Frydman. Les deux hommes avaient été inculpés de « faux en écritures de commerce et usage » et de « discrimination raciale rendant plus difficile l'exercice d'une activité économique quelconque dans des conditions normales » à la suite du dépôt d'une plainte contre X... avec constitution de partie civile de M. Frydman, ancien administrateur et vice-président de Paravision international.

Cette société audiovisuelle, filiale de l'Oréal à 75 %, et dont M. Frydman détenait les 25 % restants, avait été créée en 1988. M. Frydman reprochait à M. Dalle

ainsi qu'à M. Piétrini de l'avoir « démissionné » le 30 mars 1989 de ses responsabilités au sein de la société sous la pression du « bureau du boycottage » de la Ligue arabe, installé à Damas, et cela en raison de ses activités en Israël. M. Frydman ayant, depuis, retiré sa plainte, ce non-lieu était prévisible.

Cependant, d'autres procédures d'ordre financier sont encore à l'instruction. Deux informations judiciaires ouvertes à la suite de deux plaintes de M. Piétrini - l'une pour « faux et usage, escroquerie et tentative », l'autre pour « abus de biens et de pouvoirs sociaux » - ont été transmises au parquet de Paris pour que celui-ci procède aux réquisitions. Une autre information judiciaire, ouverte notamment pour « abus de biens sociaux » à la suite d'une plainte de M. Frydman visant la direction de la société Paravision, est actuellement instruite par le juge d'instruction parisien David Peyron.

## Les financements politiques occultes dans la Sarthe

## Le juge Van Ruymbeke a bouclé son dossier Urba-SAGES-BLE

Un an après le début de ses investigations, le juge rennais Renaud Van Ruymbeke a bouclé son dossier sur le financement occulte du PS et du PCF dans la Sarthe, dans lequel sont inculpées une vingtaine de personnes, dont sept élus au premier rang desquels le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, ancien trésorier du Parti socialiste.

Le dossier, qui comprend vingt volumes et plus de cent scellés portant sur les activités des « pompes à finances » Urba et SAGES, liés au PS et BLE (Brétagne-Loire-Équipement), réputée proche du PCF, a été communiqué jeudi 3 décembre par le conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes en vue de son règlement. Après avoir pris connaissance des réquisitions du parquet général et des mémoires des avocats, la chambre décidera d'un éventuel renvoi des inculpés devant un tribunal correctionnel, d'un supplément d'information ou d'un non-lieu. Si un procès doit avoir lieu, il ne se tiendra pas certainement avant les législatives de mars 1993.

## La profanation d'un cimetière à Mulhouse

## M. Mitterrand assure les musulmans de la « solidarité de la communauté nationale »

M. François Mitterrand a adressé au recteur de la Mosquée de Paris, M. Dalil Boubakeur, le 27 novembre dernier, une lettre, rendue publique vendredi 4 décembre, dans laquelle il exprime « la très vive indignation que lui inspire l'outrage profané de plusieurs tombes de soldats musulmans du cimetière de Mulhouse », dans la nuit du 21 au 22 novembre (le Monde du 24 novembre). Le président de la République souligne « la reconnaissance profonde que vous la nation aux combattants de confession musulmane, dont le sacrifice avait été pour beaucoup dans la victoire finale ».

« Au moment où des esprits égarés ont voulu attenter aux convictions de millions d'hommes et de femmes, citoyens ou hôtes de la France, à travers le souvenir de leurs morts, je vous assure de la solidarité de la communauté nationale tout entière », écrit M. Mitterrand, qui a envoyé le même message aux membres du Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF).

## Le Monde

PUBLICITÉ  
TOURISME-RESTAURANT  
Renseignements :  
46-62-73-75

Ancien conseiller de M<sup>me</sup> Georgina Dufoux

## M. Michel Maurice est inculpé de corruption dans l'affaire Trager

M. Michel Maurice, ancien conseiller de M<sup>me</sup> Dufoux au ministère des affaires sociales, puis à la présidence de la Croix-Rouge, a été inculpé de corruption, jeudi 3 décembre, par le juge Renaud Van Ruymbeke.

Cette inculpation, la troisième pour M. Maurice dans l'une ou l'autre des affaires Trager, entre dans le cadre des investigations menées par le magistrat rennais sur le versement d'une commission de 2,1 millions de francs, touchée par René Trager et Suisse en 1985 et 1986, lors de l'importation d'un appareil de radiologie lourde fabriqué aux États-Unis et destiné à l'hôpital de Nîmes (le Monde des 21 et 29 novembre). Elle intervient une semaine après celle de M. Michel Gagneux, ancien directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Dufoux au ministère des affaires sociales de 1984 à 1986, inculpé de corruption et receleur d'abus de biens sociaux dans la même affaire.

Selon l'AFF, M. Maurice aurait déclaré jeudi au juge, qu'il « n'était pas au courant » et « n'avait pas le souvenir d'avoir assisté à des réunions portant sur un financement politique », contrairement à ce qu'affirme René Trager. Michel Maurice avait déjà été inculpé par le magistrat rennais de complicité de receleur d'abus de biens sociaux en juin dernier. Depuis août 1991, il est également inculpé de complicité d'abus de confiance et receleur d'abus de biens sociaux, dans un autre dossier Trager, instruit à Angers par le juge Ivan Auried.

## Les comptes de la transfusion sanguine

## Précisions sur le versement de 1 million de dollars à une société américaine

Après l'enquête publiée par l'hebdomadaire concernant le versement « sans contrepartie » par une filiale de la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNTS) de 1 million de dollars à la société Curative Technologies Inc. (CTI) (le Monde du 5 décembre), son directeur, M. Russell Whitman, a déclaré, vendredi 4 décembre, qu'il est exact que Curative Technologies SA (filiale du CNTS chargée, en France, de la diversification des produits de clonisation brevetés par CTI) nous a versé, en 1991, 1 million de dollars pour la levée de l'option sur le PDWIF Homologue, un cicatrifiant destiné aux personnes diabétiques souffrant d'un ulcère, que notre filiale commune avec le CNTS voulait commercialiser en France. Il s'agit d'une transaction raisonnable sur un processus technologique précieux dans lequel notre société a beaucoup investi. Dire que 1 million de dollars a été payé « sans aucune contrepartie » est inexact. Des tests cliniques sont en cours sur ce produit dans au moins cinq pays de la CEE, dont la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

## Le Monde EDITIONS

Laurent Greilsamer présente

## Le procès du sang contaminé

Pour la première fois, voici les documents clés d'un scandale médical, politique et moral

- ◆ Le réquisitoire du procureur de la République
- ◆ Les comptes rendus d'audience du Monde
- ◆ Le jugement du tribunal correctionnel
- ◆ La chronologie des événements

LE LIVRE QUI VOUS FAIT JUGE

En vente en librairie

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde L'ÉCONOMIE



## SOCIÉTÉ

### ÉDUCATION

A l'issue de son congrès extraordinaire à Perpignan

## La FEN se dote de nouveaux statuts

Après l'annonce par le SNE-TAA (enseignement technique), mercredi 2 décembre, de son désir de quitter la Fédération de l'éducation nationale (le Monde du 4 décembre), plusieurs syndicats et tendances opposés à la direction fédérale ont déserté à leur tour la FEN lors du congrès extraordinaire réuni à Perpignan. Le congrès s'est néanmoins poursuivi, jeudi 3 et vendredi 4 décembre, par le débat sur la restructuration interne. De nouveaux statuts ont été adoptés par 84,38 % des voix.

PERPIGNAN

de notre envoyée spéciale

M. Guy Le Néouanic, secrétaire général de la FEN, l'avait dit et redit : le congrès extraordinaire de Perpignan serait un congrès de « défection, d'ouverture ». Mais si le soleil du Roussillon ni les vigoureux internistes musiciens qui ont ponctué les débats ne sont parvenus à faire oublier que ce « congrès historique » laisse la fédération enseignante terriblement affaiblie. Savamment mis en scène, les débats des minoritaires qui se sont échoués quasiment d'heure en heure, tout au long de ces trois journées, n'avaient pas d'autre but : montrer que la FEN, après les neuf mois de crise qu'elle vient de traverser, n'est plus que la moitié d'elle-même.

Le calcul est rapidement fait : après l'exclusion, le 6 octobre dernier, des 81 000 adhérents du SNE (second degré) et du SNEP (éducation physique), le départ annoncé à Perpignan des 18 000 adhérents du SNETAA (enseignement technique), celui des minoritaires de l'ex SNE-PEGC (30 000 à 40 000 à terme) et des adhérents de plusieurs autres syndicats (professeurs d'IUFM, chercheurs scientifiques, personnels de l'enseignement agricole, notamment), c'est quelque 150 000 adhérents de la FEN qui devraient, dans les prochaines semaines, quitter leur fédération. Une véritable hémorragie qui

contraint l'actuelle direction et son secrétaire général à construire du neuf sur un champ de ruines. Les minoritaires ne portent pas la fleur au fusil. La fédération engendrée par la période de crise semble déjà retombée. Quelle fédération construire, avec qui, et surtout, quelle échelle ? Ces questions se posent déjà dans les rangs des exclus et des partants, et le moins qu'on puisse dire, c'est que les réponses ne sont pas évidentes. La façade unitaire tient encore, mais pour combien de temps ? Le SNEP, qui représente à lui seul la moitié des 150 000 adhérents qui ont potentiellement quitté la FEN, souhaite visiblement s'en tenir au strict champ de l'éducation nationale.

### Inventer un avenir

Mais le SNETAA ? Une partie de ses adhérents pourrait être tentée de rejoindre le camp de Force ouvrière, et un tiers d'entre eux, malgré la prise de pouvoir de la tendance Autrement en janvier 1991, au sein de leur syndicat, se reconnaissent encore dans l'orientation défendue par la direction actuelle de la FEN. Le SNE-Sup, avec ses 4 400 adhérents, est, lui aussi, dans une situation fort inconfortable de grand cent. Très silencieux au cours de ce congrès, il arrêtera sa décision - quitter ou non la FEN - lors d'un congrès, le 18 décembre. Partira-t-il, alors que la nouvelle FEN ne touche pas au champ de syndicalisation des enseignants du supérieur ?

Une fois débarrassée de ses opposants, il restait néanmoins à la FEN à s'inventer un avenir. Désormais monocolore, puisque presque entièrement rassemblés autour d'une seule tendance, l'unité, l'indépendance et la démocratie - proche des socialistes - la FEN est plus que jamais la centrale des instituteurs. La direction affichée et remarquée du Syndicat des enseignants (SE, ex-SNE-PEGC), l'effacement de son secrétaire général, M. Jean-Claude Barbarin, au cours de ce congrès, n'y changent rien : le Syndicat des enseignants représente maintenant, à lui seul, environ 65 % des adhérents.

de la FEN. Force ou faiblesse ? Tout découle de ce nouvel « équilibre ». La FEN n'était pas venue à Perpignan uniquement pour faire le ménage dans ses rangs.

Conformément au mandat de son dernier congrès à Clermont-Ferrand, en février 1991, la direction venait soumettre son projet de remodelage de ses structures internes. Principale innovation, supprimer dans les textes les courants de pensée qui jusque-là structuraient à eux seuls les instances dirigeantes de la Fédération.

En même temps, elle proposait à ses quarante-six syndicats de se regrouper dans six unions de syndicats sur la base d'autant de familles de métiers. Elle suggérait aussi de créer des sections régionales coiffant les sections départementales pour adapter ses structures aux nouveaux pouvoirs de décision issus de la décentralisation. Enfin, la nouvelle FEN, débarrassée du poids des tendances, doit forcément expliquer son mode d'élaboration des décisions : d'où la proposition d'imposer le vote majoritaire au sein des syndicats et pour les résolutions de congrès, un système de va-et-vient entre la « base » et le « sommet », comme l'expliquait vendredi le secrétaire général.

### Recomposition syndicale

Seul le débat sur les unions a momentanément réveillé le congrès de sa torpeur et obligé la direction fédérale à limiter provisoirement ses prétentions en amendement son projet. Première difficulté dans la constitution des unions : qui marier avec qui ? Il s'y a guère que les instituteurs pour qui le problème ne se pose pas puisqu'ils peuvent constituer presque à eux seuls une union - celle des enseignants - qui sem, et de loin, la plus importante numériquement. Pour la myriade de petits syndicats qui composent la FEN, en revanche, cette perspective est moins favorable. Ils craignent que la direction de la FEN ne leur retire d'une main ce qu'elle leur tend de l'autre : un renforcement du rôle des syndicats nationaux... contrebalancé par

des unions de syndicats participant en tant que tels aux instances dirigeantes de la Fédération.

Faisant pièce à l'impétuosité des gros calibres de la FEN, le SE et le SNAEN (les agents), différents syndicats, chefs d'établissement, enseignants, infirmières, bibliothécaires ou professeurs d'IUFM se sont succédé à la tribune pour réclamer sans faire d'écarter que le projet soit ajourné pour être débattu de nouveau. Ce que la direction a accepté. Le nombre et la composition des unions seront donc arrêtés lors d'un conseil fédéral les 18 et 19 mars 1993. Un prochain congrès ordinaire en 1994 décidera de leur rôle dans les instances de la Fédération. Mais on voit mal comment ces quelques mois de répit pourraient être mis à contribution pour infléchir le projet. Et qui s'y risquerait. Les nouveaux statuts ont été en effet adoptés par 84,38 % des voix vendredi 4 décembre. Autant dire un plébiscite.

Paralysés par ses conflits internes, repliés sur ses manœuvres d'appareil, la FEN avait, ces derniers mois, complètement occulté un autre débat : celui de la recomposition syndicale. Est-ce pour donner un gage d'ouverture ou bien pour s'inscrire, malgré tout, dans la continuité de sa période unitaire que la direction, à travers une intervention de M<sup>me</sup> Martine Le Gall, secrétaire nationale de la FEN et membre du SE, a relancé la question en fin de congrès ? Est-ce aussi parce qu'il lui apparaît nécessaire de prendre rendez-vous sur un terrain où le camp adverse devra, lui aussi, chercher des alliés éventuels ? La FEN a lancé un appel en direction « des organisations qui, dans le mouvement syndical autonome, partagent les mêmes valeurs, la même conception du syndicalisme ». Une façon de marquer une étape, a expliqué M<sup>me</sup> Le Gall, vers « la constitution d'un mouvement syndical réformiste au plan confédéral » avec FO et la CFDT. Un horizon lointain qui risque de laisser pour longtemps la FEN face à elle-même.

CHRISTINE GARIN

### DÉFENSE

Un programme de 38,5 milliards de francs

## M. Joxe donne son « feu vert » au développement du missile nucléaire M.5 à bord de sous-marins

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, vient de faire savoir au groupe Aéronautique qu'il avait approuvé la conception d'un nouveau missile stratégique, dénommé M.5-S.5 et destiné à armer à partir de l'an 2005 les sous-marins nucléaires lance-engins mer-sol et, le cas échéant, à remplacer les missiles S.3D actuellement enterrés dans des silos sur le plateau d'Albion, en Provence. Le coût de ce programme est évalué à quelque 38,5 milliards de francs. La décision sera prochainement notifiée par la Délégation générale pour l'armement (DGA) au groupe Aéronautique désigné pour être le maître d'œuvre industriel du projet.

Dès 1993, le ministre de la défense prévoit de consacrer 353 millions de francs de crédits de paiement et 800 millions de francs d'autorisations de programme (qui sont de simples engagements de dépenses) au démarrage du développement préparatoire de ce missile. Le M.5-S.5, dans sa définition présente, devrait comporter entre dix et douze charges thermonucléaires à trajectoire indépendante sur des distances - une fois lancé par le sous-marin en patrouille ou depuis son silo terrestre - supérieures à 6 000 kilomètres.

Lorsque le dernier d'entre eux, le *Foudroyant*, sera de nouveau admis au service actif, en février prochain, après avoir été modernisé, les cinq sous-marins stratégiques de la marine française seront alors tous équipés de l'actuel missile M.4, à raison de seize exemplaires par bâtiment. Chaque M.4 emporte une demi-douzaine de têtes thermonucléaires de 150 kilotonnes de puissance (environ dix fois la bombe d'Hiroshima) sur des distances de 5 000 kilomètres. On peut estimer que cette force océanique stratégique - deux ou trois sous-marins sont

simultanément en patrouille à la mer - représente aujourd'hui une puissance de frappe instantanée de 50 mégatonnes.

Ces M.4 seront, à partir de 1995, remplacés par une version plus perfectionnée, le M.45, qui dispose d'aides importantes à la pénétration (pour déjouer les défenses adverses) et de plusieurs charges thermonucléaires dites « furtives ».

A partir de l'an 2005, aux termes de la décision communiquée par M. Joxe à l'Aéronautique, les sous-marins commenceront de recevoir le missile M.5. Entre-temps, de surcroît, la France aura mis en chantier un nouveau modèle de sous-marin stratégique, de la classe *Triomphant* (en service en 1996), qui succédera progressivement aux bateaux actuels. Au siècle prochain, quatre unités de ce type, pour un coût global de 81,5 milliards de francs, seront en service. Par rapport au modèle précédent, les sous-marins de la famille *Triomphant* ont un tonnage supérieur (quelque 14 000 tonnes en plongée au lieu de 9 000) et leur discrétion acoustique aura été améliorée de façon à les rendre moins détectables. La portée du missile M.5, supérieure à

6 000 kilomètres, devrait permettre en outre aux sous-marins de patrouiller dans des zones encore plus éloignées de leurs objectifs éventuels à terre, ce qui contribue à accroître en principe leur invulnérabilité.

### Une double interrogation

Pour l'instant, le gouvernement n'a pas arrêté sa décision de dériver une version terrestre du M.5 pour prendre, après l'an 2005, la succession des missiles S.3D (à une seule tête nucléaire) qui sont déployés dans les silos enfouis au plateau d'Albion. Mais le groupe Aéronautique a l'intention de conduire le programme M.5 de telle façon qu'il puisse aussi exister une version sol-sol du missile destiné, à l'origine, au sous-marin. D'où l'existence du projet d'un M.5-S.5 son projet dans l'attente d'un « feu vert » gouvernemental.

Sur ce sujet, le ministère de la défense ne prévoit pas de prendre d'initiative dans un sens ou dans l'autre avant 1995. En effet, une double question se pose quant à l'avenir de la dissuasion nationale :

faut-il - et si oui, comment - remplacer les missiles S.3D du plateau d'Albion en 2005 et les missiles nucléaires air-sol à moyenne portée (ASMP) des avions Mirage-IV, Mirage-2000N et Super-Éclair par des sous-marins, faut-il continuer à déployer une panoplie de missiles fixes sol-sol, ou ne conviendrait-il pas de se contenter de maintenir ce qu'on appelle une « composante pilotée », à savoir des Rafale qui auront pris entre-temps la succession des avions actuels et qui seront armés d'un missile nucléaire aéroporté nouveau (l'ASMP, air-sol à longue portée) conçu, si possible, en coopération avec les Britanniques pour symboliser une dissuasion à l'échelle européenne ?

Dans la mesure où un armement moderne exige une dizaine d'années d'étude et de développement avant d'en arriver à sa mise en service, la réponse à cette double interrogation devra être fournie par la France à mi-parcours de cette décennie.

JACQUES ISNARD

## ÉTVD

Presse et démocratie au Japon

Anne PORTIER

La philosophie américaine

Jean-Pierre COMETTI

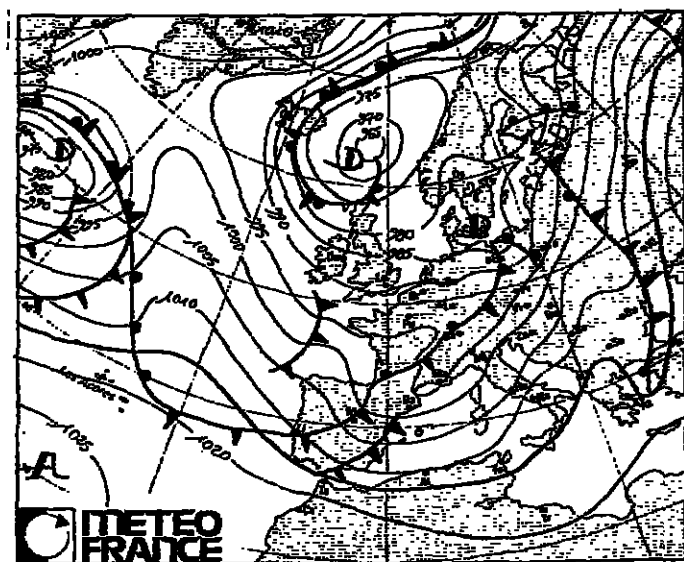
décembre 1992

Le numéro : 50 F

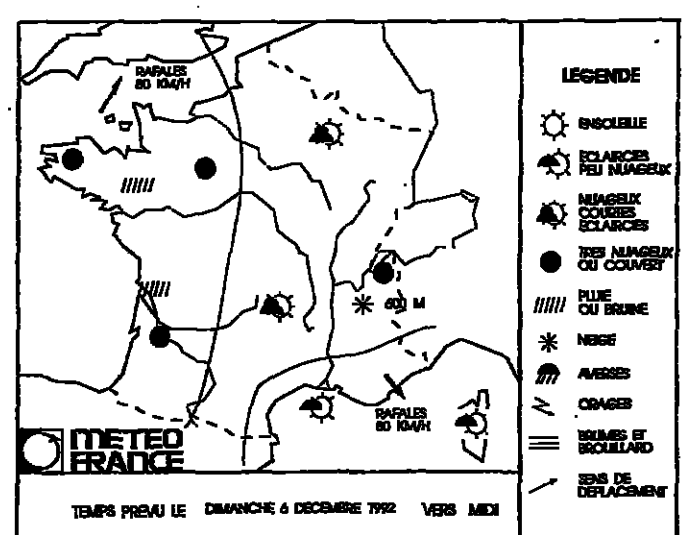
14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : (1) 44 39 48 48  
Ouvert sur internet : 36.15 S/ÉTUDES

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 DÉCEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 6 DÉCEMBRE 1992



Dimanche : une nouvelle perturbation traverse le pays. - Dès la matin, il pleuvra sur la Bretagne, le Cotentin, les Pays de la Loire, Poitou-Charentes et l'Aquitaine, avec parfois des phénomènes de verges. Sur les autres régions, les nuages seront présents surtout sur les massifs de l'Est, où ils pourront donner de la neige au-dessus de 600 mètres.

L'après-midi, la pluie progressera vers l'est et gagnera en soirée une grande partie du pays. La pluie sera modérée à assez forte et accompagnée d'un vent de sud-ouest qui atteindra 60 à 70 kilomètres-heure sur la moitié nord.

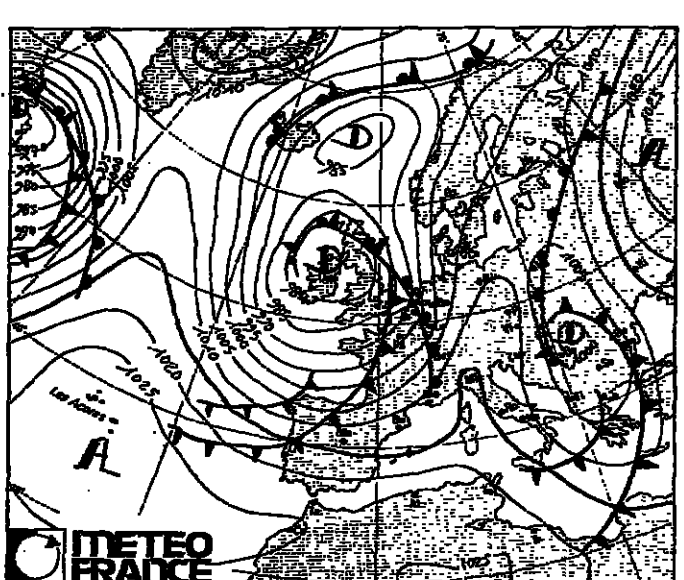
Seules les régions Lorraine, Alsace, Franche-Comté et Rhône-Alpes seront encore épargnées par la pluie.

Sur le littoral méditerranéen, le ciel se voilera, tandis que mistral et tramontane faibliront.

Les températures matinales seront fraîches entre 0 et -2 degrés sur une grande partie du pays, 2 à 5 degrés sur les côtes atlantiques, 1 à 4 degrés dans le Sud-Ouest et 4 à 8 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 4 à 7 degrés sur l'est du pays, 5 à 8 degrés au centre, 10 à 15 degrés sur les régions atlantiques et méditerranéennes.

PRÉVISIONS POUR LE 7 DÉCEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 04-12-1992 à 6 heures TUC et le 05-12-1992 à 6 heures TUC

FRANCE	STRASBOURG	LIJENBOURG	4	0	C
AJACCIO	17	15	C		
BIARRITZ	18	7	C		
BORDEAUX	18	7	C		
BREIST	12	1	P		
CAEN	9	3	A		
CHERBOURG	7	0	A		
CLERMONT-F	14	1	B		
DIJON	10	3	C		
GENÈVE	13	6	C		
LILLE	9	1	D		
LYONS	15	5	C		
MARSEILLE	16	11	N		
NANCY	9	4	N		
NANTES	13	8	C		
PARIS-MONT	10	6	P		
PAU	12	6	P		
PERPIGNAN	13	8	C		
PORTO-AUTH	31	23	D		
RENNES	9	5	B		
ST-ETIENNE	13	4	C		
TOULOUSE	13	7	P		
TOURS	13	1	B		
MARSAKCH	22	11	B		
MEXICO	21	5	D		
MILAN	11	5	P		
MONTREAL	2	-7	C		
MOSCOW	0	0	C		
NAIROBI	0	-	-		
NEW-YORK	8	1	P		
OSLO	19	16	D		
PRIMA-DE-MAJ	4	-1	C		
PRINCE	4	-	-		
RENO	18	17	P		
SEVILLE	19	16	N		
SINGAPOUR	27	22	C		
STOCKHOLM	6	0	D		
SYDNEY	6	0	D		
TOKYO	14	1	D		
TUNIS	22	12	D		
VARSOVIE	7	3	N		
VIENNE	12	9	P		
VIENNE	10	4	C		

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



(42-23-88-83). Cinq heures à gages : 20 h 30.  
LE TRIANON (42-09-93-14). Autarcie et

**22-09-83** **CAMOUX** à gages : 20 h 30.  
**LE TRIANON (42-03-53-4)**, Auguste et  
Chénobée-air au pays des pharises :  
14 h 30.

**LUCIFERARIO (PAYS)** (45-44-57-34),  
L'École du soir, Paris Primaire : 18 h 45.  
**L'Ecole des clercs** : 20 h 30.  
**Douce** : 21 h 30.  
**Théâtre royal**. Voici le temps  
des assassins : 18 h 30. Les Paupiers  
d'Emmes : 20 h. Tout va bien, je vois  
le monde.

**MADELINE (45-65-07-09)**, Évidance  
Fénelon en scène : 21 h. dim. 15 h 30.

**MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE  
DES HALLES)** (42-36-27-53). Enseignant pourrissant :  
20 h 30. dim. 16 h.

**MARSAIS (42-78-03-53)**, L'Ecole des  
femmes : 21 h.

**MATHURIN QUART (45-08-17-80)**, Huis  
clos : 18 h. Molière : 19 h 30.  
**Savage Love (anglais-français)** : 21 h 15.

**MARGUAY (42-56-04-4)**, Suite royale :  
21 h. dim. 15 h.

**MATHURINS (45-65-90-09)**, Les Palmes  
de la mort : 20 h 30.

**MATHURINS (PETITS)** (42-65-90-09)  
Nocturne à Nohant : 18 h 30.

**MÉTAMORPHOSES (42-81-33-70)**, Marchand  
de rêves : 21 h. dim. 15 h.

**MONTMARTRE (42-65-02-02)**, Chantal Gellie :  
21 h. dim. 18 h.

**MICHOÏDIÈRE (42-42-95-22)**, La Puce à l'oreille : 17 h 20 h 30. dim. 16 h.

**MOGADOR (48-78-04-04)**, Les Res-  
tants : 20 h 30.

**MONTGARNY (42-22-22-77-74)**, Les  
Cahiers : 18 h et 21 h 15. dim. 15 h 30.

**MONTMARTRE (PETIT)** (42-42-77-30), La Traversée : 21 h.  
dim. 15 h 30.

**COGNACQ JAVY (40-27-07-21)**,  
Les Rivaux d'au-delà-mêmes : Provaires :  
20 h 30. dim. 15 h 30.

**NOUVEAUTES (47-70-52-78)**, Les  
Jumeaux : 18 h et 21 h. dim. 15 h.

**NORMANDY (48-74-42-52)**, Les Ombrages  
de Myrie : 20 h 30.

**O.M.P.T.E. (42-42-25-49)**, Marc Mitrail  
dans Cadeau de Noël : 14 h 30. Guy  
Bedos et Michel Roux : 20 h 30.

**OPERA DES GLACES (GRANDE  
SALLE)** (42-02-27-17), C'est vous qui  
voyez ! : 20 h 30.

**PALAIS DES CLASSES (PETITE SALLE)**  
(48-03-11-39), Bud dans tu es vu quand  
tu es ni : 21 h.

**PARADIS (42-67-59-51)**, Sans ar-  
rière-pensée : 21 h.

**PARC DE LA VILLETTE (SOUS CHAPITEAU)** (42-45-03-81), A Midsummer  
Night's Dream (en anglais) : 20 h 30. dim.

**PENICHE DU NORD-OUEST** (47-70-81-47), Le Banc : 20 h.

**PENICHE-OPERA (42-45-18-20)**, Bar-  
nard est mort : 21 h. dim. 17 h.

**PETIT THÉÂTRE DE PARIS**  
(42-45-18-20), Patrick Besson : 21 h.

**P.O.C.H. (42-45-18-20)**, Les Femmes  
(45-48-92-97), Salle II. Le Pouz trop fin :  
21 h. dim. 15 h.

**PORTES SAINT-MARTIN (42-08-00-32)**,  
Knock : 17 h et 20 h 45. dim. 15 h.

**PORTES SAINT-MARTIN (42-08-00-32)**,  
Le Pouz trop fin : 17 h et 20 h 45. dim. 15 h.

**RAMELANGE (42-68-54-44)**, Trekling :  
20 h 30. dim. 17 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20)**, Nous  
es Européens : 20 h 30. dim. 14 h 30.

**ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20)**, Un  
aspirine pour deux : 17 h 30 et 20 h 45.  
dim. 15 h.

**SCENIPLENDID SAINT-MARTIN**  
(42-08-21-63), Charité bien ordonnée :  
22 h.

**SCENIPLENDID SAINT-MARTIN**  
(42-08-21-63), Les Femmes : 15 h. Vu du  
ciel : 18 h 30 et 20 h 30. dim. 15 h.

**THEATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAUX**  
(45-45-49-77), Monsieur Klebs et Rozelle :  
20 h 30. dim. 17 h.

**THEATRE DE LAZET (48-97-52-55)**, Les  
Femmes : 20 h 30. dim. spectacle de fin d'an-  
née : 20 h 30. dim. 15 h.

**THEATRE DE DIX-HEURES**  
(48-06-10-17), Luit : 20 h 30.

**THEATRE DE DIX-HEURES** (42-22-11-02),  
L'Aspirine pour deux : 17 h 30 et 20 h 45.  
dim. 15 h.

**THEATRE DE L'EST PARISIEN**  
(43-84-80-18), Les Poupées : 20 h 30.

**THEATRE DE L'EST PARISIEN** (43-84-80-18),  
Les Poupées : 20 h 30.

**THEATRE DE GRÉVIN (42-64-84-47)**, Chan-  
tal Ledoux : 20 h 30.

**THEATRE JACQUES-COURVOISIER**  
(20-45-18-20), Attention haute tension :  
20 h 45. dim. 15 h.

**THEATRE DE LA MAIN-D'OEUVRE BELLE-DE-MAI (40-05-67-59)**, Belle de Mai, Fé-  
licité ou le Marvellous Théâtre d'art et de  
science du docteur de Gronique :  
20 h 30.

**THEATRE DE LA MAÎNATE**  
(42-08-93-33), Les Zappères : 22 h. dim.  
15 h.

**THEATRE MANUEL-MICHEL GALABRU**  
(42-08-85), Le Grand voyage de Whitehead-  
et : 20 h 30. dim. 15 h. Didier Fontaine :  
22 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT**  
(47-27-81-15), Jean Giraud, Mystification  
du théâtre : 20 h 30.

**THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE**  
(43-25-70-32), Grande salle, Macbeth :  
15 h 30 et 20 h 30.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON**  
(43-25-70-32), Le Chevalier d'Olimède :  
15 h et 20 h 30.

**THÉÂTRE NATIONAL (43-34-61-04)**, Le  
Servante de l'amour ; le Grand Voyage :  
14 h 45. Le Balser de la vauze : 20 h 30.  
La-Moi que tu m'aimes : 22 h. dim.

**THÉÂTRE OUVERT-JARDIN D'HIVER**  
(42-65-74-40), Conversation sur le monog-  
me : 16 h et 21 h.

**THÉÂTRE PARIS-PLAINE**  
(42-65-74-40), Noces de sang : 20 h 30.  
dim. 15 h.

**THÉÂTRE DU RONDO-PONT RENAUD-  
DARRAULT (42-56-10-60)**, Sauts, Ma-  
chard : 19 h. dim. 15 h.

**THÉÂTRE SILVIA NONFORT**  
(42-65-74-40), Orphée : 20 h 30. dim. 15 h.

**THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL**  
(48-06-72-34), Le marchand de gloce est  
mort : 20 h 45. dim. 15 h.

**THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34),  
Le marchand de gloce est mort : 20 h 45.  
dim. 15 h.

**THÉÂTRE VALHUBERT (45-84-30-60)**,  
Joy de l'amour et du hassard : 15 h et  
20 h 30.

de Mâris : 19 h. Voyage au centre de la Terre : 20 h 30.

**TREMPLIN-THÉÂTRE DES TROIS-FRÈRES** (42-54-91-00). Hôche Simane : 20 h 30.

**GUSTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Basse : 19 h.

**VARIÉTÉS** (43-33-09-92). Thé à la menthe ou t'es citron ? : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

**RÉGION PARISIENNE**

**AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE)** (48-34-67-67). L'école des parents : 19 h. Les parents de bonne foi : 20 h 30, dim. 16 h.

**AUBERVILLIERS (THÉÂTRE ÉQUESTRE ZINGARO)** (44-59-79-39). Opéra équestre : 20 h 30, dim. 17 h 30.

**AULNAY-LES-BOIS (ESPACE JACQUES-PRÉVERT)** (48-68-00-22). Nout : 10 h et 16 h.

**CERGY-POINTE (THÉÂTRE DES ARTS)** (30-33-33-33). Bichette : 20 h 30.

**AULNAY-LES-BOIS (THÉÂTRE L'ÉCOLE CENTRALE)** (46-63-75-30). Le Mémento : 20 h 30, dim. 18 h 30.

**CHATILLON (THÉÂTRE)** (46-67-22-11). La Foi, l'amour, l'espérance : 20 h 46.

**CHARENTAIS (THÉÂTRE)** (60-09-55-00). Feuilles d'été : 18 h 30.

**CLAMART (THÉÂTRE DES ROCHERS)** (Libr.-Média). Les Dix Petits Nègres : 21 h, dim. 15 h.

**CORCIS-12 (PETIT THÉÂTRE)** (40-12-72). Personne ne bouge... Police : 20 h.

**COLOMBES (THÉÂTRE DU PEUPlier NOIR)** (47-75-94-90). Le Banc : 20 h 30, dim. 15 h 15.

**COMES-LE-VALLE ILE THÉÂTRE, L'ARENÉ** (64-89-69-11). Mademoiselle Bae : 20 h 45.

**CORREVOIE (CENTRE CULTUREL)** (43-63-63-62). Le Système Rielier : 20 h 45, dim. 16 h 30.

**CRICRAC (MAISON DES ARTS)** (49-80-18-88). Grande salle. Les Paravents : 20 h, dim. 15 h 30.

**ELANCOURT (LE POLLEN)** (30-62-62-61). Lettres à un jeune poète : 20 h.

**ENGHIEN (THÉÂTRE MUNICIPAL DU CASINO)** (34-12-94-94). Coudé le Grand Orchestre du Splendide : 20 h 30.

**ERAGNY (THÉÂTRE DE L'USINE)** (30-37-57-57). Les Habits neufs de l'ennemi : 18 h 21.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-93-26-30). Les Acteurs de bonne foi : La Dispute : 20 h 30, dim. L'improvisé de Versailles : les Précieuses ridicules : 17 h.

**MONTFARVILLE (LE)** (49-59-93-93). Le Grand Nèphes d'Amorzone : 20 h 30, dim. 17 h.

**MORSANG-SUR-ORGE (L'ARLEQUIN)** (89-04-13-70). Madame Marguerite : 21 h, dim. 18 h 30.

**NANTERRE (ESPACE CHORUS)** (42-38-38-62). Cendrillon : 14 h 30 et 17 h 30, dim. 10 h 30.

**NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)** (46-24-63-63). La Double Inconstance : 20 h.

**ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET)** (48-92-39-29). Gruu ou Quand le théâtre embobine le cinéma : 21 h.

**SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPPE)** (43-42-00-69). Exécuteur 14 : 20 h 45, dim. 17 h.

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉÂTRE ALEXANDRE-DUMAS)** (30-87-07-07). Le Carpe du jour de Brigne : 20 h 45.

**SAINT-PIERRE (THÉÂTRE ROND-POINT-LIBRE)** (46-99-99-10). Dim. Apout cour : 15 h.

**SARTROUVILLE (THÉÂTRE)** (39-14-23-77). Au cours des ténérables : 19 h. La Marin perdue en mer : 21 h, dim.

**SÈVRES (SEL DE SÈVRES)** (46-34-28-28). Le Turfiste : 20 h 45.

**TREMBLAY-EN-FRANCE (CENTRE CULTUREL ARAGON)** (49-63-70-60). Les Éclats : 20 h 45.

**VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL-SORANO)** (43-74-73-74). Dim. Un misanthrope : 18 h.

**LE CINÉMA**

**LA CINÉMATHÈQUE**

**PALAIS DE CHAILLOT**  
(47-04-24-24)

**SAMEDI**

Du burlesque à la comédie américaine : Charlot danseur (1914), Lui professeur de danse (1914), That's a Little Band of Gold (1918), Charlot accoucheur (1914), The Charlie Chaplin, Charlie et Fatty en bombe, de Charles Chaplin, Love in Aragon (1915), Fatty à la fête (1917), Pour épouse Dolly (1919), 18 h 30 ; Embrasme, idiot (1984), v.o. s.t.f., de Eddy Wilder, 21 h.

**PALAIS DE TOKYO**  
(47-06-24-24)

**SAMEDI**

Indépendants américains : Babal : lettre à mes amis restés en Belgique (1983-1990), de Boris Lehman, 14 h ; Desperato (1991), v.o. en présence du réalisateur, de Rico Martinez, 21 h.

**DIMANCHE**

Indépendants américains : Portrait du peintre dans son atelier (1985), de Boris Lehman, Muet comme une carpe (1987), de Boris Lehman, L'homme de terre (1989), de Boris Lehman, Charlie et Fatty en bombe, de Charles Chaplin, Love in Aragon (1915), Fatty à la fête (1917), Pour épouse Dolly (1919), 18 h 30 ; Embrasme, idiot (1984), v.o. s.t.f., de Eddy Wilder, 21 h.

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU**

**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**

**SAMEDI**

Le Cinéma mexicain : E (1952, v.o. s.t.f.), de Luis Bunuel, 14 h 30 ; Cadena Parpetta (1978, v.o. s.t.f.), d'Arturo Ripstein, 17 h 30 ; Intimidades en un cuarto de amor (1989, v.o. s.t.f.), de Jaime Humberto Hermida, 21 h.

**CHÈRE EMMA** (hongrois, v.o.). E

[illegible]

CHÈRE EMMA (Jongkroff, v.o.) : Espée de Bo  
 46-33-57-47-71.

LA CITÉ DE LA JOIE (A. v.o.) : Gaumont  
 V, 46-82-41-46, 36-65-70-74 ; Sept  
 Parnassiens, 14 (43-42-32-20) ; v.f. :  
 Paramount, Opéra, 5 (47-42-58-31),  
 36-65-70-18 ; Les Montparnasse, 14-  
 36-65-70-42.

CITY OF HOPE (v.o.) : Sept Parnassiens,  
 14 (43-42-32-20).

ŒUR DE TONNERRE (A. v.o.) : Forum  
 Horizon, 14 (43-42-32-20) ; Gaumont  
 UGC Odéon, 6 (42-25-10-30,  
 36-65-70-74) ; UGC Triomphe, 8  
 47-44-83-60, 36-65-70-18 ; Sept Par-  
 nassiens, 14 (43-42-32-20) ; v.f. : UGC  
 Montparnasse, 6 (45-74-94-94,  
 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 6  
 47-42-56-31, 36-65-70-18 ; UGC Gobe-  
 lins, 13 (45-61-94-86, 36-65-70-42).

DELICIEUX (v.o.) : Gaumont Gobelins,  
 13 (45-54-72-71) ; Saint-Lambert, 15  
 45-62-91-68.

LE DÉRNIER DES MOHICANS (A.  
 v.o.) : George V, 14 (46-82-41-46,  
 36-65-70-18) ; v.f. : Saint-Lambert, 15  
 45-62-91-68.

DES SOURIS ET DES HOMMES (A.  
 v.o.) : Forum Orient Express, 11  
 43-32-42-26, 36-65-70-74) ; UGC  
 Triomphe, 8 (45-61-94-86, 36-65-70-42),  
 36-65-70-78) ; v.f. : Rex, 2,  
 36-65-83-93, 36-65-70-23).

DJEMBEFOFA (Fr.-guinéen) : Les Trois  
 Luxembourg, 6 (46-33-57-77,  
 36-65-70-74).

EDWARD (v.o.) : Reflet Logos 1, 5  
 43-54-32-34) ; Elysées Lincoln, 8  
 45-69-36-14) ; Sept Parnassiens, 14  
 43-42-32-20.

LES ENFANTS VOLÉS (A. v.o.) : Lestrée,  
 14 (46-33-57-69) ; Les Montparnasse,  
 14 36-65-70-42.

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.  
 v.o.) : Ciné Baugou, 3 (42-71-82-36) ;  
 Images d'Ambroise, 5 (45-87-18-08) ; Lincar  
 né, 14 (45-64-67-34) ; Saint-Lambert,  
 15 (45-62-91-68).

ET LA VIE CONTINUE (franç., v.o.) :  
 Utopia, 6 (43-28-84-88).

LA FILLE DE L'AIR FR. : Forum Horizon,  
 10 (40-58-57-67, 36-65-70-82) ; Gaumont  
 UGC Normandie, 6 (42-25-10-30,  
 43-59-32-82) ; Française, 9  
 47-40-33-88) ; UGC Louis Bastille, 12  
 43-43-01-59, 36-65-70-84) ; Gaumont  
 Gobelins (ex Favuette), 13  
 47-42-56-31) ; Les Montparnasse, 14  
 43-42-10-08) ; Parthé Clichy 18  
 45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20  
 46-36-10-96, 36-65-71-44).

HODOK (A. v.f.) : Cinéoches, 6  
 46-33-57-62) ; Grand Pavois, 15  
 45-62-91-68) ; Saint-Lambert, 15  
 45-62-91-68).

IMPITTOYABLE (A. v.o.) : Grand Pavois,  
 15 (45-64-46-85) ; Saint-Lambert, 15  
 45-62-91-68).

IN THE SCOP (A. v.o.) : Images d'Ambroise,  
 5 (45-87-18-08) ; L'Entrepôt, 14  
 45-62-91-68).

INCIDENT A OGLALA (A. v.o.) : Ciné  
 Baugou, 3 (43-71-52-36).

L'INCONNU DANS LA MAISON (Fr.) :  
 Cinéma Ambassade, 8 (45-59-19-08,  
 36-65-70-18) ; Miramar, 14  
 45-62-91-68).

INDOCHINE (Fr.) : Grand Pavois, 15  
 45-64-46-85) ; Saint-Lambert, 15  
 45-62-91-68).

LE PARTI GÉNÉRAL APPELLEMENT  
 (A. v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-57-62,  
 36-65-70-74).

JEUX DE GUERRE (A. v.o.) : Forum  
 Orient Express, 11 (42-33-42-26,  
 36-65-70-74) ; Gaumont UGC Odéon,  
 6 (42-25-10-30, 36-65-70-72) ; Gaumont  
 Marguerite Concorde, 8 (43-59-32-82,  
 UGC Normandie, 6 (45-63-16-16,  
 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2,  
 36-65-70-18) ; UGC Triomphe, 8  
 Opéra, 6 (47-42-56-31, 36-65-70-18) ;  
 Mistral, 14 (36-65-70-14) ; Montpar-  
 nassiens, 14 (43-42-32-20).

LE JOUR DE L'ECLIPSE (Souv. v.o.) :  
 14 (45-62-91-68) ; 46-07-25-49).

L 627 (Fr.) : Forum Orient Express,  
 6 (42-33-42-26, 36-65-70-74) ; Lucerni,  
 6 (45-44-57-34) ; Publicité Saint-Germain,  
 6 (42-22-72-80) ; George V, 9  
 45-62-91-68) ; 36-65-70-74) ; UGC Opéra,  
 6 (47-44-95-40, 36-65-70-42) ; Les  
 Montparnasse, 14 (36-65-70-42).

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp.,  
 v.o.) : Ciné Baugou, 3 (42-71-52-36),  
 46-33-57-62) ; UGC Normandie, 6  
 45-63-16-16) ; UGC Triomphe, 8  
 Opéra, 6 (47-42-56-31, 36-65-70-18).

LEOLO (A. v.o.) : Utopia, 6  
 45-62-91-68) ; L'Entrepôt, 14  
 45-62-91-68).

LOIN DU BRÉSIL (Fr.) : Utopia, 6  
 45-62-91-68) ; L'Entrepôt, 14  
 45-62-91-68).

LUNA PARK (russe, v.o.) : Cinéoches,  
 6 (46-33-57-62).

LUNES DE FIEL (Fr.) : Forum Orient  
 Express, 11 (42-33-42-26, 36-65-70-72) ;  
 UGC Normandie, 6 (45-63-16-16,  
 36-65-70-82).

M 65 (A. v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6  
 43-25-10-30) ; Elysées Lincoln, 8  
 45-69-36-14) ; Sept Parnassiens, 14  
 43-42-32-20.

LA MAIN SUR LE BERCEAU (A. v.o.) :  
 George V, 9 (46-82-41-46,  
 36-65-70-74) ; Grand Pavois, 15  
 45-64-46-85).

LES MAMIES (Fr.) : Impérial, 2  
 45-62-91-68) ; Gaumont Concorde, 15  
 45-62-91-68).

MAX & JÉRÉMIE (Fr.) : UGC Darnon, 6  
 42-25-10-30, 36-65-70-88) ; Gaumont  
 Ambassade, 8 (45-59-19-08,  
 36-65-70-18) ; Les Montparnasse, 14  
 36-65-70-42).

LES MEILLEURES INTENTIONS (danois,  
 v.o.) : Gaumont Les Halles, 11  
 45-62-91-68) ; Europe Pathé (ex Reflet  
 Pathé), 13 (45-61-94-86, 36-65-70-42),  
 36-65-70-78) ; UGC Normandie, 6  
 45-63-16-16) ; UGC Triomphe, 8  
 Opéra, 6 (47-42-56-31, 36-65-70-18) ;  
 UGC Gobelins, 13 (45-61-94-86, 36-65-70-42).

LES COLOMBES (A. v.o.) : Gaumont  
 Opéra, 6 (47-42-56-31, 36-65-70-18) ;  
 Brezange, 6 (36-65-70-37) ; Gaumont  
 Ambassade, 8 (45-59-19-08,  
 36-65-70-18) ; Gaumont Grand Escalier  
 13 (45-61-94-86, 36-65-70-42) ; Gaumont  
 Concorde, 15 (45-62-91-68).

LE MIRAGE (Fr.) : Reflet Médias Logos  
 saute Louise-Jouvay, 5 (43-54-42-24) ;  
 L'Entrepôt, 14 (45-62-91-68).

MORTUELLE JEUNESSE (Fr.) : L'Entrepôt,  
 14 (45-62-91-68).

MY OWN PRIVATE IDAHO (A. v.o.) :  
 Ciné Baugou, 3 (42-71-52-36) ; Studio  
 des Ursulines, 6 (45-62-19-08).

[illegible]

**SAS PAMAT**

\_\_\_\_\_

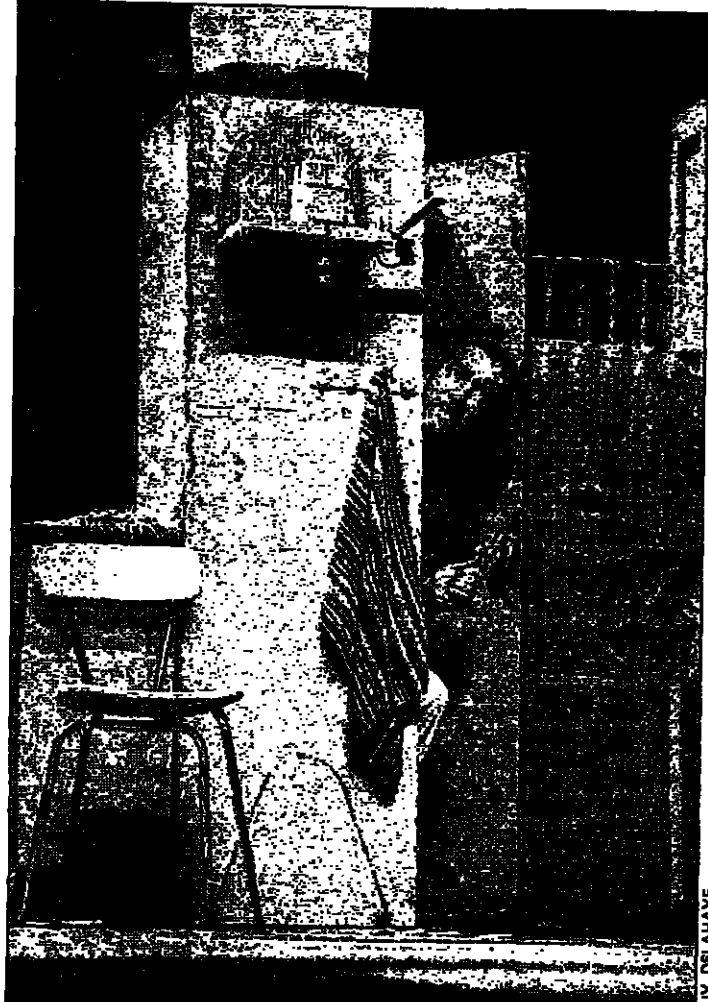
**Sejati Nait**

son en



# CULTURE

## THÉÂTRE



Une vie de chien même quand il ne pleut pas

## Au pays pauvre

Le dernier épisode de la vie Deschamps

LES PIEDS DANS L'EAU  
à la Grande Halle de la Villette

La guerre n'en finit pas au-delà de la frontière de plus en plus visible, qui sépare, à quelques incursions violentes près, le monde des riches de celui des pauvres. Au pays pauvre, on voit les pieds dans l'eau et le cœur en jachère. Là-bas, si loin, chez Jérôme Deschamps, chez Macha Makieff, au milieu d'une poignée d'acteurs SDF et de leur camélotte tonitruante. A hurler de rire. A hurler. Si près de nous. Là.

c'est la télévision, dont ils singent les émissions de variétés et les jeux imbéciles. Une vie de chien, même quand il ne pleut pas. Et Dieu sait qu'il pleut, au pays pauvre. Au pays pauvre, on vit les pieds dans l'eau et le cœur en jachère. Là-bas, si loin, chez Jérôme Deschamps, chez Macha Makieff, au milieu d'une poignée d'acteurs SDF et de leur camélotte tonitruante. A hurler de rire. A hurler. Si près de nous. Là.

OLIVIER SCHMITT

(1) Sous la Grande Halle, Macha Makieff a réalisé une exposition qu'un agent fait visiter au public à partir de 20 h 15, intitulée le Grand Ordinaire et le Petit Ménager. On y trouve, autour d'un océan de bouteilles, tous les personnages, les costumes, les accessoires, richement assemblés pour l'occasion, qui ont fait la réputation, le charme, l'incroyable force des spectacles de la troupe.

► Du mardi au samedi à 21 heures. Matinées samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 43-03-39-03. Jusqu'au 3 janvier.

## DANSE

## Béart fait son cinéma

Les premières créations de la nouvelle troupe du chorégraphe sont dédiées au septième art

LAUSANNE

de notre envoyé spécial

Le Métropole : au cœur de Lausanne, un théâtre des années 30, qui accueillit Mistinguett et Louis Armstrong, avant d'être reconverti en cinéma spécialisé dans les grands classiques. Il était désaffecté depuis cinq ans. Cherchant un lieu nouveau pour sa nouvelle troupe, le Rudra Béart Lausanne, et dédiant justement son premier bouquet de ballets au septième art, Maurice Béart le repère - juste assez pour lui laisser son délabrement chic - et fait couvrir les murs de graffitis : noms de grands cinéastes et dessins de films.

C'est dans cette salle de 1 200 places qu'il présente, jusqu'au 22 décembre, en trois programmes de deux ballets chacun, quatre créations - *Opéra*, le *Mandarin merveilleux*, la *Nuit*, la *Crucifixion* - et deux reprises de pièces récentes, *Mr C* avec Annie Chaplin, et *Episodes*, avec Sylvie Guillem et Laurent Hilaire. Saluons au passage l'énergie créatrice d'un chorégraphe de soixante-cinq ans qui aura, en l'espace de quelques mois, formé une nouvelle troupe, ouvert une école, et accouché de six œuvres.

Hommage au cinéma oblige : *Opéra*, comme le *Mandarin*, sont précédés chacun d'un court métrage, les *Petites Magiciennes*, de Vincent Mercier et Yves Robert, pour le premier, *Lettre à Freddy Buache* (le fondateur de la Cinéma-thèque suisse), de Jean-Luc Godard, pour le second.

Dédié à Pasolini, *Opéra* brasse allègrement de multiples références

aux films du cinéaste, à l'Italie, à la religion, à l'art lyrique. Une mamma italiana, dodue (l'actrice Suzanna Pattoni, savoureuse) tricote en citant des textes de Pasolini.

Un lecteur (Olivier Perriguet, médicore) profère des extraits de l'*Évangile selon saint Matthieu* et d'assez banales réflexions sur la nature de l'opéra. Deux moines échappés d'*Uccellacci uccellini* (Gil Roman et Guichi Kobayashi, virtuosités) exécutent un intermède drolatique. Un jeune saxophone qui pourrait bien être l'ange énigmatique de *Théâtre* circule parmi les danseurs.

Un peu bavard, un peu chaotique, *Opéra* séduit par son entrain, sa générosité et les éblouissantes performances de danseurs dont le niveau technique semble supérieur à celui de la grande troupe précédente.

En présentant, après maints autres chorégraphes, sa version du *Mandarin merveilleux*, de Bartok, Béart obéit soudain à des contraintes qu'il avait bannies depuis longtemps : respecter une tradition intégrale sans ajouts étrangers ni ruptures, et scénario non signé de lui (celui-ci est de Mayhert Lengyel).

Rappelons brièvement l'argument de ce ballet créé en 1926 à Cologne et aussitôt interdit pour «visions morales» par le maire de l'époque, Konrad Adenauer : trois truands utilisent une prostituée pour détrousser ses clients. L'un de ceux-ci, un mandarin chinois, a beau être tué à trois reprises (par lynchage, couteau et pendaison), la force de son désir est telle qu'il

## MUSIQUES

## Transmusicales : la fête est dans les marges

Autour du rock, le festival breton réussit à concilier succès populaire et exigence artistique

RENNES

de notre envoyé spécial

L'édition 1992 des Transmusicales a permis, comme chaque année à Rennes en décembre, de découvrir, de voyager, de défier. Depuis 1978, le festival a pour fonction première de mettre à jour les tendances novatrices du rock. Cette année, le rock était américain avec Sonic Youth, Sugar et plusieurs groupes prometteurs, qui jouaient vendredi soir.

Mais il y a longtemps que les programmateurs des Transmusicales, Hervé Bordier et Jean-Louis Brossard, ont compris que le rock n'avait pas le monopole de l'avant-garde. Ils cherchent (et trouvent) du côté du rap (DC Baschead, Me Phi Me), mais aussi des musiques extra-européennes (avec l'Égyptien Ali Hassan Kuban), et même - pour la première fois cette année - des traditions locales (le chanteur breton Denez Prigent).

Un rassemblement de musiques planétaires

Enfin, les groupes français viennent chercher à Rennes une consécration nationale, un contrat discographique, se produisant devant les professionnels venus de Paris. Cette année la programmation française reflète la stagnation qui frappe le rock : de plus en plus de groupes, de plus en plus d'épisodes, qui cherchent à se frayer une voie entre l'appropriation du musette à la manière des Nègres Vertes et les influences anglo-saxonnes toujours aussi ardues à digérer.

En cette période difficile pour les festivals de rock (la plupart des grandes manifestations européennes de l'été dernier ont vu leur fréquentation chuter), les Transmusicales affichent leur bonne santé hivernale : le chiffre de 21 000 spectateurs payants, record enregistré en 1991, devrait être battu.

Pourtant, la plupart des groupes ne se sont jamais produits en France, certains (les Japonais de *Yonkone*, les Mexicains de *Tanbo*) n'ont jamais joué en Europe, imposant une clause d'exclusivité draconienne aux artistes qui viennent à Rennes (cette année, seul Sonic Youth y a échappé). Hervé Bordier et Jean-Louis Brossard sont sûrs de réaliser une programmation originale. L'expérience prouve que l'on est souvent amené à revoir les artistes découverts aux Transmusicales, de Lenny Kravitz à Nirvana, pour ne parler que des trois dernières éditions.

La soirée de mercredi donnait une idée assez juste de la manière

dont les Transmusicales s'aventurent en dehors de leur domaine d'expertise, le rock. Six groupes ou artistes se sont succédé : Les Pires, français, qui jouent une espèce de folklore slave de synthèse (les grands airs de la musique syldave, en quelque sorte) sur des instruments acoustiques ; Café Tacuba, quintet mexicain de musique pop occidentale, colorée d'échos de mariachis ; Denez Prigent, chanteur traditionnel breton qui se produit à capella ; The Pale, trio irlandais de pop mélodieuse et dansante ; Me Phi Me, rapper américain de la nouvelle école (celle qui emploie de vrais instruments de musique) ; Ali Hassan Kuban, sexagénaire nubien qui anime des mariages dans son pays au son d'un orchestre de cuivres et de percussions ; et enfin Vibrastone, groupe de fusion funk-rock-hip-hop venu de Tokyo.

Les Transmusicales aiment à organiser ce genre de concours de beauté planétaire, faisant venir des musiques de quatre continents (manquait l'Océanie) pour qu'elles soient jugées à l'aune du rock, référence de la majorité du public rennais. Finalement, le rock ne doit pas être une si mauvaise école : Denez Prigent a triomphé en chantant en breton, des gwerz, les plaintes d'une tristesse noire ; Ali Hassan Kuban a fait danser les plus endurants (il est monté sur scène à deux heures du matin) au son d'une section de cuivres approximative et de percussions impeccables.

Les perdants (Café Tacuba, mollasson et limité ; The Pale, un peu perdus dans cette soirée qui durait plus de huit heures) sont repartis avec des applaudissements polis. On voit bien les limites de ce genre de programmation : les Transmusicales ne proposent des musiques d'ailleurs que pour leur proximité (réelle ou fantasmée) avec le rock, ces rencontres sont brèves et ne permettent que d'effleurer les

musiques présentées puisque le festival s'est toujours méfié des programmations thématiques.

Au milieu de cette ballade transcontinentale se déroulait l'un de ces examens que les Transmusicales font subir aux grands espoirs de l'année. Me Phi Me, rapper juvénile, entouré d'un groupe baptisé The Misfits of Hip Hop (les inadaptés du hip hop) a récemment publié un album très remarqué pour ses audaces stylistiques (utilisation de guitares acoustiques, mélodies suaves pour les refrains). Certains (en général ceux qui n'ont jamais pu se faire à la brutalité du rap) y ont vu le signe d'une domestication du hip hop. Les puristes un abâtardissement.

En fait, Me Phi Me appartient à la longue lignée de ces musiciens afro-américains qui, de Nat King Cole à Lionel Richie, se sont rapprochés avec plus ou moins de bonheur de la pop blanche. Le fait qu'il utilise en partie le vocabulaire du rap n'en fait pas pour autant un rapper. Bien entouré par un groupe sophistiqué, Me Phi Me a agacé les puristes et charmé les autres.

Vendredi soir, les groupes les plus jeunes du programme rock, Magnapop et Pavement, ont flirté avec les structures de chansons assez classiques, plutôt pop pour les premiers, très influencés par le Velvet Underground pour les seconds, tout en se souciant comme d'une guigne de la justesse, de l'ensemble, de la précision. Un pari pris qui relève sûrement plus de la nécessité que du choix, mais qui réclame de grandes réserves d'indulgence.

Sugar, le groupe du guitariste, chanteur et auteur Bob Mould (fondateur de Husker Du, l'un des grands ancêtres de la vague américaine d'aujourd'hui) a prouvé que le rock pouvait garder toutes ses vertus corrosives en respectant une exactitude hévétique. Les mélodies des chansons de Sugar cachent leur

délicatesse sous un mur de son construit au fil à plomb, appuyé sur une rythmique très puissante. Sans aucun souci de communion avec les jeunes gens sauteurs des premiers rangs, les trois musiciens enchaînent les titres avec la brutalité d'un bulldozer, infligeant leur rock parfait jusqu'à laisser ébahis les plus courageux des danseurs.

Pendant que Sonic Youth concluait la soirée rock, les festivités rap commençaient dans la salle de la cité avec DC Baschead, qui se produisait, comme Me Phi Me, avec un vrai groupe.

Suivaient les Disposable Heroes of Hiphoprispy, rappers de fraîche date qui ont gardé de leur passé (deux d'entre eux jouaient avec les Beatnuts, groupe de rock industriel de la Côte Ouest) quelques instruments (un fer à souder, des plaques de tôle) et une rigueur intellectuelle qui poussait leur disque vers la raideur, mais se révèle sur scène un carburant très puissant.

Chroniqueurs des grands maux américains, les Heroes étaient une introduction idéale à la réunion des Last Poets. Jalal et Suleiman El Hadi, poètes de rue, ont dit (chanté, scandé, joué...) quelques textes pour la plupart vieux de vingt ans, toujours aussi près de la vérité. Qu'ils disent le jazz, la colonisation, les lynchages ou le viol de la nature, ils le font avec une élégance, donc une économie de moyens, dont la plupart des rappers ne font que rêver.

Avant même que les Transmusicales ne se terminent sur la rave organisée samedi soir, on peut déjà organiser le réseau de correspondances, de rapprochements que permet tout festival rock. De rappers hétérodoxes en Breton traditionnel, d'orchestre de bal nubien en groupe de rock-musette, on mesure mieux ce qui fait exister la musique aujourd'hui, ce qui la fait avancer.

THOMAS SOTINEL

## Concerto pour faune tropicale et guitare

Dixième édition du Carrefour mondial, rendez-vous des virtuoses

FORT-DE-FRANCE

de notre envoyé spécial

Au rappel, Kenny Burrell a tendu un petit lecteur de cassette vers le micro. Le raffut s'est reconnu tout de suite. L'onde d'un rire marquant court dans la salle. Au CMAC (Centre martiniquais d'action culturelle), les rappels ne sont pas automatiques. Le public a besoin de preuves. La cassette de Kenny Burrell était gorgée des cris et battements de la nuit tropicale qu'il venait de saisir. Quand il s'est plongé d'un coup sur l'horizon où s'est pointé Colombe, onze mille crapauds, une armée de sauterelles, des volatiles non identifiés, quelques légions de grillons, de cricris et de cigales, de tous modèles, de toutes cylindrées, entament une rumeur, une java, un sabbat qui laissent co.

C'est la nuit tropicale. « On me disait - notait Moncloux, l'entomologiste des écoles - qu'il y a là (il parlait du raffut des cigales) quelque chose où le sexe muet est intéressé que je n'en serais pas autrement surpris. » Sur cet hymne à la pure joie d'exister, Kenny Burrell (guitariste de Dizzy, Oscar Peterson, Benny Goodman) a tressé une série d'accords très doucement posés, très lents, au roulement de percussions feutrées. C'était comme une tentative en public, en clin d'œil, un hommage.

Le public martiniquais aime la spontanéité prévue qui rime avec le concret. Burrell jouant avec les sauterelles est de même nature que l'accord de *Texaco* et Chamoiseau (Prix Goncourt 1992). Une seule exigence : que la musique soit là. Quelque tourmente qu'elle prenne. Quelque dérivé de la guitare sur quoi elle s'élançe. La question n'est pas là. Jazz, java, Bach, balalaïka, Chango, Gibson, quatre, six ou douze cordes, la question n'est vraiment pas là. Simplement, ou ne se trompe pas sur la musique.

Normal que Boo Hinson dédie *Chassée à Stockholm*, le blues d'ouverture, à Derek Walcott, Prix Nobel de littérature, natif également de Sainte-Lucie (petite île anglophone). Les pièces qui suivent, intimistes et brûlées de l'intérieur (par le jazz, le swing), ont une couleur unique. Aux drums, Ricky François, le frère du saxophoniste Luther François (le West Indian Jazz band, suscité par le CMAC).

Sans le Carrefour mondial, mené

depuis 1975 par Fanny Augnias, on ignorait ces dizaines de groupes (Jean-Marc Medeuf et Emeric Bonheur, par exemple) venus des îles de l'arc Caraïbe, chacun plus porteur de musique que beaucoup de professionnels (plus techniques), mais dont beaucoup donnent l'impression d'être insularisés, intimidés, peu rompus à ce type de concert et de salle.

Mieux connus, Kali et ses frères, rastas ravis de la Martinique, élaborent une fusion de courants qui va aboutir. Eux ou d'autres, ou ensemble, ils vont trouver. Ils ont déjà trouvé. Tout un renouvellement de la musique en suspens. D'un côté, le grand zouc (pas seulement Kassav). Au milieu, les grandes individualités qui s'imposent (dans le jazz, la world music, etc.). Et là, sur les marges, au centre, ces musiciens en quête d'eux-mêmes. Deux groupes en deux soirs (Boo Hinson et Kali), plus quelques autres, c'est un signe, incontestable.

D'autant que Fredy Reyna au quatre (petit instrument rudimentaire à quatre cordes) vient exhiber un vieux voisin volé du Véné-

zuela un goût de rythmes doublé d'une preuve : on peut tout jouer sur n'importe quoi.

C'est presque en contrepoint que les musiciens d'envergure internationale sont attendus. Comme exemples et comme références. Bloqué par la banane, l'aéroport du Lamentin a *in extremis* ouvert ses pistes. Des citaristes en transit à Valparaiso, des Prix « Andres Segovia » coincés à Philadelphie, des stars brésiliennes aux manières de dénicheurs d'oiseaux, des historiens, le peloton des jazz-guitaristes à *deux couvertures d'étiquettes* (Larry Coryell, Stanley Jordan, Bireli Lagrene, David Russell) et Joao Bosco qui vont partager une soirée bizarrement biophasée, des stagiaires qui viennent apprendre et d'autres se faire connaître, ont enfin pu, après quelques tracas, quelques reports, quelques détours, se retrouver comme prévu sur l'île. On les voit partout se régler, s'accorder et guetter les harmoniques de la nuit tropicale.

FRANCIS MARMANDE

## LES GRANDES VOIX BULGARES CHANTENT POUR LES AUTISTES

Sous le haut patronage de  
Monsieur François MITTERRAND, Président de la République  
Concert exceptionnel du Chœur de Femmes de Sofia  
au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne,  
le lundi 7 décembre 1992 à 20 h 30,  
au profit de l'Association PRO AID AUTISME  
pour la création de centres  
pour jeunes adultes autistes à Paris.

Prix des places : 100 F - Réservations au 46 34 62 60 - Billets en vente : FNAC, VIKING



## TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : \* Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 5 décembre

<b>TF 1</b>	<b>1.30</b> Le Journal du Téléthon. Présenté par Claude Sérillon, Gérard Holtz.	<b>22.10</b> Sport : Boxe (en direct). Championnat du monde WBA super-coq : Wilfredo Vasquez (Porto-Rico)-Thierry Jacob (France). Championnat du monde WBC super-coq : Tracy Patterson (États-Unis)-Daniel Zaragoza (Mexique).
<b>20.45</b> Variétés : Les Grosses Têtes. Avec Patrick Sébastien, Guy Monregni, Sam, Carlos, Philippe Castelli, Amanda Lear...	<b>FRANCE 3</b>	<b>0.00</b> Le Journal du hard.
<b>22.20</b> Côté enfants.	<b>20.45</b> Téléfilm : 2 bis, rue de la combine. D'après Nidam.	<b>ARTE</b>
<b>22.25</b> Magazine : Ushualia. A Rangiroa, étoile des Tuamotu, en Polynésie française. Sur la route des épicures. Jet ski dans le lagon. Monsieur Hibou. Au bord du précipice.	<b>22.50</b> Magazine : Repères. Invités : Vincent Lindon, pour le film <i>Le Crise</i> ; Dominique Voynet, porte-parole des Verts; Gérard Pascal, biologiste, nutritionniste; Abraham Hochwald, grand rabbin d'Allemagne, qui parlera des problèmes du racisme outre-Rhin.	<b>20.30</b> 8 1/2 Journal.
<b>23.35</b> Magazine : Formule sport. Football : Automobile.	<b>23.45</b> Magazine : Salut Manu. Invité : Kassav.	<b>20.40</b> Documentaire : 35 Up. De Michael Apted.
<b>FRANCE 2</b>	<b>CANAL PLUS</b>	<b>22.40</b> Cinéma d'animation : Tango. De Zbigniew Rybczynski.
<b>20.45</b> La Grande Fête du Téléthon. Invités : Chris Réa, Véronique Sanson, Kassav, Brian May, Nana Mouskouri, Laurent Voulzy, Pierre Bachelet, Alpha Blondy, Mathilda May, Philippe Laroche...	<b>20.30</b> Téléfilm : Momo. De Jean-Louis Bertucelli.	<b>22.50</b> Magazine : Macadam.
	<b>22.05</b> Flash d'informations.	<b>M 6</b>
		<b>20.40</b> Téléfilm : La Fleur ensanglantée. De Jerry Thorpe.
		<b>23.55</b> Série : Médecins de nuit.

## Dimanche 6 décembre

<b>TF 1</b>	<b>de Saint-Petersbourg.</b> ■■ Film français de Jean Dréville (1937).	<b>du Parti du centre au pouvoir.</b>
<b>20.40</b> Cinéma : Sans peur et sans reproche. □ Film français de Gérard Jugnot (1988).	<b>0.15</b> Moyen métrage : Les Camerats de Jean Dréville. De Richard Francès et Philippe Jamont.	<b>23.00</b> Reportage : Finlande, destination Europe. D'Andreas Jacobsen.
<b>22.25</b> Magazine : Ciné dimanche.	<b>0.35</b> Sport : Tennis. Coupe Davis.	<b>23.35</b> Court métrage : Les Misérables. De Markus Kalo et Henno Lumivuori.
<b>22.35</b> Cinéma : L'Indiscrétion. ■ Film français de Pierre Lary (1992).	<b>CANAL PLUS</b>	<b>23.50</b> Interview. Avec Jörn Donner, écrivain et scénariste (et à 23.55).
<b>FRANCE 2</b>	<b>20.35</b> Cinéma : The Field. ■ Film irlandais de Jim Sheridan (1990).	<b>23.55</b> Documentaire : Martti Saarninen (1992, v.o.).
<b>20.50</b> Cinéma : La Smala. ■ Film français de Jean-Loup Hubert (1984).	<b>22.20</b> Flash d'informations.	<b>0.35</b> Court métrage : Finlandia (10 min).
<b>22.25</b> Magazine : Bouillon de culture. La musique des mots.	<b>22.25</b> Magazine : L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football : Tennis.	<b>M 6</b>
<b>23.50</b> Journal, Météo et Visages d'Europe.	<b>ARTE</b>	<b>20.35</b> Magazine : Sport 6.
<b>FRANCE 3</b>	<b>20.20</b> Cinéma : Le Cœur du guerrier. ■ Film norvégien-finlandais de Leifur Einarsson (1992) (v.o.).	<b>20.45</b> Cinéma : SOS Concorde. □ Film italien de Ruggero Deodato (1978).
<b>20.45</b> Jeu : Les Intervilles du rire. Animé par Pascal Brunner. Villes : Argentan et Saint-Mandé. Avec Annie Cordy et les Fortunes.	<b>21.50</b> Interview. Avec Albert Turot, ambassadeur de France à Helsinki.	<b>22.35</b> Magazine : Culture pub.
<b>22.05</b> Magazine : Le Divan. Présenté par Henry Chapier. Invité : Jérôme Savary.	<b>21.57</b> Documentaire : La Finlande entre blanc et rouge. De Jost von Moor.	<b>23.05</b> Cinéma : Les Confidences érotiques d'un lit trop accueillant. □ Film français de Michel Lemoine (1973).
<b>22.30</b> Journal et Météo.	<b>22.45</b> Interview. Avec Max Jacobson, diplomate, historien et journaliste finlandais et Erja Tikka, secrétaire générale	<b>0.25</b> Informations : Six minutes première heure.
<b>22.55</b> Cinéma : Les Nuits blanches		

## CARNET DU Monde

## Décès

- Anglet. Paris.

M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Lamoure. Christophe, Isabelle, Lionel et Aurélien. M. et M<sup>me</sup> Elie Guirand. Parents. Et amis, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Eric LAMOURE,

survenu à l'âge de vingt-sept ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le lundi 7 décembre 1992, à 14 h 15, en l'église Saint-Léon d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques), où l'on se réunira.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- M<sup>me</sup> Lucien Trichaud,

son épouse. Ses enfants. Petits-enfants. Et arrière-petits-enfants. Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien TRICHAUD, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, médaille d'or de la jeunesse et des sports, président d'Animation et Développement, survenu à Paris, le 4 décembre 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 7 décembre, à 15 h 45, en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, 6, place de Biche, à Paris-19.

- Dole. Mâcon.

M. et M<sup>me</sup> Maurice Charmont, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> André Charmont, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Roger Charmont, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Jacques Charmont, M. et M<sup>me</sup> Alain Charmont, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Bernard Charmont, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Roger Richard et leurs enfants. Les familles Charmont, Brom, Malvoisin, Rodore, Rodhain, Et ses amis, font part du décès de

M<sup>me</sup> Georges CHARMONT,

née Jeanne Malvoisin,

dans sa quatre-vingt-douzième année.

La célébration aura lieu en la basilique Notre-Dame de Dole (Jura), le lundi 7 décembre 1992, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière Saint-Brice, à Mâcon, vers 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Francis Engelmann, M<sup>me</sup> Martine Engelmann, M. et M<sup>me</sup> Olivier Rain, M. Pascal Engelmann, ses enfants, Régis, Adeline et Xavier, ses petits-enfants. Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Philippe ENGELMANN,

survenu le 3 décembre 1992, à Ezanville (Val-d'Oise).

Selon le désir du défunt, le service religieux aura lieu dans l'intimité familiale, le mardi 8 décembre, à 13 h 45, en l'église Sainte-Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8.

L'inhumation se fera dans le caveau de famille, au cimetière de Chalo-Saint-Mars (Essonne), le même jour à 16 h 15.

Selon le désir du défunt, ni fleurs ni couronnes.

M. et M<sup>me</sup> Olivier Rain, 105, avenue Foch, 78400 Chateaufort.

- M<sup>me</sup> Patricia Monnetreau, M<sup>me</sup> Claire Roussel, M. Franck Hakoun, ses nièces et neveux, Yvette Roudy. Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Edith HAKOUN, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 3 décembre 1992.

L'inhumation aura lieu le lundi 7 décembre, à 16 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière, à 16 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue du Séminaire-de-Confians, 94220 Charenton.

- Les SS., des R., L., Phenixia, Mandala, et Delphes de la G., L., F., F., font part du passage à l'Or., Eter., de leur B., A., S.

Edith HAKOUN,

Gém., Gém., Gém., mais Esp.

## Anniversaires

- Ce jour, il y a treize ans

Paul BIGNON

nous quittait.

De la part de Madeleine, Michèle, Dominique et Marie.

- Il y a cinq ans, et parce qu'il avait été transféré,

Jean KAUFFMANN

nous quittait.

« Ô monde exécrable, ce n'est pas facilement qu'on tire du bien de toi. » H. Michaux.

Sdams NAJMAN,

est mort le 4 décembre 1982.

Qu'à son souvenir soient associés ses trois enfants et leur mère, pris dans le rafle du 16 juillet 1942.

## Conférences

- Le sexe et les religions. Conférence-débat avec des spécialistes du bouddhisme, du judaïsme, du christianisme et de l'islam.

Avec O. Abel, R. Azria, Bui-Mong-Hung, S. Sellam. Eglise réformée de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, mardi 8 décembre 1992, à 20 h 30. Entrée libre.

## Le Dernier Empereur en v.o.

7 décembre à 20h40

Au cœur de la Cité interdite et si belle, *La Chine bascule* et le dernier Fils du Ciel chute. Un Bertolucci impérial. Et impérieux.

LAISSEZ VOUS DERANGER PAR ARTE.





# ÉCONOMIE

## BILLET

### L'Amérique croit au Père Noël

A un mois des fêtes de fin d'année, qui représentent le tiers des ventes des grands magasins, ceux-ci n'en croient pas leurs yeux. Chez Macy's, l'une des grandes enseignes new-yorkaises, longtemps boudée par les chalandes, des centaines de clients font toujours le pied de grue avant l'ouverture des portes... A Minneapolis (Minnesota), le Mall of America, le plus grand centre commercial du monde, ne désemplit plus.

Pour les Américains, la célébration du Thanksgiving Day, le 28 novembre dernier, a donné le signal du redémarrage des achats. Et de l'espoir dans une reprise économique qui, cette fois, serait la bonne. La veille, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) avait été révisé en hausse à 3,9 % au troisième trimestre 1992 et l'indice de confiance des consommateurs affichait un bond de 11 % en octobre. Dans les jours qui ont suivi, gazettes et chaînes de télévision multipliaient les commentaires sur ce conte de Noël.

Depuis cette «journée d'actions de grâce», les dépenses de consommation ne cessent de progresser et le commerce de détail devrait réaliser en deux mois ses meilleures ventes depuis trois ans. L'annonce, le 4 décembre, d'une nouvelle baisse du taux de chômage mensuel, ramenant pour le mois de novembre le nombre de demandeurs d'emploi à 7,2 % de la population active contre 7,4 % le mois précédent et 8 % en juin, constituait un nouvel élément positif.

Certes, les consommateurs se montrent plus hardis, mais c'est d'une reprise par l'investissement dont les États-Unis ont besoin. Et les commandes de biens manufacturés ne sont pas encore véritablement au rendez-vous. Pour répondre à l'attente des électeurs, auxquels il a promis la création de huit millions d'emplois durant son mandat, M. Bill Clinton a besoin d'un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) supérieur à 3 %. Au vu des derniers chiffres, celui-ci ressortait à 2,8 % en base annuelle à la fin septembre, niveau insuffisant pour absorber les vagues de licenciements en provenance des grandes entreprises. A commencer par la première d'entre elles, General Motors, qui vient d'annoncer la fermeture de neuf usines et la suppression de 18 000 emplois. La baisse générale du taux de chômage recouvre de nombreuses inégalités, régionales et sociales. La Californie et le nord du pays comptent encore plus de 10 % de chômeurs. Le taux de chômage atteint 13,8 % de la communauté noire, dont 41 % des adolescents sont touchés : ceux-ci ont beaucoup de mal à croire encore au Père Noël.

SERGE MARTI

### Les États-Unis lèvent les sanctions sur les exportations agricoles européennes

La levée des menaces de sanctions américaines sur les exportations agricoles européennes, mesure de rétorsion qui avait été annoncée le 5 novembre après l'échec d'une première série de négociations entre Américains et Européens (le Monde du 6 novembre), entre officiellement en vigueur samedi 5 décembre, conformément à la décision de l'administration américaine annoncée vendredi 4 décembre par la représentante américaine pour le commerce, M<sup>me</sup> Carla Hills. C'est sur la base du compromis de Washington, conclu voilà quatre jours, que les discussions - les 2 et 3 décembre à Bruxelles - entre les négociateurs américains et européens pour les problèmes techniques agricoles, ont permis d'aboutir à un accord sur les questions agricoles du GATT (Accord sur les tarifs douaniers et le commerce) (le Monde du 5 décembre).

## L'UNEDIC en appelle au gouvernement

### Le déficit du régime d'assurance-chômage atteint les 21,5 milliards de francs

A peine cinq mois après un accord qui était censé corriger la dérive financière de l'UNEDIC, le régime d'assurance-chômage est à nouveau en crise. A fin novembre, le déficit cumulé serait de l'ordre de 21,5 milliards de francs et des difficultés de trésorerie sont redoutées pour le mois de décembre, qui pourrait se traduire par des retards de paiement pour les chômeurs indemnisés. Réuni le 1<sup>er</sup> décembre, le bureau du conseil d'administration, présidé par M<sup>me</sup> Nicole Notat (CFDT), a demandé à être reçu par M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, et M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail.

A cause de l'aggravation du chômage, qui a encore entraîné en octobre une augmentation de 10 %, en données brutes, du nombre des chômeurs indemnisés sur douze mois, le régime d'assurance-chômage voit sa situation financière se détériorer à toute vitesse. Le déficit cumulé, qui était de 17,7 milliards en septembre, est passé à 20,7 milliards en octobre, puis à 21,5 milliards en novembre. Compte tenu d'un emprunt de 15 milliards contracté l'an passé, l'UNEDIC connaît en outre, depuis l'automne, des difficultés de trésorerie qui ne vont qu'en s'aggravant et dont les creux se font à chaque fois plus profonds, pendant les quelques jours où on observe un décalage entre le versement mensuel des allocations et les rentrées effectives des cotisations en provenance des entreprises. Les besoins immédiats ont évolué - passant de 2 à 3,5 milliards, prévoit-on pour décembre - qu'un groupe de banques assurait jusqu'à présent, à la demande des pouvoirs publics. Et ce groupe de banques se fait de plus en plus rare.

Inquiets de cette évolution, qui pourrait se traduire par des retards

de paiement pour 10 % des chômeurs indemnisés, et qui a déjà occasionné des versements différés, les partenaires sociaux, gestionnaires de l'UNEDIC, ont annoncé vendredi 4 décembre, après une réunion du bureau du conseil d'administration tenue trois jours plus tôt, qu'ils avaient demandé une rencontre avec M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, et M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail. Dans un communiqué, ils ont toutefois affirmé leur «ferme volonté d'assurer le paiement des allocations dues aux travailleurs privés d'emploi dans les meilleurs délais».

De façon urgente, il s'agit de trouver des solutions. L'Etat, lié par convention au régime d'assurance-chômage pour un certain nombre de prestations (préretraites FNE, allocations de solidarité), pourrait anticiper le règlement des sommes dues. Dans le cadre de la syndication d'un groupe de vingt-quatre banques, déjà entamé par le Crédit du Nord, il faudrait avoir un soutien «infrapartiel» ou, autre solution, obtenir des crédits relais momentanés.

#### L'accord de juillet

Mais, en tout état de cause, resteraient la question du déficit cumulé et celle de la perte d'exploitation de 1992, supérieure aux prévisions faites en mai (respectivement 20,3 milliards et 12 milliards). Là aussi, le conseil d'administration de l'UNEDIC se tourne vers l'Etat et réclame un effort de sa part, de l'ordre de 1 à 2 milliards, pour la hausse des contributions relevant des préretraites, de l'allocation formation-reclassement (AFR) et des Contrats emploi-solidarité (CES, ex-TUC). Cette dernière question, en suspens depuis la signature de la dernière convention pour la réforme de l'assurance-chômage, le 18 juillet, n'a toujours pas été résolue. Malgré les demandes répétées des partenaires sociaux, le gouvernement n'a pas arrêté de position; pour sa part, il

demande à connaître avec précision les résultats concrets de l'accord, réalisé il y a à peine cinq mois.

D'ici à la fin de l'année, ce protocole devait en effet rapporter 5,3 milliards de francs, qui n'auront finalement pas été suffisants pour faire face à la montée du chômage, plus importante que prévu. Tandis que devaient monter en puissance d'autres mesures d'économies, liées à une révision des indemnités, la hausse des cotisations devait être ramenée de 0,8 %, entre août et fin décembre, à 0,5 % de janvier 1993, puis à 0,4 % de juillet à décembre 1993, et l'on se demande maintenant si un tel schéma, issu de la négociation, est réaliste.

Derrière cette question, il y en a une autre qui pèse, elle, sur le paysage social. Cet accord du 18 juillet pour le retour à l'équilibre financier de l'UNEDIC n'a pas été approuvé par la CGT et moins encore par FO qui, depuis trente ans, avec M. André Bergeron, président le régime d'assurance-chômage en alternance avec le patronat. En revanche, parce qu'elle s'est activement engagée aux côtés du CNPF dans cette résolution des problèmes endémiques de l'UNEDIC, la CFDT y a gagné l'occasion de supplanter son interlocuteur privilégié du CNPF. M<sup>me</sup> Nicole Notat, qui devait devenir secrétaire générale de la CFDT, a été élue présidente du régime d'assurance-chômage.

Cinq mois plus tard, cet équilibre est compromis. Les ennemis financiers de l'UNEDIC donnent raison à la CGT et à FO, qui n'ont pas cessé de crier au loup. Ils plaident la CFDT et le CNPF en porte-à-faux. Ceux-ci, dès lors, font monter les enchères en interpellant le gouvernement avec d'autant plus de vigueur. Quant aux chômeurs, ils sont légitimement inquiets.

ALAIN LEBEAUCHE

## La banqueroute d'une filiale de KIO en Espagne

### Le groupe Torras perd plus de 20 milliards de francs

Le groupe KIO (Kuwait Investment Office) a annoncé, vendredi 4 décembre à Madrid, qu'il avait demandé la cessation de paiements du holding Torras, sa filiale à 100 %. La décision intervient en dépit des pressions exercées par les autorités espagnoles pour que le groupe financier respecte ses engagements. Cette suspension de paiements concerne plus de trente mille employés du groupe et, indirectement, au moins soixante mille personnes.

#### MADRID

de notre correspondant

KIO, qui a demandé la cessation de paiements de sa filiale Torras, a également manifesté l'intention d'initier une action judiciaire contre l'ancienne équipe dirigeante de celle-ci et notamment M. Javier de la Rosa, ancien représentant des investisseurs koweïtiens en Espagne. L'homme d'affaires catalan, démissionné au mois de mai dernier, est soupçonné d'avoir détourné une partie importante des 4 à 5 milliards de dollars investis par l'émirat depuis 1986. Torras a ainsi pris des participations importantes dans le plus important groupe chimique du pays, Ercros (39,5 %), en cessation de paiements depuis le mois de juillet, le premier producteur de papier, Torras-Papel (90 %), le plus grand groupe alimentaire, Ebro (40 %), le troisième groupe immobilier, Prima (34 %), le textile, Burel (70 %) également en cessation de paiements, les assurances avec Amaya (55 %), etc.

#### Un bilan désastreux

A l'époque, l'Espagne, riche d'une forte croissance économique, offrait aux Koweïtiens des promesses de rentabilité séduisantes. Depuis, la guerre du Golfe et son financement coûteux, la récession mondiale ont changé les données.

KIO est descendu de son nuage et a fait le bilan. Il est désastreux. Le

montant des pertes a été estimé par le président du groupe, M. Mahmoud Al Nouri, à environ 450 milliards de pesetas (22 milliards de francs) et le passif à plus de 250 milliards de pesetas. L'empire koweïtien en Espagne s'est écroulé sans que l'on sache véritablement pourquoi, ni comment. Entre le 1<sup>er</sup> juin, c'est-à-dire juste après l'arrivée de la nouvelle équipe, et la fin du mois de novembre, les trois principales entreprises du holding ont perdu les deux tiers de leur valeur en Bourse.

Selon M. Al Nouri, la cessation de paiement devrait permettre «de protéger les intérêts des créanciers, des employés et des actionnaires», mais aussi de déterminer les responsabilités. Javier de la Rosa a depuis longtemps répliqué en affirmant qu'entre 1986 et 1992 «toutes les opérations ont été approuvées et validées par le conseil d'administration du groupe Torras». Selon certaines indiscretions les anciens patrons koweïtiens de KIO en Espagne auraient aussi quelque peu laissé filer l'argent. Au bénéfice de qui? Dans l'intérêt de quoi? Les interprétations divergent.

Le Financial Times a révélé cette semaine que KIO a réalisé d'importantes profits en Espagne, au cours des dernières années, au bénéfice de clients privés et d'institutions koweïtiennes. Ce dont il faut conclure que les pétrodollars ont fait des petits, que beaucoup de gens en ont profité et qu'au moment où les difficultés s'annonçaient il était peut-être tentant de vider la caisse et de laisser le gouvernement espagnol se débrouiller avec de futurs chômeurs. Comme l'a écrit Jesus Cascho dans El Mundo : «Ce pays n'est pas une république bananière et les travailleurs du groupe Torras ne sont pas des chameaux du Bangladesh ou des hommes des Philippines que les riches koweïtiens peuvent traiter comme des esclaves. Au bout du compte, les 8-12 américains ne décolorent-ils pas du sol espagnol pendant la guerre du Golfe?» a fait remarquer le journaliste.

MICHEL BOLE-RICHARD

## L'auto change de régime

Suite de la première page

C'est Volkswagen qui annonce 12 500 suppressions d'emplois, dont 5 000 effectives d'ici la fin de l'année 1992. «C'est le constat de la perte lourde MAN qui entend réduire ses effectifs salariés de 4 000 personnes. C'est Mercedes Benz qui tire - temporairement - un trait sur un investissement de 1 milliard de Deutschmarks (3,4 milliards de francs) dans les véhicules utilitaires en ex-RDA.

Mais la filiale automobile du géant industriel Daimler ne s'est pas arrêtée là. En durcissant nettement au début du mois les réductions d'effectifs, programmées (17 500 postes devraient être supprimés dans les deux mois à venir, 15 000 en 1993 et 1994), la firme de Stuttgart a franchi un pas. Celui qui, selon certains analystes, sépare un programme d'économies «socialement acceptable» (passage en douceur, d'un plan réaliste à plus drastique). Sans attendre, toutefois, le degré du «nécessaire» que certains considéraient déjà comme inévitable si l'automobile allemande entend conserver l'avance acquise ces dernières années.

#### «Tous trinquent»

VAG pourrait, à son tour, s'engager sur cette voie. BMW seul semble pour le moment à l'abri. Mais, en s'implantant industriellement en Caroline du Sud, et donc en fabriquant aux États-Unis et non en Allemagne de nouveaux modèles destinés au marché américain, la firme bavaroise a ouvert une brèche. Et a invité le secteur automobile allemand à jouer la carte de la délocalisation, dans laquelle Audi vient de s'engouffrer. Les conséquences pourraient être rudes pour l'ensemble du secteur manufacturier outre-Rhin, en raison du rôle considéré comme «structurel» de cette industrie.

La plus puissante industrie automobile d'Europe est frappée de plein fouet. Mais elle n'est pas la seule. Depuis l'été, les marchés domoient des signes d'assombrissement. En 1993 s'annonce des plus sombres, avec une contraction probable de 3,5 % des ventes selon le

consultant britannique DRI McGraw Hill (le Monde du 25 novembre). «Avec seulement treize millions de voitures immatriculées l'an prochain, tous les constructeurs trinquent», note un spécialiste.

Tous... sans doute. Mais certains plus que d'autres. D'abord, parce que les ventes à l'étranger pas partout du même pas : elles devraient chuter en Allemagne (-11 %), en Italie (-8 %) et en Espagne (-7 %), mais se ressaisir en France (+4 %) et bondir en Grande-Bretagne (+10 %) grâce à la baisse des taux d'intérêts et à l'abolition de la taxe de 5 % frappant les véhicules particuliers. Ensuite, parce que tous les constructeurs n'en sont pas au même point. «Quel de commun entre des firmes ayant laissé filer les coûts d'emploi ces dernières années et des firmes ayant accompli de fantastiques gains de productivité?», interroge un analyste.

Quoi de commun, en effet, entre des Scandinaves plissant sous les pertes et des Français conjuguant gains de parts de marché avec résultats en hausse? Des années durant, les premiers, à l'image des Allemands, ont échappé à toute remise en cause de leur mode de production grâce à leur politique de niche et à leur image de qualité.

Avec l'effondrement de leurs ventes aux États-Unis, la saignée que leur a infligée la baisse du dollar et la récession de leurs deux principaux marchés européens - la Grande-Bretagne et la Scandinavie - l'heure des remises en cause a sonné. Avec une terrible brutalité. Le marché suédois n'est-il pas revenu à ce qu'il était au début des années 50? Volvo et Saab n'ont plus d'autre choix que de s'aligner sur la concurrence internationale, quitte à sacrifier le «modèle» social suédois en fermant des usines flamboyantes (le Monde du 11 et du 21 novembre). Ils savent désormais que le répit apporté par le décrochage de la couronne suédoise ne peut être que de courte durée.

Après une décennie d'efforts qu'ils n'entendent pas relâcher - Renault supprimera encore près de 2 250 emplois en 1993, - les Français, en revanche, font figure de

modèles de rentabilité. L'ex-régie a engrangé 5 milliards de francs de profits pour les six premiers mois de l'année; PSA Peugeot Citroën 2,3 milliards. Des résultats fragiles, certes, comme le montre, en octobre, le brusque recul des exportations de Peugeot (-20,8 %) et de Citroën (-18,8 %). Mais des résultats favorables tout de même, dont on peut penser qu'ils ne seront pas effacés par les turbulences actuelles : 1993 verra le lancement de nouveaux modèles susceptibles de tirer les ventes, comme la Twingo de Renault, la Xantia de Citroën et la remplaçante de la Peugeot 309. De plus, comme le note un observateur, «les constructeurs français écoulent grosso modo les deux tiers de leurs voitures en France et en Espagne. Pays où ils sont à l'abri des risques de change, grâce à leurs importantes unités de production».

Entre ces extrêmes, les constructeurs italiens naviguent au plus près. Le marché de la Péninsule se fait insaisissable. Les prévisionnistes l'attendaient en baisse, il s'est d'abord redressé, au profit pour l'essentiel des firmes étrangères. Octobre a connu un fléchissement limité (-2,9 %). Les mois à venir s'annoncent plus sombres, le plan d'austérité accompagnant la dévaluation de la lire et le nouvel impôt sur la fortune faisant désormais sentir ses effets. Maserati fera à la fin de l'année son usine de Lambrate (1 047 ouvriers) et recentrera sa production sur son unité de Modène, qui n'emploie que... 360 personnes. Et Ferrari a mis ses 1 800 employés en chômage technique pour des périodes allant de dix à vingt jours pendant le mois de novembre.

#### Fiat se réorganise

Quant au groupe Fiat, il ne s'est pas contenté de fermer une usine Lancia près de Turin ni de mettre au chômage technique, à tour de rôle, les 287 000 salariés de sa branche automobile (à raison d'un ou deux semaines en moyenne par mois). Il vient de procéder discrètement à aucune annonce n'a été faite à l'étranger - à une très importante réorganisation de sa direction. «Pour raccourcir les délais entre réflexion, décision et exécution», dit-on chez Fiat, reconnaissant ainsi implicitement que la société a tardé, ces dernières années, à s'adapter aux contraintes du marché.

Désormais, le groupe Fiat est organisé, sous la direction de M. Giovanni Agnelli et Cesare Romiti, en deux pôles : le premier, chargé du développement industriel, est confié à M. Giorgio Carrazzo; le second, dirigé par M. Francesco Paolo Mattioli, des opérations de financement. L'objectif? Permettre au second de trouver, sur cinq ans, les 40 000 milliards de lire (173 milliards de francs) nécessaires au financement des dix-huit nouveaux modèles que le groupe prévoit de lancer sous ses marques Fiat, Lancia et Alfa Romeo. Un premier pas vient d'être franchi : le groupe vient d'obtenir un prêt de 800 millions de dollars d'un pool de 28 banques. Titanesque pari.

#### Campagne anglaise

Titanesque enjeu, aussi. Ce n'est pas sous le soleil de Turin que se joue l'avenir de l'automobile européenne. Mais, dans les brumes de la campagne anglaise, sur les décombres de constructeurs nationaux dont les couleurs ne sont plus aujourd'hui portées que par un acteur marginal, Rover, dont Honda détient d'ailleurs 20 % du capital et alimente le haut de gamme. L'industrie automobile y renait grâce aux investissements américains et japonais. Ford y souffre, General Motors s'y redéploie, les Nippons s'y consolident.

Premier constructeur outre-Manche, Ford (Ford UK, Jaguar, Aston Martin) ne dispose que d'un outil de production vieillit et a été contraint d'engager des mesures drastiques d'économies : gel des salaires, chômage partiel pour diminuer les stocks, nouvelles coupes claires dans les effectifs, avec, pour la première fois, des licenciements secs chez Ford UK (300 salariés seraient concernés) et la perspective d'une épreuve de force avec les syndicats. La restructuration s'annonce rude, à la mesure de l'enjeu stratégique que représente cette filiale pour Ford.

General Motors, qui doit fermer trente usines aux États-Unis - neuf sont venues s'ajouter aux vingt et une initialement programmées - est, en revanche, particulièrement compétitif outre-Manche. Selon l'hebdomadaire britannique The Economist, la productivité de sa filiale Vauxhall a augmenté de plus de 60 % au cours des quatre dernières années. Et un même modèle GM coûterait désormais

2 700 francs de moins à fabriquer en Grande-Bretagne qu'en Allemagne (où le géant américain dispose pourtant d'un solide outil industriel). C'est la raison pour laquelle le constructeur de Detroit a choisi le comté du Cheshire pour implanter sa toute nouvelle usine de moteurs. L'investissement s'est élevé à 190 millions de livres (1,6 milliard de francs). Un choix heureux : avec la dévaluation de la livre, la compétitivité des usines GM au Royaume-Uni ne peut être que confortée.

Il en est de même pour les «transplants» japonais, qui viennent d'obtenir une certaine forme de reconnaissance avec l'attribution du titre - fort envié - de voiture de l'année à la Nissan Micra, fabriquée à Sunderland (le Monde du 25 novembre). Disposant désormais d'une base industrielle étoffée, Nissan, Toyota et Honda viennent de bénéficier, grâce à ces alignements monétaires d'un coup de pouce inespéré. «Moins pour conquérir des parts de marché en Europe continentale, comme l'explique un responsable de Nissan, que pour y accroître leurs marges bénéficiaires : la montée en puissance des constructeurs nippons est encadrée par l'accord CEE-Japon».

Dans une Europe au marché encombré, la renaissance d'une industrie automobile sur le sol britannique va compliquer la tâche des constructeurs du continent.

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

□ Pétrole : production de l'OPEP inchangée en novembre. - La production de pétrole de l'OPEP est restée inchangée en novembre par rapport à octobre à 25,2 millions de barils/jour (mbj), selon le rapport mensuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié vendredi 4 décembre à Paris. La production de l'Iran a reculé (3,5 mbj), celle de l'Arabie saoudite est restée inchangée (8,5 mbj) tandis que celle du Koweït passait de 1,3 mbj en octobre à 1,4 mbj. L'AIE a par ailleurs révisé à la baisse de 0,1 mbj ses estimations de la demande pétrolière dans les pays de l'OCD pour le quatrième trimestre, qui est finalement évaluée à 39,5 mbj, en hausse de 0,3 mbj, soit 1 % sur la même période de 1992. - (AFP)

## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 30 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE 1992

## PARIS

## Face au mur des 1 800 points

« La caractéristique principale d'un marché boursier est de chercher systématiquement à anticiper les évolutions économiques, alors, si la Bourse de Paris ne se trompe pas, il y a peut-être des raisons d'être un peu moins morose. On a peut-être touché le fond. » Ces propos d'un gestionnaire de SICAV illustrent assez bien le retour paradoxal à un optimisme raisonné des investisseurs.

Et au moment où la plupart des augures pronostiquent une année 1993 au moins aussi difficile que celle de 1992, où en France le cap des trois millions de chômeurs est pratiquement atteint et où les attaques contre le franc reprennent, la Bourse de Paris aligne tout simplement six séances consécutives de hausse entre le 24 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre et progresse sur la semaine de 1,84 %. Rien d'extraordinaire, mais un gain tout de même appréciable, compte tenu du contexte. Alors, les boursiers sont-ils une nouvelle fois devenus fous ?

Pas si sûr, car les germes d'un redressement économique se trouvent précisément dans l'accumulation de mauvaises nouvelles, notamment en Allemagne. Le raisonnement est le suivant : le grand mouvement de baisse des taux, tellement attendu et espéré, viendra d'autant plus tôt que l'Allemagne s'enfoncera vite dans la récession. Pour convaincre la Bundesbank de

lâcher enfin la pression, rien de tel qu'une économie allemande exsangue. Or les dernières statistiques, l'annonce d'une baisse de 1,5 % du PIB allemand au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre et le recul de 2 % de la production industrielle en octobre vont bien dans ce sens. Et il n'y a pas que l'Allemagne pour soutenir le moral des boursiers. La reprise américaine semble cette fois bien se dessiner et il n'y a pas que Paris à en profiter, mais également Wall Street et plus encore Londres, qui a battu un nouveau record historique mardi.

Pour autant, la Bourse de Paris ne baigne pas dans une euphorie sans limites. Son cavalier seul a même tendance à inquiéter certains spéculistes. A leurs yeux, le fait que l'indice CAC 40 se soit montré incapable de franchir le mur des 1 800 points contre lequel il est venu buter à la fois mardi et jeudi démontre les limites du mouvement de hausse.

En tout cas, la semaine commençait en fanfare lundi par un gain en clôture de 1,24 %. Une hausse d'autant plus étonnante que le marché obligataire montrait des signes de faiblesse alors que le franc fléchissait face au mark. Mais les opérateurs s'intéressaient aux nouvelles favorables en provenance des Etats-Unis. L'indice des directeurs d'achat en provenance de Chicago était de 54,2 % en novembre contre 49,7 % en octobre. Or un indice supérieur à 50 % indique que l'économie est en phase de croissance.

Mardi, les mêmes causes produisaient les mêmes effets et, dans un marché qualifié de « technique » par les professionnels, la hausse était encore au rendez-vous. En fin de séance, le CAC 40 s'ajustait un gain de 1,19 % et s'arrêtait à quelques encablures de la barre des 1 800 points. Pourtant, la spéculation semblait bel et bien reprendre contre le franc, les taux d'intérêt à court terme repartaient à la hausse et la Banque de France devait intervenir. Aux yeux des experts, tensions ou pas sur le franc, les autorités monétaires seront bien obligées, compte tenu de la faiblesse de l'activité, de baisser le loyer de l'argent.

## Nouvel échec de la spéculation contre le franc

Mercredi, après six séances consécutives de hausse, la Bourse de Paris éprouvait fort logiquement le besoin de souffler. L'indice CAC 40 perdait en fin de journée 0,50 %, victime de prises de bénéfices de la part et à la fois d'investisseurs français et étrangers. Pour les analystes les plus pessimistes, le niveau du marché commence même à être trop élevé compte tenu des perspectives économiques.

Jeudi, le marché retrouvait pourtant un peu de sa superbe, et le CAC 40 gagnait en clôture 0,90 %. Les professionnels saluaient ainsi l'accord salarial conclu ce jour dans la sidérurgie allemande et qui place les autres

négoceurs sous le signe de la modération. Un argument décisif pour obtenir un assouplissement de la politique monétaire de la Bundesbank. « On n'attend que cela », explique un gérant, car toute baisse des rendements obligataires peut provoquer un petit afflux de capitaux en Bourse, où les volumes sont étroits et les cours doivent alors monter mécaniquement.

Vendredi, en début de journée, l'activité était très peu soutenue, le marché attendant la publication de nouvelles statistiques sur l'économie américaine pour consolider. En dépit d'une baisse qui atteignait 0,99 % en clôture, les opérateurs semblaient plutôt sereins. Les déclarations communes de la France et de l'Allemagne à l'issue du sommet franco-allemand étaient dans le sens souhaité d'une solidarité réaffirmée à la fois dans le domaine du GATT et celui des parités monétaires. Un tandem qui fonctionne et a encore fait ses preuves jeudi et vendredi. La détermination affichée par les deux pays à défendre la parité franc-mark a une nouvelle fois mis en échec la spéculation contre le franc.

A noter enfin que la COB (Commission des opérations de Bourse) a annoncé jeudi la prolongation du délai d'examen de l'OPE (offre publique d'échange) lancée par la compagnie de Suez sur sa filiale à 55,15 %, la Compagnie foncière internationale.

ERIC LESER

## NEW-YORK

## Petite hausse

NEW YORK  
+ 0,20 %

Il a fallu attendre la dernière séance de la semaine pour voir Wall Street s'inscrire en légère hausse d'un vendredi à l'autre. Du coup, l'indice Dow Jones des valeurs

maintenant son mouvement de hausse, soutenu par les bons chiffres économiques et des indications selon lesquelles l'inflation reste sous contrôle. Les gérants s'intéressent plus particulièrement aux titres d'entreprises de moyenne taille disposant d'un important potentiel de croissance.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale valeur de référence, a reculé à 7,49 % contre 7,59 % vendredi dernier.

Indice Dow Jones du 4 décembre : 3 288,68 (c. 3 282,20).

	Cours 27 nov.	Cours 4 déc.
Alcoa	68 5/8	70
AT&T	47 1/4	47 1/4
Bell	37 3/4	37 3/4
Boeing	27 1/4	28 3/4
De Post de Rotterdam	47 1/2	48 1/2
Eastman Kodak	42 3/8	41 3/8
Exxon	69 5/8	69 7/8
Ford	41 3/4	43
General Electric	62 7/8	62 5/8
General Motors	31 5/8	33 7/8
Goodyear	42 3/8	43 1/8
IBM	68 7/8	67 1/8
ITT	70	71 7/8
Mobil Oil	60 3/4	60 1/4
Pfizer	75 3/8	76 1/2
Schering-Plough	69 3/4	69 1/4
Tesco	80	80 5/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	120 7/8	122 3/8
Union Carbide	15 7/8	16 1/8
United Tech.	44 1/8	44 3/4
Westinghouse	31 3/4	32 1/8
Xerox Corp.	75 1/2	76

## TOKYO

## Sans ressort

TOKYO  
- 1 %

Dans un marché qui manque de fondement, la confiance dans les valeurs japonaises ont été victimes de leur redressement de la fin du mois de novembre. La plupart des investisseurs ne sont pas encore convaincus de la reprise de l'économie japonaise et ont préféré prendre des bénéfices et voir venir. L'indice Nikkei s'est ainsi inscrit vendredi en clôture à 17 295,69 points. Il perd 174,92 points (1 %) par rapport à la semaine précédente.

Les nouvelles de la semaine ont fait encore souffler le chaud et le froid sur le Kabuto-cho. Du côté des bonnes, il y a eu l'approbation mercredi par la Chambre basse du Parlement de la loi de finances rectificative prévoyant notamment un plan de relance de 10 700 milliards de yens (460 milliards de francs) annoncé en août dernier par le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa. Le débat parlementaire sur ce budget supplémentaire avait été retardé par la procédure d'enquête sur les scandales financiers dans lesquels certaines personnalités du parti au pouvoir sont impliquées.

En revanche, la chute de la Bourse de Hongkong, préoccupée par la querelle entre la Grande-Bretagne et la Chine sur l'avenir de l'île, et la publication des chiffres du PIB japonais au troisième trimestre, en recul de 1,6 % en rythme annuel, n'ont pas rassuré les opérateurs.

Indices du 4 décembre : Nikkei 17 295,69 (c. 17 470,61); Topix 1 302,85 (c. 1 307,57).

	Cours 27 nov.	Cours 4 déc.
Alcatel	800	782
Bolidson	1 130	1 130
Cablevision	1 130	1 130
Fuji Bank	2 850	2 850
Honda Motor	1 680	1 470
Mitsubishi Electric	1 840	1 750
Mitsubishi Heavy	1 840	1 750
Sony Corp.	9 880	9 880
Toyota Motor	1 950	1 830

## LONDRES

## Prises de bénéfices - 0,02 %

Après avoir atteint de nouveaux sommets historiques en début de semaine, les valeurs anglaises ont subi d'importantes prises de bénéfices qui ont fini par annuler les gains initiaux. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a ainsi battu mardi un nouveau record absolu de 2 794,7 points après ceux de jeudi et vendredi précédents. Mais il s'est ensuite replié et a terminé la semaine en recul de 0,7 point (- 0,02 %) par rapport au vendredi précédent, à 2 759,4 points.

L'anticipation d'une reprise économique mondiale dans le sillage des Etats-Unis a appuyé la tendance en début de semaine, ainsi que les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt allemands d'ici à Noël. Mais la tendance a ensuite été déstabilisée par des prises de bénéfices, par la chute de la Bourse de Hongkong liée à l'aggravation du différend sino-britannique sur l'avenir de la colonie et par une interview du président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, à un journal allemand dans laquelle il a semblé exclure une baisse rapide des taux.

Indices du 4 décembre : 100 valeurs 2 759,4 (c. 2 760,1); 300 valeurs 2 082,4 (c. 2 077,5); fonds d'Etat 93,63 (c. 93,44); mines d'or 71,6 (c. 68,8).

	Cours 27 nov.	Cours 4 déc.
Allied Lyons	6,38	6,37
BP	2,51	2,51
BTR	4,39	4,39
Canary	4,45	4,47
De Beers	7,55	7,55
GUS	21,85	22
ICI	9,43	10,33
Reckitt	13,57	13,50
RTZ	6,17	6,50
Shell	5,47	5,38
Unilever	10,68	10,60

## FRANCFORT

## Solide - 0,04 %

La Bourse de Francfort a fait preuve d'une solidité étonnante cette semaine face à l'accumulation de mauvaises nouvelles sur la santé de l'économie allemande. L'indice Dax des trente principales valeurs a ainsi terminé vendredi à 1 522,16 points et ne cède que 0,04 % par rapport à la clôture de la semaine passée.

« Les boursiers ayant fini par abandonner tout espoir de voir la Bundesbank abaisser ses taux directeurs avant la fin de l'année et les indications positives en provenance du front économique faisant toujours défaut, l'attentisme est revenu s'installer sur le marché », explique-t-on dans une maison de courtage.

En tout cas, le marché a pu résister au chapelet de mauvaises nouvelles économiques rendues publiques jeudi : recul de 1,5 % du PIB pour le troisième trimestre, baisse de 2 % de la production industrielle en octobre et nombre des chômeurs en hausse de 54 300 pour le mois de novembre. Un mauvais climat confirmé encore vendredi par la publication par le ministère de l'économie du montant des commandes de l'industrie ouest-allemande pour octobre, en diminution de 5 % par rapport à septembre.

Indice Dax du 4 décembre : 1 522,16 (c. 1 522,95).

	Cours 27 nov.	Cours 4 déc.
AGF	158,20	158
BASF	205,80	207,50
Bayer	251	254,80
Commerzbank	243	243,10
Deutsche Bank	243,80	243,10
Hoechst	224,50	228,10
Karstadt	500,20	499
Messerschmid	223,20	228
Siemens	228,50	228
Volkswagen	267	269,80

## Agroalimentaire

	4-12-92	Diff.
Bongrain	2975	- 25
BSN	368	+ 3
Estimote Béglin	573	+ 13
Franssen Bel	339	+ 9
LMVH(1)	3729	+ 73
Permy-Réard	364,5	- 16,7
Remy-Cointreau	154	+ 2
Saint-Louis	1130	+ 46

(1) Coupon 17 F.

## Assurances

	4-12-92	Diff.
AGF	442	+ 26
AXA	970	+ 58
CAN	287	+ 18
Groupo Vézicore	740	+ 9
SCOR SA	359	+ 34
UAP	428,80	+ 21,80

## Bâtiment et matériaux

	4-12-92	Diff.
Bouygues	640	+ 6
Ciments français	244,5	- 37,5
Cole	775	+ 22
Eurochem	28,95	+ 1,35
Fongis	725	+ 6
UTM Entrepren	345,5	+ 25,5
Immo. Pénit.	120	+ 0,5
Jean Leclercq	770	+ 42
Lafarge-Coppel	317,7	+ 4,9
Paref	189	+ 1
Saint-Gobain	508	+ 25
SGE	174,8	+ 12,9
Syle-Bertrands	294	- 18

## Chimie

	4-12-92	Diff.
Air Liquide	757	+ 7
ELF Petro	1 050	+ 5
Geacques	1 050	+ 14
Imperial Chemical	8 570	+ 10
Michelin	181,80	+ 4
Pierrel Chimie	801	+ 7
Rhône-Poul. C	488	+ 23
Roussel-Uclaf	354	+ 6
Synthelabo	1 163	+ 13

## Consommation non alimentaire

	4-12-92	Diff.
BIC	900	- 28
Charbon Dior	244,5	+ 14,5
Charm	472,9	+ 5,5
DMC	285,1	+ 5,8
EBF	785	+ 14
Emile	285	+ 15
Groupo André	811	+ 18
L'Oréal	898	+ 39
Moulinex	87,85	+ 6,35
Salomon	1483	+ 18
SEI	382,3	+ 20,3
Sommer-Albert	1 017	+ 45
Yves Saint Laurent	594,8	+ 63,8
Zedac	1 510	+ 56

## Crédit et banques

	4-12-92	Diff.
Comp. Bancaire	382	+ 8
BRP CI	389,3	+ 5,3
Crédit	883	+ 13
Crédit. ext.	219	+ 4
CCF	205,5	+ 5,5
CFP	920	+ 20
CLF	338,5	+ 2,5
Crédit Lyonn. CI	418,7	+ 30,7
Crédit National	1 037	+ 85
Société Générale	560	+ 16
SOVAC	920	+ 20
UFI Localail	176,2	+ 3,8
UIC	418,4	+ 0,8
Via Banque	225	+ 2

## Electricité et électronique

	4-12-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	656	+ 10
CSSE	505	+ 35
Intertechnique	380	- 5
Labinal	570	+ 35
Legrand	4 080	+ 190
Matra	192,80	+ 3,80
Marte-Garcia	480	+ 15
Radisson-Industrie	288,30	- 25,10
Sagem	2 230	+ 10
Schneider	572	+ 57
Socotec	131	+ 8,80
Thomson CSF	130,30	+ 8,80

## Distribution

	4-12-92	Diff.
Alcatel Sup	1 480	+ 20
Ben Marché	449	+ 13
Carrefour	2 305	+ 10
Casino	145,40	+ 1,10
Carrefour	478,50	- 6
CMF	384	+ 33
Comp. Modernes	1 150	- 58
Dixie de France	388	- 181
Galeria Lafayette	1 808	- 181
Goyenne Gasc.	1 505	- 45
Prisma	702	+ 12
Prunelle	254	+ 6
SCOA	10,85	+ 0,15

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU 1<sup>er</sup> M

	Nombre de titres	Valeur en cap. (F)
Alcatel Alsthom	1 581 888	1 031 474
Société Générale	1 487 130	508 433
BSN	781 280	783 945
ELF Agip	2 210 788	741 890
LMVH	278 025	986 083
Saint-Gobain	1 022 463	335 298
Prunelle	881 150	448 685
Total	1 835 000	435 229
UAP	104 480	282 038
Uclaf	288 420	330 074
AXA	353 234	356 515
Air Liquide (L)	478 028	357 287
Suez	1 384 685	340 986
Accor	353 000	295 038

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

	Valeurs	Hauts	Bas	Balises
Dynacore	+ 16,8	DR M-P de C.	- 14,8	
CSSE	+ 18,7	Staples	- 12,5	
Sage	+ 14,8	Clm	- 12,1	
UIC	+ 14,2	Metallurgie	- 10,7	
SCOR	+ 13,3	Sanofi	- 10,1	
SOE	+ 12,8	Industrie	- 8,6	
Accor	+ 11,8	Cartes	- 8,8	
Syst. Intégrés	+ 11,1	Sale	- 7,2	
Financière	+ 10,5	Prime-Life	- 5,7	
QTM Entrepren	+ 10,3	Cartes	- 5,4	
Uclaf	+ 8,4	Imagerie	- 4,9	
Legrand	+ 8,3	UIC	- 4,7	
Géophysique	+ 8,2	Staples	- 4,7	
Gulf	+ 8,2	Staples	- 4,7	

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	30-11-92	30-11-92	1-12-92	2-12-92	3-12-92
RM	1 453 547	3 074 463	3 473 422	2 789 339	2 602 382
R. et obl.	19 291 020	24 978 698	26 483 342	12 958 558	17 578 079
Actions	104 028	123 024	147 323	108 011	149 505
Total	20 848 595	28 177 185	30 104 087	15 953 908	20 330 366

## INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	30-11-92	1-12-92	2-12-92	3-12-92	4-12-92
Indice gén.	463,7	488,6	470,6	475,1	474,8
Indice CAC 40	1 771,37	1 792,29	1 783,33	1 799,43	1 781,68

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 décembre 1992  
Nombre de contrats estimés : 104 152

## Echéances

	Déc. 1992	Mars 1993	Juin 1993	Sept. 1993
Premier	110,22	111,14	111,62	-
Dernier	110,06	111,02	111,50	-



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Une nouvelle réussite britannique

Le Trésor britannique vient d'émettre un emprunt international de 3 milliards de dollars, dont la réussite est grande. L'opération conclut un gigantesque programme de financement en devises de l'ordre de 10 milliards d'euros (environ 67 milliards de francs), qui avait été décidé dans la première semaine de septembre. La livre sterling était alors fortement attaquée, et les autorités cherchaient encore à la maintenir dans le mécanisme de change du système monétaire européen qu'elle a quitté depuis. Londres a commencé dès le mois de septembre par se procurer la moitié de ce montant en faisant appel au crédit des banques. Le reste devait être obtenu par l'émission d'obligations destinées aux investisseurs. Il y aura eu deux emprunts de ce genre, celui en dollars au début décembre ayant été précédé au mois d'octobre d'une opération de 5,5 milliards de marks.

#### Le prix de la liquidité

Ces deux emprunts libellés dans les principales monnaies du marché international des capitaux ont en commun d'atteindre des records. Ce sont les plus volumineuses émissions à taux fixe jamais lancées en une seule tranche en marks et en dollars. Pour les très grands investisseurs professionnels qui interviennent à coup de centaines de millions, la taille des opérations a une importance capitale. C'est un signe de liquidité qui, lorsque le chasseur est au-dessus de tout soupçon, incite à diversifier la composition de leur portefeuille. Sans cela, ils concentrent leurs activités sur les fonds d'Etat des pays dont la monnaie les intéresse. Mais ils s'attendent que les emprunteurs étran-

gers leur offrent une prime par rapport aux obligations gouvernementales qui leur servent de référence.

Sur ce point, la comparaison entre les emprunts britanniques en marks et en dollars est très intéressante. En marks, le Trésor britannique qui levait des fonds pour une durée de cinq ans avait pu se contenter d'offrir dix points de base de mieux que le gouvernement allemand. En dollars, pour son émission qui viendra à échéance dans dix ans, il lui a fallu proposer vingt-deux points de plus que ce que rapportent les titres du gouvernement américain. Pour ce qui est du mark, la situation du marché intérieur a certes beaucoup changé ces dernières années, notamment à la suite de la réunification des deux Allemagnes qui a largement augmenté les besoins d'emprunt de la République fédérale. Mais le comportement des emprunts internationaux en marks ne s'est transformé que très récemment, notamment grâce aux mesures de libéralisation prises cet été par la banque centrale allemande. Jusqu'à il y a très peu de temps, les euro-obligations en marks étaient dans leur majorité destinées au grand public pour qui la liquidité des titres n'est pas un élément déterminant.

Une autre raison tient certaine-

ment aux attentes des investisseurs relatives au niveau des rendements. Les taux d'intérêt en Allemagne sont appelés à baisser encore ces prochains mois, pour tenir compte du ralentissement de l'activité économique qui s'annonce dans ce pays. Cela fait que les investisseurs en marks sont plus enclins que ceux en dollars à accepter des conditions comparativement sévères. En outre, le fait que l'Angleterre ait dû payer une prime plus élevée en dollars qu'en marks peut s'expliquer également par l'accumulation récente de très grands emprunts émis pour le compte de pays européens. En octobre, de telles opérations étaient peu fréquentes, et elles bénéficiaient d'un effet de rareté qui joue beaucoup moins aujourd'hui. Les crises répétées du marché des changes font que de nombreux pays ont à renforcer leurs réserves de devises, ce qui les pousse à solliciter le marché des capitaux. Le volume des nouvelles émissions pourrait certes diminuer bientôt à l'approche des fêtes de Noël, mais ce ne sera que pour reprendre de plus belle au début de l'année prochaine. Plusieurs Etats candidats à l'emprunt, cherchant à se distinguer des autres et ne voulant pas donner l'impression qu'ils sont pressés de lever des fonds, ont différé jusqu'en janvier l'exécution de leur projet. Ils ne pourront cependant guère attendre davantage.

La dernière transaction britannique qui était placée sous la direction de deux établissements, CSMF, l'euro-banque du groupe du crédit suisse, et CCI Weiburg Securities. Ses taux d'intérêt facial est de 7,25 %, et les titres étaient au départ offerts au prix de 99,85 %. Le placement s'est effectué tant en Europe qu'en Moyen et Extrême-Orient.

CHRISTOPHE VETTER

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le dossier délicat de la banane

S'ils font généralement les frais de l'anarchie qui règne sur les matières premières, du café au cacao en passant par le coton ou l'arachide, les pays d'Afrique noire en l'occurrence le Cameroun et Côte-d'Ivoire, passent cette année aux yeux des producteurs africains, pour les agresseurs, à au moins deux ans, les importations africaines de bananes ont cessé de s'accroître. Les sociétés fruitières américaines ont noté un tel succès dans la gestion des bananes camerounaises qu'elles ont fait chuter les cours. Il n'existe pas de prix mondial pour ce fruit, la banane antillaise, dite à quel coûtait ces derniers jours 5,50 francs le kilo, la banane américaine et la banane d'Amérique latine, 3 francs le kilo.

L'offensive africaine a provoqué de vives réactions dans les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique), une opération « ville-orte » a coupé les liaisons aériennes entre les départements et la métropole. Le 26 novembre, le gouvernement, par la voix du ministre des TOM-DM, M. Louis Pensec, a débloqué une aide de 50 millions de francs en faveur des planteurs, dont 100 pour compenser le manque à gagner dû à la baisse des prix. Les 50 millions seraient alloués aux producteurs endettés des Antilles. Parallèlement, Paris a saisi la Commission de Bruxelles afin de l'inciter à contrôler plus sévèrement les stratégies des bananes africaines dans CEE. Si ces mesures ont un peu-

calmé les esprits - mais pour combien de temps? - le problème reste entier.

En premier lieu, la France est déchirée par ses attachements historiques, partagée entre « son » Afrique négative colonisée et ses départements. D'autre part, la position de Paris est d'autant plus délicate que les pays de la zone franc, dont le Cameroun et la Côte-d'Ivoire, sont encouragés par ailleurs à exporter davantage de matières premières afin d'honorer le service de leur dette et de financer leur développement.

Depuis 1962, les échanges de bananes en direction de la France se répartissent selon un quota précis : deux tiers des volumes devaient provenir des Antilles, un tiers des Etats producteurs de la zone franc. Depuis 1990, le Cameroun a dépassé de 7 % les 60 000 tonnes du contingent annuel qui lui revenait, provoquant du même coup une baisse de recette de 100 millions de francs pour les planteurs antillais.

Le marché français de la banane, marché protégé s'il en est, crée un profond malaise au sein de la Communauté à la veille de l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 1993, de la libéralisation des échanges entre les Douze.

de la préférence communautaire, donc à la protection des marchés. L'Allemagne, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas et même le Luxembourg veulent ouvrir les frontières aux produits les plus compétitifs. D'autre part, le Comité économique agricole de la banane (CEAB) accuse les multinationales de tenter d'inonder le marché communautaire en se servant de l'Allemagne comme point d'appui. Entrer dans une logique libérale reviendrait, pour les professionnels, à soumettre les salaires de la filière (45 000 personnes, dont 15 000 sur les terres de Martinique et de Guadeloupe en ce qui concerne la France) à des « conditions territoriales ». « En aucun cas, s'insurgent les meilleurs professionnels, nous ne pourrions rivaliser avec les salaires pratiqués par les républiques bananières. De fait, le Costa Rica, le Honduras et la Colombie, producteurs en bananes-dollars, confient leurs productions à des firmes multinationales (Chiquita, Del Monte, United Fruit, Dole) qui sous-payent leur main-d'œuvre. A titre d'exemple, en Martinique ou en Guadeloupe, le salaire journalier est supérieur à 300 francs. Dans les Caraïbes et en Amérique latine, il oscille entre 30 francs et 80 francs ».

Conscient des difficultés du secteur de la banane, la Commission européenne vient de proposer un mécanisme financier pour assurer aux onze pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique l'écoulement de leurs bananes sur le marché communautaire. Ce dispositif comporte une enveloppe de 10 millions d'euros par an qui « aideront les producteurs à s'adapter aux nouvelles conditions de marché ».

« Tout cela est bel et bon, murmurent les professionnels, mais qui nous protégera de la banane-dollar ? »

MARIE DE VARNEY

PRODUITS	COURS DU 4-12
Café (Londres) Trois mois	1 424 (-58) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 281 (-19) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	5 780 (-370) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mars	254,50 (+1,1) Dollars/tonne
Café (Londres) Janvier	1 080 (+44) Dollars/tonne
Cacao (New-York) Décembre	975 (-) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Décembre	372 (-3) Cents/bushel
Métal (Chicago) Décembre	210 (-3) Cents/bushel
Sole (Chicago) Décembre	179,6 (-1,8) Dollars/tonne
Pétrole (Londres) Brent Janvier	18,20 (-0,77) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

## DEVICES ET OR

### Fièvre rampante

Le franc français a été encore une fois attaqué cette semaine, le cours du mark à Paris passant de 3,39 francs à près de 3,4150 francs, non loin de son cours plafond de 3,430 francs avant de revenir à 3,3950 francs à la veille du week-end. Sans doute cette « attaque » s'est-elle lancée sans véritable conviction, d'autant que, mercredi matin, la Banque fédérale d'Allemagne annonçait publiquement qu'elle achetait du franc. Ces achats ont été, dit-on, assez réduits, mais suffisants pour calmer le marché, d'autant qu'ils s'effectuaient préventivement, sans attendre la montée du mark à plus de 3,4150 francs. C'est dire que le franc n'était pas vraiment menacé, la spéculation, à Londres ou à New-York, est tenace, espérant bien qu'un jour ou l'autre, le franc « craquera », victime désignée d'un nouveau réajustement. En fait, beaucoup d'opérateurs jouent les « différences », vendant du franc lorsqu'il monte, et le rachetant lorsqu'il baisse, ce qui est tout à fait fructueux quand on est dans le bon sens.

Cette semaine, il faut dire que les parations de M. Helmut Schlesinger ont provoqué de nouveaux remous, comme sur les marchés de taux d'intérêt (voir ci-dessous en rubrique Marché monétaire et obligataire). Le fait que la Bun-

desbank ne veuille pas assouplir sa politique monétaire dans l'immédiat a raffermi le mark aux dépens du dollar qui redescendait de 1,60 DM à 1,57 DM, et même moins. Mais le même dollar remontait en fin de semaine, et le mark s'affaiblissait, ce qui a permis au franc de se rétablir, d'autant qu'à l'issue de la réunion franco-allemande de cette semaine, était diffusé un communiqué suivant lequel « la parité entre le mark et le franc français était pleinement justifiée par les données économiques des deux pays ». On pouvait même avancer sans se tromper que le mark est surévalué par rapport au franc et que son cours à Paris devrait atteindre, aux alentours de 3,33 francs, sa valeur d'équilibre actuelle, calculée en fonction des parités de pouvoir d'achat relatives et des coûts de production.

Le dollar s'est donc raffermi en fin de semaine sur l'annonce d'une baisse du taux de chômage aux Etats-Unis, revenu de 7,4 % en octobre à 7,2 % en novembre. D'autre part, 105 000 emplois non agricoles ont été créés, contre 34 000 en octobre, cette augmentation mensuelle étant la plus forte depuis celle de 171 000 emplois enregistrée en juillet dernier. Les analystes tablent sur un taux de chômage inchangé et sur la création de 55 000 emplois seulement.

Ledit taux de chômage marque ainsi sa cinquième contraction consécutive, après avoir atteint, en juin, à 7,8 %, son plus haut niveau depuis huit ans. Les marchés des changes en ont donc conclu que la reprise de l'économie américaine était en marche et que le dollar pourrait bientôt débordier plus sensiblement le cours de 1,60 DM qui, pour l'instant, constitue un seuil difficile à franchir.

En Europe, la livre sterling a effectué une remontée remarquable à plus de 2,48 DM et 8,45 francs, contre 2,42 DM et 8,21 francs précédemment. La lire italienne a continué de glisser lentement vis-à-vis du mark, qui valait près de 880 liras en fin de semaine, ce glissement ayant été provoqué par la nouvelle dévaluation de la peseta la semaine dernière. A rappeler qu'en septembre dernier, on avait été jusqu'à 1 000 liras pour un mark. M. Carlo Ciampi, gouverneur de la Banque d'Italie, s'est prononcé pour un niveau de réintégration dans le SME supérieur à 850 liras pour un mark, soit 3,85 francs pour 1 000 liras.

F. R.

## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 30 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira
Londres	£	1,5636	6,4773	2,2319	2,4958	21,421	2,7816	218,77
New-York	\$	1,5108	6,2152	2,1842	2,4220	20,8451	2,7240	211,87
Paris	F	1,5636	6,4773	2,2319	2,4958	21,421	2,7816	218,77
Zurich	S	1,5108	6,2152	2,1842	2,4220	20,8451	2,7240	211,87
Bruxelles	B	1,5636	6,4773	2,2319	2,4958	21,421	2,7816	218,77
Amsterdam	G	1,5108	6,2152	2,1842	2,4220	20,8451	2,7240	211,87
Milan	L	1,5636	6,4773	2,2319	2,4958	21,421	2,7816	218,77
Tokyo	Y	1,5108	6,2152	2,1842	2,4220	20,8451	2,7240	211,87

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 4 décembre, 4,33090 F contre 4,37163 F le vendredi 27 novembre 1992.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Une tension persistante

A la fin de cette semaine, le loyer de l'argent au jour le jour sur la place de Paris s'établissait à 9 7/8 % 10 %, en hausse sur les 9 3/4 % de la veille du week-end précédent, les 10 % étant dépassés pour les échéances à un mois et trois mois (10 1/4 %). Les taux d'intérêt à court terme n'arrivent donc pas à baisser en France, bien que la Banque ait récemment ramené ses taux directeurs à 9,10 % pour ses appels d'offres et 10 % pour ses pensions à 5-10 ans. « Une sorte de fièvre maligne », soupire un opérateur, entretenue par les turbulences sur le marché des changes. Certes, le taux de base des banques est revenu de 9,85 % à 9,45 %, mais il ne régit que 17 % à 18 % des crédits, et la plus grande partie des entreprises paie son découvert sur la base du « spot », c'est-à-dire du loyer de l'argent à un mois, dont le niveau reste élevé, bien trop élevé.

Il est vrai que les déclarations officielles en provenance d'Allemagne ne sont guère faites pour arranger les choses. Ainsi, M. Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, affirmait, en début de semaine, à notre confrère la Frankfurter Allgemeine Zeitung, qu'il n'existait actuellement aucune possibilité d'assouplissement de la politique de la Banque centrale tant que l'inflation, la croissance de la masse monétaire et le déficit budgétaire seraient aussi forts qu'aujourd'hui.

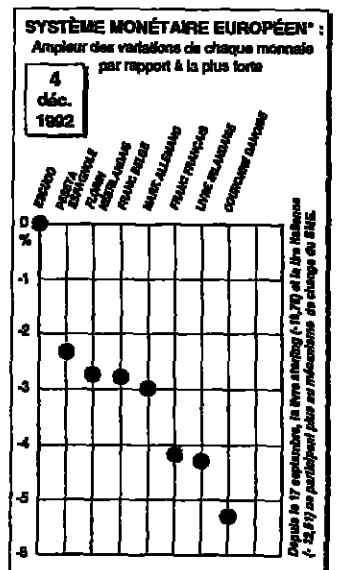
#### De record en record

Selon les analystes, ces propos renouvraient au printemps 1993 l'éventualité d'une nouvelle diminution des taux d'intérêt à Francfort, et donc, dans l'ensemble de la zone mark, à laquelle appartient la France. Une petite lueur d'espoir est apparue, néanmoins, avec l'accord conclu entre le syndicat IG Metall de la sidérurgie allemande et les employeurs sur une augmentation des salaires infé-

rieure à 3,4 % pour 1993. Certes, l'essentiel de la négociation avec le gros morceau d'IG Metall, à savoir la mécanique, ne prendra place qu'au printemps prochain, mais l'accord signé cette semaine est de nature à apaiser une partie des craintes de la Bundesbank.

Sur le MATIF, les cours ont joué au yo-yo, au gré des nouvelles d'Allemagne, baissant avec Schlesinger et remontant avec IG Metall, sans oublier le recul de 0,5 % du produit intérieur brut (PIB) ouest-allemand réel au troisième trimestre 1992, qui traduit la dégradation de la situation économique de l'autre côté du Rhin, et ravive l'espoir d'une baisse des taux. Les interventions de la Bundesbank mercredi, pour défendre le franc, et le raffermissement de notre monnaie en fin de semaine ont également soutenu les cours du MATIF, qui, à 110,06 contre 110,02 la semaine dernière, restent stables après, toutefois, 110,36 vendredi en début de journée. Selon les analystes de la Société générale, les cours devraient poursuivre leur « correction technique » et remonter à 110,50-110,60 sans pour autant que soit remise en cause leur orientation baissière à moyen terme.

Sur le marché obligataire, le Trésor a effectué sa dernière adjudication d'OAT, 14,3 milliards de francs, plus 2,8 milliards de francs au titre des souscriptions non compétitives par les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT), ce qui porte à 170,3 milliards de francs le montant des emprunts à long terme de l'Etat en 1992, déduction faite des 7 milliards de francs d'OAT rachetés par adjudication « à l'envers ». Les rendements se sont inscrits en hausse, 8,27 % contre 8,10 % pour le dix ans, 8,51 % contre 8,31 % pour le quinze ans, et 8,70 % contre 8,68 % pour le trente ans. L'adjudication s'est plutôt mal passée, les étrangers se montrant très peu présents en raison des nouveaux troubles moné-



Taux calculés par rapport aux cours estimés de la Banque de France.

FRANÇOIS RENARD

ÉTHIQUE ET COMMUNICATION

CHARTES PROFESSIONNELLES DE LA COMMUNICATION

I.R.C.O.M. ANGERS

22-23 mars 1991

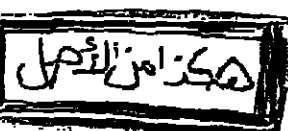
La vérité se cache, la vérité dérange...

PHILIPPE GUILHAUME

160 pages 72 FF

BEAUCHESSNE

22, rue des Saules - Paris 75007 PARIS



# Le Monde

L'instruction de l'affaire Botton

## M. Charles Giscard d'Estaing est inculqué d'abus de biens sociaux et de faux en écritures

Après vingt-quatre heures de garde à vue, M. Charles Giscard d'Estaing, administrateur ou PDG de plusieurs sociétés financières du groupe de M. Pierre Botton, a été présenté, vendredi 4 décembre, au juge Philippe Courroy, qui l'a inculqué d'abus de biens sociaux et de faux en écritures de commerce et de banque et usage (le Monde du 5 décembre). Le neveu de l'ancien président de la République a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire, assorti d'une caution, tandis que le cour d'appel de Lyon confirmait l'ordonnance de mise en détention de M. Botton, délivrée le 14 novembre.

LYON

de notre bureau régional

Pierre Botton le présentait comme son « financier » et, au sein des sociétés de capitalisation Alpha Finance, Pharminvest, Beta Finance, etc., il usait de son patronyme illustre et de son savoir-faire pour convaincre des pharmaciens de devenir investisseurs. Mais devant le magistrat instructeur, le pouvoir de persuasion du fils aîné d'Olivier Giscard d'Estaing ne semble pas avoir agi : il est le troisième inculqué du dossier Botton.

Ses deux premières heures d'audition n'ont sans doute pas permis à la « CGE » de raconter les péripéties du rachat (finalement annulé) de La Vie Claire, propriété de Bernard Tapie, par la SA Lugdunum Finance, créée pour l'occasion. Ni de détailler les activités de la branche dialyse du groupe, les SARL et SA Régina - seul filot, lucratif, préservé par la tornade de la banqueroute.

En revanche, l'argumentation de la décision de maintien en détention de Pierre Botton, notifiée le 4 décembre par la cour d'appel de Lyon, éclaire les jongleries financières de l'homme d'affaires lyonnais et de ses associés.

La démarche globale est d'abord ainsi résumée : « Un système consistant à développer une importante facturation, manifestement fautive ou surévaluée, entre les sociétés de son groupe, puis entre ces sociétés et lui-même, destinataire final de fonds très importants ». Suit une première série d'exemples chiffrés : des prestations « discutables » facturées 4,8 millions de francs par 38 Holding à Boisson SA, une avance « injustifiée » de 410 000 F. consentie par Boisson SA à la SCI Apodika, une mystérieuse facture de 925 000 francs payée à la SARL ENFIN ou encore des règlements « contestables » de 1,26 million de francs, 450 000 et 440 000 francs effectués par la SA Régina auprès de la SA MIPI et des SCI Apodika et Helen Roc (la villa cannoise de Pierre Botton).

Troubles à l'ordre public

Les « ponctions » réalisées par Pierre Botton dans les comptes de ses sociétés sont également émaillées d'exemples tirés des expertises. Un chèque de plus de 1 million de francs tiré sur Boisson SA pour des honoraires fantômes, une facturation de 94 880 francs pour la participation à deux assemblées générales et deux « entretiens », des « dépenses somptuaires » au préjudice de Vivien SA, pour plus de 1,7 million de francs « au profit de Pierre Botton et de ses amis appartenant pour partie au monde des médias », 1,148 million de francs d'honoraires fantômes, ici, 1,024 million de francs de « remboursement de frais », ailleurs.

La cour prend également en compte des « factures se rapportant à des activités paraissant éloignées de l'objet social des sociétés ». Exemples : les 260 000 francs payés le 31 octobre 1990 à l'Union sportive de Mably-le-Rei, le modeste club de football dirigé par François-Henri de Virvieu, producteur de « L'heure de vérité » sur France 2, une facture de 593 000 francs réglée par la Lyonnaise des Eaux, d'autres, pour un

montant total de 3,202 millions de francs, payées, en 1990, par la SDEI, filiale de la Lyonnaise des Eaux, en rémunération d'études « bides » (le Monde du 3 décembre). Enfin, la cour souligne les mouvements de fonds en espèces sur les comptes personnels de Pierre Botton : 2,833 millions de francs déposés entre avril 1990 et juillet 1992, 1,975 million de francs retirés entre juillet 1989 et juillet 1992.

Dans ses considérants, la cour rappelle les arguments avancés par les avocats de M. Botton : mise en place du concept Pharminvest consistant à travailler sur l'image et de « nouveaux produits liés à des personnalités des médias » ; souci, tardif, de « limiter la casse » ; nécessité de réaliser les engagements des entreprises encore viables et de rembourser ; « collaboration loyale de l'inculpé à l'enquête », etc. Mais cette énumération n'emporte pas de conviction. Prenant en compte un passif de quelque 25 millions de francs et plus de 4 millions de francs de redressement, les magistrats rejettent la demande de mise en liberté au nom d'un principe essentiel : « De tels agissements qui paraissent avoir eu pour seul objet la satisfaction de l'ambition personnelle sont, dans une conjoncture économique et sociale difficile, de ceux qui troublent gravement et durablement l'ordre public ».

« Je ne suis fait piéger »

Les dépositions faites, mardi 1<sup>er</sup> décembre, par le témoin Yves Mourousi devant le juge sont de nature à créer une autre espèce de trouble. En effet, le directeur des programmes de RMC a quasiment nié en bloc les mises en cause de Pierre Botton. Il les a qualifiées de « fautes de compréhension » et s'est constitué partie civile - en prenant, pour conseil, M. Olivier Giscard d'Estaing, lui-même, « en tant qu'ex-ami et correspondant par l'intermédiaire de Coluche ». « Lorsque j'ai quitté l'agence de communication audiovisuelle ENFIN, avec des copains, assistants

de TF1 (il était alors membre du comité exécutif de TF1), ce n'était pas sérieux », raconte M. Mourousi. D'ailleurs nous n'avons eu qu'un seul client : Woolmark. (...) Nous avons également organisé le grand meeting de Michel Noir, au Palais des congrès de Lyon, pour les municipales de 1989. Yves Mourousi animait lui-même ce meeting. Ensuite, l'ancien présentateur de la « Une » aurait cédé ENFIN à Botton pour 25 000 francs en conservant 2 parts sur 1000. Yves Mourousi s'étonne qu'on ait pu utiliser son nom ultérieurement ; il ne reconnaît aucune des factures - de 237 200, 925 000, 71 160 ou 593 000 francs - qu'on lui impute et affirme s'être contenté de « jeter quelques idées dans le désordre sur l'image de marque des pharmaciens ». Il admet toutefois avoir rencontré Charles Giscard d'Estaing à deux reprises.

Yves Mourousi admet, tout juste, l'existence de certaines « invitations », mentionnées sur le rapport fiscal. « Il est possible que Botton ait envoyé quelques fleurs à ma femme et nous sommes effectivement allés une fois à Montpelier pour inaugurer une maison de retraite, j'ai alors dit un mot après le discours du député-maire Georges Frêche. » Il évoque, au voyage à Morlaix, en 1988, que ne connaît pas M. Botton : « Il avait toujours un jet privé à sa disposition, le croyais que c'était à lui, comme l'hélicoptère qui stationnait dans la villa de Ramatuelle qu'il occupait l'été avec toute la famille Noir ».

Le journaliste, qui a signé, le 19 octobre 1992, une sorte de « reconnaissance de services rendus » que lui avait présentée le chauffeur de Pierre Botton, estime s'être « fait piéger ». De son côté, Pierre Botton a réaffirmé que les prestations d'Yves Mourousi étaient « réelles et effectives » et qu'il « était à la tête du groupe des activités d'ENFIN ».

ROBERT BELLETER

Après la libération d'un chef d'entreprise placé en garde à vue

## Retour au calme à Cayenne

CAYENNE

de notre correspondant

M. Maurice Saint-Pierre, retenu en garde à vue pendant plus de vingt-quatre heures à l'hôtel de police de Cayenne, a été inculqué par le juge d'instruction, vendredi matin 4 décembre, et libéré dans une chaude ambiance populaire. M. Saint-Pierre, victime d'un cambriolage dans son atelier de bâtiments de travaux publics, en état de légitime défense selon lui, blessé mortellement l'un des quatre malfaiteurs, le 3 décembre. Dans la nuit du 3 au 4 décembre, Cayenne avait vécu une dure confrontation entre forces de l'ordre et sympathisants de M. Saint-Pierre, venus le « libérer » d'une garde à vue jugée trop longue (le Monde du 5 décembre).

Après l'intervention positive de M. Antoine Karam, président du

conseil régional, les partis indépendantistes - le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES), le Parti national populaire guyanais (PNPG) - ont « dénoncé l'état français, seul responsable, qui refuse de donner les moyens aux forces locales de sécurité ». M. Elie Castor, député (apparenté PS), président du conseil général de Guyane, a suggéré, dans une lettre adressée à M. Pierre Bérégovoy, « la mise en place d'un comité interministériel chargé d'analyser en profondeur les causes de la situation présente - climat d'insécurité, malaise social permanent... - et d'arrêter rapidement les mesures urgentes nécessaires pour éviter la désintégration, la dégradation du tissu social de la Guyane ».

EDMOND FRÉDÉRIC

A l'occasion d'un colloque sur le franc

## M. Rocard critique violemment le rôle de la Banque centrale européenne

« L'indépendance de la Banque centrale, un dogme qui confine à la sottise », M. Michel Rocard ne mâche plus ses mots. S'exprimant vendredi 4 décembre à Paris à l'occasion du colloque « Du franc singulier à l'écu » organisé par le Comité pour l'histoire économique et financière, l'ancien premier ministre a expliqué que, si la France avait accepté, lors des négociations sur le traité de Maastricht, le projet d'une banque centrale européenne indépendante, c'était pour satisfaire « une condition fantasmagorique allemande ».

Pour le dirigeant socialiste, ce principe de l'indépendance est « dangereux ». « Dans les trente ans qui viennent, nous aurons de lourdes crises, des crises dramatiques de ce type », les responsables politiques risquant de se trouver dans l'incapacité de régler face à l'urgence la situation économique et sociale que pourrait provoquer, au sein des sociétés, le chômage. « Aujourd'hui, en ce moment, on est en train de changer les lois et d'obliger la Banque centrale à agir pour mobiliser les moyens nécessaires », s'est interrogé M. Rocard : « On revient à la-dessus sur le principe de l'indépendance », a-t-il déclaré, évoquant la situation de son voisin de tribune, M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France et l'un de ceux qui fut chargé par le gouvernement Rocard de préparer, au sein du comité Delors, le traité de Maastricht.

S'exprimant sur l'avenir du sys-

tème monétaire européen (SME), M. Rocard a estimé souhaitable « d'en sortir par le haut, avec un nouveau contrat de pays qui marchent plus vite que les autres, mais qui attirent les éléments qui ne sont pas dans le premier cercle ». M. Michel Sapin, ministre de l'économie, de retour de Bonn où il avait participé au sommet franco-allemand, a conclu ce colloque en affirmant que « le calendrier de l'UEM (Union économique et monétaire) sera tenu ».

M. Rocard a eu une autre polémique avec son ami « Jacques », le gouverneur. Il a en effet affirmé avoir été victime, notamment lorsqu'il était à Matignon, des « labours monétaires ». Se référant à des statistiques sur les sept dernières années, il a déclaré : « Nous avons tous dirigé la croissance par la rareté monétaire anticipée ». L'économie française aurait ainsi souffert d'« un assèchement des liquidités ». « Dans la compétition internationale, en particulier avec l'Asie, notre capacité de résistance suppose que nous nous posions le problème du caractère stérilisant de nos théories monétaires », a déclaré l'ancien premier ministre. Rappelant les chiffres de la croissance française et jugeant indispensable de s'appuyer sur les progrès larges de la masse monétaire, M. de Larosière a au contraire estimé que « la politique monétaire française n'avait pas entraîné la croissance ».

ERIK IZRAELWICZ

TENNIS :

finale de la Coupe Davis

## Les Etats-Unis et la Suisse à égalité

Les Etats-Unis et la Suisse sont à égalité après les deux premiers simples de la finale de la Coupe Davis disputés vendredi 4 décembre à Fort-Worth (Texas). La finale avait bien commencé pour les Américains, grands favoris, avec la dixième victoire consécutive d'Andre Agassi dans cette épreuve face à Jakob Hlasek (6-1, 6-2, 6-2). La grande vedette a été le champion olympique Marc Rosset, qui a renouvelé son exploit de Barcelone en battant le numéro un mondial, l'Américain Jim Courier. Après 4 h 23 min d'une partie où il a réussi 27 aces et 15 services gagnants, le Suisse a égalisé pour son équipe en s'imposant 6-3, 6-7 (9-11), 3-6, 6-4, 6-4.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
L'ÉCONOMIE

Avec Le Monde sur Minitel

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12  
ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS  
Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE

Tapez IMP

## SOMMAIRE

### DATES

Il y a quarante ans : le PCF et « l'affaire Marty-Tillon » ..... 2

### ÉTRANGER

L'opération humanitaire en Somalie 3  
Déboires et espoirs de la construction européenne : la révolution culturelle en marche ..... 4  
La situation dans l'ex-Yougoslavie 5  
Jour de fièvre au Congrès des députés russes ..... 6  
La fin du sommet franco-allemand 7

### POLITIQUE

Livres politiques : « Quelques idées de rechange », par André Laurens ..... 8  
Le Conseil d'Etat annule les élections régionales en Guadeloupe ..... 8  
Les travaux parlementaires ..... 9

### SOCIÉTÉ

Le meurtre de Céline Jourdan devant la cour d'assises de l'Isère ..... 10  
Un colloque international à Paris sur la coopération policière en Europe ..... 10  
A l'issue de son congrès à Perpignan, la FEN se dote de nouveaux statuts ..... 11  
Défense : M. Joxe donne son « feu vert » au développement du missile nucléaire M5 ..... 11

### CULTURE

Les Pieds dans l'eau : le dernier épisode de la vie Deschamps ..... 13  
Les Transmusicales de Rennes : la fête est dans les marges ..... 13  
Le Carrefour mondial de la guitare ..... 13  
Béjar fait son cinéma à Lausanne 13

### ÉCONOMIE

Le déficit du régime d'assurance-chômage atteint les 21,5 milliards de francs ..... 15

Les Etats-Unis lèvent les sanctions sur les exportations agricoles européennes ..... 15  
La banqueroute d'une filiale de KIO en Espagne ..... 15  
Revue des valeurs ..... 16  
Crédit, changes, grands marchés ..... 17

### HEURES LOCALES

• Huit régions en quête de solidarité • Paris : retraités baladeurs ; Environnement, les arbres de l'étranger ; Patrimoine, Notre-Dame se modernise • Ile-de-France : Val d'Oise, le château de Théméricourt change de propriétaire ; Val-de-Marne, Nogent grenier de la capitale • Régions : Air France délaisse la province • Rhône-Alpes, les frontaliers réhabilitent le logement social • Dossier : des dossiers pour l'aménagement urbain • Côté : Perpignan, la fin d'une longue pénitence ..... 19 à 26

### Services

Abonnements ..... 2  
Carnet ..... 14  
Météorologie ..... 11  
Mots croisés ..... 9  
Télévision ..... 12  
Spectacles ..... 14  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »  
Le numéro du « Monde » daté 5 décembre 1992 a été tiré à 420 652 exemplaires.

La presse parisienne et la publicité

## Le SPP demande que le « hors-médias » soit inclus dans la loi Sapin

M. Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne (SPP) et directeur délégué du Figaro, a écrit le 20 novembre à tous les parlementaires pour réaffirmer « la pleine et entière approbation » de ce syndicat avec l'objectif de « transparence des relations juridiques et financières entre les acteurs du marché publicitaire » sur la loi Sapin sur la publicité. Toutefois, M. Miot demande que le « hors-médias » (promotion, mailing, marketing direct, etc.) soit soumis « aux mêmes règles ».

Un amendement en ce sens avait été repoussé lors du débat sur la publicité à l'Assemblée nationale (le Monde du 19 octobre).

Il demande aussi que l'on veuille aux « négociations particulières » (abattements tarifaires, par exemple) dont pourraient bénéficier des annonceurs ou des intermédiaires regroupés, qui s'apparenteraient à un « abus de position dominante ».

S'appuyant sur la fusion Matra-Hachette

## Des journalistes de « Var Matin » veulent faire jouer la « clause de cession »

TOULON

de notre correspondant

Les journalistes du SNJ (Syndicat national des journalistes) de Var Matin ont sollicité de leur direction l'ouverture de la « clause de cession » ou de la « clause de conscience » pour les journalistes qui voudraient en bénéficier. Cette demande formulée devant le comité d'entreprise du journal varois, puis devant le comité de groupe, se fonde sur la fusion entre Matra et Hachette.

Pour ce qui est de la première clause, les journalistes SNJ du quotidien départemental (dont le groupe Hachette a pris le contrôle en juin 1987) arguent d'une « modification substantielle dans l'actionnariat de la société ». Pour

la seconde, ils « estiment contraire à leur conscience d'appartenir demain à une entreprise qui vend aussi des canaux ».

Les directions générales du groupe La Provence (dont Var Matin fait partie) et du groupe Hachette ont refusé d'accéder à ces demandes et d'accorder les conditions avantageuses - un mois de salaire par année d'ancienneté - accompagnant ces éventuels départs volontaires ; d'autant que le quotidien a déjà déboursé 5,6 millions de francs en 1991 pour accompagner des départs volontaires de journalistes et ouvriers du Livre, en vue de trouver un meilleur équilibre financier.

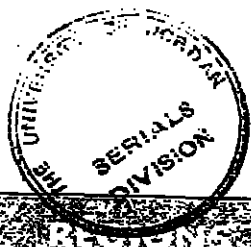
JOSÉ LENZINI





هكسان الثماني

# Le Monde



**Le retour au calme à la capitale**  
Les Parisiens ont retrouvé leur rythme de vie après les fêtes de Noël. Les rues sont moins bondées, les transports sont moins encombrés. Les Parisiens ont retrouvé leur rythme de vie après les fêtes de Noël. Les rues sont moins bondées, les transports sont moins encombrés.

**Le poids économique de l'Île-de-France**  
Le poids économique de l'Île-de-France est un obstacle à l'élaboration d'un contrat avec des voisins toujours très envieux de la réussite du grand frère.

**Des outils pour l'aménagement urbain**  
Pour bâtir les collectivités ont besoin de services-conseils.

**Perpignan : la fin d'une longue pénitence**  
L'heure du réveil européen a sonné pour la métropole catalane.

■ 20 Innovation ■ Statistiques ■ Agenda ■ Nominations ■ Formation ■ Propos ■ 25 Débat ■ Portrait ■ Livres ■ Courrier ■

## HEURES LOCALES

### HUIT RÉGIONS EN QUÊTE DE SOLIDARITÉ

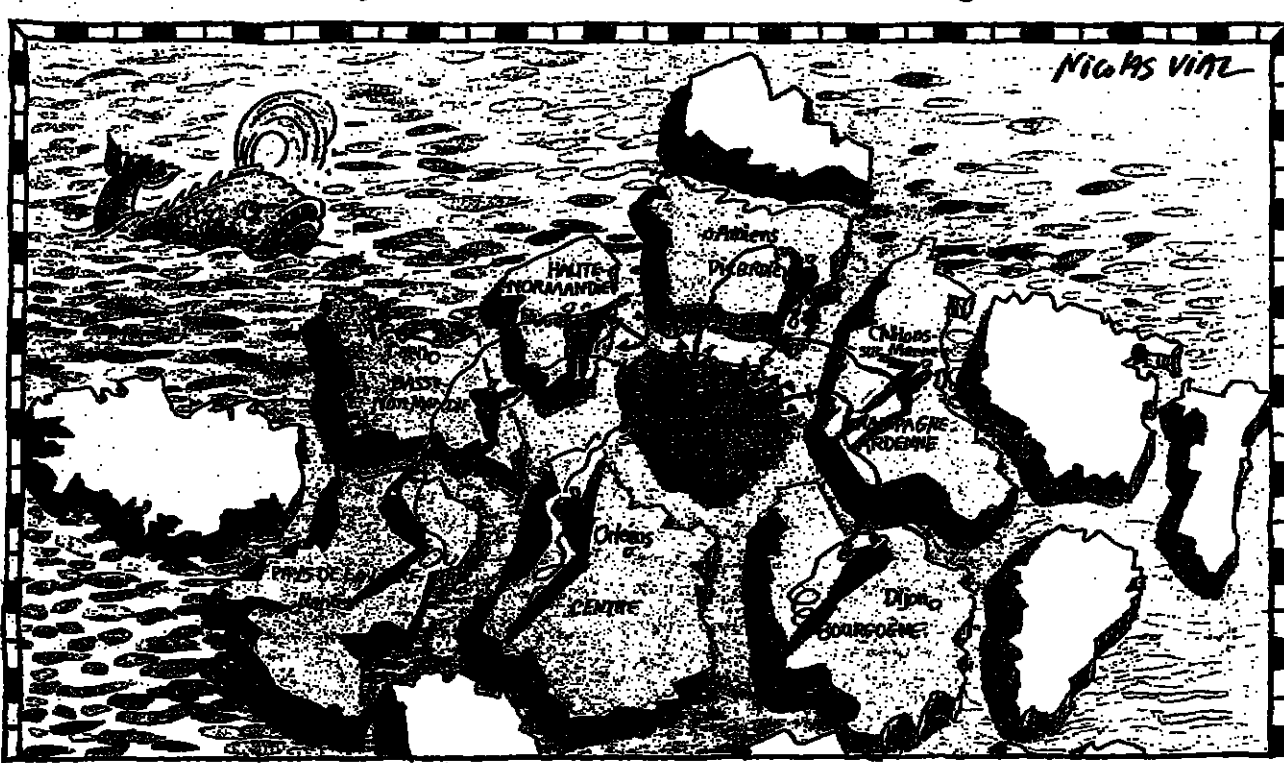
Le poids économique de l'Île-de-France est un obstacle à l'élaboration d'un contrat avec des voisins toujours très envieux de la réussite du grand frère

Le « scénario des huit » verra-t-il le jour ? Il devrait constituer la réponse des présidents des régions du Grand Bassin parisien (1) à ce qu'ils appellent les « insuffisances » du Livre blanc de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), présenté au printemps. Deux ans après la création de leur conférence permanente, ces élus ont cependant des difficultés à traduire leur solidarité, ainsi que l'a montré leur dernière réunion, jeudi 26 novembre à Rouen.

Les prochaines échéances électorales, comme le processus en cours d'élaboration d'un XI<sup>e</sup> Plan qui conditionnera les contrats Etat-régions 1994-1998, justifient la volonté de Charles Baur (UDF-FR), président de la conférence et de la région Picardie, d'aboutir à des propositions avant la fin de l'année. Mais « l'objectif sera difficile à atteindre », a prévenu Michel Giraud (RPR), président de la région Île-de-France, engagé dans une difficile négociation avec l'Etat sur le projet de schéma directeur (SDAURIF).

Les présidents des régions du Grand Bassin parisien sont d'accord pour dénoncer « l'abandon depuis dix ans d'une politique cohérente d'aménagement du territoire ». Antoine Rufenacht (RPR), président de Haute-Normandie, et M. Baur ont qualifié, en termes aussi peu diplomatiques que possible, les propositions de la DATAR, ils évoquent « erreurs stratégiques, déception et inquiétude, scénario de l'inaacceptable ». Jean-Pierre Dupont, délégué à l'aménagement du territoire, en regrette d'être venu à Rouen « sans son gilet pare-balles ». Car si les hypothèses de développement à l'horizon 2015 présentées par la DATAR s'inscrivent dans une dimension européenne, dont personne ne conteste qu'elle sera l'enjeu des prochaines années, ces trois « scénarios » s'appuient sur des réseaux de villes, plutôt que sur des régions. Et celles-ci voudraient générer un « surcroît de développement » et non se contenter de « répartir les richesses existantes ».

Le schéma directeur d'Île-de-France (SDAURIF) a aussi été l'occasion de relancer l'éternel débat sur l'hégémonie de la région-capitale. Elle serait confortée par les orientations présentées par les pouvoirs publics dans ce document d'aménagement. On a ainsi beaucoup parlé des infrastructures routières ou ferroviaires et du développement de Roissy. Le SDAURIF fait de cette zone au nord de Paris un « centre d'envergure européenne » qui disposera de tous les équipements pour attirer de nou-



velles activités. Un tel projet pourrait réduire à néant les efforts des élus de la vallée de l'Oise pour développer leur région. Une « bavure » aux yeux de la DATAR, qui se targue d'avoir élargi l'association Oise-la Vallée, créée par Jean Ancian (PS) et Philippe Marini (UDF), maires de Creil et Compiègne, à tous les élus concernés du département et de la région Picardie.

#### Partager les richesses

M. Giraud évoque la nécessité d'un troisième aéroport international, en dehors des frontières de l'Île-de-France, pour éviter que le trafic de Charles-de-Gaulle n'atteigne le chiffre de 80 millions de passagers, annoncé par Aéroports de Paris. Toutes les régions du Bassin parisien se disputent aujourd'hui cette hypothétique implantation, car la compétition reste la règle. Si certaines régions coopèrent, la loi sur l'administration territoriale de la République n'envisage d'entente interrégionale qu'à quatre partenaires au maximum. Une nouvelle structure, type « grande région du

Bassin parisien », n'ajouterait qu'un échelon de plus dans des structures administratives déjà complexes. Les régions voisines de l'Île-de-France ont le sentiment d'avoir peu profité du développement économique que l'on a pu observer ces dernières années. « L'industrialisation s'est généralement arrêtée à l'implantation des sites de production et n'a été que rarement accompagnée par la délocalisation des centres de décision. L'attractivité des régions du Bassin parisien ne vient qu'après les pôles situés dans la périphérie de l'Hexagone », indique le document de travail de la conférence. Un constat qui conduit M. Baur à évoquer à nouveau le « désert français », en décrivant des campagnes où vivent moins de 20 habitants au km<sup>2</sup> à 70 km de Paris, et qui permet à Maurice Dousset (UDF), président de la région Centre, cette mise en garde : « Nous ne voulons pas que nos régions deviennent des réserves d'Indiens pour Franciliens en mal d'exotisme ».

L'Île-de-France est à l'étroit dans ses frontières, mais les autres régions ne se satisfont pas d'une coopération réduite, par exemple, aux parcs naturels. Elles veulent un partage des richesses. La mise à

disposition par l'Île-de-France des moyens de l'Agence pour l'implantation des entreprises est un geste symbolique qui engage peu de moyens. Les sociétés internationales qui choisissent l'Île-de-France sont attirées par la conjonction d'un réseau de transports, de centres de formation et d'équipements culturels, que ses voisins peuvent difficilement égaler.

Le renforcement des liaisons entre les métropoles régionales et les pôles d'excellence de la région parisienne, qui pourrait amorcer le rééquilibrage économique au sein du Grand Bassin parisien, nécessitera une intervention de l'Etat. Et si les présidents de région rappellent leur responsabilité et leurs compétences dans ce domaine, ils pourraient reprendre la proposition de Michel Giraud : « Un texte qui s'impose à tous et qui permette de dépasser les intérêts particuliers ».

de notre envoyé spécial à Rouen  
Christophe de Chenay

(1) Basse-Normandie, Bourgogne, Centre, Champagne-Ardenne, Haute-Normandie, Île-de-France, Pays de la Loire, Picardie.

#### Stade

Les ultimes hésitations de Pierre Bérégovoy pour désigner le site du Grand Stade ressemblent à un aveu. Le premier ministre ne s'est prononcé qu'à regret, faute d'une solution satisfaisante. Entre un dossier - Sénart - qui ne plaît pas aux sportifs et Nanterre, qui soulève trop de difficultés techniques, il devait tenter de trouver le moins mauvais. En confirmant le choix de Sénart, le premier ministre a finalement repris à son compte le souci de Michel Rocard de rééquilibrer l'Île-de-France vers l'est.

Mais cette volonté, jointe à des arrière-pensées politiques, suscite des interrogations. Un grand stade est-il suffisamment structurant pour faire décoller la ville nouvelle de Sénart ? Le président du conseil général de Seine-et-Marne préférerait des équipements créateurs d'emplois.

Un réel souci d'aménagement du territoire aurait conduit à situer ailleurs qu'en région parisienne une enceinte de 80 000 places, dans un lieu où les habitants se rendent plus volontiers aux matches. A Marseille, par exemple, où le public est nombreux chaque week-end et où un tel équipement fait défaut.

Une dizaine de manifestations sportives par an ne draineront pas les foules d'une finale de Coupe du monde. La formule actuelle du Grand Stade de Sénart semble donc vouée au déficit. Qui la comblera ? Les négociations qui vont s'ouvrir entre l'Etat, les collectivités territoriales et les investisseurs privés vont sans doute ressembler à une partie de mistigri, chacun essayant de laisser l'autre prendre les risques financiers.

Le projet n'est donc pas encore tiré d'affaire. Le gouvernement issu des législatives de 1993 ne pourra éluder la question cruciale : la France a-t-elle réellement besoin d'un grand stade ?

Jérôme Fanoglio

### PARIS RETRAITÉS BALADEURS

Naguère ils partaient en province dès la fin de leur activité salariée ; aujourd'hui ils mènent double vie

Sur cent Parisiens prenant leur retraite une vingtaine ont un comportement bizarre. Un mode de vie qui déroute les observateurs et bouscule les idées reçues. Pour profiter de leur nouveau statut, ils ne s'établissent ni à Paris, ni en province. Ils ne passent qu'un peu plus de la moitié de l'année dans la capitale et le reste dans leur résidence secondaire, chez leurs enfants, en voyage à l'étranger. Bref, ce sont des retraités baladeurs qui mènent une double vie, tantôt rats des villes, tantôt rats des champs.

Le néo-nomadisme des pères tranquilles a été mis en lumière par deux chercheurs du CNRS qui ont analysé les

déménagements des retraités de la région parisienne vers les années 70, puis quinze ans plus tard, en 1987 (1). Leurs deux échantillons, l'un de 1 371 sujets, l'autre de 793 personnes sont assez étoffés pour qu'on les tienne pour représentatifs.

Il est vrai qu'à l'heure de la retraite, les Parisiens ont depuis longtemps une attitude qui tranche avec celle de leurs collègues du reste de l'Hexagone. Qu'ils soient nés de la France profonde ou purs enfants des bords de Seine, les voilà soudain tenaillés par l'envie de partir. Durant l'entre-deux-guerres, une étude menée auprès des employés des sociétés de transport avait déjà montré que la moitié d'entre eux se

retraient en province. En 1961, une autre investigation indiquait que 40 % des Parisiens de 50 à 60 ans interrogés sur leurs projets d'après cessation d'activité envisageaient de quitter l'Île-de-France.

#### Une manie typiquement francilienne

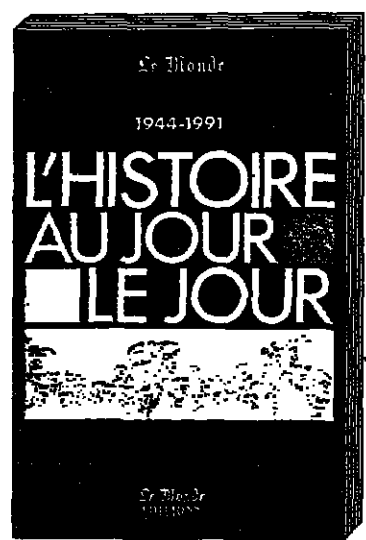
Plus récemment les deux sociologues du CNRS ont pu suivre le sort des Franciliens qui ont pris leur retraite en 1972. Près du tiers ont effectivement déserté les rives du fleuve, quelques-uns pour regagner leurs pays d'origine (Portugal, Italie, Algérie), la plupart pour chausser leurs charentaises

en province. Pour l'essentiel, ils ont déguerpi dans les cinq ans qui ont suivi leur cessation d'activité et si certains reviennent (8 %), c'est en moyenne vers 73 ans et le plus souvent parce qu'ils ont perdu leur conjoint.

Cette manie du départ est typiquement parisienne. En terme savant, on dit que le taux de migration des retraités franciliens est deux fois supérieur à celui des provinciaux. En outre, elle concerne toutes les classes sociales sans distinction. S'il faut faire un distinguo il est à l'inverse de ce que l'on constate partout ailleurs. En région parisienne ce sont les contremaîtres, employés et ouvriers qualifiés qui partent le plus (34 %) et les cadres supérieurs le moins (24 %).

Marc Ambroise-Rendu  
Lire la suite page 22

(1) Les migrations de retraite des Parisiens par Françoise Cribier et Alexandre Kyek, paru dans la revue Population du mois de mai-juin 1992.

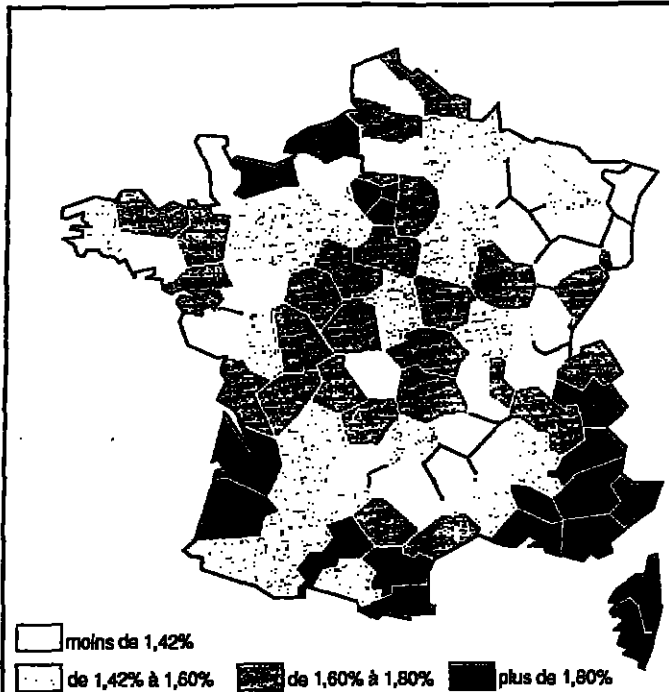


Le Monde EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde  
Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

## STATISTIQUES



## L'administration locale

En janvier 1990, les collectivités locales comptaient 1 277 000 personnes travaillant, pour les quatre cinquièmes, dans les communes et, pour les autres, dans les départements et les régions. La carte présente le taux d'administration locale pour 100 habitants, et met en évidence le fait que cette proportion n'est pas directement liée à l'importance des agglomérations ou de la population. La région Alsace en est un exemple.

Les effectifs de la fonction publique territoriale ont doublé en vingt ans, mais leur croissance s'est ralentie avec la décentralisation.

(Source : direction générale des collectivités locales)

## CULTURE ET DÉVELOPPEMENT

## COLLECTIVITÉS ET COOPÉRATION AVEC L'AFRIQUE

Au-delà des jumelages, les échanges peuvent permettre un dialogue entre des communautés différentes

EMPÊTRÉ pendant près de trente ans dans les soupçons de néocolonialisme, le dialogue culturel entre la France et l'Afrique au sud du Sahara semble vouloir renaitre grâce aux collectivités. De commune à commune, avec les jumelages, ou par le biais des associations, les initiatives commencent à foisonner. Surtout, elles sont nombreuses pour que l'association Culture et développement (1) les recense et organise un colloque « Dialogue culturel Nord-Sud et collectivités territoriales », fin novembre à Marseille, pendant lequel les différents partenaires ont évoqué leurs expériences.

L'Etat demeure l'acteur principal en matière de coopération culturelle, mais le monopole s'effrite. Les collectivités, comme les y autorise la loi de février 1992, jouent la carte de la décentralisation. Par souci de solidarité, par raison, par amour pour d'autres cultures. Il en est ainsi du cinéma français qui s'ouvre au pôle de création que représente l'Afrique, explique Dominique Wallon, président de Culture et développement. Le sang nouveau de l'Afrique peut sortir le Vieux

Continent européen de sa léthargie.

Quand il le faut, raison et solidarité se prennent la main pour ceux qui, comme Jean-Claude Faure, directeur du développement au ministère de la coopération et du développement, estiment que l'identité culturelle aide à tenir debout les peuples qui traversent des crises économiques graves. La ville d'Angers, qui tisse des liens avec Bamako (Mali) ne le démentira pas. Aujourd'hui l'art se décline sur un mode mondial, et il existe des artistes, comme Philippe Mouillon, plasticien grenoblois, instigateur d'une opération « Facades imaginaires », à laquelle ont participé des créateurs de tous les continents, pour qui la différence des regards représente une chance.

Ces échanges permettent de lutter contre le rejet des banlieues. La connaissance donne des chances à l'acceptation. Une ville gagne quand le rap se mêle au rock. Montrer aux communautés africaines que leurs compatriotes réalisent aussi des films de qualité, c'est redonner de l'espoir à des jeunes qui manquent d'horizon. Les amoureux, eux,

n'ont pas besoin de raisons à leur besoin d'Afrique. Ils ne sont pas forcément les initiateurs, mais soutiennent les fous qui, comme les organisateurs du Festival des musiques métisses d'Angoulême, partagent leurs coups de cœur.

## Coup de pousse

Les créateurs africains existent, en témoignent le Festival panafricain du cinéma ou celui du théâtre organisé à Onagadougou (Burkina). Mais ils ont du mal à vivre. Manque de matériel et budgets croulants pour le cinéma, peu de studios d'enregistrement pour la musique. Le coup de pousse des collectivités françaises pour ouvrir un studio d'enregistrement, pour soutenir une association gérante d'une salle de cinéma ont, dans ce contexte, une valeur inestimable.

Sans faire un catalogue à la Prévert, l'apport de festivals comme celui des francophonies à Limoges, des musiques métisses d'Angoulême ou d'été à Nantes est essentiel pour permettre une meilleure connais-

sance des différentes cultures. Ces échanges sont plus prestigieux que ceux, nombreux, organisés dans le domaine de la lecture. « Envois de livres, formation de bibliothécaires, partenariat ou jumelage de bibliothèques. C'est pour le livre et la langue française que les collectivités se mobilisent le plus », explique Francisco d'Almeida, chercheur à Culture et développement.

Expédier des livres en Afrique peut paraître simple. Les partenaires du jumelage Angers-Bamako ou ceux des échanges entre le département de la Haute-Marne et la ville de San, au Mali, en ont souligné les obstacles. La collecte des livres usagés est un piège, car la rencontre entre un ouvrage et son lecteur est une histoire d'amour sur tous les continents. Les cartons de livres abandonnés et les rayons d'ouvrages désaffectés, parce qu'ils ne correspondent pas au public, continuent d'être d'actualité.

L'échange exige une motivation de part et d'autre, et une bonne connaissance des besoins de chacun. Or, les bibliothécaires du Sud ne possédant pas de catalogues des ouvrages qui paraissent en Europe, un exemple qui laisse entrevoir l'étendue de la tâche qui attend les collectivités du Nord.

de notre envoyée spéciale à Marseille  
Christiane Chornbeau

(1) Culture et développement, 9, rue de la Poste, 38000 Grenoble. Tél : (06) 76-46-80-29.

## AGENDA

■ Intercommunalité. - « Développement local et intercommunalité », tel est sans doute le thème le plus souvent retenu au hit-parade des colloques. Cette fois, c'est l'Institut national de formation professionnelle (INFC) qui invite l'ensemble des élus de Champagne-Ardenne à venir y réfléchir le mardi 8 décembre, à Reims. Des ateliers permettront d'aborder les différents aspects du développement local : sociaux, culturels, économiques, écologiques et financiers, et bien sûr les apports de la loi du 6 février 1992.

■ Rencontres européennes de l'entreprise. - Plus de mille chambres de commerce et d'industrie de toute la communauté vont être représentées à Nice du mardi 8 au vendredi 11 décembre, à l'occasion d'Europa 92. Forums, ateliers et conférences doivent se succéder au cours de ces rencontres inter-CCI qui « permettront de générer un puissant courant d'échange et de communication entre chefs d'entreprise ».

■ Renseignements au (06) 93-13-73-93.

■ Politique des villes. - L'Association des maires de France (AMF) a choisi le thème des villes : « Quels défis ? quels acteurs ? », pour son colloque qui a lieu à Valence, les jeudi 10 et vendredi 11 décembre. Inté-

grer l'environnement dans la politique municipale, assurer la priorité aux transports en commun, rendre la culture et le sport accessibles à tous, s'appuyer sur le commerce pour redynamiser le centre-ville, agir ensemble pour l'insertion, sont les cinq questions auxquelles s'efforceront de répondre des élus, des représentants d'associations, des universitaires et des fonctionnaires.

■ Renseignements au (06-1) 44-18-14-14.

■ Congrès des directeurs d'associations de maires. - L'Association nationale des directeurs et assimilés d'associations de maires (ANDAM) organise son premier congrès jeudi 10 et vendredi 11 décembre, à La Rochelle. L'ANDAM, qui existe depuis un an, rassemble la trentaine de directeurs d'associations départementales de maires de l'AMF. Revivifiées depuis 1993 (le Monde daté 22-23 novembre), ces associations d'élus se sont professionnalisées. Leurs directeurs exercent la fonction de conseils juridiques et assurent de véritables permanences téléphoniques juridiques. Leur congrès portera sur l'Europe et les procédures communautaires destinées aux collectivités locales, ainsi que sur le fonctionnement des associations départementales de maires. L'ANDAM est présidée par Michel Ocytko, directeur de l'Association départementale d'Indre-et-Loire.

■ Renseignements au (06) 37-35-10-33.

■ Nouvelles technologies et aménagement du territoire. - La Fondation Sophia-Antipolis, Franco-Télécom, la région Provence-Côte d'Azur et la CEE organisent, à Valbonne, un colloque intitulé « Technologies, télétravail et développement de l'espace rural ». La journée du vendredi 11 décembre sera plus particulièrement consacrée aux apports du travail à distance dans l'aménagement du territoire. Des expériences concrètes devaient être abordées : centre de télétraduction de Lunéville, téléactivité dans le Lot-et-Garonne, etc.

■ Renseignements au (06) 93-65-30-00.

■ Biocarburants. - Les Verts organisent une journée d'étude sur les biocarburants, le samedi 12 décembre, à Paris. De la filière colza-ester à celle de l'éthanol, l'assemblée devrait aborder les aspects techniques, les enjeux et les conséquences sur l'environnement de la biocombustion.

■ Renseignements au (06-1) 49-08-97-44 ou au (06) 88-60-33-58.

■ Assises du monde paysan. - Génération Ecologie organise des assises du monde paysan à Masgranges, près de Royère-de-Vassivière (Creuse), le samedi 12 et le dimanche 13 décembre. Au programme : le rôle des agriculteurs dans la société française, l'incontournable PAC (politique agricole commune) et, bien sûr, l'écologie.

## PROPOS

## ■ ASSOCIATIONS

« Je respecte les associations, elles ont le droit de se fonder... Mais si on m'attaque dans la forme, comme on l'a fait à Tours, cinq ou six fois, devant le tribunal administratif, il faut se défendre et contre-attaquer. J'ai aussi le droit de susciter la création d'autres associations. »

Jean Royer, maire de Tours, la Nouvelle République du Centre-Ouest, du 27 novembre.

## ■ FORMATION

« Le CNFPT n'a pas la prétention de vouloir tout faire, nous sommes amenés à travailler avec d'autres partenaires. Nous pouvons même dire que nous organisons la concurrence, puisque 50 % du volume d'actions pédagogiques est sous-traité. »

Raymond Vaillant, président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), la Gazette, du 30 novembre.

## ■ IMPOT

« L'évaluation correcte des bases d'imposition est en soi un élément essentiel d'une répartition équitable de l'impôt et donc de la justice fiscale. »

Martin Malvy, ministre du budget et maire de Figeac, Libération du 1<sup>er</sup> décembre.

■ Renseignements au (06) 55-64-71-65 ou au (06-1) 47-72-52-78.

■ Les finances locales en Europe. - L'Union des dirigeants territoriaux européens (UDITE), que préside Gérard Combe, ancien secrétaire général de la ville de Nancy, organise un colloque sur « Les finances locales en Europe », les samedi 12 et dimanche 13 décembre, à Sigües, station balnéaire espagnole. L'UDITE réunit des cadres territoriaux de dix pays européens.

■ Renseignements au (06) 83-37-20-94.

■ Consolidation des comptes. - La Maison des collectivités locales, société de conseil dirigée par Christian Julien, ancien député général de la Fondation pour la gestion des villes et des collectivités territoriales, organise, avec la participation d'un consultant, Michel

Une centaine de ces fonctionnaires doivent étudier l'organisation des collectivités locales européennes, ainsi que le statut de leurs dirigeants.

■ Renseignements au (06) 83-37-20-94.

■ Consolidation des comptes. - La Maison des collectivités locales, société de conseil dirigée par Christian Julien, ancien député général de la Fondation pour la gestion des villes et des collectivités territoriales, organise, avec la participation d'un consultant, Michel

Klopfer, une journée d'études sur la consolidation des comptes, mercredi 16 décembre, à Paris. Les intervenants appelleront les dispositions de l'article 13 de la loi sur l'administration territoriale de la République.

■ Renseignements au (06-1) 45-35-00-90.

## FORMATION

■ Management du développement territorial. - Le groupe des écoles supérieures de commerce de Normandie propose aux cadres de collectivités locales une série de séminaires dans son centre de Caen. Le programme en est assez complet : finances locales, marketing, législation de la Communauté de Bruxelles et de ses aides financières, etc. L'actuelle session aborde les aspects méthodologiques de la gestion de projets de développement territorial, les lundi 7 et mardi 8 décembre.

■ Renseignements au (06) 31-47-40-20.

## NOMINATIONS

■ Jean Gayas président des ingénieurs territoriaux. - Jean Gayas a été élu à la présidence de l'Association des ingénieurs des villes de France (AIVF), le 21 novembre, pour un mandat de deux ans. M. Gayas, directeur général des services du district de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), préside l'AIVF depuis 1990. L'association revendique

3 000 adhérents sur les 4 000 ingénieurs que compte la fonction publique territoriale. Elle défend le statut de cette catégorie de personnel pour laquelle elle a obtenu un régime indemnitaire très favorable. L'AIVF édite une revue mensuelle, *Génie urbain*, qui fête son trentième anniversaire, mardi 15 décembre à Paris, en organisant une série de débats sur le génie urbain, l'aménagement du territoire et l'environnement.

■ Renseignements au (06-1) 42-45-81-82.

## PUBLICATIONS

■ Ecologie en Aquitaine. - « L'Aquitaine mise sur le vert » mais la pollution n'y est pas moindre qu'ailleurs. Les Aquitains respirent un air plutôt propre, mais ils sont confrontés à des problèmes d'eau dus à l'usage des nitrates et des pesticides en agriculture. Enfin la région héberge 10 % des entreprises classées « Seveso », concentrées sur le site de Lacq (Pyrénées-Orientales) et dans l'estuaire de la Gironde. Ces conclusions ressortent de la dernière livraison d'*Aquitaine Eco*, revue annuelle publiée par le journal *Sud-Ouest*. Le dossier 1993 est consacré à l'environnement, mais *Aquitaine Eco* ne se contente pas d'un bilan en demi-teinte et recense aussi les innovations et les emplois.

■ *Aquitaine Eco*, 8, rue de Cheverus, 33094 Bordeaux. 85 F.

## FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX

## LE CONSEIL D'ÉTAT VALIDE LES PRIMES

APRÈS avoir opposé pendant près de deux ans un grand nombre d'élus locaux au gouvernement, l'« affaire des primes » vient de connaître son épilogue juridique. Le Conseil d'Etat a rejeté, le 27 novembre, les requêtes pour excès de pouvoir déposées contre le décret sur le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux, dit « décret du 6 septembre » (le Monde daté 8-9 septembre 1991).

Dans ses conclusions, le commissaire du gouvernement rappelle que la loi du 28 novembre 1990, à laquelle s'applique le décret, prévoit que les collectivités locales ont désormais le pouvoir de fixer les régimes indemnitaires de leurs agents, « dans la limite de ceux dont bénéficient les diffé-

rents services de l'Etat ». Une telle formulation « limite d'elle-même la liberté des élus », estime le commissaire du gouvernement.

La loi établit en effet des équivalences entre fonction publique d'Etat et fonction publique territoriale. Toutefois, elle n'en précise pas la nature. Elle autorise donc des interprétations fantaisistes. Ainsi, le cantonnier peut-il revendiquer le régime indemnitaire du trésorier payeur général.

La loi n'est pas suffisamment « précise » pour être appliquée sans décret. Il faut qu'un texte réglementaire vienne expliciter les équivalences entre les grades des cadres d'emploi de la fonction publique territoriale et ceux des corps de la fonction publique d'Etat. Tel est

l'objet du décret du 6 septembre. Il compare les agents de la filière technique aux fonctionnaires des services déconcentrés du ministère de l'Équipement, et ceux de la filière administrative aux employés des préfectures. Une exception est faite pour les administrateurs territoriaux, comparés aux administrateurs civils de l'Etat.

Contrairement aux requérants, qui contestent la référence aux administrations « déconcentrées », le Conseil d'Etat estime que les choix opérés par le gouvernement « ne sont manifestement pas entachés d'erreur d'appréciation (...). la proximité géographique, technique et statutaire entre ces deux catégories de fonctionnaires étant très grande ».

Le Conseil d'Etat juge toutefois que la liste des régimes indemnitaires de référence publiée en annexe au décret ne doit être qu'« indicative ». De nombreuses primes non mentionnées restent donc transposables, sous le contrôle du juge administratif.

R. Rs.

## INNOVATION

## Les transats de Porticcio

« Les bancs allient le bleu de la mer et le blanc de l'écumure. Leurs pieds évoquent une rumeur de dauphin. » Le catalogue de Stradal, une entreprise spécialisée dans le mobilier urbain, ne résiste pas à une certaine emphase pour présenter les modèles fabriqués pour la petite ville de Porticcio (Corse-du-Sud). Il est vrai que ces élégants bancs publics, disposés face au front de mer, rappellent les transats en toile, au confort propice à la sieste.

Les bornes anti-stationnement sont de gros galets en forme d'ailerons, et les poubelles, qui seront installées l'année prochaine, devraient ressembler à « des amphores renversées par le vent ». Porticcio, jolie station balnéaire à 15 kilomètres au sud d'Ajaccio, passe de 1 900 habitants en hiver à plusieurs milliers d'estivants pendant la belle saison. Elle fait partie de la com-

mune de Grosseto-Prugna, dont le maire est, depuis 1980, José Rossi (UDF), également président du conseil général. Celui-ci a voulu, il y a deux ans, donner une identité à ce front de mer coincé entre la route et la plage.

Dans un premier temps, les réseaux aériens de lignes électriques et téléphoniques ont été supprimés, les paillasses de plages ont été enlevées, les promenades ont été recouvertes de planchers d'iroko, les conteneurs pour les déchets, « qui rappellent trop Paris aux touristes », ont été cachés. Michèle Barbé et Pierre Adoué, les deux architectes d'Ajaccio, chargés de réaménager le site, ont ensuite cherché à traduire « l'originalité revendiquée de la Corse » dans différents aménagements. Ils ont fait élever des murs de pierre et des glacis de béton sur les jetées.

Peu satisfaits des gammes présentées dans les catalogues

des fabricants, ils ont ensuite dessiné, en collaboration avec Mind Movers Design, des designers parisiens, un mobilier urbain spécifique. Ce sont ces « bancs-transats », ces « bornes-ailerons » et ces « poubelles-amphores » qui veulent évoquer les vacances, la mer et la richesse du patrimoine.

La rencontre fortuite avec Didier Bondué, directeur commercial de la branche collectivités de Stradal, a permis de confier à cette société spécialisée dans les « produits d'environnement » la fabrication de ces modèles originaux. Cette entreprise affirme en effet pouvoir « offrir une solution adaptée aux besoins spécifiques de chaque ville ».

L'ensemble des aménagements de Porticcio a coûté plus de 6 millions de francs à la commune.

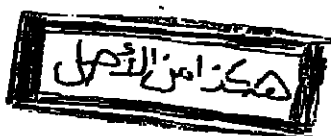
C. de C.

TRANSPORTS AÉRIENS  
AIR FRANCE DÉ

LES FRONTALIERS  
VOTENT « OUI »

STRASBOURG  
LE LOGEMENT





REUNIONS LOCALES

## RÉGIONS

### TRANSPORTS AÉRIENS

# AIR FRANCE DÉLAISSE LA PROVINCE

Confrontés au désengagement de la compagnie nationale, des aéroports se tournent vers des sociétés concurrentes

LES régions françaises souffrent de la politique du groupe Air France. Confrontée à des pertes considérables et à une concurrence de plus en plus forte, l'entreprise publique a commencé à fermer ses lignes les plus déficitaires et à se concentrer sur sa plate-forme parisienne. « C'est ainsi que, après le regroupement avec UTA, la compagnie nationale a abandonné cinquante lignes de la province vers l'étranger en novembre 1990 et que ce chiffre s'approche aujourd'hui de quatre-vingts », remarque Gilbert Stelard, président de l'Union des chambres de commerce et d'établissements gestionnaires d'aéroports (UCCGA).

Résultat, la desserte aérienne

de la province est mal adaptée aux nécessités de l'économie régionale, estiment les chambres de commerce et d'industrie (CCI), gestionnaires d'aéroports. De plus la compagnie nationale ne remplit plus le rôle qui devrait être le sien dans l'aménagement du territoire. « Nous ne reprochons pas à Air France d'avoir une politique d'entreprise, estime M. Stelard. Mais ce désengagement doit être compensé par des compagnies concurrentes et nous devons pouvoir faire venir d'autres opérateurs sur nos aéroports ».

La chose n'est pas toujours facile. Il faut trouver des compa-

gnies qui soient intéressées par ces lignes. Les pouvoirs publics ne leur facilitent pas forcément la tâche, estiment des présidents de chambre, en premier lieu celle de Marseille. « Nous réclamons l'ouverture de la ligne Marseille-Orly à la concurrence à partir d'avril 1993, mais nous nous heurtons à la protection dont bénéficie le groupe Air France auprès des pouvoirs publics », assure Henri Roux-Alezaïs, président de la CCI de Marseille.

Alors que l'aéroport de Nice a obtenu une desserte sur Orly, à la suite du regroupement des compagnies Air Inter, Air France et UTA, celui de Marseille n'a reçu d'autorisation que sur l'aéroport de Roissy, de moindre intérêt pour la clientèle. Avec trois cent mille passagers en 1991, la desserte Marseille-Charles-de-Gaulle

n'est pas en mesure de rivaliser avec les 1,8 million de voyageurs vers Orly. « Nous ne pouvons pas dépendre d'un cordon ombilical unique », proteste M. Roux-Alezaïs.

### Une centralisation excessive

« Nous sommes d'accord pour convenir qu'Air France ne doit pas être au service des régions, mais il faut nous laisser une certaine liberté pour faire venir des compagnies concurrentes françaises ou européennes », rétorque M. Stelard, qui, en tant que président de la chambre de commerce de Nice, souhaite l'ouverture de son

aéroport à une autre ville américaine que New-York ainsi qu'à une ville asiatique.

L'aéroport de Bordeaux illustre bien la décision du groupe Air France de « rabattre » la clientèle de province sur sa plate-forme de Paris. En deux ans, douze destinations étrangères, dont New-York, Fort-de-France ou Alger, ont été supprimées pour être finalement reprises par huit compagnies concurrentes de manière rentable, affirme André Bouchet, président de la commission des transports de la CCI de la capitale aquitaine. La liaison Bordeaux-Londres a été en partie abandonnée à British Airways, qui assure aujourd'hui deux fréquences par jour contre une seule pour Air France, alors que c'était l'inverse en janvier 1990. « L'obligation de transférer par Paris ne convient pas du tout à notre ville et aux besoins des entreprises », note-t-il.

Nantes, qui souffre de la même façon de la « centralisation excessive » d'Air France sur la capitale, a cherché elle aussi des solutions extérieures pour répondre à ses besoins. Le vol direct hebdomadaire qui assurait la compagnie nationale depuis octobre 1989 a été remplacé deux ans plus tard par un pré-acheminement à l'aéroport Charles-de-Gaulle. Cette modification s'est accompagnée d'une chute importante du trafic, et les responsables de l'aéroport n'ont eu de cesse de trouver un remplaçant de la liaison. « Nous avons finalement trouvé la compagnie Air Martinique qui va démarrer la desserte à partir du 20 décembre », note Michel Benoit, directeur de l'aéroport de Nantes, ce qui montre que sans Air France on peut aussi faire des choses.

A Tarbes, c'est Air Inter, filiale d'Air France, qui ne répond pas aux attentes des responsables de la gestion de l'aéroport. Cette ville, qui ne dispose que d'une seule rotation vers Paris en milieu de journée, assiste impuissante à la fuite de trafic vers l'aéroport de Pau, mieux desservi. Y a-t-il place pour deux aéroports situés à 35 kilomètres l'un de l'autre? Oui, affirment les responsables de la CCI de Tarbes, qui mettent en avant la vocation religieuse et touristique de Lourdes. Non, répondent ceux de Pau, fiers de leur clientèle d'affaires (le Monde daté 6-7 septembre). Ces deux aéroports sont proches des Pyrénées, mais l'un est en Bigorre et l'autre en Béarn, deux provinces dont la rivalité prend ses racines dans l'histoire. Les divergences d'intérêts s'expriment aussi entre chambres régionales.

Martine Laronche

### de notre envoyé spécial à Lausanne Pierre le Hir

(1) Le traité sur l'Espace économique européen (EEE), signé le 2 mai 1992 entre les douze pays membres de la Communauté économique européenne (CEE) et les sept partenaires de l'Association européenne de libre-échange (AELE), dont la Suisse fait partie, prévoit la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux entre les dix-neuf États, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993. Ce traité doit être préalablement ratifié par les États membres.

(2) Entre le 31 octobre 1990 et le 31 octobre 1992, les effectifs frontaliers sont passés de 33 083 à 30 357 dans le canton de Genève, de 12 632 à 10 246 dans le canton de Vaud et de 2 966 à 2 518 dans le canton du Valais.

### RHÔNE-ALPES

## LES FRONTALIERS VOTENT « OUI »

Dans l'Ain et en Haute-Savoie, des travailleurs espèrent que la Suisse choisira l'Europe

« SUISSES et frontaliers sont embarqués sur le même bateau. Souhaitons que le 6 décembre, celui-ci prenne la large et aille à bon port », Jean-François Paoli, président du groupement des frontaliers de l'Ain et de la Haute-Savoie, avait choisi dimanche 29 novembre, sur les bords du lac Léman, d'emprunter le registre nautique. Sans doute pensait-il moins à la navigation de plaisance qu'aux écueils qui, selon la plupart de ses responsables économiques ou politiques, guettent la Confédération helvétique, si celle-ci choisit de demeurer à l'écart de la construction européenne, enjeu du référendum du 6 décembre par lequel le peuple suisse doit décider de son adhésion, ou non, à l'Espace économique européen (EEE) (1).

Pour leur part, les habitants du pays de Gex et les Hauts-Savoyards employés de l'autre côté de la frontière placent leurs espoirs dans un vote positif de leurs voisins. Ils estiment n'avoir rien à perdre à une telle évolution, et beaucoup à gagner. A commencer, peut-être, par la sauvegarde de leur travail, surtout pour l'Association des salariés frontaliers réunis en congrès à Lausanne.

La Suisse n'est plus, en effet, un îlot de prospérité. Pour la première fois depuis dix ans, son produit national brut a légèrement reculé en 1991. Le bassin lémanique en particulier, hier encore fortement créateur d'emplois, accuse aujourd'hui un taux de chômage voisin de 6 %. Sa situation reste sans doute préférable à celle de l'Ain et de la Haute-Savoie, où le sous-emploi atteignait, en septembre, 7,1 % et 7,9 %. Mais l'écart tend à se résorber.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre : les trois cantons de Genève, de Vaud et du Valais, qui employaient plus de 48 000 salariés français voilà deux ans, n'en occupent plus que 43 000 (2). Les départements limitrophes se trouvant dans l'incapacité d'utiliser la main-d'œuvre en reflux, près de 2 000 frontaliers sont inscrits, à ce jour, sur les registres de

l'Agence nationale pour l'emploi.

L'intégration européenne, dont l'EEE ne constitue qu'une première étape, est seule susceptible de retendre les ressorts d'une économie affaiblie par son isolement, sont convaincus les partenaires sociaux. Sans exception, les organisations syndicales helvétiques se sont prononcées en sa faveur, même si certains professent, avec Gérard Forster, de l'Union syndicale vaudoise, que « seule la lutte pourra faire de l'EEE un EELS, un Espace économique européen social ».

### Pour un « droit communautaire »

Un tel processus améliorerait aussi, de façon très sensible, le dispositif réglementaire régissant la vie quotidienne des frontaliers. Dès 1993, ils bénéficieraient de la délivrance automatique d'un permis de travail,

en cas de contrat. L'année suivante, l'obligation de retour journalier à leur domicile se transformerait en contrainte seulement hebdomadaire. Pour finir, au 1<sup>er</sup> janvier 1998, ils verraient leur statut spécifique disparaître, obtenant alors le droit de séjour en Suisse.

Dans l'immédiat, l'entrée de cette dernière dans l'EEE mettrait fin à un contentieux avivé par la conjonction : celui de l'indemnisation des chômeurs, calculée jusqu'à présent non pas sur le salaire perçu en Suisse, mais sur celui qui aurait été touché en France pour un emploi équivalent, ce qui se traduit par une perte de revenu de l'ordre de 40 %. En somme, c'est « au droit communautaire » qu'aspirent les frontaliers, a résumé leur président national, Jean-Pierre Buet.

Les relations entre la Suisse romande et la région Rhône-Alpes, pour l'instant formalisées par le comité régional franco-génévois et le conseil du Léman, s'en trouveraient probablement

### ALSACE

## STRASBOURG RÉHABILITE LE LOGEMENT SOCIAL

Catherine Trautmann souhaite rénover un parc immobilier vieilli, mais aussi offrir des hébergements aux étudiants

LES grands travaux, dans la capitale alsacienne, ne concernent pas que la construction du tramway. Ils concernent aussi, même s'ils sont moins spectaculaires et surtout s'ils ne suscitent pas de querelles politiques entre la municipalité socialiste et l'opposition UDF-RPR, la réhabilitation des logements sociaux. Un ensemble qui « a vieilli et est maintenant inadéquat », affirme Catherine Trautmann, maire de la capitale et présidente de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS). Elle estime que la situation de ce parc immobilier « prescrit une politique d'intervention déterminée et ambitieuse ». La CUS a mis en prati-

que la volonté affichée par sa présidente. Sur les 40 000 logements sociaux qu'elle compte, soit le tiers du parc locatif, plus de la moitié doivent être réhabilités. A elle seule, la ville de Strasbourg accueille 30 000 habitants, alors que quatorze communes de la communauté urbaine sur vingt-sept n'ont toujours pas de politique sociale dans le secteur de l'habitat. Depuis 1990, le budget communautaire consacre annuellement de 22 à 24 millions de francs pour un rythme de réhabilitation de 2 000 à 2 200 logements. En 1989, année de l'arrivée de Catherine Trautmann à l'hôtel de ville, l'enveloppe financière réservée aux opérations de

rénovation s'élevait à 7 millions de francs. Au programme de réhabilitation s'ajoute la participation financière de la communauté aux plans Développement social des quartiers (DSQ), portant sur une aide de 5 000 à 14 000 francs par logement. La CUS a en outre contribué, à hauteur de 17,5 millions sur trois ans, au redressement financier de l'Office des HLM et garanti 2,5 milliards d'emprunts réalisés par les logeurs sociaux.

Au titre de la loi Besson, l'objectif est de réserver 300 logements du patrimoine privé et du parc commercial, afin de permettre l'accueil de personnes en difficulté. La CUS participe aussi à des opérations de constructions neuves, mais elle souffre dans ce domaine d'un sérieux handicap : la mesure où la ville de Strasbourg possède une faible réserve foncière.

Cette pénurie de réalisations nouvelles fait qu'aujourd'hui 6 000 demandes de logements sociaux sur le territoire de la CUS ne sont pas honorées. A cette raison, il faut ajouter la réhabilitation de l'habitat ancien, qui a entraîné une augmentation sensible des loyers et donc un report vers le logement social. L'évolution démographique conjuguée à celle de la société (cellules monoparentales de plus en plus nom-

breuses) accroît les difficultés auxquelles la CUS est confrontée.

Ce qui est vrai pour le logement social le devient aussi pour les étudiants. Ville universitaire par excellence, Strasbourg et son agglomération accueillent près de 50 000 étudiants. Actuellement, l'offre d'hébergement est de 4 600 lits. Le centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) a sur sa table 4 000 demandes non satisfaites. L'objectif est de doubler la capacité actuelle, mais, là encore, l'étroitesse du patrimoine foncier, qui a pour conséquence un niveau élevé de la charge foncière, dresse de sérieux obstacles devant la voie suivie par le maire de Strasbourg.

### Difficile consensus

Catherine Trautmann gagnera-t-elle son pari? Parviendra-t-elle à gommer « les exclusions sociales, politiques et culturelles qui se lisent à livre ouvert dans le tissu urbain »? L'habitat social sera-t-il un « élément majeur pour structurer une ville, pour organiser son urbanité »? Pour réussir, elle appelle de ses vœux « une collaboration étroite entre les partenaires publics et privés de la politique du logement ». Mais le consensus tant recherché risque d'être difficile à la veille d'une campagne législative qui s'annonce ici aussi très difficile pour les socialistes, alors que la « majorité alsacienne » (UDF-RPR) songe déjà à reprendre l'hôtel de ville à l'occasion des municipales de mars 1995.

de notre correspondant régional à Strasbourg Marcel Scotto

### AQUITAINE

#### Un journal télévisé bilingue

Tout en images locales et partiellement bilingue, tel est le nouveau décrochage créé par France 3 Aquitaine, avec l'aide financière du district Bayonne-Anglet-Biarritz. Du lundi au vendredi, un journal de six minutes dénommé « Euskal Herri-Pays basque » est diffusé à partir de 19 heures. Les téléspectateurs de Saint-Jean-Pied-de-Port et de la Soule, la plus orientale des trois provinces basques, devront patienter jusqu'au printemps prochain pour regarder ce programme. Le temps que Télédiffusion de France aménage ses récepteurs. Une équipe de huit personnes a été constituée avec cinq journalistes, deux techniciens et une assistante, qui réaliseront des reportages en langue basque sous-titrés en français. Le budget de fonctionnement est estimé à 8 millions de francs.

### BRETAGNE

#### Une piscine d'eau de mer à Lannion

La ville de Lannion (Côtes-d'Armor) vient de se doter d'un bassin de 270 mètres de long et de 15 mètres de large alimenté par l'eau de mer en centre-ville. Fonctionnant grâce à la marée, le bassin aménagé dans le lit de la rivière qui traverse la ville, le Léguer, sera utilisable toute l'année. Le flot est modulable et réglable à souhait grâce à un système imaginé par EDF. A la marée montante, l'eau est stockée, puis elle est libérée à marée basse sur deux parcours, l'un aménagé pour la compétition de haut niveau, l'autre pour les scolaires et le grand public. Ce projet a bénéficié de subventions de la région Bretagne et du conseil général des Côtes-d'Armor. L'Europe et l'Etat ont aussi apporté leur contribution au financement de ce stade d'eau vive, dont le coût total atteint les 10 millions de francs. Le système de réglage des eaux imaginé par EDF intéresse les organisateurs des JO d'Atlanta, qui ont envoyé des observateurs.

### CENTRE

#### Ambassade à Bruxelles

LA région Centre vient de s'associer avec sa voisine de Poitou-Charentes et la région espagnole de Castille et Léon, pour ouvrir une antenne commune à Bruxelles. Baptisée Centre-Atlantique, ce bureau doit permettre une information réciproque sur les politiques européennes et des réponses conjuguées aux programmes communautaires. Cette initiative interrégionale, à laquelle doit s'associer la région Centre-Poitou, a aussi pour objectif de constituer dans la capitale belge un lieu de promotion des régions auprès des institutions européennes.

### NORD-PAS-DE-CALAIS

#### Lille à New-York

LA capitale du Nord a mis à profit les travaux de rénovation du Musée des beaux-arts pour présenter, jusqu'au 17 janvier, une quarantaine de toiles au Metropolitan Museum de New-York. Le conservateur de Lille a choisi entre autres d'« exporter », les *Jeunes et les Vieilles* de Goya, des dessins de Raphaël, la *Descente de la croix* de Rubens... Milieux économiques et politiques ont profité de cette « ambassade » pour faire connaître Lille aux Etats-Unis. Une délégation de 160 personnes (communauté urbaine, chambre de commerce et association pour la promotion de la métropole) a effectué le déplacement à New-York. Elle a présenté le parc d'activités médicales et a annoncé le choix, par la firme américaine Ingran, spécialiste de la distribution informatique, de son siège européen dans l'agglomération lilloise.

**Le Monde des DEBATS**  
et plus  
UN PAYSAGE SANS PAYSANS  
300 000 agriculteurs souffrent-ils  
d'un manque de terre?  
Les réponses de Michel JACQUOT, directeur  
des Fonds européens d'orientation et de garantie  
agricoles, Jean DUPUIS, industriel de l'agro-  
alimentaire, Bertrand HERVÉ, sociologue,  
Armand TRÉMON, géographe, Olivier  
PERRIER, homme de théâtre, Corinne BAR-  
BERIS, sociologue.

Livres anciens  
sur les  
**PROVINCES  
DE FRANCE**  
Catalogues par provinces  
Librairie GUENEGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. 43-26-07-91

## PARIS

## PREMIER

La place Vendôme  
comme un sou neuf

Suivi par une cohorte parfumée et trépassée sur le volet, Jacques Chirac n'a pas dédaigné d'inaugurer lui-même, le 1<sup>er</sup> décembre, le dernier-né des parkings de Paris. Celui de la place Vendôme. Pouvaient abriter 1 550 voitures, parois immaculées agrémentées de fresques, sol enduit de peinture élastique et antidérapante, musique classique en fond sonore et caméras de surveillance, il s'agit d'un équipement d'élite.

La ville en a profité pour rajouter la place, qui fut dessinée par Mansart. Les voitures n'ont plus le droit de stationner, sauf un bref instant pour débarquer leurs passagers. Le sol a été repavé en granit gris clair importé des Pyrénées espagnoles.

Hormis les trottoirs périphériques, l'espace - 2 hectares - a été traité comme un plateau légèrement bombé mais d'un seul niveau.

Les voies de circulation ne sont plus jalonnées que de modestes bornes en acier brossé. De nouveaux candélabres bleu et or dissimulent habilement les projecteurs éclairant les façades. Coût, 53 millions de francs. Un joli cadeau de Noël pour les parisiens... et les autres.

## TREIZIÈME

Austerlitz  
en consultation

«Grande opération urbanisme Paris cherche idées et promoteurs. Faire propositions à Samapa.»

Cette petite annonce facétieuse, imaginée par certains professionnels du bâtiment, illustre la situation du projet Seine-Rive-Gauche. Le projet de Jacques Chirac, consistant à planter un nouveau quartier d'affaires sur une dalle de béton couvrant les voies d'Austerlitz, est en difficulté. Si la Bibliothèque de France pousse vite, le reste - pour cause de crise immobilière - ne suit pas.

En outre on ne sait plus comment traiter «l'entrée» du futur secteur marqué par trois «monuments» qui ne s'en laissent pas compter : la Seine, dont le miroir liquide doit être enjambé par un nouveau pont, la gare avec son hall de fer et de verre, le dôme d'ardoises de la chapelle de la Salpêtrière.

La société d'aménagement, la Samapa, a donc demandé à dix architectes «de renom international» (dont cinq étrangers) de lui fournir, contre rétribution, des idées assorties de maquettes. Les copies seront remises le 1<sup>er</sup> mars 1993. Suggestion d'un farfelu : «Pourquoi ne pas consulter aussi les Parisiens ?»

## QUINZIÈME

Nouveau look pour  
le bureau de poste  
de Montparnasse

Housse d'accueil, comptoirs gris et jaune munis d'écritoires, coin libre-service garni de photocopies, Minitel, changeurs de monnaie, machines à affranchir et distributeurs d'enveloppes, cabines discrètes pour conseils financiers, telles sont les innovations que les 17 000 clients du bureau de poste du boulevard de Montparnasse viennent de découvrir.

Juste après les cobayes du 15<sup>e</sup> arrondissement sur lesquels on expérimentait, depuis six mois, le bureau de poste de l'an 2000, ils sont les premiers à bénéficier de la grande opération de réajustement des guichets postaux. Philosophie générale : «Passer de l'administration des usagers à la gestion des clients.» Objectif : faire grimper l'indice de satisfaction des bourgeois «rive gauche» de 60 % (actuellement) à 80 %.

Pour cela, on a scindé les rébarbatives grilles extérieures, construit une rampe pour les handicapés et enlevé les vitres pare-balles qui ensermaient les préposés. Mais de discrètes caméras filment tout et les caisses dites «de sécurité», ne livrent les billets de banque que si elles sont caressées dans le sens du poil. A la fin de l'année, cinq bureaux parisiens (sur cent soixante-dix) auront le nouveau look. Sept autres sont promis pour 1993.

## ENVIRONNEMENT

## LES ARBRES DE L'ÉTRANGER

Faute de trouver dans l'Hexagone de quoi verdier ses avenues, la capitale se tourne vers les autres pays forestiers

COSMOPOLITES, les Champs-Élysées, après leur cure de rajeunissement, le seront plus que jamais. Pas seulement par leurs visiteurs. Les nouveaux platanes qui les ombrageront - deux cent cinquante sujets qui ont déjà vingt-cinq ans d'âge et 9 mètres de haut - arrivent directement d'Allemagne. Les anciens combattants qui, chaque année, remontent la célèbre avenue doivent en prendre leur parti.

La France, pourtant premier pays forestier d'Europe, n'est pas en état de verdier ses villes.

Il est vrai que les citadins - et les Parisiens ne sont pas les moins enrégés - sont tombés amoureux des frondaisons urbaines. Plus question de tronçonner un quelconque marronnier agonisant pour lui substituer un baliveau. Il doit être remplacé, séance tenante, par un

arbre, un vrai, au tronc musculeux et au feuillage garni. Impressionnés par cette exigence de qualité de vie, les élus demandent aux techniciens des parcs et jardins d'y répondre à tout prix.

Des séquoias  
venus de Vancouver

Ce sont les Américains d'Euro Disney qui, il y a trois ou quatre ans de cela, ont semé la panique, en prétendant installer dans un véritable parc de verdure leurs attractions et leurs hôtels. Là où il n'y avait que la plaine rase de la Brie! Les pépiniéristes français - quatre mille artisans et une douzaine de firmes conséquentes - ont levé les bras au ciel. Elle est bien loin l'époque où Le Nôtre transplantait des forêts entières pour

composer les massifs du parc de Versailles. Bien oublié aussi le Second Empire qui permettait à Alphand de créer dans la capitale le réseau des parcs et des avenues plantées dont elle est encore si fière. La reconstruction d'après-guerre et les «trente glorieuses» ont été des années béton au cours desquelles on s'est contenté de piquer les grands ensembles de maigres verdure à bon marché.

Bref, nos producteurs ont été incapables de fournir aux acheteurs d'Euro Disney les dizaines de milliers d'arbres adultes qu'ils demandaient. Le plus gros marché du siècle leur est passé sous le nez. Les Américains ont écumé les pépinières d'Europe.

Ils ont même fait venir de Vancouver, au Canada, plusieurs dizaines de séquoias transportés en containers spé-

ciaux, escortés par des soigneurs et alimentés au goutte-à-goutte.

Les prouesses végétales de Mickey ont fait grand bruit. Lorsque les responsables du projet Seine Rive Gauche - un quartier d'affaires de 130 hectares, dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement - lancèrent, en 1989, un appel d'offres pour trois mille arbres, ils exigèrent eux aussi des sujets de grande taille. Difficulté supplémentaire, ils voulaient des arbres d'alignement, de dix-neuf essences différentes, dont les lots devaient être rigoureusement homogènes, mais qui seraient plantés sur une période de dix à quinze ans, au fur et à mesure de l'achèvement des quartiers. Les pépiniéristes français ne proposèrent, à ces conditions-là, que quelques dizaines de sujets. Tout le reste fut acheté en Allemagne, en Italie, en Belgique et aux Pays-Bas.

Pour être certains d'avoir, le moment venu, les sujets programmés - les écoliers du XIII<sup>e</sup> les ont eux-mêmes choisis, essence par essence, rue par rue, et chaque arbre est nommément parrainé par un enfant - les gens de Seine Rive Gauche ont organisé une étonnante opération. Les acheteurs - des spécialistes des parcs et jardins de Paris - sillonnent l'Europe et achètent un à un les arbres sur pied. Quelques spécimens de chaque lot sont déterrés pour vérifier le bon état de leur système racinaire.

Puis les arbres sont emballés, hissés sur des poids lourds et transportés à Jarcieu, dans l'Isère. Là se trouve en effet la société Guillot-Bourne, l'une des rares pépinières françaises sachant soigner des grands sujets. Les marronniers, tilleuls, peupliers, platanes et précieux ginkgos qui orneront les alentours de la Bibliothèque de France sont ainsi placés en pension chez un éleveur bien de chez nous. Sur 4 hectares, celui-ci a constitué une sorte de jardin d'acclimatation où les futurs ornements de Paris sont préparés à leur dure condition d'arbres de ville.

D'abord il faut les accoutumer à se contenter de peu. Les ginkgos de l'arrière principale du quartier - l'avenue de France - ne disposeront dans leur bac en béton que de 12 mètres cubes de terre.

Comme leurs compagnons d'élevage, ils seront donc déterrés et replantés tous les quatre ans. Objectif : leurs racines doivent rester courtes mais très touffues et vivaces. Conséquences : lors de leur transplantation définitive ils seront soit haubannés pendant quelques années soit ancrés au sol par des câbles souterrains. Sinon gare au

premier coup de vent. Tous les arbres de Jarcieu sont entraînés à se passer d'engrais chimiques et parcimonieusement arrosés. Leur ramure est régulièrement «coiffée» afin de ne pas dépasser quelques mètres d'envergure. Et ils restent sous haute surveillance : des inspecteurs parisiens viennent les visiter chaque mois.

Que ce soit chez un éleveur de l'Hexagone ou dans leur pépinière d'origine, des milliers d'arbres étrangers sont désormais mis en condition pour satisfaire les besoins français. Ils n'orneront pas seulement les Champs-Élysées, le parc Citroën et les rues de Seine Rive Gauche, mais aussi le jardin intérieur de la Bibliothèque de France (grand comme le Palais Royal), le parc de Bercy, les avenues de Marne-la-Vallée, les allées du parc de Versailles et les routes du Val-de-Marne.

Un marché  
attractif

La mode fait tache d'huile. A Lyon, l'architecte Renzo Piano, qui construit la cité internationale, réclame mille sept cent cinquante sujets. Les Nantais, qui reconstruisent les bords de l'Erdre, en veulent aussi. Pour les grands sujets, 80 % des commandes émanent à présent des collectivités locales.

Le marché français est devenu si attractif que des firmes étrangères passent carrément les frontières. Un «éleveur» belge a acheté 100 hectares près de Valenciennes (Nord). La pépinière allemande Bruns, affaire centenaire qui possède 500 hectares près de Brême, a ouvert un bureau à Fontainebleau et une pépinière d'élevage dans le Val-d'Oise. Tout espoir n'est pourtant pas perdu pour les professionnels de chez nous qui, à leur tour, se lancent dans la production des végétaux de haute tige.

L'ambition européenne de Paris oblige la ville à planter, d'où qu'ils viennent, de beaux arbres, sains, résistants et d'une longévité maximale. A ce propos la direction des parcs et jardins a lancé, avec l'aide d'équipes scientifiques, une recherche peu banale. Il s'agit d'utiliser l'imagerie médicale (radiographie, thermographie, échographie) pour diagnostiquer, avant qu'ils ne deviennent dangereux, l'état de santé des sujets âgés.

La capitale ne vit pas seulement à l'heure de l'Europe. Elle veut rester pour les plantations urbaines un laboratoire de pointe.

Marc Ambroise-Rendu

## PATRIMOINE

NOTRE-DAME  
SE MODERNISE

Les grandes orgues de la cathédrale  
bénéficient des progrès de l'électronique

APRÈS trente mois de travaux, qui ont mobilisé plusieurs facteurs d'orgues et une forte équipe d'électroniciens (le Monde du 21 mars 1990), les orgues de Notre-Dame de Paris vont à nouveau faire entendre leur voix. L'instrument, qui date pour l'essentiel du Second Empire et qui est classé monument historique, s'apparente à un vaisseau à quatre ponts reliés par des coursives et des escaliers intérieurs. Là s'alignent 7 800 tuyaux de toutes tailles, futaie métallique qu'un vent de soufflerie fait chanter. Il est considéré comme le navire amiral des milliers d'orgues que compte la France et dont quelques centaines, parmi les plus précieuses, sont en cours de restauration.

La cathédrale de Paris étant propriété de l'Etat, la réhabilitation, dont la facture s'élève à 11 millions de francs, a été financée par deux directions du ministère de la culture, celle de la musique et celle du patrimoine. Il était temps. L'usure, la pollution, la poussière, les fuites dans le système pneumatique, la dégradation du câblage électrique, avaient fini par diminuer de moitié les capacités de l'instrument.

## Commande à distance

On ne s'est pas contenté de le dépoussiérer et de réparer les circulations d'air. On en a profité pour faire passer le système des transmissions de l'âge électrique à l'ère électronique. Les organistes n'ont plus besoin d'un assistant pour manipuler les 120 jeux dont les boutons blancs constellent le pupitre de commande, les électrons y pourvoient. Grâce à des capteurs à champ magnétique, chacun peut désormais adapter à son jeu de main la sensibilité des 120 touches noires et blanches du clavier.

Pour assister l'orgue comme il convient, on a engagé un serveur-ordinateur IBM qui

mémorise les ordres envoyés au buffet par l'exécutant. L'appareil est ensuite capable de rejouer la partition seul, sans aide. Les organistes ont pu voir descendre au milieu des fidèles et juger des effets sonores qu'ils provoquent. Dans l'avenir il sera possible de commander l'instrument à distance, du chœur par exemple. En cas d'improvisations, très fréquentes à l'orgue, le Quasimodo électronique peut, à la demande, transcrire sur des portées les notes du texte musical imaginé par le maître.

Un instrument  
miraculeux

Improviser à sa fantaisie sur les grandes orgues de Notre-Dame et ressortir avec la partition toute imprimée, voilà un rêve que Victor Hugo lui-même n'aurait osé faire. Tout le monde n'aura pas accès à l'instrument miraculeux, que ses perfor-

mances placent à l'avant-garde mondiale : il ne s'anime que si on lui présente une carte à puce nominative et, bien sûr, parcimonieusement distribuée. L'ensemble de ces innovations font de Notre-Dame un laboratoire où les dernières trouvailles techniques sont mises au service de la musique sacrée. Si tout fonctionne à la satisfaction des exécutants, le dispositif sera adapté sur d'autres orgues.

En attendant, pour marquer le retour des amplexes sonorisés sous les voûtes de la cathédrale, la Caisse des monuments historiques a décidé d'organiser une semaine «portes ouvertes». Du 6 au 13 décembre certaines salles, notamment celle située sous l'impressionnante charpente du beffroi, ainsi qu'une galerie d'où l'on peut observer l'orgue de près, seront exceptionnellement accessibles au public.

Chaque soir les visiteurs pourront également assister *gratis pro Deo* à des récitals d'orgue. Fréquentée chaque année par 10 millions de touristes, dont 400 000 payent pour grimper jusqu'au sommet des tours et admirer en passant le tourdon légendaire, Notre-Dame était déjà le monument le plus visité de Paris. Elle devrait être, dorénavant, un point de rendez-vous pour les organistes du monde entier.

M. A.-R.

## RETRAITÉS BALADEURS

Suite de la page 19

Ceux qui bouclent leurs malles le plus souvent sont évidemment les couples dont les deux conjoints sont originaires de la même région.

Enfin, les Parisiens ne démangent pas pour rien. Quand ils partent, c'est en moyenne à 340 kilomètres. Lorsqu'ils en font autant, les retraités des métropoles régionales ne vont guère au-delà de 100 kilomètres. Explication : les gens de l'Île-de-France ont été les pionniers des congés payés. Ils ont davantage de résidences secondaires et voyagent depuis longtemps. Ce sont donc les meilleurs connaissances de l'espace national.

Pourtant la vague des retours au pays est en train de retomber. Dans les années soixante-dix, elle s'expliquait par un ras le bol de la ville : exiguïté des logements, inconfort, tapage,

voisinage non désiré, sentiment d'insécurité. Le départ ressemblait à une fuite vers de meilleures conditions de vie. Les natifs de province avouaient «le bonheur profond» que leur causaient aussi les retrouvailles avec leur petite patrie.

L'attrait  
de la capitale

Aujourd'hui, après quinze ans de modernisation et de construction, les conditions de logement en région parisienne ne sont plus un motif de départ. Si on déménage, c'est d'abord pour s'établir dans une région agréable.

Et celle-ci n'est pas forcément celle d'où l'on est parti. Confirmation : les départements qui voient revenir la plus grande proportion de leurs enfants nés à Paris sont également ceux qui attirent le plus les Parisiens de souche. Avis aux développeurs.

Autre phénomène qui freine les départs. Les provinciaux n'ont pas forcément de bons souvenirs de leur enfance et ils sont de plus en plus nombreux à adopter Paris après quelques décennies de carrière. Certains avouent qu'ils redoutent l'enlaidissement et qu'un chapitre des distractions et de la culture, la capitale n'a pas son pareil.

Quant aux épouses qui suivent leur mari «au pays», le quart d'entre elles regrettent les

vitaines parisiennes. Et d'ailleurs, qu'autrefois, elles donnaient leur avis quand il est question de déménager.

Depuis le milieu des années quatre-vingt, les observateurs constatent un ralentissement dans le rythme de départ des jeunes retraités franciliens. Ils pensent même que ce phénomène a connu un maximum historique que l'on ne reverra plus.

Même les déménagements à l'intérieur de l'agglomération parisienne, fréquents il y a vingt ans, sont en baisse. Jadis de nombreux retraités quittaient le centre et ses embarras pour un pavillon dans une banlieue aérée. Aujourd'hui le cœur de Paris a de tels attraits qu'il retient.

Une nouvelle  
mentalité

La vraie nouveauté est que la façon de vivre des retraités franciliens a complètement changé. Certes, un quart d'entre eux, qui décidément ne se sentent jamais parisiens, regagnent leur village d'origine. Mais ils rejoignent leurs enfants et petits-enfants lors de week-ends prolongés ou en vacances. Ces périodes sont devenues «des temps forts de la vie familiale», comme disent les chercheurs du CNRS.

Pour ceux qui demeurent dans la capitale (environ 56 %) ils ne semblent nullement regretter ce choix. De toute manière ils gardent leurs habitudes. «Nous prenons chaque année au moins deux mois de vacances», expliquent-ils sans rire.

Enfin près de 20 % des jeunes retraités renouent délibérément à choisir entre Paris et les régions. Leur niveau de vie leur donne cette liberté.

Selon leur envie et la hauteur du soleil sur l'horizon, ils résident tantôt dans la capitale, tantôt dans leur résidence secondaire. Quand ils ne sont pas en visite chez des amis ou en croisière lointaine. La nouvelle génération est capable d'être fidèle à plusieurs lieux à la fois : celui de leur enfance, celui où ils ont fait carrière, celui de leur résidence de vacances et même ceux où vivent leurs enfants. Les sociologues du CNRS notent que cette attitude se développe dans toutes les classes sociales franciliennes. Pour eux, elle est «un aspect de la modernité».

Ils observent aussi que les retraités des années quatre-vingt sont les premiers à pouvoir se comporter ainsi. Non seulement, ils en ont les moyens financiers, mais leur attitude mentale s'est modifiée. Sachant qu'ils ont devant eux une ou plusieurs décennies, ils envisagent leur retraite non comme une mise à l'écart, ou comme une fin de vie, mais comme un temps de liberté, de loisirs et d'accomplissement de soi.

Avant que les infirmités ne réduisent leurs capacités, ils en profitent. Naguère synonyme de sédentarité accrue, le troisième âge est devenu un facteur de mobilité. Les retraités parisiens seraient en somme les défricheurs d'une nouvelle manière de vivre le versant de son âge.

M. A.-R.

LE MONDE  
diplomatique

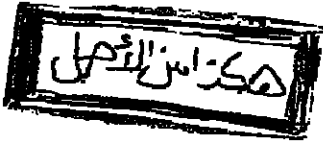
DÉCEMBRE 1992

L'EUROPE  
A LA DÉBANDADE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

CHATEAU DU DICTAT  
LAGE DE PROPRIÉTALles structures  
sacré  
Arabes





HEURES LOCALES

I L E - D E - F R A N C E

VAL-D'OISE

# LE CHATEAU DU DICTATEUR CHANGE DE PROPRIÉTAIRE

Le conseil général veut racheter le château de Théméricourt à Jean-Claude Duvalier pour y installer la Maison du parc du Vexin

« **U**NE coque vide ouverte sur un parc » : peu connu, malgré ses qualités architecturales, le château de Théméricourt, dans le Val-d'Oise, ne conserve de son passé que les murs extérieurs. A l'intérieur, il n'y a plus ni planchers, ni cloisons, seulement un vaste espace qui le fait ressembler à un vaisseau vide. C'est ainsi du moins que le décrit le maire du village, Thierry Jardonnet (div.d.).

En plein cœur du Vexin français, non loin de la route nationale 14, entre Pontoise et Magny-en-Vexin, le château de Théméricourt est en passe aujourd'hui de connaître une nouvelle existence. Edifié vers la fin du quinzième siècle sur les ruines d'un manoir, le domaine n'a eu jusqu'à ce jour que des propriétaires privés. Mais la transaction qui est sur le point de se conclure, devrait le faire désormais basculer dans le domaine public. Une étape décisive a été franchie le 20 novembre par le conseil général du Val-d'Oise qui a approuvé, à une forte majorité, le principe d'une acquisition départementale pour la somme de 5,85 mil-

lions de francs. C'est le propriétaire actuel, l'ancien dictateur haïtien Jean-Claude Duvalier, qui pourtant n'y a jamais vécu, qui est à l'origine de la regrettable destruction intérieure du bâtiment. Lors du rachat de cette bâtisse en 1984, pour la somme de 12 millions de francs, il s'était contenté d'en voir les photos et les plans. Ses hommes d'affaires s'étaient chargés de la transaction avec la famille Floirat qui l'avait elle-même achetée, cinq ans plus tôt, pour la somme de 5 millions de francs à l'architecte parisien Angé.

## Bataille juridique

Probablement pour l'aménager davantage selon ses goûts, Jean-Claude Duvalier avait ordonné la démolition des murs internes du château qui compte 1 000 mètres carrés habitables sur trois niveaux et des communs de 800 mètres carrés. Un étang, une piscine et un tennis ont été installés au milieu du parc de huit hectares plantés de chênes, de hêtres, de frênes et de merisiers. La gestion avait été

confiée à un syndicat pontoisien, le cabinet Selvez, qui a depuis disparu pour cause de déboires financiers. Baby Doc envisageait d'installer dans le parc sa propre personne chargée de veiller sur lui lors de ses séjours en Ile-de-France. Mais l'histoire ne lui en a pas laissé le temps. Deux ans plus tard, Haïti se révoltait et le 7 février 1986, au petit matin, la famille Duvalier était contrainte de fuir l'île à la recherche d'une terre d'exil qui sera le sud de la France.

Mais les nouveaux dirigeants haïtiens n'ont pas laissé l'ancien dictateur couler des jours tranquilles dans un château qu'ils considéraient comme une propriété d'Etat. Jean-Claude Duvalier est en effet accusé par ses successeurs d'avoir, durant de longues années, détourné des fonds publics pour la somme de 500 millions de dollars. Toutes ces richesses, Haïti entend les récupérer.

Dès 1986, une plainte est déposée en ce sens devant les tribunaux français qui décident d'une hypothèque conservatoire sur le château au profit de l'Etat haïtien pour une valeur de

15 millions de francs. Mais Baby Doc ne veut pas lâcher prise. Le face-à-face juridique entre l'ancien et le nouveau régime durera six ans et il sera d'ordre juridique. En 1990, son avocat, M<sup>re</sup> Sauveur Vaisse remporte une première victoire : la cour de cassation déclare les tribunaux français incompétents pour juger la plainte de l'Etat haïtien. Elle s'appuie sur ce qu'on appelle outre-Atlantique l'Act of State qui interdit à un pays de s'immiscer dans les affaires d'un autre pays en faisant juger les faits et gestes de ses anciens dirigeants par ses propres tribunaux. Et le 9 juillet 1992, la cour d'appel de Versailles déboute à son tour Haïti, restituant son bien à Jean-Claude Duvalier. Depuis, ce dernier n'a eu de cesse de s'en séparer en le mettant en vente. En huit ans, il n'y est venu qu'une ou deux fois.

## « Une bonne opportunité »

Le petit village val-d'oisien, qui ne compte que 229 habitants, a connu cet été une légère effervescence avec le passage d'acheteurs éventuels. « A chaque fois, j'ai fait jouer le droit de préemption », explique Thierry Jardonnet, car le souhaitait que le département l'achète ». Aujourd'hui que l'affaire est presque résolue, le maire de Théméricourt est un homme heureux. Il connaît par cœur l'histoire de son château, et pour convaincre l'assemblée départementale, il a rédigé un court document avec les épisodes les plus prestigieux. Sur

tout le dix-septième siècle avec la famille d'Abos dont un des fils, Gabriel, corsaire en Méditerranée, appelé le « fléau des mers », mourut décapité par les Turcs en 1672 pour refus d'apostasie. Ce fut aussi le lieu de rendez-vous des jansénistes où Pierre-Thomas Dufosse vint en 1697 rédiger ses *Mémoires de Port-Royal*. « Cette acquisition », explique encore Thierry Jardonnet, permettra de sauver ce patrimoine du Vexin et de l'ouvrir au public. La volonté de vendre de Duvalier a été pour le département une bonne opportunité. »

Gérard Claudel (UDF), vice-président du conseil général, justifie lui aussi l'achat : « J'ai l'impression qu'une campagne de presse nous reproche d'avoir acheté ce château uniquement parce que le propriétaire s'appelle Duvalier. Mais n'est-il pas préférable qu'il revienne au département ? » Il est question d'y installer la Maison du parc naturel régional du Vexin. Un parc qui pourrait recevoir son label à la fin de l'année 1993. Les 91 communes concernées par son périmètre, dont 16 dans les Yvelines, vont devoir prochainement se pencher sur la charte du parc mise au point par un syndicat d'étude. A priori, il ne devrait pas y avoir trop d'opposition.

Le conseil régional d'Ile-de-France a déjà donné son accord de principe pour participer, à hauteur de quatre millions de francs, à l'achat du château. Le restant sera payé par les deux départements. Au prorata du nombre de communes bien sûr.

Jacqueline Meillon

## HAUTS-DE-SEINE Semaine du cinéma

Pour la deuxième année consécutive, le conseil général des Hauts-de-Seine fête le cinéma à travers « O' de Seine Première », une opération d'une semaine pour tenter d'enrayer la baisse de fréquentation des salles obscures. Jusqu'au 8 décembre, trente-deux salles du département offrent aux spectateurs, avec l'achat d'une place, un deuxième ticket gratuit pour le film de leur choix. Pendant cette opération, des films sont diffusés en avant-première, des hommages sont rendus à des comédiens ou à des réalisateurs, enfin des rétrospectives permettent de découvrir des productions étrangères.

Le conseil général, présidé par Charles Pasqua (RPR), consacre 4 millions de francs à cette opération, c'est-à-dire les quatre cinquièmes de son aide annuelle au cinéma. Mais le département investit également dans la rénovation de salles, et soutient des festivals, tels ceux du film historique à Rueil-Malmaison, et du cinéma forain à Malakoff.

## SEINE-SAINT-DENIS Montreuil fête les livres pour la jeunesse

La ville de Montreuil accueille, jusqu'au lundi 7 décembre, la huitième édition du Salon du livre de jeunesse. Sous un chapiteau de 8 000 mètres carrés, monté rue François-Debergue, à proximité du métro Mairie-de-Montreuil, le thème du voyage est à l'honneur (le *Monde* du vendredi 4 décembre).

Une évocation de grands voyageurs - d'Ulysse à Marco Polo - imaginée par le scénographe et costumier Yves Cassagne et une exposition de photos, dessins, textes consacrés aux héros du parc Euro Disney y sont présentées. Outre des livres pour enfants, ce Salon présente aussi des journaux, rassemblés dans un kiosque. La Salon est ouvert de 10 heures à 18 heures samedi 5 et dimanche 6 décembre.

## SEINE-ET-MARNE Paris-Roissy en bus direct

Un bus de la RATP relie directement Paris à l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle depuis le 1<sup>er</sup> décembre. Cette ligne part de la rue Scribe, près de l'Opéra, et sans aucun arrêt dans Paris, dessert cinq points dans l'aéroport. Cette liaison fonctionne tous les jours de l'année, de 5 h 45 à 23 heures, avec un départ toutes les 15 minutes. Le trajet est d'environ 45 minutes. Le tarif est de 30 francs, mais le bus peut être emprunté avec une carte orange cinq zones. La desserte des aéroports de Roissy était jusqu'à présent assurée par deux lignes d'autobus qui n'avaient pas une vocation spécifique aéroportuaire. Ces deux lignes, 350 et 351, vont désormais améliorer la desserte interne des zones techniques de l'aéroport.

## DÉCALAGE HORAIRE

### L'Opéra de Bruxelles crie à l'aide

Un Opéra national, prestigieux mais coûteux, doit-il bouclier son budget avec la seule aide de l'Etat ou bien est-il en droit d'attendre des fonds de la part d'une capitale au prestige de laquelle il contribue ? Telle est la question posée par la mauvaise passe financière que traverse actuellement le Théâtre Royal de la Monnaie à Bruxelles.

La Monnaie n'est pas seulement connue des mélomanes belges. Les soirs de première, on y rencontre des Parisiens et des Français en tenue de soirée, attirés par exemple par cette *Filte enchantée* qui, fin 1991, laissa un souvenir ému aux connaisseurs, alors que la première institution culturelle de Belgique était dirigée par le Flamand Gérard Mortier, auquel a succédé le Liégeois Bernard Foccroulle.

Las ! La qualité se paie et l'aridité laissée par Mortier le magnifie donne le vertige aux comptables. Au point qu'un des responsables, l'industriel André Lysen, a présenté fin octobre sa démission de président du conseil d'administration en préconisant la fermeture temporaire pour la saison 1993-1994, afin de combler un déficit cumulé de 65 millions de francs français. Il n'a pas été suivi par les autres membres du conseil, mais, à grands coups de conférences de presse des principaux intéressés, le débat est ouvert sur le partage des responsabilités et les devoirs de chacun. Avec ses lambris et ses lustres de cristal, la Mon-

naie offre un faste qui n'a rien à voir avec l'Opéra-Bastille. L'ennui est qu'elle ne peut recevoir que 1 150 personnes par soirée, au prix moyen de 200 francs la place. Pas de quoi financer un budget annuel de quelque 191 millions de francs français.

L'Etat verse une subvention de plus de 120 millions. Ce qui donne une perte de 37 millions pour la seule année 1991. Depuis 1989, la ville de Bruxelles refuse de payer l'aide qu'elle s'était engagée à verser dans les années 80. La Monnaie, elle, est ligotée par un bail avec une règle des bâtiments qui lui coûte, avec l'entretien, 6 % de son budget.

Alors, Bernard Foccroulle rappelle la capitale à ses devoirs, soulignant que ses hôtels profitent de l'opéra, de ses amateurs et de ses artistes sous contrat à durée déterminée. Et il souligne que, si Paris ne subventionne que le Châtelet, l'Opéra de Lyon bénéficie de subventions de la ville, de la région Rhône-Alpes et du conseil général du Rhône s'élevant respectivement à 71,5 millions de francs, 5,3 millions et 5,8 millions. Avec l'espoir que les collectivités locales belges auront pris conscience de leur légalité quand seront interprétés les arias de *Così fan tutte*, la plus attendue de ses prochaines créations.

de notre correspondant  
à Bruxelles  
Jean de La Guévière

## VAL-DE-MARNE

### NOGENT, GRENIER DE LA CAPITALE

Le maire de la ville des bords de Marne se passionne pour les souvenirs du vieux Paris

Où la croyait à jamais disparue. Brisée, oubliée et remisée au fond d'un hangar attendant la presse qui devait la broyer. Et là, voilà, cette fameuse passerelle des Arts, qui ressurgit à Nogent-sur-Marne pour donner au nouveau port de plaisance de cette cité de l'Est parisien, ouvert au pied des côtes qui dégringolent vers le fleuve, un goût du Paris d'autrefois.

L'ouvrage, qui franchissait la Seine, a été, en 1983, jeté bas après qu'une péniche eut heurté et endommagé un de ses piliers. Don de la mairie de la capitale à la ville de Nogent, ces 32 mètres de la passerelle des Arts viennent d'être mis en place pour orner, près des pontons, le « théâtre d'eau » construit sur les bords de Marne.

Où mieux qu'à Nogent cette passerelle qui a inspiré tant d'artistes pouvait-elle, en partie, être reconstruite ? Elle retrouve ainsi un parfum connu. Celui du cheval et de la couleur importés par ces peintres du début du siècle qui, sur ces rives insouciantes, maniaient le pinceau avant d'aller s'encanasser dans les guinguettes de la Belle Epoque.

Depuis qu'en 1976 Roland Nungesser (RPR), maire de Nogent, a la recherche d'une salle de spectacle, a arraché aux griffes des démolisseurs l'ultime pavillon Baltard pour l'installer sur une terrasse dominant la Marne, la commune ne cesse de s'enrichir des vestiges d'un mobilier urbain

qui n'a plus cours sur le macadam de la capitale. Il est vrai que le pavillon n° 8, réservé aux marchés de la volaille du carreau des Halles, est devenu, à Nogent, un des plus grands centres d'animation de l'Est parisien. Le maire affirme, aujourd'hui, que son utilisation finance entièrement le budget culturel de la ville.

La municipalité a, par exemple, présenté cette année cinq opéras. Déficit d'environ 600 000 francs, qui sera résorbé grâce à l'apport financier des manifestations organisées sous le parapluie de fonte. Tout au long de l'année, plus de 150 000 personnes sont, en effet, accueillies à l'intérieur du pavillon du Second Empire. La halle était hier un lieu particulièrement vivant, elle l'est restée.

## Attirer les touristes en banlieue

La petite histoire de l'urbanisme retiendra que Nogent a réussi à récupérer, sans débours un sou, le Baltard, malgré la candidature de Nancy, dont le directeur de la Maison de la culture, à l'époque Jack Lang, réclamait un tel équipement pour la cité des ducs de Lorraine. Le pavillon, démonté et remonté aux frais de l'Etat, s'élève sur l'emplacement du dépôt des locomotives de l'ancienne ligne de la Bastille, édifié sur le flanc de cette colline où vécurent, jadis, le roi Charles VII et Agnès Sorel.

Mais Roland Nungesser ne s'arrête pas en si bon chemin. En 1975, le Gaumont-Palace, construit place Clichy dans le dix-huitième arrondissement, ferme ses portes. Les bulldozers se préparent à élever la plus grande salle de cinéma d'Europe. L'orgue, installé dans ses murs, doit être vendu à l'étranger. In extremis, il est classé et mis aux enchères.

En dépit d'une tentative conduite par Jacques Médecin, maire de Nice, pour acquérir l'instrument construit au dix-neuvième siècle par une manufacture anglaise, le maire de Nogent gagne la partie, et, pour 200 000 francs, emporte l'orgue sur les bords de la Marne. Il sera installé à l'intérieur du pavillon

Baltard où une mezzanine sera construite pour le recevoir. Ce bout du cœur de la capitale ne restera pas seul. Ses abords seront aménagés en « square parisien » où, dans un décor d'avant-guerre, déambuleront les curieux.

Ainsi, au fil des ans ont trouvé place à l'ombre de Baltard les grilles d'origine des Halles, une colonne Morris, une fontaine Wallace, une vespasienne, un manège 1900, des réverbères, des bancs publics, des bornes d'appel noires pour la police et rouges pour les pompiers. Récemment a été installée l'ancienne entrée du métro George-V, signée Guimard et acquise pour 23 000 francs. D'ici deux ans, une colonne abritera l'horloge des anciens abattoirs de La Villette à laquelle on accèdera par un bout d'escalier de la tour Eiffel.

M. Nungesser est-il un maire rétro ? Aime-t-il à ce point le vieux Paris pour récupérer ces traces d'une époque révolue ? L'affaire est plus simple : « Après avoir eu l'opportunité d'installer un pavillon Baltard sur le territoire de la commune, il m'a semblé intéressant de compléter cet équipement avec d'autres souvenirs de la capitale », affirme-t-il. Il précise : « Pour les préserver, mais aussi pour rendre Nogent encore plus attrayante. »

Sur ces bords de Marne, à l'orée du bois de Vincennes, Paris dispose désormais d'un grenier à la belle patine.

Jean Perrin

## Choisissez la technopole Rennes ATALANTE pour votre entreprise.

45 000 étudiants, 3000 chercheurs, des PME High Tech, des grands groupes industriels échangent leurs savoirs pour créer les technologies de demain. Un gisement de main-d'œuvre en I + D + E. Télécommunications, image, informatique, électronique.

• Agro-industrie, Biotechnologie, Nutrition • Santé • Entrainement  
Sur la technopole, vous accédez au réseau de collaboration Formation-Recherche - Industrie - Finance, animé par l'association Rennes ATALANTE.

Mr \_\_\_\_\_  
SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

Un accueil :  
**RENNES ATALANTE**  
11, rue du Clos-Courtel  
35700 Rennes  
Tél. 99 12 73 73

## Les structures du sacré chez les Arabes

Joseph CHELMOD

Collection « Islam d'hier et d'aujourd'hui »  
Une analyse anthropologique de l'islam et des structures primitives de la pensée arabe.

Nouvelle édition,  
288 pages, 150 F

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

## PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>  
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS  
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

**BOURGOGNE**

**Privatisation des transports scolaires en Côte-d'Or**

Au terme du contrat de gestion d'une durée de cinq ans qui le liait à Via-Transcar, le conseil général de la Côte-d'Or vient de décider de privatiser le service des transports scolaires. La majorité des élus ont suivi le président Henry Berger (RPR) pour estimer qu'ils n'avaient pas vocation à être propriétaires d'une entreprise de transport. L'argument de la « dérive des coûts d'exploitation » a également été avancé, bien que la société ait retrouvé l'équilibre en 1991. Les élus socialistes n'ont pas pris part au vote, jugeant que « cette décision idéologique n'est justifiée par aucune raison économique ».

Les transports sont donc confiés à la société Transdev, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, qui s'est engagée à reprendre l'ensemble du personnel (240 personnes) et à racheter les biens de l'ancienne régie (autocars, matériel d'entretien et immeubles) pour 81 millions de francs. La cession rapporte 10 millions de francs au conseil, qui a repris les emprunts de la régie.

**DOM-TOM**

**Les Verts préparent l'Europe**

Le groupe des Verts au Parlement européen a organisé, fin novembre à Pantin, un forum réunissant différents mouvements alternatifs des départements et territoires d'outre-mer. Responsables syndicaux, acteurs associatifs et élus se sont efforcés de dresser un bilan de la situation économique, sociale et politique de ces régions et d'envisager des perspectives de développement à l'échelle du marché européen.

Les intervenants ont souligné la dépendance économique de leurs régions, auxquelles sont imposés « sans véritable concertation avec les différents partenaires » des choix de développement. Les plans définis par la CEE (qui consacre aux DOM-TOM plusieurs dizaines de milliards de francs) ne correspondent pas aux nécessités sociales et privées, selon des responsables, la logique de l'« assistant-consumation » (tourisme). Des représentants des DOM-TOM ont décidé, à l'issue de la réunion, de constituer un comité de coordination dont la première tâche sera l'institution d'un véritable partenariat avec la CEE. La mise en place d'une délégation permanente auprès des instances de la Communauté européenne devrait, selon eux, faciliter les rapports.

**LIMOUSIN**

**Eviter l'exode rural**

Dans cette région rurale aucune agglomération n'attire, à l'exception de Limoges et Brive, les 20 000 habitants. Conséquence : de modestes chefs-lieux de canton se retrouvent investis de la fonction tertiaire (services, administration, banques, commerces, enseignement, loisirs, culture) de villes moyennes. Le conseil régional a donc décidé de s'impliquer, engagements financiers à l'appui, par des « conventions d'armature urbaine » dans le développement de ces mini-pôles. Outre Limoges et Brive, deux autres « trames urbaines » ont été définies. L'une est composée de villes ayant un rayonnement d'une trentaine de kilomètres : Bellac, Guéret, Saint-Junien, Saint-Victor-la-Palisse, Ussel. Une autre de villes de plus de 2 500 habitants : Argentan, Bort-les-Orgues, Egletons, Uzerche en Corrèze ; La Souterraine, l'ensemble Aubusson-Fellletin, Bourgeat et Bussac dans le Creuse ; Saint-Léonard et Eymoutiers dans la Haute-Vienne. Seize communes au total, dont la région attend une mission de service public assez forte pour enrayer la désertification rurale.

# DES OUTILS POUR L'AMÉNAGEMENT URBAIN

Moyennes ou grandes, les villes ont besoin, pour bâtir ou réhabiliter sur leur territoire, de services où se retrouvent architectes, paysagistes et économistes

**T**RÈS jaloux des prérogatives que leur a consenties la loi sur la décentralisation en matière d'urbanisme, de nombreux maires se découvrent une vocation nouvelle pour l'aménagement. Si beaucoup caressent l'espoir d'attirer sur leur territoire activités commerciales, tertiaires ou industrielles (génératrices de taxe professionnelle), d'autres souhaitent, plus modestement, réhabiliter leur centre ancien, réaménager certains espaces publics, créer une rue piétonne, un lotissement communal, un parking ou une école maternelle. Quelle que soit l'ambition poursuivie, le constat dressé est souvent le même : la matière grise fait défaut. Certaines opérations, lancées sans grand discernement par les élus, se révèlent ainsi des échecs sur le plan économique, social ou esthétique, aucune réflexion préalable n'ayant été menée en amont.

Institués par la loi de 1977, les conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement sont devenus au fil des ans de vrais partenaires pour les collectivités

La France métropolitaine compte 36 551 communes, dont 31 251 communes rurales, peuplées par moins de 2 000 habitants. Autant dire qu'une grande majorité ne peut se doter d'outils de planification urbaine, même si la plupart disposent de services techniques minimaux. Souvent dirigés par un ingénieur des villes, ces services ont en charge l'entretien des réseaux (éclairage public, voirie, transports, assainissement, déchets, eau) et du patrimoine communal (mairie, écoles, bâtiments sportifs, jardins publics) et exécutent fréquemment eux-mêmes les travaux en régie.

Les services habitat, quand ils existent, accueillent plutôt le public qui cherche à se loger, à s'informer sur les servitudes d'urbanisme locales, ou encore sur le montant des subventions



versées pour l'amélioration du confort d'un logement ou le ravalement d'une façade. Comme toutes les communes de sa taille, Saint-Macaire, bourg de 1 459 habitants, en Gironde, s'adresse, comme par le passé, à la direction départementale de l'équipement (DDE) pour l'instruction d'un permis de construire. Mais elle n'hésite pas, au besoin, à s'adresser au privé.

« Nous avons commandé une étude de faisabilité sur la réhabilitation d'un immeuble de centre-bourg. Coût : 100 000 F, subventionnés pour moitié par le conseil général », explique Jean-Marie Billa (PS). Démarche inhabituelle, il l'admet volontiers. « Les maires n'ont guère l'habitude de payer des honoraires pour des études pré-opérationnelles, les bureaux d'études les effectuent le plus souvent gratuitement, à condition d'obtenir l'assurance qu'ils

assumeront la maîtrise d'œuvre, leurs honoraires étant alors proportionnels au montant des travaux engagés... » Architecte dans le privé, Jean-Marie Billa conçoit les choses autrement.

Si l'on en juge d'après le nombre de maires qui se tournent vers les conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE), 83 départements sur 95 sont dotés de telles structures qui font de l'assistance gratuite aux communes. Les besoins sont immenses. Institués par la loi de 1977 sur l'architecture, les CAUE sont devenus au fil des ans de vrais partenaires pour les collectivités. Qui les sollicitent aussi bien pour la restauration de l'église communale, l'aménagement de la cour de l'école maternelle ou de la place de la mairie, que sur les moyens de préserver l'identité du village, si ce dernier est soumis à de trop fortes pressions

spéculatives. A la différence des bureaux d'études privés, les CAUE ne peuvent être suspectés de pousser à la dépense, ils n'assurent pas la maîtrise d'œuvre. « Nous clarifions en toute neutralité les besoins des communes, établissons des diagnostics et définissons des priorités en concertation avec les maires, et en fonction de leurs capacités de financement », insiste Brigitte Mas, directrice du CAUE de l'Hérault. Rançon de leur succès ? Les CAUE croulent sous les demandes. Elles émanent en effet non seulement des communes rurales mais aussi de villes plus importantes parfois dotées de services techniques musclés.

Aujourd'hui, le conseil aux communes représente 80 % des activités des CAUE

Ainsi la municipalité de Caen a chargé le CAUE du Calvados d'une réflexion sur le réaménagement des espaces publics dans le quartier de la Grâce de Dieu, une ZUP datant de la fin des années 50. Lors de leur dernier congrès, en septembre à Bordeaux, quelques directeurs de CAUE tiraient d'ailleurs la sonnette d'alarme : le conseil aux communes, qui n'est qu'une de leurs missions, représente aujourd'hui 80 % de leur activité.

« Avant la décentralisation, on ne trouvait d'ateliers municipaux d'urbanisme que dans les grandes villes », souligne Patrick Lussion, délégué général de la fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU). « Ces petites équipes, réunies autour de l'architecte ou de l'urbaniste en chef de la ville, étaient chargées de gérer les permis de construire, conjointement avec la DDE. Seules les très grandes métropoles se lançaient vraiment dans la réflexion prospective. » Montpellier, par exemple, a créé son outil dès 1977.

Les villes moyennes, dont la population se situe entre 20 000 et 100 000 habitants, ne peuvent rivaliser. « Même si beaucoup, telles Sarreguemines ou Valence, ont éprouvé le besoin de renforcer leurs structures après la décentralisation », confie Bernard Lenseil, vice-président de l'Association pour la promotion des urbanistes des collectivités territoriales. Les missions de ces services couvrent généralement quatre grands domaines : l'aménagement du territoire (élaboration du POS, politique de l'habitat, programmation des équipements publics, politique économique et des transports) ; l'application du droit des sols (instruction des permis de construire) ; la politique foncière (préemption ou déclarations d'utilité publique) et l'urbanisme opérationnel (montage de ZAC, de lotissements ou de programmes d'aménagement d'ensemble).

Faute de personnel compétent, une bonne partie de ces missions doit être déléguée. Engagé à plein-temps des professionnels de l'aménagement dans le but d'élaborer une stratégie de développement qui intègre à la fois les données urbaines, paysagères, économiques et sociales se révèle souvent utopique d'un strict point de vue financier. « Les pouvoirs publics incitent les communes de plus de 20 000 habitants à engager des ingénieurs, voire des architectes municipaux, mais les maires n'ont guère la

possibilité d'embaucher des paysagistes ou des écologues, les règles de la comptabilité publique ne prévoyant pas ce type de profils », poursuit Bernard Lenseil.

Des communes situées à proximité d'un « monstre » métropolitain et confrontées à une explosion démographique nouvelle se sentent totalement désarmées. « Si leur stratégie de développement n'est pas réfléchie, si les enjeux sociaux, économiques et urbains sont mal appréhés, ces communes se trouveront à la merci des investisseurs et des marchands de bien », constate Patrick Lussion. Qui pourrait les aider à cerner leurs besoins réels et à définir des objectifs en toute neutralité ?

Les agences d'urbanisme, qu'il s'agisse d'agences d'agglomération comptant aussi l'Etat parmi leurs partenaires, ou de simples agences de district comme à Dijon, sont certes performantes. Laboratoires d'idées et force de proposition, elles sont au service des communes qui les financent. Seul ennui, ces équipes pluridisciplinaires composées d'architectes, d'urbanistes mais aussi de paysagistes, d'économistes ou de juristes n'existent pas partout.

La coopération intercommunale, qu'elle prenne la forme d'un district ou même d'un syndicat à vocation multiple (SIVOM), est loin d'être la règle. Les maires des grandes agglomérations sont plus souvent rivaux que solidaires, concurrents que complémentaires... A Nice, à Cannes, à Toulon, à Clermont-Ferrand, à Rouen, à Béziers ou encore à Amiens, pour ne citer que ces villes, les municipalités ne montrent pourtant pas l'exemple. Elles ignorent délibérément leurs voisins, voulant rester maîtresses chez elles.

En zone urbaine, la complexité des problèmes à traiter (logement, développement, transports et maîtrise de l'étalement) inciterait pourtant à une programmation réfléchie : des équipements, menés à une échelle qui dépasse le strict cadre communal. Les acteurs économiques ne se sont-ils pas affranchis depuis longtemps des découpages administratifs ?

Carine Lenfant-Valère

## Montpellier voit grand

Stéphane du maire, en 1977, le bouillonnant socialiste Georges Frêche juge indispensable de maîtriser le développement économique et urbain d'une ville qui héberge 207 986 habitants. Il crée donc à Montpellier un Atelier municipal d'urbanisme (AMU) qui avait pour vocation d'approfondir la connaissance de la ville.

En 1984, l'Atelier a été élargi à deux structures distinctes, désormais rattachées au directeur général des services techniques de la ville.

La première est la Direction de l'aménagement et de la programmation (DAP). Elle est chargée de mener les études urbaines générales et de suivre les zones d'aménagement concédées à la Société d'économie mixte de Montpellier (SEM). Cette direction comprend trente-deux personnes.

La seconde structure née de l'Atelier est la Direction urbanisme opérationnel (DUOP). Elle est chargée de suivre les questions concernant le droit des sols. Elle traite les déclarations d'alignement et instruit les permis de construire. Ses effectifs sont de quarante-trois personnes.

C. L.-V.

## Atelier public à Juvisy-sur-Orge

En dépit de sa faible taille, la ville de Juvisy-sur-Orge, située dans le département de l'Essonne, dispose d'un atelier municipal d'urbanisme depuis 1978. « Je jugeais indispensable de poursuivre le travail très fin élaboré par un cabinet d'architectes et d'urbanistes sur l'avenir de la ville à l'occasion du plan d'occupation des sols », confie le maire de cette commune de 11 858 habitants.

En fait, André Bussery (PS) n'a pas attendu les lois de décentralisation pour assumer ses responsabilités en matière d'urbanisme. Une attitude que le préfet et ses services n'ont pas tellement appréciée à l'époque. « Les subventions que nous devions recevoir pour réhabiliter 400 logements ont été réduites de moitié au motif que nous étions décidés à mener nous-mêmes les études préliminaires. Six mois plus tard, la première opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) démarrait et l'on demandait, peu après, à l'atelier de former les cadres de

la direction de l'équipement à ce type de procédures », assure le maire.

Association de type loi de 1901, subventionnée intégralement par le maire, tout habitant pouvant en être adhérent, l'Atelier public d'aménagement de Juvisy (APAJ) se veut la mémoire de la ville. Mais cette association joue aussi le rôle d'un bureau d'études. « Il n'a pas vocation à tout faire, mais il est associé à l'interlocuteur désigné sur tous les projets d'aménagement », affirme André Bussery. Il peut discuter avec la SNCF, la direction départementale de l'équipement, l'hôpital public - premier employeur de la ville - ou l'administration pénitentiaire. Il a été un moment question d'implanter une prison dans le périmètre de la commune.

Dans les années 80, la concertation n'était pas un vain mot. « Les réunions de quartier, les films et les débats ont attiré jusqu'à 3 000 personnes », se souvient le maire. Les Juvisiens n'hésitaient pas à pousser la

porte de l'APAJ, installée alors dans l'ancien Café de la Mairie, pour se renseigner sur la réalisation d'une rue piétonne « la première décidée dans le département » ou sur l'aménagement des espaces publics.

Une époque révolue. « Pour la révision du POS ou du SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme), aujourd'hui, une cinquantaine de personnes seulement se déplacent à chaque réunion », soupire André Bussery, qui estime que l'association a été investie par son opposition municipale. Signe des temps ? Le Café de la Mairie est redevenu un simple débit de boissons, l'atelier municipal ayant déménagé au centre administratif.

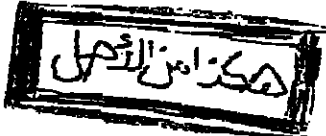
« C'est moins poétique mais plus pratique : il est à côté des services techniques », explique le maire, qui se demande aujourd'hui si la ville ne devrait pas se doter d'une société d'économie mixte (SEM).

C. L.-V.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
L'ÉCONOMIE





PORTRAIT

Sylviane Sambor :  
ambassadrice littéraire

Elle est brune et vive et s'exprime avec une conviction qui emporte celle de ses interlocuteurs. Sylviane Sambor s'emploie à concrétiser un rêve, «rêve de Bordeaux un pôle privilégié de la littérature étrangère». Au pays des «trois M», Montaigne, Montesquieu, Molière, la jeune femme a créé, en 1987, Le monde autour du livre, à la fois association et département de la SARL Alpha Services qu'elle dirige.

Au lycée de Villeneuve-sur-Lot la jeune fille s'enthousiasme pour les mathématiques, qui lui semblaient la façon idéale «de prendre possession du monde par l'imaginaire». Au moment de choisir un métier, elle a décidé de s'initier aux difficultés de la diffusion et de la distribution du livre. «C'est un choix que je ne regrette pas», affirme-t-elle aujourd'hui.

Devenue femme d'édition, elle décide d'inscrire son travail dans la vie régionale. «Je soutiens, dit-elle, apporter aux professionnels du livre une mise en scène dont ils puissent tirer parti et je veux permettre au public de découvrir d'autres auteurs», Sylviane Sambor a donc imaginé des manifestations littéraires originales. La première, en mai 1988, s'intitulait Le Portugal à Bordeaux. A cette époque-là, l'arc atlantique n'était pas encore de mode en Aquitaine. Le printemps portugais de Sylviane Sambor a fait découvrir en Gironde des écrivains comme Augustina Bessa, Luis Jose Saramago et Lidia Jorge.

Le coup de cœur de Sylviane Sambor s'est depuis réitéré : celui d'une femme avide. Elle est en effet en phase avec les nouvelles affinités des régions du sud-ouest de l'Europe. L'Aquitaine, le Pays basque et le Nord-Portugal ont signé, depuis 1988, des conventions de coopération.

d'échanges économiques, mais aussi des accords portant sur les questions universitaires et culturelles. Les élus, qui avaient prudemment subventionné la première édition du Portugal à Bordeaux ont découvert en Sylviane Sambor une ambassadrice entreprenante. Ainsi, en 1989, réussit-elle à organiser au Gremio Literario, un cercle littéraire libobito, un dîner politico-littéraire avec le président Mario Soares.

«Gourmandise  
culturelle»

L'année suivante, la municipalité de Bordeaux et le conseil régional n'ont pas hésité à subventionner la deuxième édition du Portugal à Bordeaux. Depuis, la «gourmandise culturelle» de Sylviane Sambor s'est diversifiée et orientée vers la Suisse.

A la fin du mois de novembre, Le monde autour du livre a invité les lecteurs de l'agglomération bordelaise à découvrir «sept cent ans de littérature suisse romande», dans un cocktail de conférences, expositions et films. Le but poursuivi n'a pas varié : «Mettre en relation avec leur public potentiel des ouvrages qui n'appartiennent pas au traitement industriel du livre mais qui doivent continuer à circuler», Sylviane Sambor prévoit pour 1993 un printemps polonais.

Enfin, en 1991, la jeune femme a réalisé un de ses rêves en créant, à trente ans, une maison d'édition au nom espagnol : L'escampette. Le catalogue de ce nouvel éditeur régional compte pour l'instant deux ouvrages, *Saveurs de Bordeaux* et un *Montaigne*, 1533-1592.

De notre correspondante  
à Bordeaux

Ginette de Matha

LIVRES

DES RECETTES  
POUR LE MARIAGE

INTERCOMMUNALITÉS  
MODE D'EMPLOI  
de Marie-Christine  
Bernard-Gélbert  
et Patrick Labia.  
Ed. Economica 335 p., 250 F.

COMMUNAUTÉS  
DE COMMUNES  
ET DISTRICTS  
d'Yves Gorgeu,  
Ed. Syros-Alternatives,  
232 p., 140 F.

GUIDE  
DE LA COOPÉRATION  
INTERCOMMUNALE  
de Philippe Petit,  
Ed. le Moniteur,  
237 p., 350 F.

UNE NOUVELLE DONNE  
POUR LES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES  
par la DGCL.  
Ed. Syros, 149 p., 120 F.

organisés depuis sa publication. Les agents de la DGCL, véritables auteurs techniques de ce texte, puisqu'ils en ont préparé, chiffré et amendé tous les articles, ont réussi, avec cet ouvrage, un travail de vulgarisation.

Favorable à l'intercommunalité, la DGCL s'efforce d'en montrer l'intérêt avec trois *Cahiers* publiés aux éditions Syros. Le premier, intitulé *La coopération intercommunale en milieu rural*, rappelle notamment les compétences essentielles créées par la loi du 6 février : aménagement du territoire et développement économique. La solidarité financière intercommunale fait le point sur les différentes étapes de la péréquation de la taxe professionnelle. *Communautés de communes et districts* simule le passage d'un régime de contribution budgétaire à un système de fiscalité propre.

L'irrévérence  
d'un avocat

Ce sont encore deux fonctionnaires de la DGCL qui ont rédigé l'ouvrage *Intercommunalités, mode d'emploi*. Mais Marie-Christine Bernard-Gélbert et Patrick Labia, savent utiliser leurs spécialités respectives, la fiscalité et les compétences territoriales, pour présenter les différentes formes de la coopération. Précis, technique et synthétique, leur mémento détaille les différents mécanismes de création des syndicats, des districts, des villes nouvelles et des communautés. Dans un tableau comparatif, les auteurs résumant les avantages juridiques et financiers de ces structures. Ils proposent des fiches de calcul des diverses dotations. Ils distinguent, enfin, deux formes de coopération :

l'intercommunalité associative, très répandue, mais cantonnée à la gestion des problèmes techniques, et l'intercommunalité fédérative, censée promouvoir un développement solidaire.

Seul, le *Guide de la coopération intercommunale* de Philippe Petit, se permet une certaine irrévérence à l'égard de la loi sur l'administration territoriale. L'auteur, il est vrai, n'est pas fonctionnaire, mais avocat. Depuis 1989, il milite pour la survie des districts, en tant que conseiller juridique de l'Assemblée des districts de France, que préside Marc Censi (UDF-PR). M. Petit estime que la loi du 6 février manifeste une

constante «hésitation» entre la fusion et le regroupement, la contrainte et l'incitation, l'addition de nouvelles structures territoriales et la suppression de certaines d'entre elles. Son livre présente les différentes formes d'intercommunalité, et donc le district, auquel il attribue des qualités comme la souplesse de constitution ou la liberté de financement. L'ouvrage est illustré par de nombreux exemples, mais malheureusement les structures décrites ne sont pas très précisément situées et leur composition politique, paramètre essentiel à la coopération, n'est pas systématiquement précisée.

R. R.

LES CARIATIDES DE PARIS  
de Jacqueline Nebout  
et Magalie Chanteux.  
Ed. Hervas, 128 p., 133 photos,  
320 F.

Musculées, facétieuses ou hiératiques, mais toujours poitrinaires, cinq cents cariatides de pierre soutiennent de la tête ou des bras les balcons et corniches de Paris. Jacqueline Nebout, qui règne sur les jardins de la capitale, a eu l'idée de les tirer de l'anonymat et de les présenter, avec des photos de Magalie Chanteux, aux amateurs d'architecture. Cet ouvrage rendu à un peuple de statues mangées par les intempéries est aussi une promenade découverte. Elle prouve, s'il en était besoin, que la capitale réserve toujours d'heureuses surprises à ceux qui savent encore flâner le nez en l'air. Détail que les touristes apprécieront : les textes sont en français et en anglais.

LA NOUVELLE ATHÈNES,  
PARIS CAPITALE DE L'ESPRIT  
de Jean Tibéri.  
Ed. Sand 1992, 288 p., 120 F.

C'est l'un des mystères de Paris. Pourquoi cette ville a-t-elle depuis le Moyen Âge attiré autant de «vedettes étrangères»? Jean Tibéri, qui s'intitule «promeneur de l'histoire» et qui est aussi premier adjoint à l'Hôtel de Ville, ne résout pas cette énigme. Mais il l'a confortée en traçant dans la *Nouvelle Athènes* le portrait de cent dix écrivains, philosophes et artistes d'outre-frontière qui ont habité et aimé la capitale. La galerie commence à Léonard de Vinci et s'achève à Chagall en passant par Rubens, Schopenhauer, Wagner et Picasso.

Certains de ces illustres étaient encore à l'époque de leur séjour dans la Ville Lumière d'obscurs inconnus et ont même connu la misère. Le livre, qui est en quelque sorte un musée du cosmopolitisme parisien, n'est pas seulement agréable à parcourir. Il vient à son heure alors que ressurgissent les vieilles tentations xénophobes.

COURRIER

Retour à Arras

Double surprise lorsque j'ai découvert le premier numéro du supplément «Heures locales» (*Le Monde* daté 15-16 novembre). Premièrement, intérêt : Arras, où je vis, était choisi pour inaugurer une nouvelle rubrique «Cités». Deuxièmement, inépuisable : l'approche de la description se ferait par l'implantation récente d'une firme américaine.

La première lecture a confirmé cette inquiétude et m'a donné une sensation d'inachèvement, de fourvoiement par omission. La seconde lecture a suscité la déception.

Certes Arras est une cité superbe. Certes Arras est une cité où l'on peut bien vivre. Certes Arras est une cité qui s'en sort peut-être mieux que d'autres, économiquement parlant. Faut-il en tirer gloire? Cela est un autre débat. Néanmoins, et je ne souhaite en aucun cas noircir la situation, Arras a aussi ses populations défavorisées (sans-emploi, faibles revenus, étrangers mal acceptés...), ses quartiers HLM délabrés, ses problèmes d'environnement. Enfin, avez-vous assisté à un conseil municipal pour mesurer le niveau des débats qui y sont tenus?

Le satisfecit accordé à messieurs Fatons, Gheerbrant et Marzin est trop inconditionnel pour être crédible. S'il faut saluer certaines réalisations de ces personnalités, il faudrait peut-être aussi solliciter une ambition plus affirmée, une réelle volonté de rendre Arras plus conviviale plus sereine, plus vivable.

A titre d'exemple, avez-vous essayé d'utiliser un vélo dans notre cité? Avez-vous essayé de rejoindre les quartiers périphériques autrement qu'en automobile? Vous écrivez vous-même : «Il faut voir Arras la nuit... pour goûter l'harmonie de ses deux vastes places...» Il est vrai que la journée, les places étant envahies par les automobiles, on ne peut jouir de ce spectacle formidable!

C'est donc en tant que citoyen arrageois, heureux d'habiter cette cité mais conscient que tout n'y est pas parfait, que j'ai décidé de vous écrire.

Le choix de l'économique, du prestigieux pour attirer entreprises, cadres et populations aisées ne peut cacher les réalités d'une ville qui pourrait, elle en a le potentiel, être beaucoup plus solidaire, agréable et conviviale.

GUY LESNIEWSKI

Arras

Crème glacée

Alors, le journal *Le Monde* s'intéresse aussi à cette région d'en haut, même s'il lui arrive de placer Maubeuge dans le Pas-de-Calais comme il y a trois semaines environ? A présent c'est Arras, affublée d'un cornet de crème glacée comme d'une tour Eiffel dérisoire. Demain ce sera Lille, entraînée dans une joyeuse farandole de cornets de frites.

Bien arrangés, les pauvres Arrageois! Quelle chance est la leur! On leur a fait à l'heure de la contemplation égoïste de leur bonheur petit-bourgeois à qui la même envoyée spéciale assène en guise de conclusion que «l'on vit égoïstement bien à Arras». Point!

Mépris ou condescendance? Je penche pour l'ignorance et, malheureusement, le manque d'intérêt. Que le journal *Le Monde* ne m'en veuille pas de saluer ainsi la première sortie de ses «Heures locales».

LOUIS SPINHAYER  
Boussu (Belgique)

DÉBAT

NON AU MONOPOLE DE LA VOITURE

par Olivier Domenach et Pierre Teumier

RÉCEMMENT Christian Gerondeau avançait l'idée qu'il était vain d'investir massivement dans les transports publics puisqu'on ne pouvait espérer réduire le flux de circulation automobile (*Le Monde* daté 25-26 octobre). A l'appui de cette position, un argument simple : la voiture fait gagner du temps par rapport aux transports en commun indispensables pour que l'on puisse continuer à rouler. Quand même conscient des limites du tout-automobile, notre auteur est prêt à admettre un certain partage de la voirie avec les bus, les cyclistes et les piétons mais à condition que cela ne mette pas en cause la primauté de la voiture.

Les Français y sont attachés, d'autant qu'elle a permis le développement périurbain et les lotissements de maisons individuelles, mal desservis en transports publics. Sans mettre en doute l'importance de l'automobile, il est nécessaire de ne pas fausser le débat en privilégiant un mode de transport plutôt qu'un autre alors qu'ils sont complémentaires.

La France fait partie des champions de la possession de voitures : 75 % des ménages en ont une et y consacrent 15 % de leurs revenus. Le temps que fait gagner la voiture est amplement perdu à la payer. Peut-on imaginer que les Français vont librement consentir à déboursier encore plus pour circuler et stationner au moment où l'on parle de péage urbain? Faut-il continuer à organiser d'un côté la captivité automobile et de l'autre le recours aux capitaux privés pour construire des infrastructures qu'il faudra ensuite rentabiliser par des péages alimentés par le trafic qu'elles induiront?

Une politique depuis longtemps favorable à l'automobile n'a toujours pas réussi à assurer la fluidité de la circulation en milieu urbain au point que l'on s'oriente vers de gigantesques projets de voies souterraines. Les améliorations apportées à la circulation sont largement absorbées par l'allongement et la multiplication des trajets, et le temps passé dans les transports ne diminue pas. Les effets négatifs de l'automobile, même mal connus, ne plaident pas en sa

favor : les accidents représentent un coût pour la collectivité de 13 milliards de francs par an, la pollution et le bruit 64 milliards, sans parler de la consommation d'espace supérieure à celle des transports publics. Le pot catalytique et la voiture électrique ne sont que de maigres palliatifs à ce transfert de charges de l'automobiliste vers la collectivité.

La primauté donnée à l'automobile ne permet pas de résoudre le problème des populations non motorisées. Pour celles-ci, les inégalités sociales face à la mobilité s'accroissent au regard de la motorisation croissante des ménages aisés. Cela explique pour une part les problèmes sociaux des banlieues enclavées. Entre l'immobilité contrainte et la motorisation forcée, il existe un équilibre à trouver.

Développer les réseaux  
de transports publics

Les transports publics ne sont pas l'alternative que l'on serait en droit d'attendre, ne serait-ce qu'aux termes de la loi qui prévoit le droit au transport reposant sur le choix des modes. Les bus assurent, à peu près correctement, les liaisons radiales vers les centres-villes mais ne répondent pas aux besoins croissants de déplacements suburbains. Ainsi, la desserte par bus des zones commerciales et industrielles restant un problème, d'autant qu'elles ont été conçues en fonction de la seule accessibilité automobile.

Depuis vingt ans, grâce au financement lié au versement transport, les réseaux de transports publics se sont considérablement développés, mais toujours sur la base de moyens conventionnels. On constate aujourd'hui que le nombre d'usagers stagne quand il ne baisse pas : c'est la preuve d'une contre-performance inquiétante à laquelle il faut remédier sous peine d'asphyxie des villes.

Le problème est politique. La Suisse et les pays nordiques ont fait des choix clairs en faveur du transport public et de la limitation de la voiture dans les centres-villes. En France les actes ne suivent pas les déclarations d'intention. Alors qu'en Allemagne on interdit de construire des places de station-

nement dans les nouveaux immeubles de bureaux, en France, c'est le contraire qui est encore pratiqué.

Les solutions d'amélioration des transports en commun sont à la fois techniques, commerciales et politiques. Il existe depuis longtemps un consensus sur les conditions minimales du développement de ce service public. Une mesure comme celle du site propre est de nature à rendre le transport public attractif pour ses temps de parcours. Ce partage de la voirie ne fait qu'entériner le fait que chaque mode de transport a droit à la part qui lui revient.

Une autre idée consiste à favoriser la complémentarité du transport public et de la voiture particulière ainsi qu'à articuler entre eux les différents réseaux de transport. Les mesures restent embryonnaires en matière de parkings de rabattement ou de tarification combinée, de mini-bus, voire de taxis collectifs lorsque la demande est plus faible. Il faut être capable de traiter des chaînes multimodales de déplacement correspondant à des trajets de plus en plus complexes sur la base de plusieurs modes.

Commercialement, le marketing commence à entrer dans les mœurs des gestionnaires du transport public. Satisfait ou remboursé n'est pas vraiment la règle, on vit encore sur l'idée que la clientèle est captive et qu'elle n'a pas le choix. C'est sans doute à ce titre que l'on ne juge pas nécessaire de l'informer sur les retards.

On ne sait pas encore traiter tous les motifs de déplacement en transport public, surtout si les flux sont faibles, avec des moyens adaptés et un niveau de qualité de service minimal.

A l'heure où Los Angeles, consciente des limites du tout-automobile, développe plusieurs réseaux de transports publics, comment ne pas intensifier chez nous les efforts faits dans ce domaine depuis une quinzaine d'années? En y ajoutant le courage politique qui fait trop souvent défaut pour prendre des mesures un peu plus radicales en sa faveur?

► Olivier Domenach et Pierre Teumier sont directeurs de recherche au Centre de recherche en économie des transports à l'université Aix-Marseille-II.

MANAGEMENT DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

"MBA"

Formation de cadres supérieurs  
des secteurs public et privé

9 modules d'une semaine à partir de mars 1993

Un stage en entreprise ou en collectivité

Un projet à réaliser

■ INSCRIPTIONS ■

INSTITUT DES MANAGERS DU DEVELOPPEMENT LOCAL  
15 rue de la Longue croix 75017 Paris Tél. (1) 40.21.39.15

## PERPIGNAN

LES Perpignanais sont gens étranges. Cela fait des siècles qu'ils ressentent un impérieux besoin collectif de mortification. Ils l'expriment sous une forme mystico-spectaculaire, chaque vendredi saint, dans les rues de leur vieille ville, en révérent la mystérieuse procession de la Sanch, une confrérie de pénitents encapuchés de rouge ou de noir qui perpétue depuis 1416 le culte des corps publics de pénitence et de pitié. Les plus exaltés en sont même arrivés, ces dernières années, à manifester ce masochisme dans les urnes électorales en accordant massivement leurs suffrages au plus flagellant des partis politiques, le Front national.

La clé psychologique de cette énigme historique a peut-être été fournie par Salvador Dalí, autre enfant de ce singulier pays catalan, le jour où il a proclamé que la gare de Perpignan devait être considérée comme le « centre du monde ». En effet, seule une approche surréaliste et onirique permet de comprendre que les Perpignanais n'en finissent pas de ruminer, dans leur mémoire subconsciente, l'humiliation de n'avoir pas su préserver l'autonomie qui fut la leur de 1276 à 1344, à l'époque où leur chef Roussillon traitait, des Baléares à Montpellier, sur l'éphémère royaume de Majorque.

Tirailée entre l'Espagne et la France jusqu'au traité des Pyrénées, en 1659, ils ont d'abord rêvé de retrouver leur identité, tourmentée par les larmes rouges du centralisme parisien, en se recroquevillant à l'abri des remparts de Vauban. Puis, ces remparts ayant explosé sous les pulsions de la vie, ils se sont enhardis jusqu'à traverser la Têt, la gentille rivière qui les borde côté nord, et jusqu'à s'aventurer, côté sud, vers le massif du Canigou, qui domine la frontière. Hors les murs ancestraux, ils ont alors renoué, par leur vitalité et leur sens du commerce, avec leur prospérité passée. Et depuis vingt ans leurs cousins de la Catalogne espagnole viennent y faire leurs achats si nombreux, le week-end, qu'ils ont presque transformé Perpignan en banlieue de Barcelone.

Mais il faut croire qu'on ne se libère pas très vite d'un si long enfermement. Voilà que, aujourd'hui, ballottés entre Montpellier, la surdouée et Toulouse le hautaine, les Perpignanais se croient assésés... L'interieur, il a suffi que la mécanique du développement inégalitaire et le calvaire des anciens barbares (longtemps marginalisés dans le proche camp de Rivesaltes) installent une petite communauté d'origine maghrébine à l'ombre de l'église Saint-Jacques, le sanctuaire de la Sanch, dans le traditionnel quartier des jardiniers et des Gitans, au cœur de la ville haute, celle du marché en plein air et des échoppes, pour que la ville basse, celle de la halle asseptisée et des vitrines bien lées, voie le menaçant d'une peste moyennagère. Et accueille à bras ouverts, il y a six ans, l'ancien légionnaire Pierre Sergent, parachuté par un exorciste en croisade par Jean-Marie Le Pen.

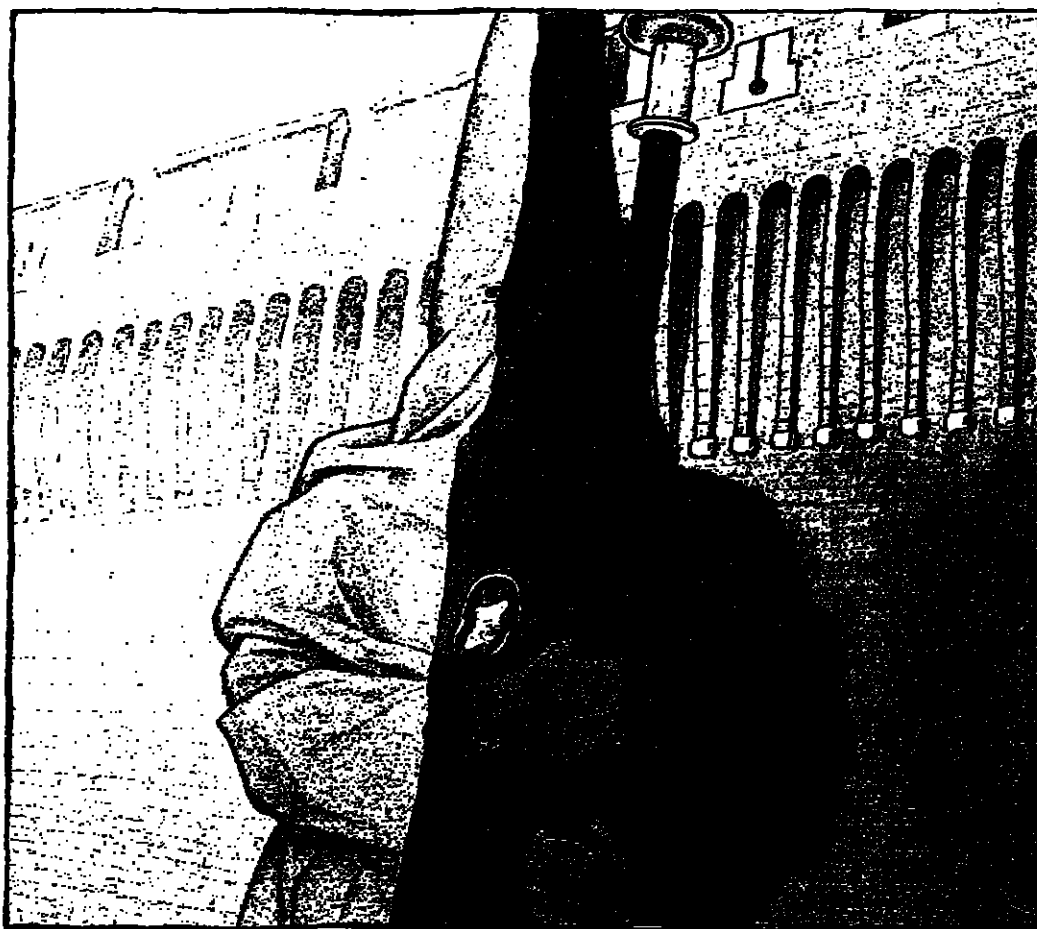
Combien de processions faudra-t-il donc pour que les Perpignanais réalisent qu'ils ont tout pour être les plus heureux

des Français dans ce département des Pyrénées-Orientales plein de petits coins de paradis ?

Combien de pénitences pour qu'ils découvrent que, de la place Rigaud à la place Casanoves, de Notre-Dame de la Réal aux jardins de la Miranda, derrière les linge colorés accrochés aux fenêtres,

## Une irrésistible tramontane bouscule la scène politique locale

sous les senteurs de ses nouvelles, à travers les regards nostalgiques des vieux enturbannés et les rires de ces enfants au teint mat qui jouent dans les vestiges des anciens couvents où les fastidieuses des inquisiteurs se mêlent à ceux des moines mendiants, ce n'est pas une menace qui sourd mais une résurrection qui s'accomplit,



## La fin d'une longue pénitence

l'antique bigarrure majorquinne qui se renouvelle pour mille promesses à cueillir ?

Pourtant, sans qu'elle le sache encore, Perpignan ne s'approche-t-elle pas du seuil de sa rédemption définitive ? Car il y a peut-être une autre distorsion insidieuse dans le fait d'interpréter les luttes intestines ravageant en ce moment les rangs de ses édiles comme une énigme variée de la malediction historique qui semble frapper les familles régnantes du Roussillon depuis les guerres fratricides des héritiers du roi d'Aragon. Jacques le Conquérant, qui furent fatales au royaume de Majorque. Bien au contraire, l'édile n'étant pas né de sang catalan, tout laisse à penser que Perpignan, malgré tout, parviendra à conjurer cette fatalité. Une irrésistible tramontane, bousculant tout sur son passage, balaie en effet, ces jours-ci, la scène politique locale.

Pierre Sergent a brutalement disparu, terrassé par le mal de mauvaise réputation. Il n'a pas désigné de dauphin et l'on parle d'un nouveau « parachutage ».

L'ancien président de la chambre de commerce et d'industrie Jacques Farran, qui

cumulait il y a peu tous les pouvoirs et se prenait déjà, selon sa propre expression, pour un « Roi-Soleil », est lourdement tombé de son piédestal depuis ses deux inculpations pour ingérence et abus de confiance, complicité de vol et recel. Les « raisons de santé » qu'il a mises en avant pour justifier officiellement sa décision de ne pas solliciter, en mars, le renouvellement de son mandat de député UDF-PR n'ont même pas fait sourire, parce que la déchéance de ce notable malade a considérablement affecté l'image de la ville à l'extérieur.

Le patriarche Paul Alduy, qui dirige la ville depuis 1959 et semblait inamovible, vacille soudain dans la tourmente. A soixante-dix-huit ans, le socle de son pouvoir se lézarde sous l'avalanche des « affaires » qui ne l'épargne pas, et sous les coups de boutoir de ses anciens amis qui l'abandonnent. La police judiciaire épluche depuis cet été les comptes du centre communal d'action sociale, ceux du comité des œuvres sociales et ceux de la société immobilière de la ville. Puis, le conseil municipal, ne le suit plus. Lui, le gestionnaire réputé pour son pragmatisme, qui avait réussi pendant trente-trois ans à gouverner la ville en s'adaptant à toutes les majorités nationales, pour finir aujourd'hui avec l'étiquette UDF-PSD, le voici contraint d'admettre qu'il ne sait plus sur qui compter. Lâché par les grands électeurs, il a dû céder, en septembre, son fauteuil sénatorial. L'inconcevable s'est produit à Perpignan même, le 19 novembre, quand il a été désavoué par le conseil municipal, qui a préféré à son projet d'agrandissement de l'hôpital le dossier défendu par son premier adjoint, Claude Barate, député, chef de file du RPR.

Ce soir-là, sous le coup de l'amertume, Paul Alduy a traité ses anciens colistiers de « lâches ». Blessé, cet ancien diplomate, qui a tant fait pour sa ville — « ma seule maîtresse », dit-il —, parle maintenant de « mafia » lorsqu'il évoque la cohorte hétéroclite des prétendants à sa succession. Il espère que le ministre de l'Intérieur acceptera de dissoudre le conseil municipal, comme il le lui a demandé, et qu'à l'occasion de l'élection partielle qu'il

appelle de ses vœux il s'effacera pour passer le relais à son fils Jean-Paul, le directeur de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, parce que, sur place, il « ne trouve personne qui ait les compétences administratives, techniques et morales valables pour diriger Perpignan ».

## La ville s'affranchit de toute tutelle pour vivre sa catalanité

L'écoute-t-on encore, toutefois, quand il prédit que sa ville risquerait de finir « comme Angoulême ou Nice » si quelqu'un d'autre la guidait ? Claude Barate, qui incarne, à quarante-neuf ans, la vitalité de la génération suivante, semble aujourd'hui mieux armé que son prédécesseur au poste de premier adjoint, auteur d'un « putsch » raté en 1982, un certain... Jacques Farran.

Cet ancien professeur de droit, qui fut le suppléant d'Arthur Conte, se comporte de plus en plus comme le véritable maire de la ville, et il n'est pas pressé. A ses yeux, « il n'y a pas de problème au sein du conseil municipal », donc pas de raison de le dissoudre. Claude Barate attend tranquillement l'heure de son couronnement, et les tirons

de son bureau sont pleins de projets ambitieux pour le devenir de la ville. Il se prévaut de bénéficier déjà de « majorités d'efficacité ». Mais comment parviendra-t-il à incarner le changement, la rupture avec le vieux « système Alduy », qu'il dénonce alors qu'il en est le produit politique et l'héritier présomptif ? La personnalité atypique de l'héritier naturel, Jean-Paul Alduy, cet ingénieur en chef des ponts et chaussées tard venu à la politique et adhérent de fraîche date au CDS au nom de la résistance intellectuelle aux thèses de l'extrême droite, constitue peut-être l'un des imprévisibles grains de sable du destin capables de casser le ronronnement de rouages démodés.

Car, s'il existe un fils qui ne ressemble guère à son père, c'est bien cet ancien soixante-huitard qui se retrouve aujourd'hui engagé dans une démarche corréenne pour la simple raison qu'il a été pendant très longtemps, pour des motifs familiaux mais aussi des raisons politiques, en privé, le plus critique de tous les « anti-alduyistes ». Au point que le père et le fils se sont totalement ignorés pendant une vingtaine d'années, jusqu'à leur réconciliation il y a deux ans. Entré laborieusement mais victorieusement dans l'arène politique, en mars, en se faisant élire conseiller général du canton de Perpignan-1, au terme d'une triangulaire, Jean-Paul Alduy, dont la carrière ne doit rien à son père, éprouve un sentiment d'injustice, quand il lit les papillons « Merci papa ! » que des mains anonymes ajoutent en ce moment sur les panneaux d'affichage où il mène déjà campagne pour les législatives, en se posant en champion d'« une autre idée de la politique ». Mais comment ne pas assumer le bilan de son propre père dès lors qu'on aspire à lui succéder ? Le temps des successions royales semble bien révolu. Tant mieux, puisqu'il s'agit pour les Perpignanais de faire mentir l'ancien préfet, qui avait parlé de « déliquescence » en qualifiant le climat local.

Tant pis pour les processionnaires ! A l'écart des vieilles ornières Certains pionniers sont à l'œuvre dans une ville légitimement devenue universelle, assoiffée d'art, riche de mille talents, mais trop brouillonne encore dans son expansion.

Les nouveaux dirigeants de la chambre de commerce et d'industrie, conduits par Guy Fourcade, cet entrepreneur qui avait eu le courage d'affronter Jacques Farran, donnent l'exemple : en huit mois, après avoir « hérité », pour leur part, d'un trou financier de 16 millions de francs, ils ont déjà redressé l'image de l'institution consulaire en assainissant ses comptes et en instaurant une politique permanente de concertation sociale et professionnelle, en opposition radicale avec les pratiques autocratiques de leurs prédécesseurs.

Il était temps que Perpignan se réveille. Pour oublier ses fantasmes. Pour s'affranchir enfin de toute tutelle, vivre sa catalanité au présent, la conjurer librement au futur. Pour comprendre qu'à l'horloge de l'Europe, où l'abolition des frontières va sonner la fin de son interminable pénitence, elle a rendez-vous avec le joyeux défi de ses complètes retrouvailles avec l'autre versant des Pyrénées, son autre face trop longtemps expiée par manque de confiance en soi.

de notre envoyé spécial

Alain Rollat

Prochain article :

LA ROCHELLE

• Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) et Mâcon (daté 29-30 novembre).

## Un baroudeur discret

Il n'occupe pas les estrades, encore moins les plateaux de télévision. Il ne joue pas les Kouchner. Il se veut simplement « super-généraliste ». Il fait pourtant partie, depuis vingt ans, de ces discrets baroudeurs de l'action humanitaire qui font honneur à la médecine française sur tous les fronts du monde où la guerre et la misère tuent.

C'est un ancien « Bruton », entêté par un ancien élève du pyrénaïque de La Flèche, ce haut lieu des traditions militaires où l'on cultive le souvenir de Descartes aussi pieusement que celui de Gallieni.

Chef du service de diabétologie au centre hospitalier général de Perpignan, délégué régional pour le Languedoc-Roussillon d'une ONG, Aide médicale internationale, engagée partout en première ligne, aux côtés, souvent, de Médecins du monde et de Pharmaciens sans frontières, il a soigné de l'Inde à la Colombie, de la Mauritanie à Haïti, de l'Algie-

nistan à la Roumanie, sacrifiant ses congés à la conception tranquille qu'il a de son devoir.

En avril dernier, il a été l'un des premiers « french doctors » à secourir les Kurdes d'Irak isolés, loin de la zone protégée par les forces de l'ONU, autour de Soleymaniéh, l'une des villes entièrement détruites par la garde « républicaine » de Saddam Hussein.

## « Hiroshima quarante ans après »

Lui qui n'est pas homme impressionnable admet que ce qu'il a vu là-bas l'a « fortement secoué » : « J'ai eu l'impression de découvrir Hiroshima quarante ans après. Dans les villes de Chaklawa et de Quel'Ah Dizat, il n'y avait plus un seul mur debout. Ce n'étaient que décombres, entremêlements de ponts et de routes cassés. J'ai effectué cent vingt consultations par jour. Un chirurgien suisse de Genève, Charles-Henri Rochat, rencontré sur

place, opérait jusqu'à cent cinquante personnes vingt heures sur vingt-quatre. Dans les camps, quatre enfants en moyenne mouraient chaque jour de déshydratation, de dénutrition ou de surinfection. D'autres étaient atrocement brûlés ou déchiquetés par les explosions des mines. Les cas de typhoïde ne se comptaient plus. Je n'ai vu rien de comparable en Afghanistan, où le peuple avait une porte de sortie et de liberté vers le Pakistan... » A son retour, il a cherché à témoigner. Qui l'a écouté ?

Quand les images de douleur et de mort qui hantent sa mémoire se font trop lancinantes, ce Palois d'origine, catalan d'adoption, quitte un instant l'hôpital, enfourche sa moto et fonce au hasard des chemins vers l'air frais des cimes. Puis il redescend au charbon, en silence. Il s'appelle Michel Piperno. On est fier d'avoir été son condisciple.

A. R.

## Chiffres

• Préfecture de département des Pyrénées-Orientales : Perpignan compte 106.982 habitants.  
• 1.330.000 habitants, qui comptent une commune de 150.000 habitants et se situe au trente-neuvième rang du classement effectué par l'INSEE des cent premières agglomérations de France métropolitaine.  
• Résultats des élections municipales du 15 mars 1989 : L. 70.171 ; V. 44.718 ; A. 36.27 % ; E. 43.139.  
Union droite (UDF, UDF, maire) : 17.169 (39,84 %) ; 39 élus (16 UDF, 12 RPR, 11 LR, 11 PS).  
Union gauche (Maire, div. g.) : 13.224 (30,69 %) ; 8 élus (3 PC, 4 PS, 1 MR, 1 P.).  
FN (Sergent) : 12.615 (29,25 %) ; 8 élus (6 FN, 2 div. d.).  
• Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 : L. 67.882 ; V. 41.383 ; A. 39,02 % ; E. 40.316.  
Non : 21.550 (50,45 %).  
Oui : 18.766 (46,54 %).